

THÈSE DE

NANCY.

1882

N^o. 4.

UNIVERSITÉ DE FRANCE. — ACADÉMIE DE NANCY.

DE LA PROPRIÉTÉ,
DE L'ADMINISTRATION DES FORÊTS ET DES DROITS
DONT ELLES PEUVENT ÊTRE L'OBJET.

EN DROIT ROMAIN

LE DROIT PÉNAL FORESTIER

EN DROIT FRANÇAIS

PAR

GEORGES THOMAS DES CHESNES

GARDE GÉNÉRAL DES FORÊTS.

PARIS

MARESCQ JEUNE, LIBRAIRE-ÉDITEUR,
27, RUE SOUFFLOT, 27.

1882

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE FRANCE. — ACADEMIE DE NANCY.

DE LA PROPRIÉTÉ,
DE L'ADMINISTRATION DES FORÊTS ET DES DROITS
DONT ELLES PEUVENT ÊTRE L'OBJET.
EN DROIT ROMAIN

LE DROIT PÉNAL FORESTIER

EN DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

PAR

GEORGES THOMAS DES CHESNES

GARDE GÉNÉRAL DES FORÊTS.

L'acte public sur les matières ci-après sera présenté et soutenu
le Lundi 10 Juillet 1882, à 4 heures.

PRÉSIDENT : M. LEDERLIN, *professeur-doyen,*

SUFFRAGANTS :	{	MM. LIÉGEOIS,	{	PROFESSEURS.	
		LOMBARD PAUL,			
		GARDEIL,		{	AGRÉGÉS.
		BEAUCHET.			

Le candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront faites
sur les autres matières de l'enseignement.

PARIS

MARESCQ JEUNE, LIBRAIRE-ÉDITEUR,
27, RUE SOUFFLOT, 27.

1882

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

MM. LEDERLIN, I ☼,	Doyen, Professeur de Droit romain (2 ^e chaire), autorisé à faire le cours de Pandectes, et Chargé du cours de Droit français étudié dans ses origines féodales et coutumières.
JALABERT, ✱, I ☼,	Doyen honoraire.
LOMBARD (A.), I ☼,	Professeur de Droit commercial et Chargé du cours de Droit des gens.
LIÉGEOIS, I ☼,	Professeur de Droit administratif, et Chargé du cours d'Histoire du Droit romain et du Droit français.
BLONDEL, A ☼,	Professeur de Code civil (2 ^e chaire), et Chargé du cours de Droit constitutionnel.
BINET, A ☼,	Professeur de Code civil (3 ^e chaire), et Chargé du cours de Droit civil approfondi dans ses rapports avec l'Enregistrement.
LOMBARD (Paul) A ☼,	Professeur de Code civil (1 ^{re} chaire).
GARNIER,	Professeur d'Économie politique.
MAY,	Professeur de Procédure civile.
CHAVEGRIN,	Agrégé, Chargé du cours de Droit international privé.
GARDEIL,	Agrégé, Chargé du cours de Droit criminel.
BEAUCHET,	Agrégé, Chargé du cours d'Histoire générale du Droit français public et privé.
BOURCARD,	Agrégé, chargé du cours de Pandectes, autorisé à faire le cours de Droit romain (2 ^e chaire).
LACHASSE, I ☼,	Docteur en Droit, Secrétaire, Agent comptable.

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du Candidat. Le visa n'est donné qu'au point de vue de la morale et de l'ordre public (Statut du 9 avril 1825, art. 81).

DROIT ROMAIN

De la propriété, de l'administration des forêts et des droits dont elles peuvent être l'objet en droit romain.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA PROPRIÉTÉ DES FORÊTS.

La propriété des forêts doit s'envisager suivant trois grandes périodes de l'histoire romaine : la royauté, la république et l'empire. Nous diviserons donc ce chapitre en trois sections.

PREMIÈRE SECTION.

Les forêts sous les rois.

Pendant cette première période, les forêts sont toujours entre les mains de l'État ; la jouissance en appartient le plus souvent au premier occupant, celui qui a établi son droit par la lance (*hasta*). Les bois n'échappent à cette propriété de l'État qu'en devenant *res divini juris*.

Les collines sur lesquelles Romulus et ses compagnons fondent Rome, sont couvertes de forêts, et comme l'observe Pline, plusieurs quartiers de la ville doivent leur nom aux bois que renfermait autrefois l'enceinte. La porte Querquetulane était voisine d'un bosquet de chênes; le Viminal couvert d'osiers. Toutes les terres appartiennent à l'État, à cette époque primitive, et se distinguent en *Ager romanus* et en *Ager publicus*. L'*Ager romanus* est l'objet de délimitations successives faites par Romulus, Numa, Ancus, Tarquin l'Ancien et Servius Tullius; il est divisé entre les citoyens, soit par curie, soit par tête : « A la dernière étendue mar-
« quée par Servius Tullius, dit M. Ortolan (1), le
« champ quiritaire s'arrête. En vain Rome, de con-
« quête en conquête, envahira le monde et reculera
« les limites de sa domination, l'*Ager romanus* res-
« tera tel qu'il vient d'être fixé. »

L'*Ager publicus* est la partie du territoire de Rome qui reste en dehors de l'*Ager romanus*. Il n'est l'objet d'aucune division entre les citoyens; il reste la propriété exclusive de l'État formant des champs réservés, soit pour servir aux usages communs, soit pour être exploité au profit de la chose publique ou concédé au nom de l'État en jouissance gratuite ou moyennant redevance.

L'*Ager romanus* ne comprend que des terres

(1) Ortolan, tome I, p. 86, éd. 1870.

déjà cultivées; Cicéron nous en fournit le témoignage par les paroles qu'il met dans la bouche de Scipion, au sujet de Numa : « Ac primum agros quos bello
« Romulus ceperat divisit (Numa) viritim civibus
« docuitque sine depopulatione et præda posse eos
« colendis agris abundare commodis omnibus amo-
« remque eis otii et pacis iniecit (1)..... » Denys d'Halicarnasse s'exprime de même. Les forêts font donc partie de l'*Ager publicus*; elles se distinguent de la masse de ce territoire en ce qu'elles sont le plus souvent livrées à l'usage commun, et que jamais il n'est relaté qu'elles aient été concédées comme les terres. Peut-être pourrait-on soutenir que le peuple a parfois reçu, dans les premières divisions de l'*Ager publicus*, certaines parties boisées avec l'obligation de les défricher; mais nous croyons que le respect des hommes pour la forêt était trop profond, sous les premiers rois, pour qu'ils aient osé abattre les bois qu'ils considéraient comme le séjour des dieux. En effet, dans la plus haute antiquité, les grandes forêts sont comme les remparts des peuples; la forêt de Ciminie est le rempart naturel entre l'Etrurie et Rome, dans les premiers siècles de la fondation de cette dernière; comme cinq cents ans plus tard, le Harz et les bois de la Germanie arrêtent César dans ses conquêtes. Une

(1) Cicéron, *De Republica*, II, § 14, p. 244, éd. Moser et Creuzer, 1826.

grande vénération pour les limites existe pendant toute la période que nous étudions. Les *Agrimensores*, qui sont chargés d'établir des limites, font partie de la caste des prêtres alors toute-puissante.

Chez les Etrusques, dont la religion est devenue, avec de légères modifications, celle de Rome, Jupiter portait les noms de dieu Terme ou Sylvain et était l'objet d'un culte très fervent. C'est ce dieu qui est censé avoir établi sur la terre la première borne; la forêt, *hulè*, *sylva*, a semblé, aux hommes primitifs, la forme la plus naturelle de limites. Il s'est conservé, depuis la fondation de Rome jusqu'à la chute des rois, un usage que motive ce culte du dieu Terme ou Sylvain; c'est la formation du *lucus*.

Lorsqu'une surface boisée se trouve au milieu des champs, trois, quatre ou un plus grand nombre de lignes limitrophes viennent y aboutir dans la division des terres; il est d'usage de laisser dans ce point important subsister une parcelle boisée qui est consacrée au dieu Sylvain, pour que chacun puisse s'y reposer et y offrir un sacrifice.

Peu à peu, pour recevoir le nombre croissant des fidèles, il faut gagner de l'espace et éclaircir le bois, *nemus*. Dans les limites des grands héritages, là, où une surface étendue a été consacrée au culte, cette éclaircie au milieu du massif forme une prairie, dans laquelle se nourrissent les animaux destinés aux sacrifices. C'est l'ensemble de ce bois, entourant un pâturage qui reçoit le nom de *lucus*. Tite-Live

nous en donne ainsi la description : « *Lucus ibi frequenti sylva et proceris abietis arboribus septus læta in medio pascua habuit, ubi omnis generis sacrum Deæ pascebatur pecus, magni fructus ex eo pecore capti columnaque inde aurea solida facta* (1). » Des prêtres résident dans ces bois sacrés et y procèdent aux sacrifices que veulent accomplir les riverains ou les passants; car à cette époque, toutes les limites pouvant être utilisées comme chemins, il n'était pas rare que le *lucus* servît d'abri aux voyageurs. Le *lucus* est une *res sacra*, dont la jouissance est entre les mains des prêtres du dieu du sanctuaire; mais le bois sacré réservé sur l'*Ager publicus* est une *res nullius*, car il rentre dans la classe de toutes les limites à cette époque, et, comme toutes choses *divini juris*, sort définitivement du domaine de l'État (2).

DEUXIÈME SECTION.

Les forêts sous la république.

§ I^{er}.

De la fondation de la République jusqu'à la fin de la deuxième guerre Punique.

Cette période n'est guère plus riche que la pré-

(1) Tite-Live, 24, III.

(2) Paul Diacre nous a conservé l'important fragment suivant, dans ses extraits de Festus : « Numa..... statuit eum qui terminum exarasset, et ipsum et boves sacros esse. »

cédente en documents sur la propriété des forêts.

Elle est caractérisée par ce fait, que le *Dominium ex jure Quiritium* sur l'*Ager publicus* que vient sanctionner la loi des XII Tables, appartient à l'État, qui souvent, il est vrai, en délègue la jouissance soit aux particuliers, soit aux cités.

D'après Frontin, de fréquentes controverses se sont élevées, dans la Campanie, au sujet des droits que peuvent faire valoir les possesseurs des champs cultivés de la plaine sur des forêts qui, situées en montagne, sont parfois séparées de leurs terres par quatre ou cinq héritages voisins ; de même, pour les pâturages que possèdent en commun plusieurs fonds, et qu'on désigne sous le nom de *pascua communia* en Italie et sous celui de *pro indiviso* dans les provinces. Ces controverses s'élèvent à chaque succession, à chaque aliénation, et pour les résoudre, il faut rechercher l'origine de ces propriétés. Quand sur une montagne abrupte et stérile, la culture ne peut pas s'emparer du sol ; quand le manque d'eau éloigne toute habitation humaine, pour que les fruits de la forêt ne se perdent pas, on la divise entre les particuliers, propriétaires des fonds cultivés de la plaine. Sur les Tables d'airain dressées pour la division des terres par les *Agrimensores*, ces attributions de forêts ou de pâturages figurent avec le nom de chaque titulaire. Toute controverse se résout donc très simplement, en général ; Rome, du reste, demeure toujours propriétaire *ex jure Quiritium* de

ces terres, qu'elle n'a concédées qu'à titre de jouissance. Mais, lorsque la distribution des terres remonte à une époque très éloignée, que les Tables d'airain n'ont pas été dressées avec tout le soin dont on les a entourées plus tard, la controverse est alors très difficile à résoudre ; pour savoir à quel particulier appartient la jouissance de la forêt, il faut rechercher la constitution de tous les héritages situés dans la plaine que domine la montagne boisée ; car l'attribution a pu être faite à tout particulier de la région. Parfois, l'enquête aboutira à découvrir que ces forêts ont été abandonnées en jouissance à certaines personnes, mais en commun ; que les plus puissantes ont envahi le sol à leur profit exclusif. La question soulevée donnera lieu alors à une action en partage qui se terminera par l'assignation à chacun d'un fonds en nature de bois.

Dans certains cas, avons-nous dit au début de notre paragraphe, l'État, propriétaire universel de l'*Ager publicus*, attribue des forêts, non seulement aux particuliers, mais encore en délègue la jouissance aux cités. La nature de cette délégation n'est pas bien déterminée jusqu'à la fin de la deuxième guerre punique, parce que la nature des rapports de la métropole avec les vaincus, est souvent très différente (1). En effet, la diversité du régime municipal, à cette époque, est très grande ; les villes se divisant

(1) Duruy, *Histoire des Romains*, tome I, p. 289, éd. 1870.

en municipes de trois sortes, en préfectures et en *dediticii*; si on y ajoute les *civitates immunes*, qui sont en quelque sorte des villes alliées, on aura toutes les formes de constitutions municipales de l'époque.

La grande variété des lois qui régissent ces constitutions municipales rend très difficile la fixation des qualités de la possession forestière par les cités. Point de mesures générales dans cette république romaine, qui remporte de si belles victoires : là, un municipe *optimo jure*, et à quelques milles une ville de *dediticii*. La similitude entre cités voisines, aurait uni ce que le Sénat voulait diviser; un seul point est commun entre la nature de possession de ces villes, c'est la propriété suprême de l'État sur l'*Ager publicus*, et par conséquent, sur les forêts, dans toute l'étendue de la République.

Ce qui nous le prouve, c'est la confiscation que Rome opère sur les terres des villes qui ne lui ont pas été fidèles : ainsi, l'an 211, après le séjour d'Annibal à Capoue, et la trahison de ce municipe *optimo jure*, le Sénat décide que tous les biens de cette cité seront repris par le domaine public(1). Rome retire à Capoue la jouissance des forêts et de l'*Ager publicus* qu'elle lui avait déléguée. Il est probable, du reste, que chaque ville payait à Rome un tribut pour user de certains droits sur les forêts, qui ne faisaient pas partie des terres attribuées aux particuliers.

(1) Tite-Live, XXVI, 45.

Le pouvoir religieux demeure très étendu et pèse sur presque toutes les décisions du Sénat et des grands dignitaires. Le culte des dieux se conserve intact, et, si la loi des Douze tables ne laisse plus subsister la peine capitale pour toute violation de propriété, la vénération des limites n'en reste pas moins profonde. Cette influence considérable des prêtres assure le maintien des nombreux *luci*, à l'état de *res nullius*.

En résumé, les forêts à Rome, jusqu'à la deuxième guerre punique, restent la propriété exclusive de l'État. De plus, elles ne sont jamais des *Agri limitati* proprement dits, c'est-à-dire que jamais les *Agrimensores*, cette corporation religieuse dont la puissance est alors si grande, n'enferment les forêts dans un réseau de limites, avec les rites solennels. Elles ne font pas non plus partie des *Agri quaestorii*, ces terres vendues au profit du Trésor par le ministère des Questeurs; mais, comme nous l'avons exposé, les forêts peuvent être des *Agri assignati*, pour compléter des parts de colons, et font alors exception à la règle de limitation des *Agri assignati* ordinaires. Les forêts sont donc toujours des *Agri non limitati*, à moins que, laissées au milieu des fonds partagés, elles ne forment des *subseciva*, terres qui n'ont été l'objet ni d'une vente ni d'une assignation; auquel cas, elles sont limitées par la force même des choses. Certains auteurs ont émis l'opinion que toutes les terres, en dehors des *Agri*

assignati et *quæstorii* étaient des *subseciva*, et qu'ainsi, le domaine réservé à l'État n'existait pas. Nous ne croyons pas que cette opinion puisse se soutenir, en face des fragments des *Agrimensores* et des passages de Varron (1) et de Suétone (2). L'étymologie du mot *subseciva* elle-même, proteste contre cette explication (3).

§ II.

De la fin de la deuxième guerre Punique jusqu'à l'avènement d'Auguste.

Le droit est arrivé à son complet développement : chaque cité forme une petite république ayant son administration et ses droits spéciaux ; l'État est toujours propriétaire de toutes les terres de l'*Ager publicus*, à moins qu'elles n'aient été assignées à des particuliers ; car à partir de la loi Thoria, ces concessions sont irrévocables. Les forêts appartiennent donc à l'État ; mais le plus souvent, c'est la cité qui les possède ; la propriété forestière privée existe aussi, mais plus restreinte, elle n'est que le résultat de la division des terres ; soit dans la formation de municipes ou de préfectures, soit dans la constitution de colonies. Enfin la propriété du *lucus* change de nature, le bois sacré n'est plus *res nullius*, mais il

(1) Varron, *De re rustica*, I, 10.

(2) Suétone, *Domitien*, IX.

(3) Accarias, p. 486, t. I, éd. 1882.

devient *res universitatis*, c'est-à-dire propriété de l'État ou de la cité.

Relatons ici un passage de Rudorff qui, dans son commentaire sur les *Agrimensores*, nous a donné les précieux aperçus suivants sur ces questions : « Dans
« l'État ou dans la cité libre existe l'*Ager publicus*,
« qui tantôt est aliéné, tantôt est l'objet d'une posses-
« sion privée stable, de telle sorte que la perception de
« l'impôt pour l'État est toujours assurée. Cette partie
« de propriété de l'État se trouve l'objet d'un usage
« public ou privé (*in publico aut in privato usu*).
« L'usage public se rencontre lorsque le fonds est
« employé à l'utilité de l'État ou de la cité, soit au
« point de vue général, soit au point de vue reli-
« gieux : ainsi des bois sacrés ne sont pas, quoique
« *res divini juris*, des *res nullius*, mais bien des
« *res in bonis universitatis*. Les forêts et les domai-
« nes de la République en Italie ou dans les provinces
« servent à l'usage général ; car les bois et les fonds
« sont utilisés pour les intérêts publics des cités.
« L'usage privé est à son tour ou commun ou parti-
« culier ; sont laissés en usage commun : les forêts
« ou les pâturages (*compascua communalia pro*
« *indiviso*) qui produisent du bois et des fruits,
« de la laine et du foin (*fructus et usus*) (*Nominibus*
« *data*, 54, 19, *silvæ et pascua publica Augustino-*
« *rum*). La loi Thoria, C. 10, reconnaît qu'il existe de
« tels fonds dont la propriété appartient à la Républi-
« que ; les *Agrimensores* ne les mentionnent que

« dans les villes soumises de l'Italie et des provinces,
« là où l'État a concédé des droits. L'usage privé et
« particulier (*possessio*) avait pour objet les *Agri*
« *publici* dont l'occupation par quelques-uns avait
« été tolérée (*occupatio*). Il ne faut pas confondre ces
« *occupatorii* avec les *arcifinales*; ces derniers en
« effet ne sont pas occupés par des hommes isolés
« mais par une troupe de vainqueurs qui s'empare
« d'un territoire limitrophe (1). »

Cette longue citation d'un auteur, dont la science et les travaux sont considérables, demande quelques commentaires. On constate d'abord que tous les faits que nous avons énoncés sont justifiés par Rudorff. Les forêts sont la propriété de l'Etat administrées tantôt par lui, tantôt par les cités; rarement des concessions en rendent des particuliers propriétaires. Quant à la nature du droit que peuvent avoir les prêtres sur les bois sacrés, il y a lieu de décider, d'après notre texte que le *lucus* devient une *res in bonis universitatis*. Il n'est donc plus *res nullius* : le pouvoir civil à Rome prend en effet vers l'an 200 av. J.-C. une grande suprématie sur la religion. Si les augures parviennent à servir de guides dans tous les premiers pas de la république, la religion n'a plus à l'époque qui nous occupe qu'une influence secondaire qui n'arrive jamais à peser, ni sur les déci-

(1) Rudorff, t. II, p. 310, Berlin, 1848, *Gromatische institutionen*.

sions des de corps l'Etat, ni sur les volontés des consuls, ni sur l'organisation générale; du reste les prêtres ne méritent plus les respects qu'ils avaient su se concilier; leurs mœurs et la pureté du culte se sont peu à peu perverties; ils n'ont donc que la possession du *lucus*.

Il nous reste à nous occuper spécialement des fonds laissés entre les mains des villes. Parmi ces terres, les forêts font partie du domaine public de la cité, soit qu'elle en conserve l'administration, soit qu'elle en abandonne la jouissance à une communauté de particuliers. La cité ne possède que les forêts abandonnées en jouissance par l'Etat; elle peut les gérer comme bon lui semble, d'après les décisions de son sénat et de ses magistrats. Elle peut user de la forêt en accordant sur elle, soit le *jus in agro vectigali*, soit le *jus in agro publico*.

Jusqu'à l'avènement d'Auguste, les lois de la République restent en vigueur et Rome n'abandonne pas son droit souverain de *dominium* sur l'*Ager publicus* et les terres conquises; la ville n'est pas encore propriétaire du sol des forêts. Les inscriptions d'Orellius (1) nous sont d'un précieux secours pour prouver ce fait; elles relatent en effet un sénatus-consulte conservé intact sur une table d'airain qui fut découverte en 1506 dans le territoire de Gènes, à la dixième pierre miliaire de la ville. Ce sénatus con-

(1) Orellius, *Inscription*, n° 3121, t. II, p. 40. Turyci, 1828.

sulte, qui date croyons-nous de l'an 600 de Rome, en parlant des droits concédés aux Gênois et à d'autres habitants de villes, sur des forêts voisines, n'emploie jamais que le mot *possidere*; marquant ainsi que c'était bien une possession et non une propriété qu'avaient les cités sur les terres de l'*Ager publicus*, Rome conservant toujours le *dominium* (1).

La constitution des colonies militaires, au point de vue de la propriété forestière, a une certaine importance, dans cette période.

« En général, dit Walter (2), seul le pays cultivé
« est mesuré et divisé, les surfaces boisées ou couver-
« tes de pierres ou marécageuses ne le sont pas. On
« peut cependant ajouter une forêt ou un pâturage
« aux champs partagés (3). Là où toute la surface est
« sillonnée de terres incultes, les centuries ne reçoivent pas d'assignation de parcelles homogènes et
« d'un seul tenant, mais on leur donne des parcelles
« séparées, les unes grandes, les autres petites. On
« ne comprend pas dans le partage les bois sacrés et
« les lieux religieux. Enfin on laisse, en dehors de
« tout arpentage ou délimitation, une surface de terre

(1) *S. C. de Genuat. lin.*, 32. « Quei ager compascuos erit quominus pecuascere Genuates Veiturosque liceat. — Ni quis prohibeto nive quis vim facito nive prohibeto, quominus ex eo agro licna materiamve sumant utanturque. »

(2) Walter, n° 268, t. I^{er}, *Geschichte des Römischen Rechts*, 1860.

(3) Ces parcelles deviennent la propriété privée. Sic. Flacc., *De condic. agror.*, p. 163. — Hyg., *de limit. const.*, p. 203. — Frontin, p. 15. — Agg., *de cont. agror.*, p. 79, édit. 1848.

« labourable, soit au milieu, soit sur les confins de la
« colonie. Tout ce qui n'est pas assigné, mesuré ou
« non, demeure la propriété du peuple romain, et peut
« servir à de nouvelles assignations, provenant de
« l'augmentation de la colonie. Souvent aussi la co-
« lonie reçoit ces terres comme présent et en fait des
« prairies communes, ou les met en location. Ces
« présents sont tous portés sur le *liber beneficiorum*
« tenu à Rome dans le palais de l'empereur. »

La première fondation des colonies de vétérans remonte à Sylla; depuis lors, à la suite des guerres civiles, il s'en forma chaque année de nouvelles; mais les soldats auxquels des terres avaient été assignées ne les cultivaient pas, les vendaient à vil prix et reprenaient du service militaire, s'ils le pouvaient. César, puis Auguste, maintiennent ces colonies qui prennent une assiette solide, dotées qu'elles sont par ces princes d'une sage constitution. Les colonies militaires, jusqu'à l'avènement d'Auguste, sont formées sur des territoires que la conquête a rendus propriété de l'Etat; les habitants sont exilés et les terres divisées. Ce partage donne lieu à une question controversée au point de vue des forêts, question qui consiste à savoir si ces forêts doivent être comprises dans la division fixée en ces termes par la règle « *ager est cultura assignatus qua falx et arater ierit.* » On discutait déjà sur le sens de cette phrase, à l'époque où écrivait Hyginus, qui nous donne son opinion à cet égard : « Certains auteurs, dit-il, pensent qu'on en-

« tend par là que la terre cultivée seule est divisée. A
« mon avis, cela signifie qu'il faut assigner, à chacun,
« des terrains utiles; qu'on ne devra pas donner uni-
« quement une surface boisée, ou seulement un pâtu-
« rage. Mais le vétéran, qui aura reçu une grande sur-
« face de terre cultivée, pourra très bien recevoir une
« parcelle de forêt pour compléter sa part; de la sorte,
« il arrivera que les uns recevront des forêts attenant
« à leurs terres et d'autres des forêts sises en monta-
« gne, séparées quelquefois par plusieurs voisins(1). »
Rudorff dans ses commentaires sur les *Agrimen-
sors* (2) admet volontiers cette opinion d'Hyginus;
les terres seraient donc divisées *d'après la nature
de leur culture*.

Zumpt soutient qu'on n'a dû donner aux vétérans ces terres que pour les cultiver, pendant que la propriété en restait à l'État (3). Il nous semble difficile d'établir sur un principe de droit que les terres n'étaient données que pour la culture; car ce but de la concession ne cadrerait pas avec le droit qu'avaient les vétérans de constituer, sur leurs terres, un usufruit ou même une emphythéose, et de plus, il n'est jamais question de culture dans le contrat d'assignation. L'opinion soutenue par Hyginus et Rudorff nous sem-

(1) Hygin., *de limit. constit.*, p. 201, t. I^{er}, éd. 1848. *Die schriften der Römischen Feldmesser*.

(2) Rudorff, *Gromatische Institutionen*, t. II, p. 361. 1848.

(3) Zumpt, *De coloniis militaribus Romanorum*, t. I^{er}, pp. 195 à 491. 1850.

ble donc incompatible avec les mots de la règle « *qua* » « *falx et arater ierit*; » nous admettons de préférence l'opinion de Walter que nous avons citée plus haut ; dans ce système, la terre cultivée seule est divisée, toute friche, tout bois n'entre pas dans le partage et reste la propriété de l'État. Pour justifier cette doctrine nous traduisons la loi, *ager est cultura assignatus* par *ager est assignatus (ubi) cultura (est)*. Siculus Flaccus, un des *Agrimensores*, s'exprime en ces termes généraux sur la division des terres dans les colonies de vétérans : « *Militi veteranoque cultura assignatur* : si quid enim amari et incerti soli » « *est, id assignationi non datur.* » De plus, Tite-Live nous rapporte que Sylla assigna le pays cultivé et que la région montagneuse ne fut même pas mesurée ; ces motifs nous ont décidé à adopter le système qui soutient que, dans les colonies militaires, les forêts sont restées la propriété exclusive de l'État.

Terminons, par une question importante qui a soulevé de nombreuses controverses, et qui consiste à déterminer si toute réunion d'habitants peut posséder un *Ager publicus* et par conséquent des forêts. Que les villes soient des *civitates* ou des *municipia*, la loi reconnaît toujours leur aptitude à posséder ; si les réunions d'habitants peuvent être classées dans le rang des *fora* et des *conciabula*, la table d'Héraclée les met sur le même pied que les municipes. Les *vici* peuvent recevoir des legs, nous enseigne Gaius, d'où il résulte qu'ils sont capables de possé-

der. La distinction entre la personnalité de la cité et celle des membres qui la composent est très nette et fait l'objet de plusieurs textes au Digeste (1). Dès lors, de même qu'une dette due à la ville n'est pas due à chacun des habitants, de même la forêt qu'aura reçue la ville sera à elle seule et non aux habitants; elle pourra donc exercer sur cette forêt son droit de jouissance, en n'accordant aux citoyens que les permissions qu'elle jugera suffisantes.

Dans l'Italie, comme dans les provinces, Rome perçoit une somme annuelle que paient les particuliers, pour envoyer leurs troupeaux dans les pâturages publics. Elle leur permet aussi de prendre dans ses forêts le bois qui leur est nécessaire.

Si la tutelle administrative n'existe pas à Rome, si les grandes cités ont chacune leurs lois propres et forment dans la République, comme autant de petites républiques, si l'influence du pouvoir central ne se fait pas encore sentir sur l'indépendance et la liberté des villes, il n'en est pas moins vrai qu'un lien étroit unit tous les citoyens et toutes les cités; le *dominium* de l'Etat sur l'*Ager publicus* et en particulier sur les forêts, plane sur cette société puissante et forme une des chaînes qui en retient toutes les parties. A mesure que cette idée de propriété de l'*Ager publicus* par l'Etat disparaît et que la possession de

(1) L. 2, Dig., *Quod cujusque*, etc., lib. III, tit. IV, — l. 7, § 1^{er}, *eod. tit.*

chaque ville se transforme en propriété exempte de cette haute suprématie, le pouvoir central établit un régime de tutelle sur toutes les cités pour consolider son autorité et le sceptre des Empereurs va bientôt peser lourdement, sur les peuples soumis. C'est cette période, dans laquelle s'établit et s'affermir la tutelle administrative, que nous allons étudier.

TROISIÈME SECTION.

Les forêts sous l'Empire.

Sous l'empire, l'Etat perd peu à peu son *dominium* général sur l'*Ager publicus*, à tel point qu'à l'époque de Justinien, il semble que ce droit n'est plus qu'un souvenir ancien. Les forêts deviennent donc la propriété pleine et entière des cités, à moins que l'Etat ou l'empereur n'en soient restés en possession. La forêt en tant que propriété privée, continue à être une exception, qui se trouve cependant dans les *latifundia* des riches Romains. Un édit de Domitien met fin aux dernières questions soulevées au sujet de ce qui reste du domaine de l'Etat, en Italie, en concédant aux possesseurs le droit de s'approprier les *subcesiva* et en transformant toutes les possessions en pleine propriété (1).

La forêt de l'Etat ou de l'Empereur, toujours

(1) Frontin, LIV, 9. — L. 87, § 4, Dig., *De legatis*, lib. II, tit. XX. — Rudorff, *Geschichte des Römischen Rechts*, I, § 16, p. 43, (1848).

imprescriptible, peut être aliénée; mais les forêts des villes qui sont aussi imprescriptibles, sont inaliénables. Le *lucus*, avec le développement et le triomphe du christianisme, disparaît peu à peu; rentré déjà dans le domaine de l'État, pendant les derniers temps de la république, il devient, sous l'empire, la propriété des villes et quelquefois, celle des particuliers.

Nous allons développer chacun de ces points.

Toutes les forêts situées sur le sommet des montagnes, soit dans les Alpes, soit sur les Balkans, soit sur les hauts sommets africains, sont restées la propriété de l'État ou des empereurs. Ce sont des choses publiques en ce sens qu'elles appartiennent au domaine national.

« Les textes laissent beaucoup à désirer, dit
« M. Serrigny (1), sous le rapport de la précision sur
« le sens attribué au mot « *chose publique* » en
« droit romain. Justinien dans ses Pandectes entend
« par là, celles qui sont opposées au bien des parti-
« culiers et qui sont *universitatum* sans distinguer
« si cette corporation est l'État tout entier ou une
« autre agrégation (2). Dans ses Institutes, il oppose

(1) Serrigny, *Droit adm. des Romains*, t. I^{er}, p. 432 (1862).

(2) « Hæ autem res quæ humani generis sunt, aut publicæ sunt
« aut privatæ. Quæ publicæ sunt nullius in bonis esse creduntur:
« ipsius enim *universitatis* esse creduntur. Privatæ autem sunt, quæ
« singulorum sunt. » L. 1, Dig. pr., de div. rer. et qual., lib. I,
tit. VIII.

« avec plus de raison, les choses étant dans le
« domaine public national à celles qui sont dans le
« domaine public municipal (1). » Dans ce domaine
national les forêts sont tantôt entre les mains de
l'État, tantôt entre celles des empereurs. Au com-
mencement de l'Empire, les mots *ærarium* et
fiscus présentent un sens différent, le premier mot
s'appliquant au trésor de l'État, l'autre au trésor du
prince. Cette distinction est une conséquence de la
division des provinces faite par Auguste entre lui et
le Sénat ; il en résulte que les revenus des provinces
abandonnées au Sénat, entrent dans le Trésor public,
tandis que les revenus de celles réservées à l'empe-
reur lui appartiennent. C'est ce qui a lieu au temps
de Gaius (2) et d'Ulpien (3). Pline le Jeune, dans le
panégyrique de Trajan, le loue de s'être moins
préoccupé de son trésor particulier (*fiscus*), que de
celui de la chose publique (4). Jules Capitolin fait le
même éloge de Marc Antonin le Philosophe (5). Les

(1) Inst. pr. et § 6, *de rer. div.*, lib. II, tit. I^{er}.

(2) « Stipendiaria sunt ea quæ in his provinciis sunt, quæ propriæ
« populi romani esse intelliguntur. Tributaria sunt ea quæ in his
« provinciis sunt, quæ propriæ Cæsaris esse creduntur. » (Gaius II,
21).

(3) « Res enim fiscales quasi propriæ et privatæ principis sunt. »
(L. 2, § 4, Dig., *Ne quid in loc. public.*, lib. XLIII, tit. VIII).

(4) « At fortasse non eadem severitate fiscum quam ærarium cohi-
« bes ? Imo tanto majore, quanto tibi licere de tuo quam de publico
« credis. »

(5) « Fisco in causis compendii nunquam judicans favit. »

forêts qui ne sont pas devenues la propriété des villes sont à cette époque tantôt à l'État, tantôt à l'empereur; mais à mesure que le pouvoir impérial s'étend, la confusion qui s'établit entre les provinces du Sénat et celles de l'empereur amène la confusion de l'*ærarium* et du *fiscus* et par conséquent, celle des forêts non municipales qui deviennent toutes forêts impériales. Dans les Codes Théodosien et Justinien, les mots *ærarium* et *fiscus* sont assez souvent employés l'un pour l'autre (1); mais il est difficile de déterminer exactement à quelle époque s'est opéré ce changement. Sous Septime Sévère et Caracalla, le jurisconsulte Paul donne pour titre à un de ses ouvrages « *De jure fisci et populi* » (2). Dans l'opinion de Savigny, la fusion des deux caisses en une seule s'opéra graduellement, mais jusqu'à Adrien, la distinction subsista de nom et d'effet (3).

Que les forêts soient entre les mains de l'État (*res publicæ*) ou dans le domaine public du prince (*res fiscales*), ou qu'elles soient confondues sous la puissance impériale, elles sont imprescriptibles (4); mais

(1) LL. 2 et 3, Cod., *de quadrienn. presc.*, lib. VII tit. XXXVII. — L. ult. Cod., *de bonis vacant.*, lib. X, tit. X.

(2) Voir la rubrique de la loi 1, Dig., *de bonis damnator.*, lib. XLVIII, tit. XX.

(3) Savigny, *System des Römischen Rechts*, t. II, p. 273. — Tacit., *Ann.*, V, 2; Plin., *Paneg.*, C. 42. — Spartien, *Hadrian.*, C. 7.

(4) L. 2, Cod., *Ne rei dominicæ*, lib. VII, tit. XXXVIII. — L. 2, Cod., *De fundis et saltibus rei dominicæ*, lib. XI, tit. LXVI.

il est permis de les aliéner. Frontin reconnaît ce caractère d'aliénabilité dans les termes suivants : « Sunt
« autem loca publica hæc quæ inscribuntur *ut silvæ*
« *et pascua publica Augustinorum*, hæc videntur
« nominibus datæ : quæ etiam vendere possunt (1). »
Ces aliénations sont même irrévocables et jouissent d'avantages qui n'appartiennent pas à celles des particuliers (2).

A côté de ce domaine public des empereurs, s'établit le domaine patrimonial des princes, qui, avec les années, prend une extension toujours croissante. A l'égard des forêts, comme des autres biens qui y sont compris, l'empereur, dans le dernier état du droit, agit comme si c'était un bien public ; aucune différence ne se présente donc entre la constitution de la propriété du domaine privé et celle du domaine public impérial.

La nature de la propriété des villes sur les forêts est de deux sortes sous l'empire. Tantôt la ville elle-même est propriétaire et la forêt qui sert à l'entretien d'établissements affectés à des services publics, est inaliénable, tantôt ce sont les habitants en commun qui sont propriétaires et la forêt peut être aliénée.

Un texte de Frontin (3) établit, d'une façon for-

(1) *Die Schriften der Römischen Feldmesser*, t. I^{er}, p. 54.

(2) Serrigny, *Droit administratif des Romains*, t. II, p. 27, n° 646 (1862).

(3) *Die Schriften der Römischen Feldmesser*, t. I^{er}, p. 54.
Frontin : « Est alia inscriptio quæ diversâ significatione videtur esse,

melle, l'inaliénabilité des forêts des villes et les auteurs qui ont contesté ce principe n'ont pu le faire que par la confusion de la propriété commune des forêts avec cette propriété publique. D'après ce texte, on voit que les forêts dont les villes sont propriétaires sont toujours inaliénables, parce qu'elles sont l'objet d'un usage public. Hyginus dans son traité *De limitibus constituendis* (1) s'exprime d'une façon aussi nette sur cette question : « *Æque territorio si*
« *quid erit assignatum, id ad ipsam urbem pertine-*
« *bit nec venire aut ab alienari a publico licebit. Id*
« *datum in tutelam territorio, adscribemus sicut*
« *silvas et pascua publica.* » Leur inaliénabilité est encore attestée par d'autres textes du Digeste et des Institutes (2). La preuve de leur imprescriptibilité est inscrite dans Gaius en ces termes : « Usucapionem
« recipiunt maxime res corporales exceptis rebus sa-
« cris, sanctis, publicis populi romani, et civitatum,
« item liberis dominibus. » Texte dans lequel, d'après l'opinion de M. Desjardins (3), la virgule qui précède *et civitatum* aurait été ajoutée par un co-

« in quo loco inscribitur *silva et pascua aut fundus, septicianus,*
« *coloniæ Augustæ concordia.* Hæc inscriptio videtur ad personam
« *coloniæ ipsius pertinere, neque ullo modo abalienari posse a re*
« *publicâ.* »

(1) *Id.*, tome I^{er}, p. 197, Hyginus, *de limit. constituendis*.

(2) L. 34, § 1, Dig., *De contrat. empt. lib.* XVIII, t. I. —
Id., l. 6, pr. — Instit. Justin., *De empt. et vendit.*, § 5.

(3) Desjardins, *De l'aliénation*, p. 51 (1862).

piste. Il nous semble au contraire que cette virgule donne à la phrase son sens réel, car nous pensons que l'imprescriptibilité était accordée avec raison à tous les biens des cités; les villes n'ayant pas à cette époque, c'est-à-dire au début de l'empire, la tutelle administrative pour les protéger, il était juste que la loi les garantît de toute usurpation.

Si la forêt, au contraire, est la propriété d'un certain nombre de riverains ou même de citoyens, dont les terres sont plus éloignées, et que cette propriété soit commune, elle n'est ni inaliénable ni imprescriptible; elle ne rentre, en effet, dans aucune des définitions précédentes, et n'est pas affectée à un service public; les propriétaires communistes peuvent donc l'aliéner d'un commun accord, comme cela se fait pour la propriété forestière privée. Les particuliers ont entre leurs mains de grandes étendues de forêts dans les *latifundia*; mais ils les font défricher par leurs esclaves dans l'espoir d'en tirer plus de profit par une culture agricole intensive.

Enfin, des établissements publics de deux natures, les temples et les thermes peuvent posséder des forêts dont l'Etat et les cités sont propriétaires. Que le *dominium* soit à l'un ou aux autres, la forêt n'en devient pas moins inaliénable, par suite de cette affectation à un service public, comme il résulte du passage de Frontin que nous avons cité plus haut : « Item si quid in tutelam aut templorum
« publicorum, aut balneorum adjungitur. »

Tel est l'exposé des règles de droit qui régissent la propriété des forêts sous l'empire romain. Depuis Auguste jusqu'à Justinien, les principes subsistent intacts. On peut donc dire, en résumé, que les forêts pendant cette période sont aliénables lorsqu'elles sont propriétés de l'Etat ou des particuliers, et inaliénables lorsqu'elles appartiennent à des villes ou à des établissements publics. Les forêts, sauf celles des particuliers, sont toutes imprescriptibles.

Pour compléter cette étude de la propriété forestière à Rome, il serait nécessaire d'étudier les modes par lesquels elle peut être transmise.

Considérant que le propriétaire primitif de toutes les forêts est l'Etat, que par conséquent, toute aliénation est une concession faite par l'Etat, nous traiterons ce sujet dans un chapitre suivant sous la rubrique « *Droits concédés sur les forêts* ». Mais avant d'aborder ces questions, il nous semble urgent d'examiner le mode d'administration des forêts.

CHAPITRE II.

ADMINISTRATION DES FORÊTS.

PREMIÈRE SECTION.

Personnel.

§ I^{er}.

Des collèges forestiers.

Sous l'Empire, il existe à Rome et dans toutes les villes, des corporations dont les membres sont destinés à remplir chacun des fonctions spéciales à la confrérie dont ils font partie ; parmi ces corporations, il en est de spécialement affectées aux forêts ou à l'utilisation de leurs produits ; ce sont : les *Dendrophori*, les *Centonarii* et les *Fabri*.

Muratorius, dans son Trésor des anciennes inscriptions, nous en cite plusieurs dans lesquelles ces collèges sont mentionnés (1). Constantin, dans une loi de 315, décide que les *Dendrophori*, *Centonarii*

(1) Muratorius, *Novus Thesaurus veterum inscriptionum*, Milan (1739), 4 vol. in-f^o, t. I^{er}, p. 512 et suiv. jusqu'à p. 513. — Voir aussi l'ouvrage de Sébast. Donato, *Novissimus Thesaurus veterum inscriptionum* (1775), t. II, classe VII, p. 227, — et la *Collection d'Orellius* (1828), t. I^{er}, n^o 2385, p. 445 et t. II, n^o 3772, p. 171.

et *Fabri* ne formeront plus qu'un collège unique dans chaque ville, et l'empereur ajoute comme motifs de cette mesure : « Quod expediat hæc corpora « frequentia hominum multiplicari. » Cette dernière phrase est tout-à-fait obscure ; car l'antiquité ne nous laisse aucun document sur les fonctions de ces collèges. Leur nom revient souvent dans les inscriptions et dans les textes, mais avec quelque zèle qu'on les ait compulsés, jamais le moindre indice n'a pu nous montrer d'une façon certaine quelles étaient les occupations de ces corporations.

Cependant, la profession des *Fabri* est peut-être moins inconnue, car on en distingue deux sortes : les uns serruriers (*ferrarii*), les autres charpentiers (*tignarii*) ; mais les inscriptions ne nous permettent pas de découvrir ce qu'il y avait de commun dans leurs actes et dans leur genre de vie. Cette obscurité relative aux collèges forestiers établie, examinons les différentes opinions qui ont été émises sur la nature des fonctions des *Dendrophori*.

Un premier système soutient que les *Dendrophori*, dont il avait déjà souvent été fait mention avant le Code Théodosien, coupaient et transportaient les bois pour les soldats au camp et fournissaient les pièces de charpente pour la construction des machines de guerre. Cette opinion n'est plus défendue aujourd'hui par aucun auteur, depuis la brillante réfutation d'Alciat. Ce dernier a émis, d'après l'édition du Code Théodosien par Godefroy, un système qui veut que les

Dendrophori aient coupé les bois et cuit les charbons destinés aux bains, aux maisons, aux navires et à la fabrication des armes. Au Digeste, cette opinion semble confirmée par le texte suivant : « Colle-
« gio fabrorum fundum cum sylvis, quæ ei cadere
« solent, ut optimus maximusque esset legavit,
« etc. (1). » Mais il est difficile d'expliquer alors les fonctions religieuses de ces simples ouvriers.

Muratorius, dans un troisième système, soutient que le collège des *Dendrophori* ne fut qu'une société religieuse. Cette théorie, qui a été adoptée par Cujas (2), s'appuie sur une constitution rapportée au Code Théodosien, constitution par laquelle les empereurs Honorius et Théodose remettent au fisc ou à la religion chrétienne tous les temples des païens et leurs revenus sacrés : « Ita ut omnis expensa illius
« temporis ad superstitionem pertinens, quo jure
« damnata est, omniaque loca quæ Frædiani, quæ
« Dendrophori, quæ singula quæque nomina et pro-
« fessiones gentilitiæ tenuerunt, epulis et sumptibus
« deputata, fas est, hoc errore submoto, compendia
« nostræ domus sublevare (3). »

Il semble ressortir de ce texte que le principal but de la formation des collèges de *Dendrophori* ait été

(1) L. 93, § 4, Dig., *de legatis*, lib. XXXII, t. I.

(2) Cujat., lib. VII, *Observ.* 3.

(3) *J. Godefredi commentarii codicis Theodos.*, tome V, lib. XIV, t. VIII, 1737.

le culte des dieux. Ces *Dendrophori*, dans ce système, sont les mêmes que ceux dont il est question dans la loi de Constantin citée plus haut et dans les vieilles inscriptions ; dans ces documents, ils sont toujours unis aux *Centonarii* et aux *Fabri*. Or on étudie toutes ces corporations sous le même titre *De collegiatis*, et sous ce titre, il n'est question que de corporations ayant certainement des fonctions religieuses : les *Vitularii*, les *Nemesiaci*, les *Signiferi* et *Cantabrarii*. Donc, dit Cujas, par analogie on doit conclure que les fonctions des *Dendrophori* étaient religieuses.

Ce raisonnement avait d'abord séduit Godefroy et le savant commentateur du Code Théodosien adoptant ce système l'avait développé avec son grand talent ; mais plus tard les considérations par lesquelles il a repoussé les trois systèmes soutenus l'ont poussé à adopter un quatrième système, que nous allons exposer.

Les collèges qu'on désigne dans la loi d'Honorius sous les noms de *Dendrophori* et de *Centonarii* sont, en Afrique, des congrégations de dévots païens ; ceux que vise la constitution de Constantin n'ont rien de commun avec eux. — Comment en effet, dit Godefroy, expliquer la réunion des *Fabri* avec les *Dendrophori* et les *Centonarii* ? que ferait, avec des confréries religieuses, cette corporation de *Fabri* ou d'ouvriers, dont les fonctions consisteraient à porter des bois sur leurs épaules.

Tel est l'exposé du système de Godefroy, qui s'appuie, pour démontrer la séparation qu'il a imaginée, sur la constitution de Constantin. — Il raisonne ainsi : Si les *Dendrophori* et les *Centonarii* formaient uniquement des congrégations religieuses, comment l'empereur Constantin, prince chrétien, a-t-il pu terminer sa loi promulguée en 313, sur la réunion des corporations de *Dendrophori*, *Centonarii* et *Fabri*, par ces mots si favorables à leur développement : « Quoniam hæc corpora frequentia hominum multiplicari expedit? » Si ces collèges avaient eu pour but le culte des dieux, comment expliquer les passages des lois qui s'accordent à reconnaître que les Chrétiens n'ont jamais cherché à les détruire (1)?

Il y aurait donc eu, d'après l'opinion de Godefroy, deux sortes de collèges de *Dendrophori* : les uns religieux et ne s'étendant qu'en Afrique, la loi d'Honorius étant relative à cette province seule, et les autres purement destinés au travail.

Quelles sont, d'après Godefroy, les fonctions de ces confréries d'artisans?

Les *Fabri* ne font pas seulement des travaux manuels, ils ont encore un certain rôle dans la cité, qui consiste en général à éteindre les incendies ; en effet nous lisons dans Pline (2) que, pendant qu'il

(1) V. Code Théod., l. 1, *infra de fide Cathol.* — L. 112, *de decurion.* — L. 5, *de Episcop.*

(2) Plin., lib. 10, *epist.* 42.

était consul en Bythinie, il institua à Nicodème une corporation de ces *Fabri* (sorte de pompiers). — Un passage du Code Théodosien, qui traite de ce collège, décide que ses membres ne seront pas dispensés des charges de la curie (1). Enfin le sens du mot *Faber* est *adroit*.

Passons aux *Centonarii* : et d'abord, quelle est l'origine de ce nom ? Les uns soutiennent qu'il vient de ce que la corporation qui le portait fabriquait et vendait des *centones*, vêtements formés de mille pièces (2).

On a soutenu aussi que c'était la confrérie des couvreurs, les toits étant faits de petits bardeaux (tuiles en bois) qui correspondraient au mot *centones* (3). On appelait aussi, du même nom, toute dépense voluptuaire faite dans une maison : ainsi les rideaux, qui maintenaient l'ombre et la fraîcheur, les toiles qu'on préparait pour éviter le vent et la pluie étaient des *centones*.

Pour la solution de cette question, nous ne voulons pas oublier de mentionner l'importante étude que M. Choisy, ingénieur des Ponts-et-Chaussées, a publiée récemment sur les corporations ouvrières de l'empire romain (4). L'auteur, ne parle que des *Cen-*

(1) Code Théod., l. 62, de *decurion*.

(2) Code Théod., t. V, lib. XIV, tit. VIII.

(3) Rabanis, *Recherches sur les Dendrophores*, 1841.

(4) M. Choisy, *Étude sur les corporations ouvrières de l'Empire Romain*. Bulletin de législation comparée, Tom. II, p. 29, 1873.

tonarii parmi les collèges dont nous nous occupons, il pense que leur nom vient de *Centronarius*. Il en résulterait que cette corporation était formée d'artisans qui composaient à l'aide de lambeaux d'étoffes soit des vêtements grossiers, soit d'épaisses couvertures destinées à préserver de la combustion les machines de guerre.

En résumé, les *Centonarii* auraient donc été ou des tailleurs, ou des couvreurs, ou des fabricants de toiles : mais nous croirions plutôt, avec Godefroy, que ce collège formait une corporation destinée à des travaux forestiers, comme du reste semble l'indiquer son intime union avec les *Dendrophori* et les *Fabri*. Les deux mots *Centonarii* ou *Centenarii*, dit, Godefroy, sont le même; cette confrérie coupait, vendait et façonnait des bois de cent ans, et l'étymologie de leur nom est le mot *centum*. Ainsi nous trouvons dans les écrivains de l'époque les expressions *centenariæ rosæ* (1), *centenarii nummi* (2), *pecuniæ majorinæ vel centenionales* (3), *balistæ centenariæ* (4). — Partout le mot *Centenarius* tire son origine de *centum*, et il ne peut y avoir aucune différence pour *Centonarius*; l'étymologie doit être identique. Nous admettrons cette opinion en ce sens que nous soule-

(1) Tertull., *De coronâ militis*, C. 14.

(2) Lampride, *in Alex. Sev.*, C. 39.

(3) L. 1, Sup., *Si quis pecun. constit.*

(4) *Lucilius et Sisenna apud Nonnium*, cap. 18.

nons que les *Centonarii* étaient réellement affectés aux forêts et à l'exploitation des arbres de cent ans ; mais nous en arriverons à cette conséquence, que ce collège, au lieu de les exploiter, ce qui semble une fonction trop peu distincte de celle des *Dendrophori*, était chargé de les conserver et de veiller sur le maintien de ces bois de dimensions extraordinaires : — en un mot qu'il surveillait les forêts.

On ne peut refuser aux cités romaines une administration forestière dont l'existence est dûment constatée pour les bois des villes de la Grèce. « La
« plupart des cités grecques, dit M. Claudio Jannet,
« avaient laissé les forêts et les montagnes dans le
« domaine collectif, dans le but d'aménager et de
« conserver les sources et les bois. Des magistrats
« spéciaux, chargés d'administrer la banlieue, exis-
« taient dans toutes les cités grecques, sous les noms
« d'αγρονομοι, d'υλωροι (forestiers), et étaient de véritables
« conservateurs des eaux et forêts (1). »

Quant aux *Dendrophori*, comme nous venons de le laisser entrevoir, leurs fonctions consistaient, à notre avis, dans l'exploitation des coupes et dans le transport des bois. — D'après Godefroy, les *Dendrophori* vendaient la matière brute, le bois, les arbres et les poutres nécessaires aux édifices ; ils étaient ce

(1) M. Claudio Jannet, *Les institutions sociales et le droit civil à Sparte*, p. 42, note I, 2^e édition, 1880.

qu'on a appelé au moyen âge des *sustiers*, *vendeurs de mairrin*.

Deux systèmes sur la nature des fonctions des *Dendrophori* ont encore été émis récemment : l'un par M. Rabanis, l'autre par M. de Boissieu.

D'après M. Rabanis, les Dendrophores auraient eu à la fois des attributions civiles et religieuses et il ne serait pas nécessaire de distinguer deux sortes de collèges portant le même nom, les Dendrophores civils dans tout l'Empire et les Dendrophores religieux. La loi d'Honorius et de Théodose II, de l'an 415, ne confisque aux Dendrophores que les revenus destinés aux festins (*epulis et sumptibus*), ce qui n'implique pas que le collège fût exclusivement religieux. Les termes mêmes de ce décret sembleraient indiquer une exception en faveur des revenus de tout autre genre, par exemple, des revenus des biens dont ces confréries étaient parfois dotées. — Quant à l'importance que Godefroy donnait à ce fait, que la constitution de 415 n'était adressée qu'aux magistrats et au peuple d'Afrique, elle est détruite par ce que les empereurs ont eu soin de déclarer dans cette loi elle-même, à savoir qu'elle est applicable à tout l'empire. — Les *Dendrophori* seraient les agents forestiers de l'Etat, chargés dans les cités de la fourniture du bois dû chaque année comme impôt en nature, et de plus, leurs réunions ayant lieu dans un temple, ils formeraient un collège religieux en l'honneur du dieu Sylvain ou de la déesse Cybèle, qui étaient

en quelque sorte les patrons de la corporation (1).

M. de Boissieu remarque, dans une inscription trouvée à Lyon, le titre d'*Augustalis* joint à celui de *Dendrophorus*. Voici le texte de cette inscription :

Natius (ou *Egnatius*) *Felix dendrophorus Augustalis Lugduni ejusdemque corporis curator*.

« Les *Dendrophori*, ajoute M. de Boissieu, étaient
« probablement des agents des forêts appartenant au
« domaine du prince. Peut-être cumulaient-ils, avec
« cette charge, certaines fonctions religieuses à
« remplir dans les fêtes de la divinité des Césars,
« peut-être aussi formaient-ils, dans le collège des
« *Dendrophori*, une décurie spéciale (2). »

Nous nous permettrons d'émettre sur la question une opinion nouvelle, dans laquelle nous prenons en général nos assertions dans l'un des nombreux systèmes exposés. — A notre avis, les trois collèges des *Centonarii*, des *Dendrophori* et des *Fabri* réunis en un seul forment, dans chaque ville, une administration des forêts et des édifices. Dans ce système, les *Centonarii* marquent les coupes dans la forêt de la cité, réservent les arbres jusqu'à ce qu'ils atteignent les dimensions les plus utiles comme bois d'œuvre ou bois d'industrie ; en un mot, ils ont la surveillance et la gestion des forêts. Les *Dendrophori* sont chargés de l'exploitation et des transports de

(1) Rabanis, *Recherches sur les Dendrophores*, 1844.

(2) M. de Boissieu, *Inscript. de Lyon*.

bois. Enfin les *Fabri* les utilisent sagement, pour les réparations de tous les édifices de la ville, théâtres, bains, temples, maisons particulières, etc. — Cette théorie nous semble justifier tout à fait la réunion de ces trois corporations en un seul collège, puisque leurs fonctions sont connexes : cette réunion est du reste caractérisée au Digeste comme accomplie au point de vue forestier surtout : « Collegio fabrorum fundum cum sylvis, quæ ei cædere solent, ut optimus maximusque legavit, etc. (1). »

Nous croyons que les membres des trois collèges forestiers, qui en devenaient les *Procuratores* (2), pouvaient arriver aux honneurs, leur profession étant dès lors libérale, et qu'ils constituaient, à partir de leur élévation à ce grade, une caste religieuse suivant les processions et assistant aux fêtes des dieux. — Peu à peu, le caractère religieux a disparu, pour ne laisser subsister que le rôle administratif. — C'est ce qui fait que Constantin souhaite de voir se multiplier le nombre des membres de ces utiles corporations, dont le développement assure aussi celui de la richesse des cités. On pourrait assimiler les *Centonarii* aux agents et préposés forestiers des bois communaux, qui exercent actuellement des fonctions administratives en France, avec cette différence

(1) L. 93, § 4, Dig., *De leg. et fideic.*, lib. XXXII, tit. I.

(2) Sébast. Donato, *Inscript.*, t. II, classe VII, p. 227, n° 6, éd. 1775.

qu'ils dépendent aujourd'hui du pouvoir central et non du pouvoir municipal, comme nous croyons que cela était dans l'empire romain. Les *Dendrophori* seraient nos bûcherons et nos marchands de bois et enfin les *Fabri* représenteraient les corps d'artisans, charpentiers, menuisiers, couvreurs, etc.

§ II.

Agents et préposés forestiers. — Administration centrale des forêts.

Nous avons développé un système qui établit la condition de l'administration des forêts des cités. — Voyons qui était chargé de l'administration des forêts de particuliers et de celles de l'Etat.

En général, ces forêts, à Rome, sont sous la surveillance de gardes nommés *Saltuarii*, chargés spécialement des forêts et des pâturages. L'antiquité romaine nous a laissé peu de documents sur cette classe de personnes. Nous ne trouvons ce nom cité que dans Pétrone (1). Malgré le peu d'écrits, qui restent à cet égard, on peut soutenir que les *Saltuarii* gardaient les bois et pâturages, sans être chargés d'aucun travail de culture. Ils avaient un rôle particulièrement important, dans les forêts de l'Etat et de l'empereur : en effet, les villes voisines de ces bois avaient été gratifiées de droits très étendus en

(1) Pétron., *Satyr.*, c. LIII.

général et toujours très variables, qu'elles exerçaient sous la surveillance immédiate de ces préposés. — Le *Saltuarii* des particuliers faisaient exécuter les exploitations forestières, réglementaient le pâturage en fixant aux fermiers (*villici*) le nombre de têtes de bétail qu'ils pouvaient amener dans chaque pré-bois (*saltus*) et étaient enfin chargés de la répression des délits.

Dans aucun texte ancien, dans aucun ouvrage moderne, il n'est question d'un personnel de gardes, auxquels aurait été confiée la surveillance des forêts des villes : cette lacune dans l'administration des cités romaines, administration si complète et si parfaite sur les autres points, nous a semblé inadmissible ; c'est ce qui nous a porté à reconnaître dans la corporation des *Centonarii* une police municipale des forêts, les *Centonarii* en étant les préposés et leurs *Procuratores* les agents forestiers.

Certains particuliers, dont la fortune était considérable, avaient peut-être des chefs à la tête de leurs *Saltuarii* ; mais nous croyons que ces chefs n'ont jamais eu de mission forestière spéciale ; le but de leur surveillance a toujours été général.

Quant aux forêts de l'Etat et de l'empereur, nous rencontrons, sous les ordres du *Comes rerum privatarum*, dans le service provincial, des *Procuratores saltuum*, inspecteurs des bois et des pâturages, dans lesquels on menait paître les troupeaux de l'empereur et sur lesquels on concédait, moyennant

redevance, des droits de pâturage (1). Il est fait mention d'un *Procurator saltuum* au titre du Code Justinien *de fundis rei privatæ et saltibus divinæ domus*. Nous trouvons aussi, au même Code, sous le titre *de fundis et saltibus rei dominicæ*, une loi de Valentinien et de Théodose, ayant pour but d'éviter l'introduction dans les prés-bois impériaux d'animaux autres que ceux des troupeaux du prince et de punir des peines les plus sévères les *Procuratores*, qui laisseraient ce fait se produire : « Si quis ovium vel
« equorum greges in saltus rei dominicæ alienus im-
« miserit : fisco illico vindicentur. Quod si venalis
« procuratorem conniventia, ut id deinceps tentetur,
« admiserit : eos gravissimo jubemus supplicio sub-
« jacere. » Bœcking, dans sa *Notitia dignitatum* (2), cite aussi, à propos des fonctionnaires de l'empire d'Orient, les *Procuratores saltuum* comme chargés de l'administration des forêts et des pâturages, sous les ordres du *Comes rerum privatarum*. Comme les textes dans lesquels la dignité de *Procurator saltuum* est mentionnée ne sont pas antérieurs à Valentinien ; comme, à cette époque, le pouvoir impérial est arrivé à son apogée, on entend, par *res privatæ rei dominicæ*, tous les biens de l'Etat et du prince, qui, après avoir été assimilés seulement au point de

(1) M. Serrigny, *Dr. public et administ. des Romains*, t. I^{er}, p. 410. 1862.

(2) Bœcking, *Notit. Dignit.*, t. I^{er}, p. 44. 1839.

vue de l'administration, sont ensuite tous tombés dans la main de l'empereur seul ; mais nous n'avons aucune donnée sur ce qui pouvait différencier à cette époque la surveillance des forêts impériales de celle des forêts de l'Etat. On peut cependant supposer que les deux modes de gestion étaient peu différents, comme du reste cela se passait pour tout ce qui concernait les provinces de l'empereur et celles du peuple : ces dernières étaient soumises à des proconsuls, qui les gouvernaient plusieurs années et celles de l'empereur à des propréteurs, qui ne restaient qu'un an en fonctions (1).

Nous croyons que les propréteurs n'avaient à prendre qu'exceptionnellement des décisions en ce qui concerne l'administration des forêts domaniales ; ils étaient placés dans les provinces comme nos préfets actuels et recevaient des ordres de l'empereur et de ses ministres. — Les proconsuls au contraire s'occupaient de toute l'administration de leurs provinces, y agissant comme les anciens consuls de la République.

« On sait, dit M. Maury (2), que des consuls
« nouvellement élus avaient, entre autres fonctions,
« la surveillance des forêts, ce que l'on retrouve dési-
« gné par les mots *provincia ad sylvas et ad cal-*
« *les.* » Suétone (3) au sujet d'une réélection de César

(1) M. Duruy, *Hist. des Rom.*, t. III, p. 221. 1870.

(2) M. Maury, *Les forêts de la Gaule*, p. 85. 1867.

(3) Suet., *Vit. Cæsar.*, c. XIX.

au consulat, s'exprime en ces termes : « Eamdem
« ob causam opera optimatibus data est, ut provinciæ
« futuris consulibus minimi negotii, id est, sylvæ
« callesque decernerentur. » Les grands n'eurent
plus d'autre ressource que d'assigner aux futurs consuls des commandements sans importance politique, comme l'inspection des forêts et des chemins. Nous concluons de cette phrase du célèbre historien latin, que la surveillance générale des forêts était confiée aux consuls, ce qui nous montre combien à Rome on attribuait d'importance à la conservation et au traitement des massifs boisés.

DEUXIÈME SECTION.

Régime forestier.

Jusqu'à l'empire, toutes les forêts sauf celles dont quelques particuliers sont, par exception, propriétaires, restent soumises à un régime émanant du pouvoir central. A l'époque de Justinien, seules les forêts de l'Etat ou de l'empereur y sont astreintes.

Les nombreux termes d'aménagement que l'on retrouve dans les lois prouvent d'ailleurs que les Romains étaient fort avancés en économie forestière. Par les expressions de *sylvæ materiariæ* et de *sylvæ ceduæ*, ils distinguaient les forêts de haute futaie des bois taillis. Ceux-ci, suivant leur carac-

tère respectif, recevaient des noms spéciaux tels que *sylva regerminans*, *sylva repullulans*, *sylva renascens*, *sylva stolones radicibus emittens* (1).

Les bois taillis se coupaient en général à cinq ans (2). Cujas nous rapporte que dans le cas de divorce, les fruits devant être divisés entre les époux au prorata de la durée du mariage, les produits de la forêt étaient partagés proportionnellement à leur quantité pendant cinq ans (3). Cette courte révolution s'explique facilement en Italie, parce qu'aujourd'hui encore on peut tirer des produits utiles en exploitant les taillis entre 3 et 6 ans (4).

M. Renan, dans sa mission de Phénicie, a découvert aux environs de Byblos plusieurs inscriptions qu'on peut « considérer, dit-il, comme un règlement affiché, en quelque sorte, par l'ordre d'Ardrien, dans cette région du Liban, autrefois couverte d'arbres, et par lequel on faisait la distinction des essences réservées à l'État et de celles qui étaient abandonnées aux coupes des particuliers. — Nous avons déjà rencontré, ajoute-il, des circonstances qui nous ont porté à supposer que le Liban au-dessus de Byblos était très boisé à

(1) Maury, *Les forêts de la Gaule*, p. 87. 1867.

(2) L. 14, C. *De servit.*, lib. III, tit. XXXIV.

(3) Cujac., *Oper.*, t. IX, p. 299. 1658.

(4) *Intorno alla escenzione della legge forestale 20 giugno 1877.*
— *Atti parlamentari legislatura XIV, Prima sessione 1880-81.*
Documento, n. XXX, p. 69.

« l'époque romaine. On sait que dans la Bible, le trait
« caractéristique du Liban, ce sont les bois qui le cou-
« vrent (II, Reg. XIX, 23, Isaïe, XXXVII, 24). Le Liban
« fournissait du bois pour la construction des grandes
« flottes du temps d'Alexandre (Quinte-Curce, X, 1).
« A l'époque romaine, la flotte stationnait souvent
« dans ces parages et sans doute choisissait ses mâts
« parmi les plus beaux pins de la montagne.

« Nos inscriptions se rencontrent surtout dans les
« endroits abruptes et inaccessibles, — très rare-
« ment dans des endroits cultivés dans les fonds de
« vallées. »

L'empereur Adrien était très voyageur et est venu certainement à Byblos. M. Renan termine par ces mots : « Il n'est donc pas impossible que les inscrip-
« tions du Liban aient quelques relations avec les
« voyages d'Adrien. Mais sûrement leur principal
« objet est l'aménagement des forêts. Il me paraît
« difficile qu'on ne trouve pas dans quelque chaîne
« de montagnes voisines de la Méditerranée des
« inscriptions semblables. Un de mes confrères se
« souvient vaguement d'un fait analogue rapporté
« dans un voyage aux Balkans (1). » Depuis le voyage de M. Renan, aucun autre ouvrage n'a examiné cette intéressante question ; il y a là certainement un riche filon de découvertes à exploiter.

L'édit de Dioclétien sur le maximum des prix, édit

(1) M. Renan, *Mission en Phénicie*, Campagne de Byblos, p. 276. 1864.

qui nous donne la valeur des bois à Rome, à l'époque où vivait cet empereur, nous a semblé intéressant à relater, aussi l'avons-nous transcrit en ce qui concerne les produits forestiers. (V. note I, *in fine*).

TROISIÈME SECTION.

Travaux.

§ I^{er}.

Délimitations. — Bornage. — Cadastre.

En général, comme nous l'avons dit au chapitre premier, les forêts n'étaient pas des terres limitées (*agri limitati*); elles ne l'étaient qu'exceptionnellement, alors que les propriétés voisines, étant toutes bornées, entouraient la forêt d'un périmètre fixe. Le *lucus*, par exemple, est le plus souvent dans ce cas. Mais les forêts étaient toujours soigneusement décrites sur le cadastre (*publicæ tabulæ*). En lisant la loi 4 du titre *de censibus* au Digeste, il semble qu'on ait sous les yeux les prescriptions pour la rédaction de la matrice cadastrale d'une de nos communes, mais avec encore plus de détails : car on rencontre sur les *tabulæ publicæ* : 1^o le nom du propriétaire (*nomen*); 2^o la commune (*civitas*); 3^o le canton ou lieu dit (*pagus*); 4^o la désignation du fonds et de ses confins; 5^o sa nature, tels que champ, vigne, prés ou bois; 6^o sa contenance; 7^o son revenu pendant les dix années précédentes; 8^o sa valeur

estimative donnée par le déclarant; 9° les plantations (*vites*, *arbores*) conservées ou les causes qui avaient amené leur destruction. Plusieurs de ces renseignements, tels que le revenu, les plantations, n'avaient d'autre objet que de fournir des éléments de contrôle de l'évaluation des biens fonds, en capital, ce qui était le but final cherché, afin d'asseoir l'impôt foncier sur la valeur du fonds. — Dans le cadastre, on devait diviser les forêts en deux catégories : les *sylvæ glandiferæ* et les *sylvæ vulgares* (1), se distinguant l'une de l'autre en ce que les premières donnaient lieu au ramassage des fruits, tandis que les secondes n'ayant pas de graines comestibles ne produisaient que du bois.

§ II.

Routes forestières.

D'après la législation des colonies militaires, toutes les limites doivent servir de chemin public; mais il arrive parfois que ces limites traversent une forêt ou des rochers d'accès difficile. Le voisin doit alors soit aplanir sa limite, soit donner sur ses terres un passage convenable, que la route (*via*) soit *vicinalis* ou *lignaria* (2). Nous voyons donc que, dès

(1) *Die Schriften der Römischen Feldmesser.* — Hygin., *de limit, constit.*, t. I^{er}, p. 205 et 306.

(2) *Die Schriften der Römischen Feldmesser.* — Frontin, *de limit, constit.*, t. I^{er}, p. 23.

l'époque romaine, il existe une sorte de routes spéciales analogues à nos routes forestières actuelles.

§ III.

Repeuplements.

Les travaux de repeuplement relatifs à la constitution de nouvelles forêts étaient peu pratiqués chez les Romains. C'est après les défrichements si multipliés et parfois si funestes du moyen-âge que les travaux de reboisement ont commencé à fixer l'attention des peuples. A Rome, on faisait de nombreuses plantations d'arbres fruitiers et d'arbres limites. Les agronomes latins ont consacré plusieurs pages à l'étude des modes de plantation. Nous n'aborderons pas ce sujet qui sortirait trop de notre cadre juridique. — Les Romains savaient aussi que les forêts arrêtent les torrents et sont très utiles en montagne, comme l'indique ce passage de Pline : « Plerumque vero damnosi torrentes corrivantur
« detracti collibus sylva continere ac digerere con-
« sueta (1). »

(1) Plin., *Hist. natur.*, Liv. XXXI, c. 30.

CHAPITRE III.

DROITS CONCÉDÉS SUR LES FORÊTS.

PREMIÈRE SECTION.

Aliénation.

Le particulier qui, par exception, dans la distribution de l'*Ager romanus* a reçu une parcelle de bois, peut l'aliéner comme toute autre terre, dont il est propriétaire. Hors ce cas, toutes les forêts faisant partie du domaine public, c'est-à-dire de l'*Ager publicus*, sont inaliénables et imprescriptibles jusqu'à la loi Thoria. Ce principe est posé par Spurius Cassius, vingt-six ans après l'expulsion des rois. A Rome, l'État n'exproprie donc pas la forêt concédée, mais si la nation l'ordonne, la forêt fait retour au domaine : le peuple, en effet, ne saurait effacer son titre de propriétaire ; il peut maintenir la délégation qu'il a consentie, mais ne transforme jamais les droits du concessionnaire, comme l'a prouvé Niebuhr. Le concessionnaire qui est tantôt une cité, tantôt un particulier, n'est donc jamais propriétaire. La vente d'une forêt de l'État est par conséquent un bail indéfini, dont la redevance, perçue par le trésor, est le témoignage assuré. La possession ne peut donc engendrer la prescription à aucun égard :

« Jurisperiti..... negant illud solum, quod solum
« populi Romani, ullo modo usucapi a quopiam
« mortalium posse (1). »

Tel est l'état du droit, jusqu'à la loi Thoria, qui établit que la terre concédée par l'État l'est irrévocablement; la forêt domaniale devient dès lors aliénable. C'est par suite de cette nouvelle législation, que nous voyons Cicéron déplorer la vente d'une forêt située en Campanie, forêt qui est aliénée par l'État parce qu'elle a été reconnue impartageable, mais qui est la dernière propriété domaniale en Italie. C'est aussi à partir de cette époque, que les décemvirs peuvent aliéner toutes terres domaniales de l'Espagne, de la Grèce, de l'Afrique, etc. (2). Toutefois, malgré cette aliénabilité, les biens du domaine public n'en sont pas moins imprescriptibles; comme le prouvent deux lois l'une de Valentinien, Théodose et Arcadius, l'autre d'Arcadius et d'Honorius qui sanctionnent cette imprescriptibilité d'une manière positive (3). Justinien établit la même règle dans ses *Institutes*: « Res fisci nostri usucapi non potest (4). »

L'aliénation se produisant souvent à la suite d'une vente, il n'est pas sans intérêt d'examiner ici les conditions particulières à la vente d'une forêt par un

(1) *Die Schrif. d. R. F. Agg. Urb.*, p. 82.

(2) M. Desjardins, *De l'aliénation*, p. 36, (1862).

(3) L. 2, Cod., *Ne rei dominic.*, lib. VII, tit. XXXVIII. — L. 2, Cod., *De fundis et saltibus rei domin.*, lib. XI, tit. LXVI.

(4) *Instit. Just.*, § 9, de *Usucap.*, lib. II, t. VI.

particulier. Papinien, au livre 10 de ses Questions, s'est demandé si la vente d'une forêt ou plus généralement d'un fonds de terre, vente qui n'a été faite qu'en considération des arbres qui couvrent le sol, est valable, lorsque les arbres qui couvraient ce sol ont été arrachés par le vent, ou incendiés ou abattus d'une façon quelconque. Sa réponse (1) se réfère à une décision analogue de Paul sur l'acquisition d'une maison : appliquons donc, à notre espèce, les distinctions faites par Paul, dans son livre 5 à Plaute (2) :

1° Le vendeur et l'acheteur ignoraient tous deux le sinistre qui a ravagé la forêt vendue. De l'avis de Nerva, de Sabinus et de Cassius, il n'y a pas de vente, et le prix payé peut être réclamé par une *condictio*. Neratius cependant soutient que, dans ce cas, il est très-important de savoir dans quelles proportions se sont étendus les dégâts; car si plus de moitié des arbres ont été détruits, non seulement l'acheteur ne peut pas être forcé d'accomplir ses engagements, mais il a encore le droit de se faire rembourser le prix, s'il l'a déjà payé. Si au contraire, la moitié ou moins de la moitié des arbres sont perdus, l'acheteur peut être forcé à remplir ses engagements, sous la réserve qu'un arbitre déterminera ce dont l'acheteur doit être libéré, pour tenir compte du désastre.

(1) L. 58, D., *De contrah. empt.*, lib. XVIII, tit. I.

(2) L. 57, D., *De contrah. empt.*, lib. XVIII, tit. I.

Dans notre espèce, nous pensons que les distinctions établies par Neratius doivent être appliquées, et que, si certains auteurs ont adopté de préférence la doctrine de la nullité, dans le cas de la vente d'une maison, il y a lieu, dans celui de la vente d'arbres, de ne pas se montrer aussi rigoureux. — Une forêt en effet ne forme pas un tout aussi parfait qu'une habitation, et bien qu'un incendie dévorant la moitié des arbres change considérablement les conditions de la vente, il ne rend pas la forêt inutile comme cela pourra arriver à la suite de l'incendie de la moitié d'une maison.

2° Le vendeur connaissait le désastre, l'acheteur l'ignorait. Il n'y a pas de vente si la forêt est entièrement détruite; mais si petite que soit la partie qui en reste sur pied, la vente est valable; toutefois le vendeur doit restituer à l'acheteur la somme représentative de l'intérêt qu'il aurait eu à ne pas faire cette acquisition.

La règle posée par Paul, dans cette seconde hypothèse, est, nous semble-t-il, bien dure pour l'acheteur; il peut arriver que le vendeur ayant dissipé le prix payé par l'acheteur et étant insolvable ne soit pas en état d'indemniser pécuniairement l'acheteur trompé, qui alors sera victime de sa bonne foi.

3° L'acheteur savait l'accident, le vendeur l'ignorait. La vente est maintenue, l'acheteur doit payer le prix de la forêt intégralement; et s'il l'a déjà fait, il ne peut demander aucune indemnité.

Rien n'est plus équitable que cette solution de Paul.

4^o Si tous deux, acheteur et vendeur, connaissaient la ruine de la forêt, rien n'est fait entre eux, la fraude de l'un compense celle de l'autre ; tout jugement doit déclarer la vente nulle ; car un contrat de bonne foi ne peut subsister, quand les parties sont de mauvaise foi.

Examinons enfin les conditions particulières qui sont faites aux aliénations consenties dans les forêts de l'État ou du prince. Ces conditions étant communes à toutes les ventes de biens impériaux, nous les énumérerons brièvement. L'aliénation faite par le fisc rend l'acheteur propriétaire incommutable de la chose, malgré les droits de propriété ou d'hypothèque appartenant à autrui : ces droits réels sont purgés par l'aliénation consentie par le fisc : mais avant Justinien, il existe de nombreuses différences sous le rapport des effets de l'aliénation entre les choses dépendant de l'*ærarium* et du *fiscus* d'une part, et de celles qui sont la propriété privée de l'empereur (*ex privatâ substantiâ*) d'autre part ; la loi 3 au Code de *quadriennii præscriptione*, après avoir exposé toutes ces différences, décide que désormais les ventes faites par l'empereur ou par ses procureurs, en vertu de son autorisation, transfèrent la propriété, sauf l'action en indemnité des tiers contre la maison du prince.

A partir de Théodose, le domaine public concède des biens et des forêts, à titre de *jus privatum*,

droit peu connu qui n'est, d'après notre savant maître M. Guyot (1), qu'un droit de propriété : car le concessionnaire du *jus privatum* peut aliéner sans le consentement du concédant (2). L'aliénation pure et simple des biens du domaine est fréquente sous l'Empire ; on n'emploie les concessions de *jus privatum* que dans les cas où la loi interdit le mode direct de vente : — L'acquéreur du *jus privatum* ne paie qu'une partie du prix, lors de la tradition, et le surplus forme une rente perpétuelle ; il est du reste propriétaire incommutable (3) et cette rente n'est qu'une dette personnelle (4).

Nous avons établi l'aliénabilité des forêts de l'État depuis la loi Thoria ; leur imprescriptibilité, qui subsiste pendant plusieurs siècles, disparaît avec une constitution d'Anastase qui établit pour les biens domaniaux et particulièrement pour les forêts domaniales une prescription de 40 ans (5). D'après cette loi, les choses sacrées, ainsi que les forêts municipales affectées à un service public, restent inaliénables mais deviennent prescriptibles par 40 ans. Mais Justinien rétablit l'imprescriptibilité pour tous ces biens, trente ans après la constitution d'Anastase.

(1) M. Guyot, *Droit d'emphytéose*, p. 50.

(2) L. 12 in f., Cod., *De fundis patrim.*, L. XI, tit. LXI.

(3) L. 4, C., *De div. præd. temp. et civ.*, Lib. XI, tit. LXIX.

(4) Pépin le Halleur, p. 34 et 35.

(5) L. 14, Cod., *De fundis patrim.*, Lib. XI, tit. LXI.

DEUXIÈME SECTION.

Droits réels.

§ I^{er}.

*Forêts soumises au droit vectigalien ou
à l'emphytéose.*

« On appelle *ager vectigalis*, dit M. Pellat, des
« fonds appartenant au peuple romain, à des cités
« ou à des collèges de prêtres ou de vestales et loués
« à des particuliers, soit à perpétuité, soit pour un
« temps plus ou moins long, sous la charge d'une
« certaine redevance annuelle, le *vectigal*, soit en
« argent, soit en fruits. » Les forêts peuvent être
grevées de *vectigal*; dans ce cas, celui qui les détient
n'a pas à se conformer à un aménagement dressé
par le propriétaire (1); il peut exploiter, comme bon
lui semble, défricher même au besoin, pourvu que
le terrain soit mis en culture.

L'*emphytéose* qui s'applique aux biens des particuliers et qui est de création postérieure au droit vectigalien donne les mêmes résultats. — Remarquons que la concession de forêt est toujours désignée par l'expression *jus emphyteuticum* (2), jamais

(1) Pépin le Haleur, p. 66. — Muhlenbruck, n° 299.

(2) L. 7, § 2, Cod., L. XI, tit. LVIII. — L. 3, Cod., lib. XI, tit. LXI.

par les mots *jus perpetuum*, souvent employés pour les terres cultivées. — Nous croyons que cette différence dans ces termes n'est relative qu'à l'état du sol concédé en emphytéose. En effet, « l'étymologie
« du terme s'accorde parfaitement d'une pareille application : emphytéose vient du grec Ἐμψυτεύειν
« planter, défricher; c'était donc le contrat en usage
« quand il s'agissait de fonds complètement abandonnés, et l'on réservait le mot de *jus perpetuum*, pour le cas de terrains ordinaires (1). »

Ces droits une fois concédés sont irrévocables, les concessionnaires peuvent aliéner les forêts, sans demander l'autorisation de l'État ou du *dominus* (2), mais en restant garant de la solvabilité du preneur.

§ II.

Du droit d'usufruit sur les forêts.

On peut constituer un droit d'usufruit sur les forêts, comme nous l'indiquent au Digeste de nombreux textes, que Cujas a rassemblés dans un chapitre spécial intitulé : *De sylvæ cæduæ, incæduæ et pascuæ usufructu* (3). Le passage suivant relatant l'opinion de Trebatius nous donne les règles fondamentales de l'usufruit d'une forêt : « Trebatius scribit

(1) M. Guyot, *Droit d'emphytéose*, p. 54. 1876.

(2) Pépin le Halleur, p. 40-42.

(3) Cujat., t. III, *Observ.*, L. XXIV, c. V.

« silvam cæduam et arundinetum posse fructuarium
« cædere sicut paterfamilias cædebat et vendere licet
« paterfamilias non solebat vendere, sed ipse uti,
« ad modum enim referendum non ad qualitatem
« utendi. » A l'inverse de ce que nous avons vu pour
la forêt soumise au vectigal, l'usufruitier d'une fo-
rêt doit suivre l'aménagement dressé par le proprié-
taire et de plus ne peut pas couper d'arbres de futaie.
En effet, la loi 11 de notre titre le lui interdit for-
mellement : « Sed si grandes arbores essent, non
« posse eas cædere(1). » L'usufruitier pourra du reste
vendre son bois ou l'employer, comme bon lui
semblera, sans avoir à s'inquiéter de l'usage qu'en
faisait son auteur.

Le droit d'usufruit sur une forêt, donne la faculté
d'y prendre des échalas ou des branches pour la
vigne.

Si la forêt est désignée sous le nom de *silva pascua*,
Cujas pense que l'usufruitier ne peut pas y couper
de bois, parce que le droit d'usufruit n'est concédé
que pour y amener des troupeaux au pâturage.

Quant aux autres droits de l'usufruitier sur la
forêt, ils sont les mêmes que ceux de l'usufruitier sur
tout autre fonds.

(1) L. 11, Dig., *De usuf.*, lib. VII, t. I.

§ III.

Des servitudes dans les forêts.

Quoique les servitudes forestières aient été probablement fort nombreuses à Rome, peu de textes existent sur cette matière. Le *jus pedamenta ad vineas sumendi*, le *jus sylvæ cæduæ*, le *jus pascendi* et la *via per plures fundos* forment un ensemble de quatre servitudes, que nous allons étudier séparément. Les deux premières sont exclusivement forestières et ne sont que citées au Digeste (1); les deux autres, qui sont de droit commun, ont été l'objet de plusieurs lois.

Le titre *De glande legendâ* (2) semblerait aussi, à première vue, établir une servitude forestière analogue au droit de glandée; mais il n'en est rien : ce titre en effet sanctionne le droit qu'à chaque propriétaire de ramasser les fruits qui sont tombés de ses arbres sur le terrain d'autrui, et établit dans ce but un interdit prohibitif *ne vis fiat legentis glandem caducam*. Le mot *glans* a ici le sens de fruit en général qu'indique Gaius au Digeste (3) : « Appellatione glan-
« dis omnis fructus continetur. » Ce sens vient de ce que, dans les premiers âges du monde, les hommes

(1) Cujat., t. III, p. 748-1658.

(2) Dig., lib. XLIII, tit. XXVIII.

(3) L. 236, Dig., *De verb. signif.*, lib. L, tit. XVI.

ne connaissaient pas le blé; ils se nourrissaient des fruits sauvages, parmi lesquels le gland était un des plus estimés : l'accord des auteurs est unanime sur ce point (1). Les hommes s'estimaient alors très heureux de manger des glands et de boire de l'eau. Plus tard, l'importance des fruits amène les décemvirs à édicter une disposition pour leur perception et ils emploient le mot *glans* dans le sens général de fruit, sans y attacher aucunement la signification spéciale de gland. — Gaius nous rapporte, en ces termes, la loi X de la table 7 des Douze Tables : « Glandes opes esse nunc quoque multarum gentium, « etiam pace gaudentium constat. Cautum est præ- « terea lege Duodecim tabularum ut glandem in fun- « dum alienum procidentem liceret colligere (2). » Avec le développement général du droit, le préteur accorde au propriétaire de l'arbre pour aller chercher ses fruits sur le terrain d'autrui l'interdit *de glande legendâ*, valable pendant trois jours, au-delà desquels il peut encore exercer l'action *ad exhibendum*, par laquelle le maître de l'arbre obtient la faculté d'aller chercher ses fruits, sous la condition de donner caution pour le dommage qu'il pourra causer.

(1) Plin., *Hist. nat.*, lib. VII, cap. 56. — Ovide, *Amorum*, lib. III, *eleg.* 10, v. 7, 10. — Virg., lib. I, *Georg.* — Tibulle, lib. II, *eleg.* 3. — Horace, lib. I, *sat.* 3, v. 100. — Aulu-Gelle, lib. V, c. 6. — Macrobe, *In somn. Scip.*, lib. II, c. 10. — Apulée, *Métam.*, lib. XI.

(2) Gaius, lib. IV, *Comm. des Douze Tables*.

Cette législation trouvera exceptionnellement son application, en matière forestière, pour les arbres qui bordent le bois. Les propriétaires des arbres pourront ramasser les fruits qui tomberaient soit des fruitiers du champ dans la forêt, soit des sujets forestiers dans le terrain cultivé.

A. — *Servitudes exclusivement forestières.*

Le *jus pedamenta ad vineas sumendi* faisait, comme nous l'avons vu, partie du droit d'usufruit sur une forêt. Paul au sujet de cette servitude s'exprime ainsi : « Longe recedit ab usufructu jus silvæ cæduæ ut pedamenta in vineas non desint (1). » D'après ce texte, le *jus pedamenta* et le *jus silvæ cæduæ* sembleraient n'être qu'une seule et même servitude et ces deux droits se confondraient ensemble. Nous ne croyons pas cependant que ce soit la véritable interprétation de ce passage ; nous pensons plutôt que le *jus pedamenta* est un démembrement du *jus silvæ cæduæ* ; que ce dernier comporte en outre pour le titulaire un droit aux produits de la coupe, en tant que bois de feu, jusqu'à concurrence de ses besoins. Le *jus silvæ cæduæ* serait ainsi un droit d'usage au bois de feu, comme nous le trouvons mentionné dans le sénatus-consulte de Gênes dont nous avons déjà parlé au chapitre premier. Dans ce sénatus-consulte, une autre servitude appa-

(1) L. 6, Dig., *De servit. præd. rust.*, l. VIII, tit. III.

raît encore. « Genuates Veiturosque liceat ita uti in
« cetero agro Genuati compascuo niquis prohibeto;
« nive quis vim facito, neve prohibeto quo minus
« ex eo agro *licna*, *materiamen* sumant, etc. » Par
le mot *licna* ou *ligna*, on entend l'usage au bois de
feu et par l'expression *materiamen*, l'usage au bois
d'œuvre.

Nous trouvons au Code un cas très curieux de rachat de servitude, sous l'empire romain, cas qui nous est relaté dans une constitution donnée par Théodose et Valentinien à Eudoxe Auguste, préfet du Prétoire, pour qu'il fît observer la loi qui défendait de couper les arbres du bois de Daphné à Antioche; à cette disposition, les empereurs ajoutent :
« Sed nec alytarcha unam cupressum, aliis plantatis
« excidere sibi licere contendat. At ne solatio anti-
« quitus ei concesso privari per omnia videatur :
« pro eo quod ei cupressum excidere denegatur,
« unam libram auri eum de privatis nostris largi-
« tionibus accipere decernimus : quinque librarum
« auri condemnatione hujus legis temeratores plec-
« tendos (1). » Ce texte nous prouve qu'un droit d'usage existait à l'égard d'une certaine classe d'habitants d'Antioche, ou peut-être même à l'égard d'un dignitaire spécial (2) et que notre loi a pour but de

(1) L. 2, C., *De cupressis ex luco Daphne.*, lib. XI, tit. LXXVII.

(2) L'union dans plusieurs textes des *Centonarii* et des *Alytarchæ* fournit encore un nouvel argument pour notre système des collé-

racheter cette servitude par le paiement d'une livre d'or prise sur la cassette impériale.

Il nous reste encore, relativement au *jus pedamenta ad vineas sumendi*, à examiner si ce droit subsiste, lorsque le fonds dominant n'est plus en nature de vigne. — Javolenus s'exprime ainsi, au sujet d'une servitude rurale, qui peut être constituée sur une vigne : « Certo generi agrorum adquiri potest velut vineis : quod ea ad solum magis, quam ad superficiem, pertinet, ideo sublatis vineis, servitus manebit, sed, si in contrahendâ servitude, aliud actum erit, doli mali exceptio erit necessaria (1). »

Le raisonnement que fait ici Javolenus repose sur cette idée que la servitude rurale n'est pas établie pour la superficie toujours périssable, mais pour le fonds lui-même : il en résulte que la servitude accordée sur une forêt, en faveur d'un terrain planté de vignes, sera perpétuelle, bien qu'au bout d'un certain nombre d'années les ceps demandent à être remplacés et que, comme le dit Godefroy : « Itineris

ges forestiers. Les *Procuratores centonariorum* ont peut-être été désignés sous le nom d'*Alytarchæ* et il y en avait un ou plusieurs par cité. — A Antioche, il semble qu'il n'y en a eu qu'un seul. Ce haut dignitaire nous est représenté comme ayant le droit exceptionnel d'exploiter un cyprès dans le bois de Daphné à la condition d'en planter de jeunes dans la place dénudée ; — ce qui est bien le rôle d'un forestier.

(1) L. 13, Dig., *De serv. præd.*, lib. VIII, tit. III.

« vel viæ ad vineas causa perpetua non videtur cum vineæ possint extirpari. » On a soutenu que le *jus pedamenta ad vineas sumendi* s'éteignait par le seul fait de la mise en culture de tout le vignoble et par l'arrachage des ceps; nous n'adoptons pas ce système, et nous croyons, en nous fondant sur notre texte de Javolenus, que ces changements survenus dans la nature du fonds dominant ne sont pas la cause de la perte de la servitude. A notre avis, ces modifications de culture ne peuvent pas éteindre un tel droit qui par son essence est perpétuel et indivisible. — Nous pensons donc, que, dans le cas où la vigne du fonds dominant a été arrachée, le *jus pedamenta ad vineas sumendi* ne s'éteint pas *ipso facto*, mais seulement par non-usage pendant deux ans, jusqu'à Justinien, et depuis la constitution de cet empereur, par non-usage de 10 à 20 ans.

Ce sont là tous les documents que nous présente l'époque romaine, sur la constitution des servitudes purement forestières, c'est-à-dire, ce que nous appelons l'usage forestier.

B. — *Servitudes de pâturage et de passage dans les forêts.*

La servitude de pâturage dans les forêts est très répandue à Rome, car il en est fréquemment question dans les textes.

Pendant la période des rois, les *pascua communia* comprennent toutes les prairies et toutes les forêts, et on y laisse pénétrer le bétail. Peu à peu les pas-

cua de Rome s'augmentent du sol des villes voisines conquises, non attribué aux habitants.

La République exige un prix élevé pour la location de ces terres et de ces bois concédés en pâturage; les troupeaux se multipliant et le nombre des têtes de bétail croissant chaque année, le gouvernement interdit à chaque particulier d'envoyer au pâturage plus de cent têtes de gros bétail, ou cinq cents de petit.

Cette loi (1) a donné lieu à une controverse pour déterminer s'il y est question des terres des particuliers ou de celles de l'État. Nous croyons que, malgré l'intérêt qu'a l'État à ne pas voir les terres arables devenir pâturages et les forêts se dépeupler sous la dent du bétail, il n'y a pas eu à Rome, avant l'Empire, en matière de pâturage, de tels abus qu'ils aient appelé spécialement l'attention du législateur, et l'aient décidé à imposer une si grave restriction au droit des particuliers. Nous adopterons donc, sur cette question, l'opinion de Niebuhr et de M. Duruy qui tous deux soutiennent que cette loi n'est relative qu'aux pâturages publics, ce qui comprend toutes les forêts de l'État. Plus tard, cette interdiction subsiste et empêche les bois d'être dévastés, car les cités auxquelles l'État abandonne tous ses droits conservent cette législation et sont soumises aux

(1) C'est la loi de Tiberius Gracchus qui reproduisait celle de Licinius Stolon, comme nous le dit Appien, qui nous en transmet le texte, dans son ouvrage sur les lois agraires (*De lege agrar.*, II, 5).

obligations imposées par le pouvoir central.

Des lois relatives aux pâturages sont insérées, au Code Justinien, dans le Livre XI, t. 60 ; elles ont pour but d'empêcher les augmentations de prix pour la jouissance du droit de pâturage, il n'y est pas question d'une façon spéciale des forêts ; mais bien certainement les mots *pascua publica et privata* comprenaient non seulement les prairies mais encore les bois.

Citons encore la constitution de Valentinien et de Théodose au Livre XI, t. 66 du Code, loi promulguée pour empêcher l'introduction d'autres animaux que ceux du prince dans les pâturages de l'État. Le pâturage des bestiaux des particuliers n'était pas toléré depuis déjà quelque temps dans les forêts de l'État ; car la loi parle de connivence de la part des *Procuratores saltuum* avec les particuliers ; or il ne peut y avoir connivence coupable et punissable, *gravissimo supplicio* (ce sont les termes mêmes du texte), qu'à la suite d'une loi interdisant le pâturage dans les bois du prince. Nous ne savons pas à quelle époque les forêts impériales ont cessé de pouvoir être parcourues par les bestiaux, comme cela avait lieu au début de la République romaine ; nous croyons cependant que cette interdiction apparaît dès les premiers temps de l'Empire, avec le développement de la richesse privée des souverains, qui, propriétaires de forêts, en réservent le pâturage pour leurs troupeaux.

Pour se rendre dans les forêts et pour les traverser, il a fallu imposer des servitudes de passage qui ont donné naissance aux *viæ lignariæ*, c'est-à-dire à des routes forestières.

La servitude de passage pour enlever du bois sera le plus souvent une *via* : nous trouvons la preuve de cette affirmation dans un texte de Paul inséré au Digeste. Après avoir donné la définition de l'*iter*, le jurisconsulte s'exprime ainsi : « Qui actum habet : « et plastrum ducere et jumenta agere potest. Sed « trahendi lapidem aut lignum neutri eorum jus « est..... — Qui viam habent : eundi, agendique jus « habent plerique et trahendi quoque... (1). »

Nous ne croyons pas que malgré le sens attribué au mot *lignum*, qui signifie le plus souvent *poutre*, on puisse expliquer autrement ce texte qu'en considérant qu'il n'y est pas question de poutres seulement, mais encore d'arbres destinés à être utilisés dans les constructions. — On pourrait donc soutenir, par un raisonnement *a contrario*, tiré des termes de Paul, que l'*iter* et l'*actus* permettaient d'enlever des menus produits, tels que : herbes, bruyères, bois mort, etc., ainsi que tout le bois non classé comme bois d'œuvre. — Le droit de *via* ne serait donc nécessaire que pour le transport de ce dernier ; nous croyons, plus volontiers, que par les mots *lignum* et *lapidem*, Paul n'a pas entendu faire une

(1) L. 7, Dig., *De serv. præd.*, lib. VIII, tit. III.

énumération des objets que l'*actus* ne permettait pas de transporter ; il a voulu seulement nous faire savoir qu'en général, tout fardeau lourd, tel que des pierres ou des poutres, ne pouvait passer sur un champ grevé simplement d'une servitude d'*actus*. — Nous estimons donc que, pour tout transport de bois, il faut avoir, sur le terrain à traverser, un droit de *via*, sauf, bien entendu, pour les charges qu'un homme peut porter ; car, dans ce dernier cas, les servitudes d'*iter* et d'*actus* suffisent évidemment.

Dans une constitution adressée par Justinien à Jean, préfet du Prétoire, il est question du droit de passage forestier, qui semble constitué à l'état de servitude spéciale. — Nous citerons ce texte, en entier, à cause de l'importance qu'il présente dans notre matière : « Cum talis quæstio in libris Sabinianis
« verteretur : quidam enim pactus erat cum vicino
« suo, ut liceret ei, vel per se vel per suos homines,
« per agrum vicini transitum facere, iterque habere
« uno tantummodo die per quinquennium, quatenus
« ei licentia esset in suam sylvam inde transire, et
« arbores excidere, vel facere quidquid necessarium
« ei visum fuisset : et quæreretur quando hujus modi
« servitus non utendo amitteretur : et quidam puta-
« rent, si in primo vel secundo quinquennio per eam
« viam item non esset, eandem servitutem penitus
« tolli, quasi per biennium ea non utendo deperdita,
« singulo die quinquennii pro anno numerando, aliis
« autem aliam sententiam eligentibus, nobis placuit

« ita causam dirimere, ut, quia jam per legem la-
« tam a nobis prospectum est, ne servitutes per bien-
« nium non utendo depereant, sed per decem vel
« viginti annorum curriculo, et in propositâ specie,
« si per quatuor quinquennia, nec uno die, vel ipse,
« vel homines ejus eadem servitute cui sunt, tunc
« eam penitus amitti viginti annorum desidia. Qui
« enim in tam longo proxiloque spatio suum jus mi-
« nimè consecutus est, sera pœnitentia ad pristinam
« servitutem reverti desiderat (1). »

Justinien établit, par cette constitution, une prescription spéciale pour le droit de passage forestier : en effet, en droit commun, au bout de dix ans de non-usage, entre présents, toute servitude prédiâle est éteinte ; ici au contraire, il faut vingt ans de non-usage pour que la perte soit irrévocable : un deuxième fait ressort encore du texte, c'est qu'il n'est fait aucune différence entre les présents et les absents pour cette prescription ; on considère, sans doute, que les coupes d'une forêt ne doivent pas s'oublier pendant plus de 20 ans. — Enfin, cette loi nous apprend que les taillis, à Rome, étaient en général exploités à 5 ans.

Cette décision de Justinien présente, à notre avis, un vice capital : le propriétaire de la forêt doit faire au moins une exploitation, pendant l'espace de 20 ans ; il n'est donc pas libre de choisir pour ses

(1) L. 14, G. *De servitutibus*, Lib. III, tit. XXXIV.

coupes, une longue révolution à moins qu'il ne consente à perdre son droit de passage (1).

TROISIÈME SECTION.

De la chasse en forêt.

Chez les Romains, ceux-là seuls peuvent exercer des droits quelconques qui sont légalement citoyens, pères de famille, membres d'une *gens*; ceux, en un mot, qui sont *sui juris*, s'appartenant, formant une personne légale. Tous les autres, *alieni juris*, sans capacité, sont en quelque sorte *res domini* et ne peuvent ni posséder, ni acquérir aucun droit. On peut en déduire que l'exercice du droit de chasse est intimement lié à l'état de la personne et qu'il faut être citoyen pour pouvoir chasser (2).

(1) Notre droit français n'est pas tombé dans cet écueil et décide, en effet, que le délai de non-usage ne court, contre une servitude non apparente, que du jour où le propriétaire du fonds, n'a pas usé de la servitude, alors qu'il a fait l'acte qui l'autorisait à s'en prévaloir. — Ainsi, un propriétaire qui, en 1882, fait une coupe dans une forêt, dont il n'avait pas exploité le peuplement depuis 1842, n'a pas perdu le droit de passage, qu'il avait sur le champ de son voisin, et peut l'exercer pour la vidange de la coupe de l'exercice courant; mais, s'il n'use pas de cette servitude, la prescription commencera à courir du jour où il exploite, et au bout de 30 ans, soit en 1912, la servitude sera éteinte; de telle sorte que si, lors de la prochaine coupe à 40 ans, en 1922, il veut user de son droit de passage, il ne le pourra plus.

(2) Ce système a été émis par M. Verhøger, dans ses *Recherches historiques sur le droit de chasse*; ouvrage publié en 1873.

En droit romain, la chasse est limitée dans son exercice par le droit des tiers : chacun peut poursuivre son gibier sur son domaine et même sur celui d'autrui ; le gibier, en effet, est *res nullius* et appartient au premier occupant. Mais si l'on sort de son terrain, on peut être l'objet d'une action en dommages, comme l'indique Justinien dans ses Institutes (1).

Certains auteurs et particulièrement Trébatius considéraient le chasseur comme ayant encore le *corpus* et comme propriétaire du gibier, aussi longtemps qu'il avait l'espoir de le prendre. Mais Justinien décide, avec Gaius (2) et le plus grand nombre des auteurs, que le gibier n'est la propriété du chasseur que lorsqu'il l'a saisi.

Dans la forêt de l'État, le gibier tué appartient au chasseur et tous les citoyens ont le droit d'y chasser ou d'y envoyer leurs esclaves, pour fournir leur table de venaison ; tel est du moins l'état primitif de la législation. Mais, avec l'Empire, avec la division tripartite des bois de l'État en forêts domaniales, en forêts impériales et en forêts municipales, l'exercice de la chasse, qui reste général dans les forêts domaniales, est restreint dans les forêts de l'empereur et des cités. Le prince poursuit, comme délinquant, le particulier qui traverse des bois qui lui sont attri-

(1) Instit. II, 1, §§ 12 et 13.

(2) L. 5, § 1, Dig., *De acquir. rer. domin.*, lib. XLI, tit. I.

bués, dans ses provinces. Quant aux cités, elles conservent leurs forêts exclusivement pour leurs habitants et tout étranger qui y chasse est passible de l'action en dommage pour passage sur terrain d'autrui. — Les forêts particulières, de même que celles du domaine privé des empereurs sont soumises aux mêmes restrictions.

Les lois, du reste, sont peu nombreuses sur la matière et il est difficile d'établir, bien solidement, les opinions que nous venons d'émettre; les inscriptions ne nous sont d'aucun secours pour ce travail; le terme de *venatio* que nous y rencontrons souvent est relatif aux jeux du cirque, dont la multiplication avait donné lieu à des restrictions du droit de chasse (1).

La grande quantité de bêtes féroces qui, en quelques jours, périssaient dans l'arène, et la nécessité d'en trouver toujours en plus grand nombre, pour satisfaire les passions de ce peuple romain deman-

(1) C'est vers l'an 568, que Rome vit la première *venatio*, dans les jeux donnés à l'occasion des victoires de la guerre d'Étolie; on y tua des lions et des panthères, probablement en petit nombre. La quantité de ces destructions a augmenté d'autant plus rapidement que les *venationes* constituaient la magnificence de ces sortes de spectacles, et que de tout temps on a regardé la splendeur des jeux comme un hommage rendu à la majesté du peuple romain. — Tite-Live rapporte, comme chose digne de remarque, qu'aux jeux du Cirque, donnés par P. Scipion Nasica et P. Lentulus, l'an 583, on vit paraître 63 panthères et 40 autres animaux, tant ours qu'éléphants. Plus tard, Sylla préteur donne une chasse de 100 lions à crinière; le grand Pompée, une de 600, et César dictateur une de 400.

dant, sans cesse, qu'on lui donnât du pain et des jeux, *panem et circenses*, avaient forcé les empereurs à interdire la destruction de ces grands carnassiers et en particulier des lions. Une constitution des empereurs Honorius et Théodose s'exprime en ces termes : « Occidendorum leonum cunctis facimus potestatem neque aliquando sinimus quemquam calumniam formidare : cum et salus nostrorum provincialium voluptatis nostræ necessario præponatur (1). »

Avant cette loi, il était interdit de tuer un lion, même pour sa défense personnelle ; car on considérait cet animal comme réservé aux empereurs, et sa destruction aurait donné lieu à une action pénale. Mais vers l'an 400, époque du règne d'Honorius et de Théodose, les jeux (*venationes*) sont déjà moins en faveur auprès du peuple et les combats de bêtes féroces frappés de proscription par le christianisme tendent à disparaître. Le monde, partagé entre l'empire d'Occident et l'empire d'Orient, abandonne, peu à peu, les anciennes coutumes de Rome, pour se laisser aller aux institutions plus molles de Constantinople. L'arène ne voit plus de combats sanglants, et les habitants des provinces, saus pouvoir encore poursuivre, pour leur plaisir, les bêtes féroces réservées aux anciens jeux, ont le droit de se défendre, eux et leurs biens, contre leurs attaques.

(1) L. 1, C., *De venat. fer.*, Lib. XI, tit. XLIV.

CHAPITRE IV.

DÉLITS FORESTIERS.

PREMIÈRE SECTION.

Des actions destinées à réprimer les délits forestiers.

§ I^{er}.

Cas auxquels s'applique l'action « de arboribus furtim cæsis ».

L'action *de arboribus furtim cæsis* est fondée sur la loi des Douze Tables. La loi XI de la Table VIII, *de delictis*, dans la législation des décenvirs, punit en effet celui qui a coupé injustement les arbres d'autrui, d'une amende de vingt-cinq as pour chaque arbre coupé (1).

Telle est l'action originaire à laquelle le préteur a substitué l'action *de arboribus cæsis*. Pour que cette action soit applicable à un délit, il faut qu'il s'y rencontre trois conditions, qui se résument dans ces trois mots du texte : 1^o *Arbor*, 2^o *Cæsa*, 3^o *Furtim*.

1^o *Arbor*. — Dans son commentaire de la loi des

(1) Plin, *Hist. nat.*, 17, 1. — L'as romain, appelé autrefois *libra* (livre) était dans son origine, la dixième partie du denier qui valait 10 sous de notre monnaie : d'où 25 as équivalaient à 25 sous.

Douze Tables, Gaius nous parle de ceux qui ont coupé des arbres et surtout des vignes : « Sciendum est
« autem eos qui arbores et maxime vites ceciderint
« etiam tanquam latrones puniri. » On voit d'abord par ce texte que le mot *arbores* ne signifie pas exclusivement arbres et en parcourant le titre VII du livre XLVII, au Digeste, nous découvrons qu'on comprend sous le mot *arbores* : la vigne, le lierre, les roseaux, l'osier, etc.; c'est du reste ce que nous indique Ulpien, dans son livre 40 *ad Sabinum* : « Vitem
« arboris appellatione contineri plerique veterum
« existimaverunt. Ederæ quoque et harundines arbo-
« res non malè dicentur; idem de salicero dicendum
« est (1). »

Il ne faudrait pas cependant aller trop loin dans cette assimilation : dans le cas où des branches de saules, plantées pour constituer une oseraie, auraient été arrachées ou coupées avant que les racines n'eussent poussé, on ne pourrait pas, d'après Pomponius agir par l'action *de arboribus furtim cæsis*; car il n'y a à proprement parler pas d'arbres sans racines (2).

Mais le même jurisconsulte décide que le brin de semence, apporté d'une pépinière, sera considéré comme arbre, bien que ses racines n'aient pas encore pénétré dans le nouveau sol (3); c'est là une interpré-

(1) L. 2, Dig., *Arb. furt. cæs.*, Lib. XLVII, tit. VII.

(2) L. 3, § 1 et § 2, Dig., *nostro titulo*.

(3) *N. Tit.*, L. 3, § 4.

tation toute favorable aux travaux de plantation, interprétation qui montre déjà l'intérêt qu'on attribuait aux repeuplements. La loi du reste ne punit pas la coupe de l'arbre, parce qu'il vit; la peine est la même, dit Labéon, si l'arbre est mort et si ses racines, par conséquent, ne demandent plus d'aliment au sol (1). L'action *de arboribus furtim cæsis* s'applique encore, par la même raison, d'après Labéon, à un arbre arraché par le vent (2).

Quant aux plantes de consistance herbacée, le mot arbre ne peut jamais leur être appliqué et la peine de la loi des Douze Tables n'atteindra pas ceux qui en auraient coupé (3).

2^o *Cæsa*. — Il y a lieu, d'après Cujas (4), à une action légitime contre ceux qui *cædunt*, *cingunt*, *secant*; la loi, en effet, se sert de ces trois mots, que nous interprétons ainsi, d'après Paul (5). *Cædere* signifie non seulement abattre, mais encore frapper dans l'intention de faire tomber. On pourra donc agir, sans que l'arbre soit entièrement coupé, par l'action *de arboribus furtim cæsis*. *Cingere* veut dire écorcer; cette opération amène, dit Pline (6), la mort

(1) *N. Tit.*, L. 3, § 5.

(2) *N. Tit.*, L. 3, § 6.

(3) Gaius, *N. Tit.*, L. 4.

(4) Cujas, *Obser.*, Lib , IX, C. XII, p. 244. Éd. 1658.

(5) *N. Tit.*, L. 5.

(6) Plin., 17, c. 14.

de l'arbre si on enlève l'écorce sur tout le tour du sujet; aussi le véritable sens du mot *cingere* est-il décortiquer en cercle. Sous le mot *cædere* n'est pas comprise l'idée de *secare*; car, nous abattons un arbre à la hache, *ictibus cædimus* et nous coupons un arbre à la scie, *serris secamus*.

Les mots et les faits sont différents; aussi les décevirs ont-ils jugé nécessaire d'ajouter le verbe *secare* qui, d'après Ulpien, est dans le texte original *subscevisse* comme *cædere* serait *succidisse*. Il n'y a du reste là rien d'anormal; la loi peut aussi bien avoir employé le prétérit que le présent.

Il n'est pas nécessaire que le délinquant se soit attaqué à l'arbre entier; il suffit qu'il lui ait coupé quelques branches ou même des racines pour que le mot *cædere* soit applicable.

Ce qui est certain, c'est que les législateurs n'ont pas ajouté les mots *evellere* ou *extirpare* et qu'en conséquence celui qui arrache un arbre ne tombe pas sous le coup de notre action légitime : « Car, dit Ulpien, il n'a ni abattu, ni écorcé, ni coupé. » Dans ce cas, nous verrons qu'on peut obtenir la réparation du dommage causé à la forêt, par l'application du 3^e chef de la loi Aquilia : « Aquiliâ tamen « tenetur quasi ruperit (1). »

3^e *Furtim*. — Du reste, le fait seul d'avoir coupé un arbre sur le terrain d'autrui, ou de lui avoir fait

(1) *N. Tit.*, L. 7, § 2. Ulpianus.

subir une des mutilations comprises dans les termes de la loi, ne suffit pas pour entraîner l'application de l'action *de arboribus furtim cæsis*; il faut qu'il y ait eu fraude : « Furtim arbores cæsæ videntur, dit Ulpien, quæ ignorante domino cœlandique ejus causâ cæduntur (1). » Le propriétaire a-t-il été témoin du fait et l'a-t-il toléré? certes il serait mal venu à demander une peine, pour réparer un dommage qu'il ne s'est pas efforcé d'empêcher. Que si, du reste, il eût essayé d'arrêter le destructeur dans son œuvre et que celui-ci eût résisté par la force, un nouvel élément, la violence aurait constitué un nouveau délit, délit d'injures, qui ne serait pas tombé sous le coup de l'action *de arboribus furtim cæsis*. C'est ce qu'exprime Paul en ces termes : « Furtim arborem cædit qui clam cædit. Qui per vim sciente domino cædit, non incidit in hanc actionem (2). » Il ne peut donc s'élever aucun doute sur cette question; l'arbre doit être coupé ou mutilé sans que le propriétaire s'en aperçoive, et dès qu'il a connaissance du fait, il doit intenter l'action; car alors le délinquant, qui achèverait d'abattre l'arbre, après avoir été vu par le maître de la forêt, pourrait soutenir qu'il n'a pas coupé l'arbre en secret (*furtim*).

Il peut se faire qu'une personne agissant sur son fonds, soit passible de l'action *de arboribus furtim*

(1) *N. Tit.*, L. 7.

(2) *N. Tit.*, L. 8, §§ 1 et 3.

cæsis. Une espèce assez curieuse nous est rapportée à ce sujet par Pothier. Supposons deux voisins *Primus* et *Secundus*. *Primus* coupe aux arbres de *Secundus* les racines qui s'étendent dans son champ. Cet arbre n'appartient pas à *Primus* (1). *Secundus*, pourra donc attaquer *Primus* par l'action de *arboribus furtim cæsis*; du reste la loi romaine donnait au propriétaire le moyen de faire couper les racines par le propriétaire de l'arbre au moyen de l'interdit *de arboribus cædendis*.

En résumé donc, trois conditions essentielles pour l'application de l'action : 1^o Un arbre; 2^o coupé ou mutilé; 3^o frauduleusement. Donc, il n'y a pas à s'occuper de savoir par qui a été commis le délit; qu'il l'ait été par une personne de ses propres mains ou par son serviteur, l'action *de arboribus furtim cæsis* n'en prend pas moins naissance contre l'auteur apparent (2).

§ II.

Cas auxquels s'applique le troisième chef de la loi Aquilia.

Nous venons de voir que l'action *de arboribus furtim cæsis* n'atteint que le délinquant qui a ou

(1) *Si radicibus vicini arbor aletur, tamen ejus est cujus fundo origo ejus fuerit.*

(2) *N. Tit., L. 7, § 4.*

coupé, ou abattu, ou écorcé un arbre; celui qui l'aura arraché restera-t-il impuni? Celui qui l'aura brûlé ne pourra-t-il pas être atteint par l'action pénale? La loi romaine si prévoyante et si complète ne nous offre pas une lacune aussi grave. La loi des Douze Tables décide déjà que le dommage causé devra être réparé, quel que soit le lieu où il a été commis. L'an 468 de Rome, un plébiscite, présenté par le tribun Aquilius, établit sur la matière une législation nouvelle qui se perpétue jusqu'à Justinien (1).

Le troisième chef de la loi Aquilia autorise une action pour tout dommage non compris dans le premier chef, pour tout ce qui est brûlé ou rompu ou fracturé; ce qui d'après Justinien, aurait pu être compris sous le seul mot *ruptus*. « *Quancquam po-*
« *tuerit soli rupti appellatio in omnes istas causas*
« *sufficere : ruptum enim intelligitur, quod quoque*
« *modo corruptum est. Unde non solum usta, sed*
« *fracta, sed etiam scissa et collisa et effusa et quo-*
« *que modo perempta atque deteriora facta, hoc*
« *verbo continentur* (2). » Ulpien nous cite, au Digeste, les termes mêmes de la loi: « *Cæterarum*
« *rerum præter hominem et pecudem occisos, si*
« *quis alteri damnum facit, quod cesserit, fregerit*
« *ruperit injuria, quanti ea res erit in diebus tri-*

(1) Inst. Liv. IV, tit. III.

(2) Inst. Liv. IV, tit. III, § 13.

« ginta proximis, tantum æs domino dare dam-
« natus esto. »

Cette disposition sera donc applicable à tous les délits forestiers, pourvu qu'il y ait eu dommage, car le principe de l'exercice de l'action est le dommage causé. Si une personne, dans le bois d'autrui, arrache (*evellere* ou *extirpare*) un arbre, on peut la poursuivre en vertu du troisième chef de la loi Aquilia.

Un des délits les plus graves qu'on puisse commettre, en forêt, le délit d'incendie, n'est prévu par aucune loi romaine spéciale. La loi des Douze Tables ne prévoit que l'incendie d'un édifice ou d'une meule de blé : « Qui ædes acervumve frumenti juxta domum
« combusserit, vinctus verberatus igni necari jube-
« tur (1)..... »

La peine de mort qui frappe ici le coupable ne pourrait être étendue, en cas d'incendie en forêt, que si un texte spécial autorisait cette extension ; or, ce texte, nous ne le trouvons nulle part dans la législation romaine.

Le délit d'incendie, en forêt, n'est donc puni que par la loi Aquilia, action qui permet, il est vrai, d'obtenir la réparation du dommage, mais qui n'entraîne pour le coupable, aucune peine corporelle. Une constitution de l'empereur Alexandre établit du reste l'application de la loi Aquilia à l'incendie en forêt : « Damnum per injuriam datum, immisso

(1) L. XII, t. VIII, § 10.

« in sylvam igne vel excisâ eâ, si probare potes actione legis Aquiliæ. » De même on peut poursuivre par cette action, toute extraction de terre (1) en forêt, pourvu toutefois que ce fait ait été dommageable.

Mais l'*actio legis Aquiliæ* ne permet pas d'actionner une personne : ni pour avoir donné l'ordre à ses serviteurs d'arracher un arbre, ni pour fait de pâturage en forêt, ni pour tous les cas de passage sur une *via lignaria*.

En effet, pour qu'il y ait lieu à l'action directe de la loi Aquilia, il faut que le dommage ait été fait *corpore et corpori*.

1° *Corpore*, c'est-à-dire que le délinquant doit causer corporellement le dommage, qu'il faut que son propre corps en soit l'instrument, en frappant la chose de ses mains ou d'une arme qu'il tient. Il ne suffit pas qu'il produise l'occasion, la cause du dommage, sans le produire corporellement lui-même ; dans ce cas, on n'est plus dans les termes directs de la loi : « Si quis præcipuè corpore suo damnum dederit ; » on ne peut plus alors employer que l'action utile de la loi Aquilia.

2° *Corpori*, c'est-à-dire qu'une chose, un corps doit avoir été lésé *si corpus læsum fuerit* ; s'il n'y a

(1) Le mot extraction de terre, ne signifie pas que la terre est tirée hors de la forêt, mais simplement, qu'elle a été remuée à la pelle ou avec tout autre instrument tranchant ; ce fait est très nuisible, car les plants établis sur le sol sont déracinés et la forêt peut être ruinée.

pas eu dommage causé sur l'objet lui-même, on n'a plus l'action utile, il faut, à moins que la loi n'ait prévu et puni le fait, par une action spéciale, demander contre le délinquant une action *in factum*.

De l'examen de ces conditions d'application de l'action *legis Aquiliæ*, il résulte que tout dommage causé, soit par le fait du délinquant, soit par le fait de ses serviteurs, ou de ses bestiaux, ou de ses voitures, sera puni : dans le premier cas, par l'action directe, dans le deuxième, par l'action utile *legis Aquiliæ*. Ainsi le pâturage pratiqué illicitement en forêt sera poursuivi par l'*actio legis Aquiliæ utilis*; une constitution des Empereurs Dioclétien et Maximien semble même établir qu'on pourra employer l'action directe (1).

Quant aux délits qui pourraient être commis en forêt sans donner lieu à un dommage matériel, délits qui consisteraient, par exemple, dans un fait de passage, sans autorisation et sans droit, sur une *via lignaria*, ils seraient poursuivis par une action *in factum*.

On le voit donc, à Rome, le droit commun suffisait à protéger la forêt contre tout délit.

Pour terminer cette étude des actions ouvertes par un fait délictueux, il nous reste à examiner le cas où il y avait enlèvement des objets délictueux.

(1) L. 6, Code, *De lege Aquilia*, lib. III, tit. XXXV.

§ III.

Cas auxquels s'applique l' « actio furti ».

Une nouvelle circonstance peut se joindre au délit et en augmenter la gravité : c'est l'enlèvement ou au moins le détournement de l'arbre coupé ou mutilé ; nous sommes alors en présence d'un véritable vol et toutes les actions que la loi donne contre le voleur, d'après Gaius, sont applicables en ce cas, comme nous l'avons déjà indiqué au début de notre chapitre (1) ; mais Ulpien est encore plus explicite, à ce sujet : « Igitur si ceciderit et lucri faciendi causâ »
« contrectaverit, etiam furti tenebitur lignorum »
« causâ et condictione et ad exhibendum (2). »

Paul a défini le vol « contrectatio rei fraudulosa »
« lucri faciendi gratiâ vel ipsius, vel etiam usus ejus, »
« possessionisve (3). »

Il ressort de ce texte que trois conditions sont nécessaires pour que celui qui coupe un arbre soit coupable de vol :

1^o *Contrectatio rei*, c'est-à-dire l'attouchement de la chose, son déplacement, sa soustraction ; sans ce fait, il n'y a pas vol, l'intention elle-même ne suffit pas : ainsi, qu'un homme coupe dans une forêt un

(1) L. 2, Dig., *Arb. furt. cæs.*, lib. XLVII, tit. VIII.

(2) L. 8, § 2, Dig., *A. F. C.*

(3) L. 1, § 3, Dig., *De furtis*, lib. XLVII, tit. VII.

arbre et le laisse sur place, il n'y a pas *furtum*; mais qu'il le transporte, à travers le bois, sur le bord d'un chemin pour que son enlèvement soit plus facile, il y a *contrectatio*. Dans le fait de couper l'arbre il n'y a pas *contrectatio rei*, car cette *contrectatio* ne peut exister que lorsqu'il est abattu; alors seulement, il est susceptible de vol, puisqu'alors seulement il est meuble.

2° *Fraudulosa*. L'enlèvement d'un arbre coupé doit être fait de mauvaise foi (*dolo malo*), pour constituer le *furtum*. Une personne, croyant avoir un droit d'usufruit sur une forêt, enlève pour sa vigne des échalas, elle ne commettra pas de *furtum*.

3° *Lucri faciendi gratiâ vel ipsius, vel etiam usus ejus, possessionisve*. Il ne suffit pas que le voleur ait l'intention de nuire à celui qu'il dépouille (1); il faut encore qu'il ait celle de se procurer un gain par sa fraude, soit en acquérant la chose elle-même, soit en usurpant l'usage ou la possession. Ainsi, l'homme qui coupe un arbre, en forêt, qui le transporte à travers le bois, sans avoir l'intention de se l'approprier, ne commet pas un *furtum*.

Évidemment, il n'est pas nécessaire, pour qu'il y ait *furtum*, que la chose enlevée dans la forêt soit du bois; tout enlèvement en fraude constitue un vol, et est, par conséquent, puni par la loi.

Ainsi le fait de venir, dans un bois, prendre de la

(1) L. 27, § 25, Dig., *Ad leg. Aquil.*, lib. IX, tit. II.

terre et de l'emporter dans un champ voisin, constitue un véritable *furtum*.

§ IV.

Personnes auxquelles sont données ces actions.

L'action de *arboribus furtim cæsis*, celle de la loi *Aquilia* et l'*actio furti*, ont toutes la même cause : le dommage porté, sans droit; c'est donc, en principe, au maître de la forêt qu'appartiendront ces trois actions. Examinons quelles seront les personnes ayant des droits réels sur la forêt qui pourront être admises à les exercer.

Supposons d'abord, que la forêt soit indivise entre plusieurs ; ils n'ont tous qu'une même action et ne pourront l'exercer qu'une fois.

En effet, le fait délictueux ne peut donner lieu pour eux qu'à la réclamation d'un dommage qui doit rester indivis comme leur droit de propriété. Considérons le propriétaire d'une forêt qui l'a vendue, mais ne l'a pas encore livrée ; l'acheteur qui a acquis la forêt, sous la condition que le vendeur en défricherait une partie, ne devient pas propriétaire des arbres qui ne sont pas abattus, et ne peut pas intenter contre le vendeur une action en revendication. L'action *ex empto* permet à l'acheteur de forcer le vendeur à couper et déraciner les arbres et à les livrer. Mais, si des arbres sont coupés en délit ou si quelque autre dommage est commis, dans la forêt vendue, c'est le

vendeur seul qui peut exercer les actions de ce chef et en particulier l'*actio de arboribus furtim cæsis* : « Qui agrum vendidit, nihilominus furtim arborum « cæsarum agere potest (1). »

Le détenteur d'un *ager vectigalis*, et par analogie l'emphytéote d'une forêt auquel sont accordées les actions *aquæ pluvix arcendæ*, *finium regundorum* et même la revendication de la servitude due au fonds a l'action *de arboribus furtim cæsis*, comme l'indique ce passage de Paul (2) : « Qui fundum « vectigalem habet hanc actionem habet, sicut aquæ « pluvix arcendæ actionem. » Il a aussi l'*actio furti* qui, d'après Paul, appartient à celui-là « cujus inte- « rest non subripi si et rem tenuit domini volun- « tate, id est velut is cui res locata est (3) » qui a intérêt à ce que la chose ne soit pas enlevée même à celui-là auquel elle a été louée.

Quant à l'action de la loi Aquilia, le texte qui la donne au propriétaire seul est si positif, que nous ne croyons pas qu'on puisse l'étendre à l'emphytéote et surtout au détenteur de l'*ager vectigalis* : « Legis au- « tem Aquiliæ actio hero competit; hoc est do- « mino (4). » Nous ne lui accordons donc, comme à l'usufruitier et à l'usager, qu'une action utile (5).

(1) L. 10, D., A. F. C.

(2) L. 5, § 3, D., A. F. C.

(3) L. 85, Dig., *De furtis*, lib. XLVII, tit. VII.

(4) L. 11, § 6, Dig., *Ad leg. Aquil.*, lib. IX, tit. II.

(5) L. 11, § 9, Dig., *Ad leg. Aquil.*, lib. IX, tit. II.

— Ces deux derniers auront en outre l'action *furti*, comme l'indique le texte de Paul, cité plus haut (1); mais ils ne pourront pas exercer l'action *de arboribus furtim cæsis* que leur refuse Paul en ces termes : « Is cujus ususfructus est in fundo, hanc actionem non habet (2). »

Lorsqu'un délit forestier a été commis, par des employés ou des esclaves, l'action pourra toujours atteindre celui qui a donné l'ordre; mais si l'acte a été accompli du propre mouvement de l'esclave, son maître pourra user de la faculté d'abandon noxal, pour éviter toute responsabilité (3).

DEUXIÈME SECTION.

De la pénalité.

Dès les premiers âges des peuples, toutes les législations protègent les arbres et frappent de peines ceux qui les abattent ou les mutilent. La loi de Manou a un certain nombre de prescriptions pour défendre la destruction inconsidérée des arbres (4). Moïse défend de couper les arbres fruitiers même pendant les ravages de la guerre (5). Platon dans sa République veut

(1) L. 85, Dig., *De furtis*, lib. XLVII, tit. VII.

(2) L. 5, § 2, Dig., *A. F. C.*, lib. XLVII, tit. VIII.

(3) L. 7, § 5, Dig., *A. F. C.*, *eod. tit.*

(4) VIII, 239, 246, 247, 285; XI, 64, 144.

(5) Deutéron., XX, 19.

qu'on n'arrache pas les arbres, en pays ennemi : « Ne-
« que regioni vastitatem importent, arboribus exci-
« sis (1) »; et, d'après Festus, la peine capitale attei-
gnait les coupables : « Lege est constitutum ut qui id
« fecisset, capite truncaretur. »

Dans l'antiquité romaine, comme chez tous les autres peuples anciens, il n'existe pas de loi forestière proprement dite; le législateur punit d'une manière générale la coupe des arbres, sans s'attacher spécialement à la conservation de la forêt. Nous n'avons donc, pour notre matière, que des lois pénales générales à examiner.

Gaius, nous l'avons déjà vu, nous dit qu'on traite ceux qui coupent des arbres, comme des voleurs : de plus, Servius en commentant ce vers de Virgile :

« *Atque mala vites incidere falce novellas.* »

soutient que couper un arbre entraînait autrefois une peine capitale; mais, ajoute Cujas (2), ces peines d'après Paul, ne sont appliquées qu'au cas de coupe d'un arbre fruitier : pour les autres végétaux ligneux, leur abatage en délit ne donne naissance qu'à une action pénale privée. Cujas nous parle aussi des peines réservées à ceux qui ont coupé un arbre limite et qui sont punis suivant leur condition : l'esclave est envoyé aux mines; le citoyen de basse extraction (*humilior*) est condamné aux travaux publics (*ad*

(1) Lib. 5, *ex versione Serrani*.

(2) Cujas, t. III, *Observat.*, lib. IX, cap. XII, p. 244 (1658).

opus publicum) et le citoyen d'origine plus relevée (*honestior*) est relégué dans une île, privé du tiers de ses biens, peut-être même forcé de s'exiler.

Nous trouvons, dans les notes de Godefroy, qu'on coupait autrefois la main à celui qui avait abattu un arbre à propos duquel une instance était entamée, sans que le jugement eût encore été rendu. L'esclave qui avait commis le délit de coupe d'arbre était ou puni de mort, ou envoyé aux mines ou abandonné à celui qui avait souffert le dégât causé. Celui qui coupe un arbre dans un bois sacré est condamné à mort, même si c'est un homme libre : il est considéré comme ayant violé une chose sacrée, et ce manque de respect envers les dieux est trop grave pour ne pas entraîner le plus terrible châtiment. Enfin la conservation des digues du Nil, qui est l'objet d'une sollicitude toute particulière de la part du législateur, donne lieu à une loi insérée au Digeste (1) et interdisant d'arracher les sycomores qui consolident et bordent ces digues, sous peine d'une condamnation capitale : suivant la condition du délinquant, les uns sont envoyés aux mines, les autres aux travaux publics. C'est un *crimen extraordinarium*.

Telles sont les peines publiques que les lois infligent à ceux qui coupent des arbres. La peine de l'amende proprement dite n'existe pas à Rome, pour punir les délits forestiers ; en effet la condamnation

(1) L. 10, Dig., *De extraord. crim.*, lib. XLVII, tit. XI.

du juge est rendue en faveur du particulier pour réparer le dommage qui lui a été causé par le délit; elle ne fait l'objet d'aucune perception de la part de l'État. Un cas cependant peut être cité d'une amende versée à l'État; il se présente lorsqu'un délinquant a coupé ou vendu des cyprès en Syrie ou des pêcheurs en Egypte, arbres consacrés au culte d'Apollon. La peine fixée au Code (1) pour ce délit est de cinq livres d'or, qui doivent être versées dans les mains de l'empereur ou de ses représentants, c'est-à-dire dans la caisse de l'État; — tel est le seul cas, en notre matière dans lequel la peine pécuniaire infligée au délinquant forestier semble une amende, dans le sens que nous donnons à ce mot; et encore, n'est-ce qu'une illusion; car si l'Etat reçoit, dans ce cas, le montant de l'amende, c'est qu'à l'époque à laquelle cette loi est promulguée, l'État est propriétaire du *lucus*, comme nous l'avons vu dans notre chapitre I^{er}, et que l'indemnité lui est payée comme au maître des arbres.

Les décenvirs ne manquèrent pas de donner satisfaction aux intérêts des propriétaires, en insérant dans leurs lois une disposition que Pline (2) et Paul (3) relatent dans leurs écrits. La loi XI de la Table VIII

(1) L. 1, Cod., *De cupressis ex luco Daphnensi*, lib. XI, tit. LXXVII.

(2) Plin., *Hist. natur.*, I, 16.

(3) Paul, L. 9, *Ad Sabinum*, et L. 1, Dig., *De furtis*, lib. XLVII, tit. VII.

de delictis était conçue à peu près en ces termes :
« Qui injuriâ alienas arbores cæsit in singulas XXV
« æris luito. » C'est au propriétaire, comme nous
venons de le voir, que le délinquant doit payer 25 as
ou vingt-cinq sous par arbre abattu ou mutilé.

Cette indemnité peut parfois être trop forte, parfois être trop faible; car la loi fixe d'une façon absolue un prix, qui cependant devrait varier avec la taille de l'arbre soit en longueur, soit en grosseur, avec son essence, avec la qualité de son bois, tous éléments très-variables et qui ne permettent pas de déterminer une amende fixe pour tout arbre coupé dans une forêt. La loi des Douze Tables est donc très-imparfaite sur ce point, et n'assure au propriétaire qu'une indemnité insuffisante, le plus souvent, pour réparer le dégât causé. Du reste, il ne faut pas oublier que la législation des décenvirs ne punit par cette disposition que la coupe des arbres, et que, si quelque nouvel élément délictueux vient s'ajouter au délit, une nouvelle action naît aussi et assure une réparation plus complète du dommage causé. — Ces modifications viennent atténuer l'inconvénient de la fixité de la peine, dans la législation des Douze Tables; mais ce n'est pas le seul défaut de la loi XI. En effet, elle ne définit pas ce qu'on doit entendre par un arbre et laisse de la sorte le champ libre à toutes les interprétations; c'est ainsi que les jurisconsultes cités au Digeste considèrent comme arbres la vigne et toutes les plantes qui ne sont pas herbacées. —

Pourvu donc qu'il y ait du ligneux dans une plante, on peut réclamer à celui qui l'a coupée une amende de vingt-cinq as. — Il en résulte que cette loi n'est pas suffisamment sévère pour la coupe d'un de ces beaux ceps de vigne mariés à l'olivier, comme en produit l'Italie et qu'elle est au contraire d'une sévérité excessive pour celui qui aura coupé un cyste ou une bruyère.

Il peut encore se présenter des difficultés d'application, résultats de la peine par pied d'arbre (*per singulas*); en effet, que décider, lorsque le délinquant coupe un arbre jumelle? Le propriétaire doit-il ne demander qu'une peine de 25 as, ou peut-il réclamer 50 as? Nous déciderons que les termes de la loi (*per singulas*) sont à dessein très-généraux, ainsi : dès lors que deux arbres peuvent être distingués dans la jumelle, on doit appliquer la double amende ; dès lors au contraire qu'il n'y a qu'un sujet visible, les deux corps d'arbres s'étant soudés et pénétrés sur une grande hauteur (c'est-à-dire 6 mètres environ) on ne doit appliquer que l'amende de 25 as. L'appréciation est certainement très délicate dans tous les cas que peut soulever cette disposition pénale. Aussi peu à peu la loi des Douze Tables est tombée en désuétude et l'édit du préteur l'a remplacée par la peine du double. Ce double se calcule de la manière suivante : on évalue l'intérêt que le propriétaire aurait eu à ne pas être victime du délit ; on estime les arbres abattus et on retranche cette va-

leur de la première évaluation. On a ainsi la somme qu'il faut doubler pour connaître la peine.

Supposons que, dans une forêt, un délinquant ait coupé deux jeunes arbres de trente ans; l'intérêt que le propriétaire avait à ce qu'ils ne fussent pas abattus peut être représenté par 20, tandis que leur valeur intrinsèque ne dépasse pas 5. La peine prononcée par le prêteur sera donc :

$$(20 - 5) 2 = 15 \times 2 = 30$$

et c'est par l'action *de arboribus furtim cæsis* qu'on obtiendra cette condamnation. Cette action est donc prétorienne au double; elle est de plus pénale et perpétuelle, sans avoir lieu contre l'héritier, comme les actions actives et passives du défunt; mais elle est donnée aux héritiers de la personne lésée qui peuvent, aussi bien que les autres successeurs, poursuivre les délinquants.

La condamnation encourue par suite de l'exercice de l'*actio furti* est du double ou du quadruple, suivant les circonstances qui ont accompagné le vol; le calcul se fait de même que pour l'action *de arboribus furtim cæsis* et les conditions d'exercice de l'action sont identiques.

Il ne nous reste plus à étudier que les peines portées par la loi Aquilia, dont le but est seulement d'indemniser le demandeur du dommage causé. Dans certains cas cependant, l'action qui en découle peut enrichir celui qui a souffert le dégât. La peine en

effet est prononcée d'après la plus haute valeur qu'a eue l'objet détérioré, pendant les trente jours antérieurs au délit (1). De plus, l'action *legis Aquiliæ* est de celles qui, en cas d'*inficiatio*, c'est-à-dire de négation du délit, emportent une condamnation au double (2).

Dans l'action utile de la loi Aquilia, les peines se déterminent comme dans l'action directe; mais si le fait délictueux ne donne lieu qu'à une action *in factum*, nous croyons avec M. Accarias que, dans ce cas, la condamnation ne doit jamais dépasser le préjudice.

TROISIÈME SECTION.

Du concours d'actions et de l'application de cette théorie aux délits forestiers.

Il nous reste encore pour terminer notre étude des délits forestiers à examiner une question très-importante qui a été l'objet de nombreuses controverses, tant parmi les écrivains anciens que parmi nos jurisconsultes modernes. Nous voulons parler du concours d'actions qui se présentera souvent dans la poursuite des délits forestiers. — Si l'on voulait étudier entièrement la question du concours des actions, il faudrait combiner tous les cas qui peuvent

(1) § 14, *Instit. Just.*, lib. IV, Tit. III.

(2) L. 2, § 1; L. 33, § 10, *Ad Leg. Aquil.*, Lib. IX, Tit. II.

se présenter dans le concours des trois genres de délits, dans le droit de Justinien : les délits privés, les crimes publics, et les crimes extraordinaires. Nous n'examinerons pas séparément les controverses qui peuvent naître de ces combinaisons, nous étudierons seulement le concours des actions pénales concernant les délits privés.

Nous pensons avec Savigny (1) qu'il est inutile de mettre les actions mixtes à part, dans cette discussion, et d'examiner spécialement leur concours soit entre elles, soit avec les actions exclusivement pénales. En effet, toute action mixte comprend en quelque sorte deux actions : l'une persécutoire de la chose, l'autre persécutoire de la peine, actions qui ne forment qu'une même cause mais donnent lieu à deux jugements. Le sort des droits qu'on exerce par ces deux actions est indépendant, car les actions se divisent si parfaitement que l'une ou l'autre peut s'être évanouie, quand celle qui survit est jugée (2).

En conséquence, si l'on se trouve en présence d'un concours d'actions, parmi lesquelles il y en a de mixtes, il suffit de se reporter aux deux théories du

(1) *Vermischte Schriften*, tome IV, Savigny. 1850.

(2) Il est facile de donner des exemples de cette séparation. La peine qui fait partie de l'action mixte se prescrit par un an, la même action après ce délai, reste pour réclamer la chose. (L. 4, § 8, Dig., *Vi bon. rapt.*). Si la chose a été restituée, l'action est éteinte pour la partie persécutoire de la chose, mais la partie persécutoire de la peine reste. (L. 5, *eod. tit.*).

concours des actions pénales et du concours des actions persécutoires de la chose. — Les actions persécutoires de la chose tendant à réparer le même préjudice ne se cumulent jamais. Cependant le demandeur n'est pas toujours réduit à une option pure et simple. S'il emploie d'abord l'action la moins avantageuse, l'autre reste efficace pour tout ce qu'elle contient de plus; mais s'il commence par la plus avantageuse, celle dont il n'a pas usé est paralysée pour le tout à l'aide d'une exception (1).

La question du concours des actions persécutoires de la chose tranchée en ces quelques mots, il nous reste à examiner le concours des actions pénales entre elles.

Bien des siècles avant Justinien, la question était déjà l'objet de débats passionnés entre les jurisconsultes romains. — Trois des opinions soutenues ont traversé les âges; nous allons exposer ces théories et les discuter.

Premier système (système de Modestin). — Le concours des actions pénales est *électif*, c'est-à-dire que le choix d'une action éteint le droit d'en mettre une autre en mouvement. Ce système s'appuie sur le texte suivant de Modestin :

« Plura delicta in unâ re plures admittunt actio-

(1) LL. 43 et 47 pr., Dig., *Pro socio*, lib. XVII, tit. II. — L. 34, § 1, et L. 44, § 1, Dig., *De obligat. et act.*, Lib. XLIV, tit. 7.

« nes : sed non posse omnibus uti probatum est :
« nam si unâ obligatione plures actiones nascuntur,
« unâ tantummodo, non omnibus utendum est (1). »

Cette opinion suivie par peu d'auteurs n'est appuyée sur aucun autre texte sauf, a-t-on dit, sur une loi de Paul (2) au même titre. — Nous en examinons plus loin la valeur.

Deuxième système (Système de Paul). — On peut après l'application d'une première peine en demander une nouvelle, pour ce dont cette nouvelle peine dépasse la première. De la sorte, le concours, *électif* quant à la peine, est *cumulatif* quant aux actions. Cette théorie repose sur le texte suivant :

« Si ex eodem facto duæ competant actiones, pos-
« tea iudicis potius partes esse, ut quo plus sit in
« reliquâ actione id actor ferat : si tantumdem aut
« minus : id consequatur (3). »

Il faut dans ce système changer les derniers mots du texte fondamental. Cujas en fait *nil consequatur*. Nous préférons la correction *id non consequatur* (4). Quelle que soit du reste la version qu'on adopte, le sens n'en reste pas moins le même ; mais ce texte

(1) L. 53 pr., Dig., *De oblig. et de act., eod. tit.*

(2) L. 34 pr., Dig., *De obligat. et de act., eod. tit.*

(3) L. 44, § 1, Dig., *eod. tit.*

(4) Pagentscheriana (*Admissio ad Pand.*, 6, § 289).

n'est pas relatif spécialement aux actions pénales : il est général et s'applique au concours de toutes les actions. Les jurisconsultes romains avaient cherché une formule unique pour exprimer les conséquences de ce concours et c'est cette formule que Paul semble nous avoir donnée ici.

Un des cas les plus intéressants de concours d'actions pénales qui ait servi de type à Paul, pour établir sa formule générale, est certainement celui de la coupe d'un arbre en forêt (1). Ce délit tombe sous le coup de l'action *de arboribus furtim cæsis* et sous celui de la loi Aquilia. Ces deux actions pénales peuvent donc concourir pour le dommage causé. Labéon dit qu'on peut donner l'action de la loi Aquilia et celle des XII Tables ; mais Trébatius soutient que, s'il en est ainsi, c'est seulement pour que le juge déduise sur la dernière sentence ce qui a été payé en vertu de la première : « In posteriore deducat id quod ex primâ consecutus est, » et une fois cette déduction faite, le condamne à payer le surplus.

Quoique Paul nous ait laissé plusieurs solutions conformes à son système pour les actions pénales (2), il a cependant écrit au titre de la tutelle le texte suivant relatif à l'action en reddition de comptes du pupille contre son tuteur qui l'a volé : « Utrâque

(1) L. 1, Dig., *Arbor. furt. cæs.*, lib. XLVII, tit. VIII.

(2) L. 88, Dig., *De furtis*, lib. XLVII, tit. II. — L. 1, Dig., *Vi bon. rapt.*, lib. XLVII, tit. VIII. — L. 34 pr., *De oblig. et act.*, lib. XLIV, tit. VII.

« autem actione obligatur et altera alteram non tollet (1). » D'après ce texte, le tuteur infidèle est tenu de deux actions.

Un passage de Julien (2) relatif à l'esclave blessé, mort ensuite de ses blessures, n'est nullement, comme on l'a prétendu, favorable à ce système. Dans ce texte, en effet, il n'est pas question de concours d'actions pénales : un nouveau fait, la mort de l'esclave, amène l'ouverture d'une nouvelle instance dans laquelle le premier fait est inséré dans l'*intentio* de la formule, ce qui nécessite forcément que déduction soit faite des sommes payées dans la *condemnatio*.

Troisième système (Système d'Ulpien). — Ulpien, Papinien et Neratius soutiennent que le concours des actions pénales a lieu et que les peines se cumulent.

Papinien émet cette opinion à propos du viol de l'esclave d'autrui, cas dans lequel il accorde contre l'auteur du viol les actions *legis Aquiliæ, injuriarum* et *servi corrupti* et il ajoute *nec propter plures actiones parcendum erit* (3). Neratius accorde aussi au père de famille deux actions pénales pour obtenir réparation de l'injure faite à son fils et du déshonneur qui en rejaillit sur lui :

(1) L. 2, § 1, Dig., *De tutelæ et rat.*, lib. XXVII, tit. III.

(2) L. 47, Dig., *Ad leg. Aquil.*, lib. IX, tit. II.

(3) L. 6 pr., Dig., *Ad leg. Jul. de adult.*, lib. XLVIII, V.

« Quominus duobus judiciis et suam injuriam perse-
« quatur et filii (1). » — Enfin le texte d'Ulpien dé-
clare très nettement le cumul des peines d'une façon
générale : « Nunquam, dit-il, actiones penales de
« eâdem pecuniâ concurrentes alia aliam consu-
« mit (2). »

Le concours des actions pénales est toujours cu-
mulatif. — En retranchant le mot *nunquam* de cette
décision d'Ulpien *ad edictum*, on retrouve l'opinion
de Paul : le sens de la loi ne peut donc prêter à
aucune équivoque et si, après ce texte il a pu naître
une controverse, elle n'a trouvé un aliment que
dans d'autres textes qui ont, à notre avis, une bien
moins grande autorité. Nous allons examiner le
sens particulier de ces dispositions qui ont semblé
contraires à l'opinion d'Ulpien, et montrer qu'elles
s'accordent parfaitement avec notre troisième sys-
tème.

Ulpien dans son livre 28 sur l'édit s'est exprimé en
ces termes : « Quoties concurrunt plures actiones
« ejusdem rei nomine, unâ quis experiri debet. »
Les mots *ex ejusdem rei nomine* de ce passage se
rapportent sans doute, plutôt à la fin de l'action
qu'à sa cause. On peut traduire ce texte : « Chaque
« fois que concourent plusieurs actions persécu-
« toires d'une même chose, on doit les employer

(1) L. 41, Dig., *De injur.*, lib. XLVII, tit. XI.

(2) L. 60, Dig., *De obl. et act.*, lib. XLIV, tit. VII.

« ensemble. » Cette interprétation, conforme au texte, répond à l'esprit de la loi en permettant au délinquant d'opposer une même exception aux actions intentées simultanément ; notre texte ne s'occupe donc nullement du concours des actions pénales, qui ne sont jamais persécutoires de la même chose et on ne peut en tirer qu'une conséquence, à savoir : que dans les actions de bonne foi on ne peut pas faire deux fois une même demande, ce que nous trouvons ailleurs, au Digeste en ces termes : « Bona fides non patitur ut bis idem exigatur (1). »

Le texte d'Ulpien, que nous avons déjà cité : « Nunquam actiones præsertim penales de eâdem
« re concurrentes alia aliam consumit, » a soulevé des difficultés sur l'admission de la théorie du cumul des peines par les interprétations diverses dont il a été l'objet. Nous pensons qu'on doit traduire ainsi ce passage : « Jamais les actions, surtout les actions
« pénales, par cela même qu'elles concourent sur
« une même chose, ne se détruisent l'une l'autre. » Le participe présent a en effet toujours en latin un sens causal. Quant aux mots *præsertim penales* ils expriment que, si la règle était douteuse pour les autres actions, elle était beaucoup mieux établie pour les actions pénales. Le grand argument d'Ulpien, dans tous les textes sur la matière (2), c'est que

(1) L. 57, Dig., *De reg. jur.*, lib. L, tit. XVII.

(2) L. 15, § 46, *De injur.*, lib XLVII, tit. X. — L. 43, § 1, *De reg. jur.*, lib. L, tit. XVII.

le cumul n'a pas lieu lorsque l'objet de l'action est le même *eadem res sit*; or dans les actions pénales en concours jamais l'objet n'est identique.

En résumé, dans le premier système, Modestin a fait une erreur en croyant qu'il y avait deux actions ayant pour objet deux choses distinctes, alors qu'il n'y avait que deux actions naissant d'une même source. Paul, dans le deuxième système, s'est trompé en voulant généraliser à toutes les actions pénales des décisions équitables dans des cas spéciaux. — Du reste ces deux systèmes ont été rejetés d'une façon absolue, comme l'indique le texte suivant d'Hermogénien : « Cum ex uno delicto plures nascuntur actiones, sicut evenit cum arbores furtim cæsæ dicuntur, omnibus experiri permitti, post magnas varietates obtinuit (1). » Le système d'Ulpien, c'est-à-dire le cumul des peines, est donc la règle admise sous Justinien, et c'est cette doctrine que nous adopterons. En notre matière, un délinquant, qui aura coupé un arbre et l'aura volé, pourra donc être condamné aux peines de l'action *de arboribus furtim cæsis*, de l'action *Aquilia*, et avoir à payer de plus la peine du *furtum* (2).

(1) L. 32, Dig., *De obl. et act.*, lib. XLIV, tit. VII.

(2) Ce système de cumul des peines existe en droit forestier français. La loi de 1827 a maintenu en matière forestière le cumul, exception dans notre législation, car l'art 187, C. F., qui énumère les dispositions du Code d'instruction criminelle, applicables aux délits forestiers, ne cite pas l'art. 365, C. I. C., qui établit le non cumul en droit commun.

APPENDICE.

L'édit de Dioclétien sur le maximum des prix nous donne la valeur des bois, à Rome, à l'époque à laquelle vivait cet empereur ; il nous semble intéressant de donner, à la fin de notre étude, un extrait de cet édit, en ce qui concerne les bois :

DE MATERIIS.

Materia *UIGENIA* (1) (c)ubitorum n quingenta
latitudinis in quadrum cubitorum quattuor
* quinquaginta milibus

Cubitorum n quadraginta quinque latitudinis supra
scripti * quadraginta milibus

Cubitorum n quadraginta latitudinis *TT* * triginta
milibus

Cubitorum n triginta quinque latitudinis per qua-
drum digitorum octaginta * duodecim milibus

Cubitorum n viginti octo latitudinis in quadrum
cubitorum quattuor * decem milibus

Cubitorum n triginti latitudinis in quadrum digi-
torum septuaginta duum * octo milibus

Cubitorum n viginti octo latitudinis in quadrum
sexaginta quattuor * sex milibus

Cubitorum n viginti quinque latitudinis in quadrum

(1) Abiegna ?

digitorum sexaginta quattuor * quinque milibus
Eadem pretia etiam

NATECIAEPINAETUNPTAETTITUTA (1).

Materiae roboreae cubitorum quattuordecim in
longum latitudinis in quadrum sexaginta octo
* duodecim quinquaginta

Materiae fraxineae (c)ubitorum quattuordecim in
longum lati(tudinis) in quadrum digitorum
quadraginta octo * ducentis

• • • • •

• • • • •

lictum sit.

. cedere nemini

A notre avis, cette dernière disposition devait être relative à certains bois précieux destinés soit aux maisons, soit à la mâture, soit aux navires, bois que l'empereur Dioclétien défendait de céder à personne, lorsque l'État se les était réservés.

(1) *Materiae pineae sunt restituta* ?

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
CHAPITRE I ^{er} . — PROPRIÉTÉ DES FORÊTS.	5
Section I. — Les forêts sous les Rois.....	5
Section II. — Les forêts sous la République.....	9
§ 1. — De la fondation de la République jusqu'à la fin de la deuxième guerre Punique.....	9
§ 2. — De la fin de la deuxième guerre Punique jusqu'à l'avènement d'Auguste.....	14
Section III. — Les forêts sous l'Empire.....	23
CHAPITRE II. — ADMINISTRATION DES FORÊTS	31
Section I. — Personnel.. ..	31
§ 1. — Des collèges forestiers.....	31
§ 2. — Agents et préposés forestiers. — Ad- ministration centrale des forêts....	42
Section II. — Régime forestier.....	46
Section III. — Travaux	49
§ 1. — Délimitations. — Bornage. — Cadastre.	49
§ 2. — Routes forestières.....	50
§ 3. — Repeuplements.....	51
CHAPITRE III. — DROITS CONCÉDÉS SUR LES FORÊTS.	52
Section I. — Aliénation.....	52
Section II. — Droits réels.....	58
§ 1. — Droit vectigalien et emphytéose.....	58
§ 2. — Usufruit	59
§ 3. — Servitudes.....	61
Section III. — Droit de chasse.....	72

	Pages.
CHAPITRE IV. — DÉLITS FORESTIERS.	76
Section I. — Des actions destinées à réprimer les délits forestiers.	76
§ 1. — Cas de l'action <i>de arboribus furtim</i> <i>cæsis</i>	76
§ 2. — Cas de l'action de la loi Aquilia.	81
§ 3. — Cas de l'action <i>furti</i>	86
§ 4. — Personnes auxquelles sont données ces actions	88
Section II. — De la pénalité.	90
Section III. — Du concours des actions pénales en droit romain et de l'application de cette théorie aux délits forestiers. . .	97
APPENDICE. — Maximum du prix des bois d'après l'édit de Dioclétien.	106

LE DROIT PÉNAL FORESTIER

CHAPITRE PREMIER.

HISTOIRE DU DROIT PÉNAL FORESTIER.

En droit romain, il n'existe pas, à proprement parler, de droit pénal forestier; la loi donne, il est vrai, les moyens d'obtenir la réparation de tout dommage causé dans les forêts, mais à l'aide d'actions générales, qui sont le plus souvent les actions *de arboribus furtim cæsis, legis Aquiliæ* et *Furti*. Le juge prononce contre le délinquant une peine pécuniaire, que ce dernier doit payer au propriétaire ou à l'intéressé. Plusieurs actions peuvent être intentées pour des délits forestiers commis par le même auteur et on peut obtenir par chacune d'elles une condamnation. Ces peines se cumulent et peuvent amener, si elles ne sont pas acquittées dans le délai fixé, la vente des biens (*bonorum venditio*) et même des mesures de rigueur exercées par la force publique (*manu militari*) contre le condamné.

Après la chute de l'Empire romain, nous trouvons

dans toutes les législations barbares, certaines dispositions pénales spéciales aux forêts, dispositions qui subsistent jusqu'au XIII^e siècle. A partir de cette époque, jusqu'à la grande ordonnance de 1669, la surveillance des forêts et la répression des délits qui s'y commettent sont l'objet de nombreux édits des Rois de France. L'ordonnance de 1669 fixe définitivement la loi pénale forestière qui, traversant la période révolutionnaire, arrive jusqu'en 1827, sans grandes modifications. Alors seulement est promulgué le Code Forestier, calqué du reste sur l'ordonnance de 1669.

Notre étude historique du droit pénal forestier se divisera donc en quatre sections, qui comprendront : la première, les lois forestières jusqu'au XIII^e siècle ; la seconde, la législation depuis le XIII^e siècle jusqu'à 1669 ; la troisième, les dispositions pénales de l'ordonnance des eaux et forêts ; la quatrième, le droit intermédiaire jusqu'à 1827.

PREMIÈRE SECTION.

De la chute de l'empire romain jusqu'au XIII^e siècle.

Pendant cette première période, la surveillance des forêts et la constatation des délits sont confiées à un corps spécial, dont nous constatons déjà l'existence sous les rois de France de la première race. « Un des successeurs de Clovis, Gontrand, nous rap-
« porte Grégoire de Tours, chassant un jour dans une

« de ses forêts, trouva un urus (1) tué. Il en fit des
« reproches *au garde de la forêt* qui, pour se dis-
« culper, accusa du délit le chambellan du monar-
« que (2). . . . » Ces gardes sont institués surtout
pour la conservation du gibier dans les forêts, mais
en même temps leur surveillance s'étend aux délits
forestiers proprement dits. La régie des *villæ regiæ*
ou *foreste dominicum* fut l'objet de plusieurs capi-
tulaires de Charlemagne (3) et de Louis le Débon-
naire. Ces princes la confient à des officiers désignés
sous le nom de juges. Ces juges s'appellent aussi *fo-
restarii*, nom qui tire son origine du mot *forestæ*.
Ces *forestæ* comprennent les forêts, les pâturages et
les étangs, et tout ce que comportent ces propriétés.
Au-dessus de ces *forestarii* sont des *missi* chargés
d'exercer une surveillance sur les biens impériaux.
Cette première administration s'agrandit par la
suite et on établit dans différents districts des lieute-
nants de juges sous le nom de *vicarii*, auxquels
succèdent d'autres officiers sous le nom de *balivi*,
baillifs, c'est-à-dire gardes ou protecteurs, mot dont
les réserves sur taillis tirèrent leur dénomination,
parce que les baillifs dans les provinces en eurent
longtemps la garde. Sous les successeurs de Charle-

(1) L'Urus était un buffle. — Cette espèce a disparu en France.

(2) Legrand d'Aussy, *Vie privée des Français*, 1815, t. I, p. 372.

(3) Canciani, *Barbarorum leges antiquæ*, Venetiis (1789), tome IV, p. 43. Caroli Magni, capit. XX.

magne, un officier supérieur placé près du roi de France avec le titre de forestier ou *protoforestarius* est chargé de l'inspection générale des *forestæ* du royaume; il paraît qu'il eut encore sous ses ordres des officiers inférieurs appelés *justiciarii forestarum*.

Les peines jusqu'au XIII^e siècle sont en général corporelles en matière de chasse; au contraire, en matière forestière la peine corporelle est l'exception et nous ne la trouvons édictée, au moins dans les lois des barbares qui ont occupé le sol de la Gaule, que dans le cas d'incendie. L'article II du titre *de incendiis et incensoribus* de la loi des Wisigoths (1) condamne celui qui met le feu dans la forêt d'autrui à la peine de cent coups de fouet, s'il est homme libre et à celle de cent cinquante, s'il est serf, sans préjudice des dommages-intérêts évalués à dire d'expert; — si le dégât causé dépasse de beaucoup la valeur du serf coupable, le maître de ce délinquant, refusant de rembourser la perte occasionnée par l'incendie, doit abandonner l'auteur du délit. Ces peines si protectrices du sol boisé ne sont édictées que par la loi

(1) Canciani, *op. cit.*, p. 153 : « Si quis qualemcumque sylvam
« incenderit alienam, sive piceas arbores, vel caricæ, hoc est ficus,
« aut cujuslibet generis arbores cremaverit, correptus a iudice
« centum flagella suscipiat, et pro damno satisfaciat, sicut ab his
« qui inspexerint, fuerit æstimatum. Quod si servus hoc domino
« nesciente commiserit, CL flagellorum verberibus addicetur. Et
« si pro eo dominus componere noluerit, cum duplum aut triplum
« damni fecerit, quam quod eundem servum valere constiterit,
« ipsum servum pro facto tradere non moretur. »

des Wisigoths; chez les autres peuples barbares, la peine du délit d'incendie en forêt est purement pécuniaire (1). Mais, à une époque postérieure, l'article LXXVIII des lois de Lothaire fixe un châtiment corporel contre celui qui met le feu dans un bois. Par cette disposition, si le coupable est un serf, son maître doit le livrer pour qu'on lui inflige la peine du fouet et qu'on lui coupe ensuite la tête, à moins qu'il ne rembourse l'estimation du dommage causé. Si le délinquant est un homme libre, il doit payer le dégât et de plus une amende au roi (*bannum nostrum*), sans préjudice de la peine du fouet; le coupable est-il inconnu, et soupçonne-t-on quelqu'un ? Si c'est un homme libre, il remplira les conditions requises avant de prêter serment; si c'est un serf, son maître prêtera serment pour lui ou le fera comparaître en justice (2). Remarquons dans cette légis-

(1) Canciani, *op. cit.*, tome I, (1781), p. 13, *Leg. Ostrog.*, art. CLI. — Tome IV, p. 240, *Leg. in Angl. condit.*, art. XLIII.

(2) Canciani, *op. cit.*, tome I, (1781), p. 206, art. LXXVIII :
« Volumus ut si quælibet persona in finibus regni nostri ignem in
« silvâ comminare ausa fuerit, diligenter inquiratur et si servus
« comprobatus fuerit hoc fecisse, dominus ejus ad flagellandum et
« caput tundendum eum tradat aut pro eo quicquid damni fecerit
« emendare cogatur. Si aliqua libera persona hoc fecisse probata
« fuerit, emendare cogatur et insuper bannum nostrum componat,
« flagelletur. Quod si factum fuerit, per meliora illius loci, in-
« quiratur et si in quâlibet personâ suspectio fuerit. Si servus est aut
« dominus ejus mittet eum ad judicium aut ipse pro eo sacramentum
« faciat, quod si libera persona fuerit, proprio sacramento se ido-
« neum reddat. »

lation un caractère particulier, qui la différencie absolument de celle des Wisigoths. — Dans cette dernière, en effet, il n'est question que du feu communiqué dans la forêt d'autrui; dans la loi de Lothaire, les termes sont généraux et s'appliquent aussi bien à l'incendie allumé dans le bois d'autrui qu'à l'incendie allumé dans le sien propre. — La loi de Lothaire punit le fait d'avoir mis le feu à une forêt; le législateur considère donc ce délit comme nuisible à l'intérêt général et, comme tel, inflige au coupable, outre la réparation pécuniaire du préjudice causé à autrui, un châtement corporel et une amende proprement dite.

Lors même que le délinquant qui allume l'incendie est propriétaire de la forêt, il est puni du fouet et de l'amende. L'étude des origines de cette dernière peine nécessite quelques développements. — L'amende proprement dite nous apparaît pour la première fois, en matière forestière, dans une loi de Rotharis, roi des Lombards, qui condamne à quarante solides payables moitié au roi, moitié au propriétaire, celui qui fait de nouvelles marques, place des bornes, ou défriche une parcelle dans une forêt, sans prouver que cette forêt lui appartient (1). La législation de Rotharis, en établissant cette pénalité, a protégé puis-

(1) Canciani, *op. cit.*, t. I, (1781), p. 84, art. CCXLIX : « Signa « nova aut theclaturam aut sinaidam in silvâ alterius fecerit et « suam non probaverit componat solidos XL, medium regi et « medium cujus silva fuerit. »

samment les forêts contre la destruction; car elle a reconnu en les sanctionnant par une amende, c'est-à-dire par une peine publique, trois défenses qui sont le fondement de la conservation des massifs boisés, à cette époque primitive. Pour en bien faire comprendre l'importance, il est nécessaire de rappeler ici qu'avant le XIII^e siècle, l'homme qui ne possédait pas de forêt pouvait prendre du bois, pour sa consommation, partout où cela lui convenait. Le propriétaire qui se serait opposé à cet acte, pouvait être contraint par la force à le souffrir. — Ainsi la loi des Burgondes contient une disposition, par laquelle le propriétaire de forêt, qui s'oppose au ramassage du bois nécessaire pour l'usage, doit restituer au triple les confiscations qu'il aurait opérées sur les ramasseurs et leur payer en outre une idemnité de six solides, pourvu toutefois que les arbres enlevés ne soient pas des arbres à fruit ou qu'ils aient été gisants (1). — Cependant le propriétaire n'était pas absolument sans moyen de défense contre cette invasion des riverains dans la forêt; la loi lui donne un moyen de se réserver, en les marquant, les plus beaux sujets qui font l'ornement du bois et qui en assurent le repeuplement

(1) Canciani, *op. cit.*, tome IV, (1789), *Lex Burgundiorum*, p. 21, tit. XXVII. *De Indultâ generaliter incidendorum lignorum licentiâ*. . . — « III. Si quis vëro quemquam de jacentivis et non « fructiferis arboribus lignum usibus suis necessarium præsumere « fortasse non permiserit, ac si ei pignora tulerit, restitutio in tri- « plum pignoribus, inferat mulctæ nomine solidos sex. »

naturel. Tout arbre marqué par le propriétaire doit être respecté par celui qui prend du bois pour son usage dans la forêt d'autrui. Aussi cette marque est en quelque sorte un signe de propriété, différant de forêt à forêt et constituant souvent un des meilleurs moyens de reconnaître les droits dans une contestation. Nous voyons dès lors l'utilité qu'il y a à défendre, par une peine sévère, toute marque nouvelle en forêt, et nous saisissons les raisons pour lesquelles la loi, assimilant ce fait au bornage non contradictoire, a infligé pour ces deux délits la même peine publique de l'amende. Quant au défrichement, on comprend facilement que la loi l'ait puni, lorsqu'il est opéré dans la forêt d'autrui; car ce délit prive non seulement le propriétaire d'un bien, mais encore les voisins de la faculté qu'ils ont de prendre le bois nécessaire à leur usage : il y a donc une atteinte portée à l'intérêt général; c'est ce qui motive l'amende.

Enfin nous trouvons dans les lois de Lothaire la peine de l'amende édictée comme nous l'avons vu (1), en matière d'incendie en forêt, fait qui comme ceux que nous venons d'étudier intéresse tous les habitants d'une région.

En dehors de ces quatre sortes de délits, la loi forestière pénale ne contient plus d'autre contravention punie par des amendes; pour la généralité des faits délictueux, la répression est une indemnité

(1) Canciani, *op. cit.*, tome I, 1781, p. 206.

payée par le coupable au propriétaire lésé. Cette indemnité est fixée par la loi, comme l'était en droit romain l'indemnité due pour coupe ou mutilation de l'arbre d'autrui. Le juge peut du reste augmenter cette peine par des dommages-intérêts, variables avec la nature et l'importance du délit. C'est ainsi que, d'après la loi salique, celui qui dans la forêt d'autrui aura volé, incendié ou mutilé du bois d'œuvre, ou volé du bois de feu, sera condamné à payer 600 deniers ou 15 solides (1). On pourrait donner quantité d'exemples de dispositions de cette nature (2).

La pénalité des lois barbares peut encore, dans certains cas, consister en une saisie ou en une confiscation. Les lois de Luitprand, roi des Lombards, contiennent un article permettant au propriétaire d'un terrain boisé de saisir une voiture attelée de bœufs, s'il la trouve sur son terrain chargée de bois d'œuvre ou de tout autre produit du sol forestier (3). La loi dit seulement que, dans ce cas, le maître de la forêt ne sera pas coupable; car il a rencontré le char et les bœufs dans sa propriété. Nous croyons que, dans

(1) *Liber Legis salicæ* Paris, (1602), p. 12, art. 4. Si quis in sylvâ alterius materiâ furatus fuerit aut incenderit, vel concapulaverit aut ligna alterius furaverit, DC den. qui faciunt sol. XV culp. jud. exc. cap. et dil.

(2) Canciani, *op. cit.*, tome I, p. 71, art. CCCXXIV et suiv., *Leg. Langob.* — Tome II, p. 389, tit. XXI, art. II et suiv., *Leg. Bajur.* — Tome IV, p. 21, *Leg. Burgond.*

(3) Canciani, *op. cit.*, tome I, p. 119, art. XXVII.

le cas où le bois d'œuvre coupé aurait été marqué, et où par conséquent il y aurait délit de la part de celui qui a exploité, le propriétaire serait en droit de conserver tous les objets saisis pour garantir le paiement de l'indemnité qui lui serait due, et nous pouvons voir dans cette disposition l'origine de la saisie de l'art. 161, C. F. Il nous semble utile de rappeler ici un article curieux de la loi des Lombards, en vertu duquel le propriétaire d'une forêt dans laquelle des porcs se livrent au panage, sans autorisation, peut, si ces porcs sont moins de dix, en saisir et en conserver un, jusqu'à parfait paiement d'une indemnité de 3 siliques par tête; si ces porcs sont au nombre de dix ou plus, en tuer un par dizaine, pourvu qu'il en choisisse un de qualité moyenne.

Nous terminerons cette section en rappelant les peines terribles, que les lois *allemandes des Marches infligent encore au XIII^e siècle* aux délinquants forestiers. Les peuples germaniques en effet n'ont pas, comme les peuples celtiques, menacé de peines corporelles les faits de chasse seuls, ils les ont édictées aussi pour les délits forestiers proprement dits (1).

Les Weisthümer de la Marche (2), qui ont une grande connexité avec les anciennes coutumes de France, admettent un système de répression très rigoureux.

(1) Canciani, *op. cit.*, tome I, p. 138, art. XCVIII, et tome I, p. 93, art. CCCLIV.

(2) Grimm, *Weisthümer* (1863).

Si quelqu'un est trouvé dans les marches forestières de la basse Saxe coupant la cime d'un chêne ou d'un autre arbre à fruit, il subit une espèce de peine du talion ; car on lui coupe la tête sur le tronc de l'arbre qu'il a décapité, et on l'y laisse exposée, jusqu'à ce qu'il pousse de la souche de nouveaux rejetons (1). A celui qui enlève l'écorce à un chêne ou autre arbre à fruit, si on le prend sur le fait, on lui ouvre le ventre et on lui tire, hors du corps, l'intestin qu'on attache sur la plaie, et on lui fait faire le tour de l'arbre, jusqu'à ce que la partie mise à nu par le délinquant soit recouverte par le déroulement de ses boyaux (2).

Le vieux Weisthum de Schaumburg condamne au même genre de supplice celui qui écorce un chêne et à une peine non moins extraordinaire celui qui abat furtivement cet arbre. Au lieu de l'intestin, c'est la partie secrète de sa personne qui doit être clouée sur la souche : on lui lie la main droite sur le dos, et on lui met une hache dans la main gauche, afin qu'il se délivre (3).

L'incendiaire d'une forêt doit être exposé à un feu très ardent, jusqu'à ce que la plante des pieds se détache, ou bien on le jette pieds et poings liés dans

(1) Grimm, *Weisthümer Harenberg*, art. 24, tome III, p. 285. — *Grummerwad*, art. 26, tome III, p. 288. — *Hülseder Mark*, art. 25, tome III, p. 302. — *Bebber Holzmark*, art. 16, tome III, p. 305.

(2) Grimm, *Weisthümer Harenberg*, art. 22, t. III, p. 285, etc.

(3) Funk, *Loi des Douze-tables*.

un grand feu. S'il en réchappe, le délit est expié.

La police et la juridiction de la marche sont confiées à des markmeister, à des förster (forestiers), à des schützen (gardes de bois) et à des markscheffen (échevins).

Cette pénalité atroce a-t-elle jamais été appliquée ? l'histoire n'en fournit pas un seul exemple. Purement comminatoire, elle n'était qu'une lettre morte dans les déclarations du plaid général (Code de jouissance dans les Marches) ; c'était une épée de Damoclès suspendue par un fil qui ne pouvait se rompre. On croirait qu'elle fut imaginée plus pour effrayer que pour punir les auteurs de délits impossibles, dans un temps où les forêts communes suffisaient à tous les besoins, où personne, par conséquent, n'avait intérêt à les détruire.

Ces peines qui révoltent ont eu leur raison d'être dans la simplicité et la grossièreté des mœurs des populations germaniques ; dans leur respect instinctif, même après leur conversion au christianisme, pour les traditions et les croyances religieuses de leurs ancêtres, qui plaçaient la divinité et son sanctuaire dans la sombre horreur des forêts (1).

DEUXIÈME SECTION.

Du XIII^e siècle à l'Ordonnance de 1669.

Au XIII^e siècle, la forêt nous apparaît avec l'orga-

(1) Bouthors, *Sources du droit rural*, 1865, p. 544.

nisation complète qu'elle a conservée durant tout le moyen-âge et jusqu'à l'ordonnance de 1669. — La surveillance des eaux se joint à l'administration des forêts et on met cette double police sur un pied très sérieux (1).

Déjà, dès le XII^e siècle, dans la coutume de Lorris, la surveillance des forêts est exercée par une troupe militaire composée d'un *miles* chevalier et de *servientes*, sergents chargés d'arrêter les individus pris en flagrant délit. Dans la coutume d'Orléans et sans doute dans toutes les autres coutumes de France, au XIII^e siècle l'ancien *miles* prend le nom de forestier, maître forestier, maître de la garde (2). — Ce maître de la garde, fonctionnaire qui forme la base de toute l'administration forestière possède, avant tout, des attributions judiciaires, auxquelles se joignent des devoirs d'administration et de police; au-dessus de lui se trouve un fonctionnaire unique, appelé le grand-maître des eaux et forêts, juge d'appel ou juge de premier ressort, suivant le cas, et en même temps administrateur général supérieur. — Chaque maître de la garde tient sous ses ordres une compagnie de sergents qui, participant de la nature mixte des officiers forestiers, jouent le rôle d'huissiers, de surveillants de police, en même temps qu'ils procèdent

(1) *Historiens de la France*, XXII, § Castrum Nanthonis.

(2) *Étude sur la condition forestière de l'Orléanais*, par M. René de Maulde, 1871, p. 304.

aux menus détails de l'administration forestière.

Dans les provinces qui ont leur autonomie, le grand-maître de la province ne peut pas être surveillé par les agents royaux.— Partout ailleurs, le roi exerce son contrôle et les arrêts des grands-maîtres des eaux et forêts peuvent être portés en réformation devant une des Chambres du Parlement, *la Table de marbre*, spécialement affectée aux jugements en matière forestière.

En vertu d'une ordonnance de Philippe-le-Long, de 1318 : les maîtres et gardes des eaux et forêts doivent être élus, mis et institués dans leurs offices à la délibération du grand Conseil (1) et jurent de garder les ordonnances (2). Chaque sergent est crû par serment des prises qu'il fait, si elles n'entraînent pas une condamnation à plus de 60 sols tournois, à moins qu'il n'y ait inimitié entre le sergent et l'accusé ou qu'on puisse administrer la preuve contraire (3). Le sergent du reste n'est tenu de répondre pour « *les cas des forêts* » devant aucun autre juge, si ce n'est devant le maître des forêts, le gruyer ou maître sergent (4). Ces officiers peuvent arrêter tout délinquant en tout lieu, sauf dans le lieu saint (5). Une ordon-

(1) *La grande conférence des ordonnances et édits royaux, jusqu'à l'année 1659*, par Pierre Guénoir, (1660), tome III, livre XI, tit. XIII, p. 296, art. 1.

(2) *Confér. des ordonn.*, (1660), p. 300, art. 23.

(3) *Confér. des ordonn.*, p. 297, art. 26.

(4) *Confér. des ordonn.*, p. 297, art. 27.

(5) *Confér. des ordonn.*, p. 298, art. 32.

nance de Jean I^{er}, du 28 décembre 1355, défend aux maîtres des eaux et forêts de s'attribuer la connaissance des délits commis dans les eaux et forêts autres que celles du roi (1).

En 1376, Charles V, dans l'ordonnance de Melun, restreint la quantité des maîtres et des sergents, décide que dorénavant leur nombre ne sera plus variable (2), et ordonne que des visites seront faites par les maîtres, au moins deux fois l'an, pour constater l'état des forêts. Les tournées des verdiers, gruyers et maîtres sergents doivent avoir lieu, tous les quinze jours au minimum, et ont pour but de stimuler le zèle des sergents qui sont punis, si leur activité n'est pas suffisante. Les officiers des forêts sont du reste obligés de verser un cautionnement. Il leur est interdit de connaître des questions de propriété.

L'ordonnance de François I^{er}, en 1516, décide que l'exécution des jugements se fera par d'autres officiers que ceux chargés de la constatation des délits (3), et défend tout défrichement, sous quelque prétexte que ce soit, dans les forêts royales (4).

L'établissement d'un procureur du roi en chacun des sièges des maîtres des eaux et forêts, date

(1) *Confér. des ordonn.*, *op. cit.*, p. 300, art. 3.

(2) *Confér. des ordonn.*, *op. cit.*, p. 300, art. 1, 3, 4, 6 et 8.

(3) *Confér. des ordonn.*, *op. cit.*, p. 329, art. 17 et 18.

(4) *Confér. des ordonn.*, *op. cit.*, p. 330, art. 24.

de 1523 (1). Jusqu'à cette époque la procédure était entièrement orale et publique; les sentences étaient abandonnées, comme en droit romain, à la mémoire du peuple. La justice était rendue au moyen d'assises présidées par le grand maître ou le lieutenant général, assises qui portaient le nom de *grands jours des eaux et forêts*.

« Au treizième siècle, dit M. de Maulde (2), les
« juridictions civile et forestière se trouvant confon-
« fondues, il ne devait pas y avoir de grands jours
« forestiers; mais dès le mois de juin 1315, nous
« trouvons une mention des grands jours forestiers
« de Vitry. Depuis lors, les traces de grands jours ne
« sont pas rares, puisque toutes les sentences des
« grands maîtres sont datées de ces assises. » —
Cependant au XIII^e siècle, un édit de Philippe Auguste de 1219, rapporté dans le recueil de Saint-Yon (3), porte attribution de juridiction des causes concernant la marchandise des bois de la forêt de Retz aux gardes de cette forêt. — On constate aussi dans certaines enquêtes (4), qui nous ont été conservées, que déjà, à cette époque, les gardes

(1) *Confér. des ordonn.*, *op. cit.*, p. 333, François I^{er}, Saint-Germain en Laye, mai 1523.

(2) M. de Maulde, *op. cit.*, p. 362.

(3) *Recueil de Saint-Yon. Édits et ordonnances, etc., des eaux et forêts* (1610).

(4) *Enquête royale de 1265*, V. *Recueil des Olim*, I, 225, et *enquête de 1271*, *Olim*, I, 577.

(*militēs*) tenaient des jours, dans lesquels ils jugeaient les affaires de la compétence des prévôts civils. Une charte de 1222 nous explique facilement ce fait ; car elle assimile les forestiers aux prévôts « *forestariis* » « *prævotis* (1)... » D'où l'on conclut qu'en 1222, les maîtres des gardes sont des prévôts forestiers.

Dès que la maîtrise des eaux et forêts est complètement organisée, elle connaît de tous les délits intéressant la propriété forestière. Cependant c'est une juridiction d'exception et non de privilège pour les délits de droit commun, car les officiers forestiers relèvent des tribunaux ordinaires. Nous avons vu qu'on avait retiré aux maîtrises la connaissance des questions de propriété qu'elles voulaient s'arroger.

Au XV^e siècle, la procédure inquisitoriale commence à faire sentir son effet ; les sentences des maîtres sont écrites et ils ont près d'eux un greffier surchargé de travail. Mais ce n'est pas avant 1523 que le tribunal forestier est constitué d'une façon complète par l'établissement d'un procureur du roi en chaque siège de maîtrise.

L'appel direct de la maîtrise particulière à la grande maîtrise forme la règle. Quant au chiffre maximum des délits assignés à chaque maîtrise, il a évidemment beaucoup varié. — A cette époque, l'amende de *fol appel* existe déjà et s'élève assez

(1) M. de Maulde, *op. cit.*, p. 363, note 4.

haut, d'après les documents que nous trouvons sur la question dans les archives (1).

L'ordonnance donnée par François I^{er} à Fontainebleau, en décembre 1543, nomme neuf conseillers à la table de marbre de Paris, pour connaître et réformer tous les jugements en matière forestière, tant pour les forêts du domaine royal que pour celles « des prélats, gens d'église, princes, nobles, communautés et autres sujets ayant bois (2). »

Dès lors, l'observation des ordonnances est assurée, grâce à ce tribunal réformateur, et une jurisprudence commence à établir les principes que sanctionnera l'ordonnance de 1669. — Henri II confirme cette décision en 1558 (3) et permet d'exercer devant cette juridiction *la prise à partie* contre les grands maîtres des eaux et forêts. Enfin en 1579, les offices forestiers deviennent héréditaires en vertu d'une ordonnance de Henri III (4).

Au moyen-âge, les délits forestiers sont nombreux ; mais, en dehors des contraventions aux droits d'usage et de grurie, ils se réduisent presque exclusivement à des vols de bois (5). Les conditions de ces

(1) M. de Maulde, *op. cit.*, p. 371.

(2) *Confér. des ordonn.*, *op. cit.*, p. 337.

(3) *Confér. des ordonn.*, *op. cit.*, p. 351.

(4) *Confér. des ordonn.*, *op. cit.*, p. 358.

(5) V. à ce sujet, M. Picard, *La vénerie et la fauconnerie sous les ducs de Bourgogne* (1881), p. 107, — et M. de Maulde, *op. cit.*, p. 357 et 358.

délits varient à l'infini. Les peines sont : 1^o la forfaiture, qui consiste dans la saisie des objets que l'on estime et que l'on rend à leur propriétaire, contre le déboursé de leur valeur et de l'amende; 2^o la saisie et la confiscation du corps et des instruments du délit; 3^o une amende arbitraire et constamment variable; 4^o enfin, le châtimement corporel.

Cette dernière sorte de peine ne s'applique que contre les marchands de bois ou, en cas de récidive (1), pour les délits forestiers proprement dits. En matière de chasse, au contraire, elle forme le mode de répression habituel.

Le roi Charles IX décide par deux ordonnances : l'une en 1561, que le tiers des bois taillis du royaume « sera délaissé à couper pour croistre et se convertir « en haute futaie », et l'autre en 1563 que les taillis ne seront coupés que de dix en dix ans (2), sous peine de privation des droits sur les forêts où ces dispositions ne seront pas exécutées.

Telles sont les lois et la pénalité qui, jusqu'en 1669, ont assuré, de siècle en siècle, la conservation des forêts et qui ont maintenu sur notre sol français des richesses, que l'ordonnance du grand roi a préservées de la hache du bûcheron avec un soin justement jaloux.

(1) *Confér. des ordonn., op. cit.*, p. 331, art. 26 et 21.

(2) *Confér. des ordonn., op. cit.*, p. 352 et 353.

TROISIÈME SECTION.

Ordonnance de 1669.

Louis XIV, après avoir mis fin au désordre qui s'était glissé dans les eaux et forêts de France, juge que ce n'est pas encore avoir fait assez pour cette noble et précieuse partie du royaume et décide la formation « d'un corps de lois claires, précises et certaines, qui dissipent toute l'obscurité des précédentes et ne laissent plus de prétexte ou d'excuse à ceux qui pourront tomber en faute. » Tels sont les motifs que le grand roi nous donne lui-même au commencement de l'Ordonnance. Nous diviserons notre étude de cette œuvre législative, édifiée sur les bases les plus solides, en quatre parties concernant : la constatation des délits, leur poursuite, la pénalité et l'exécution des jugements.

§ I^{er}.

Constatation des délits.

Tout délit commis dans une forêt doit être constaté par un rapport dressé par le sergent chargé de la surveillance. Ce rapport doit être remis au greffe de la maîtrise ou grurie, deux jours au plus tard après que le délit a été commis. Les préposés sont responsables de tous les délits non constatés et de tous les cas, où ils n'ont pas suffisamment désigné le coupable

pour qu'il puisse être traduit en justice (1). Les sergents royaux, nommés après examen relatif à la connaissance de leurs fonctions (2), peuvent constater les délits commis dans les bois des particuliers (3). Tous les procès-verbaux sont contrôlés gratis (4). Les officiers forestiers ont du reste, outre ce mode de constatation par procès-verbal, la faculté d'user, pour la recherche des délits, du droit de visite domiciliaire, même dans toute ville fermée à deux lieues des forêts, par le seul fait qu'ils ont eu avis que du bois y a été transporté en délit. Les gardes ne peuvent procéder à cette visite qu'en présence d'un officier de maîtrise ou du juge ordinaire, ou du procureur du roi, ou du procureur d'office (5).

Le droit d'arrestation est aussi très étendu en matière forestière, la loi permettant de l'exercer sur tous les vagabonds trouvés à moins de deux lieues des forêts (6). Les sergents pourront du reste saisir tous les objets délictueux pour assurer la constatation et la répression (7). Enfin, si le nombre des coupables est

(1) *Ordonn. réglem.*, art 9, tit. 10. — M. Meaume, *Forêts*. — Dalloz, tome XXV, 1849, p. 20.

(2) *Idem*, art. 16, tit. I; *Idem*, p. 15.

(3) *Idem*, art. 11, tit. I; *Idem*, p. 15.

(4) *Arrêt du conseil*, 10 février 1670, V. Baudrillart, *Recueil chronologique*, tome I, p. 92.

(5) *Ordonn. réglem.*, art. 22, tit. 27; M. Meaume, *Forêts*, p. 29.

(6) *Idem*, art. 36, tit. 27; M. Meaume, *Forêts*, p. 30.

(7) *Idem*, art. 9 et 10, tit. 32; *Idem*, p. 31.

considérable et s'ils opposent de la résistance aux injonctions des officiers forestiers, ces derniers ont le droit de réquisition à la force publique (1). Tel est l'ensemble des moyens qui servent à la constatation des délits sous l'empire de l'ordonnance de 1669.

Pour terminer cet aperçu sommaire, il nous semble intéressant de rappeler qu'à cette époque le titre de garde général était donné à un officier forestier, dont les fonctions étaient surtout relatives à la répression des délits. En effet les gardes généraux à cheval doivent, d'après l'ordonnance (2), parcourir incessamment les forêts et bois et le long des rivières afin « de tenir les gardes ordinaires dans « leur devoir », de prêter « main forte aux gardes, « particuliers » et de faire « toutes sortes de captures « et rapports aux maîtrises, dans l'étendue desquelles « les délits ont été commis. »

§ II.

Poursuite des délits.

La poursuite des délits a lieu devant les maîtres ou lieutenants qui tiennent des « assises ou hauts « jours, deux fois l'année, aux jours et lieux accoutumés. » Tous les officiers des maîtrises, gruries et grairies sont tenus d'y assister à peine de mille

(1) *Idem*, art. 28, tit. 3; *Idem*, p. 17.

(2) *Idem*, art. 4, tit. 10; *Idem*, p. 20.

livres d'amende contre les défaillants, à moins d'excuse légitime (1).

Pendant le courant de ces assises, dont la durée ne peut pas dépasser deux jours, les forêts sont fermées ; il est défendu d'y entrer sous peine d'amende et tout délit commis dans leur enceinte est puni comme vol (2).

Les assises sont ouvertes ; le procureur du roi prend la parole et prononce un réquisitoire pour demander la condamnation des délinquants (3). Si les faits sont clairs, le tribunal composé du maître, de ses lieutenants et du garde-marteau, applique la loi : si l'affaire mérite d'être instruite, il la renvoie au premier jour d'audience au siège ordinaire de la maîtrise (4).

Dans ces assises, comme dans les audiences ordinaires, les maîtres « connaissent tant au civil qu'au « criminel de tous différends qui appartiennent à la « matière des eaux et forêts entre quelques person- « nes et pour quelque cause qu'ils aient été inten- « tés (5). » Les délits de chasse et de pêche rentrent dans leurs attributions (6); mais ils ne peuvent juger

(1) *Ordonnance de Louis XIV*, édition 1703, *Des assises*, p. 58, art. 1.

(2) *Idem*, p. 58-59, art. 3.

(3) *Idem*, p. 59, art. 4.

(4) *Idem*, p. 60, art. 8.

(5) *Idem*, *De la juridiction des eaux et forêts*, p. 2, art. 1.

(6) *Idem*, p. 5, art. 7.

ni les crimes ou délits de droit commun commis dans les forêts (1), ni les questions de propriété (2). La compétence des maîtrises ne se règle pas par le domicile du délinquant, mais par le lieu où a été commis le délit (3).

Les audiences ordinaires des officiers des maîtrises ont lieu une fois chaque semaine pour juger les affaires qui exigent une procédure plus soignée (4). A chaque maîtrise est attaché un greffier, dont les travaux multiples sont l'objet d'un titre entier de l'ordonnance (5). La composition du tribunal est la même qu'aux assises et le procureur du roi doit prendre des conclusions (6).

Les tables de marbre, outre le pouvoir qu'elles ont d'examiner les titres des candidats aux offices forestiers (7), jugent les procès civils et criminels concernant le fonds et la propriété des forêts (8), « toutes « les appellations » de sentences rendues par les officiers des maîtrises et autres juges inférieurs (9).

(1) *Ordonnance de Louis XIV*, édition 1703, *De la juridiction des eaux et forêts*, p. 5, art. 8.

(2) *Idem*, p. 6, art. 10.

(3) *Idem*, p. 6, art. 9.

(4) *Idem*, *Officiers des maîtrises*, p. 10, art. 2.

(5) *Idem*, *Greffiers*, p. 41.

(6) *Idem*, *Des maîtres particuliers*, p. 25, art. 1.

(7) *Idem*, *Officiers de maîtrises*, p. 9, art. 1.

(8) *Idem*, *Table de marbre*, p. 61, art. 1.

(9) *Idem*, p. 61, art. 2.

En matière pénale, les tables de marbre jugent en dernier ressort; quand même les peines portées seraient la condamnation aux galères ou la mort civile ou naturelle (1).

Les appels des maîtres particuliers sont relevés immédiatement au siège de la table de marbre, dans les trois mois; sinon la condamnation en première instance, exécutée par provision (2), deviendrait définitive (3). Cependant, si la sentence contient quelque peine afflictive ou infamante, la faculté d'appeler ne se prescrit que par vingt ans (4). Au dessus des tables de marbre est le conseil du roi qui remplit le rôle de Cour de cassation.

§ III.

Pénalité.

Les maîtrises des eaux et forêts peuvent prononcer des peines variant de l'amende la plus minime aux travaux forcés. — En général, d'après la législation de 1669, la peine encourue par les délinquants forestiers est l'amende; mais à la différence des lois antérieures, l'amende en général n'est pas arbitraire; elle est

(1) *Ordonnance de Louis XIV*, édition 1703, *Table de marbre*, p. 62, art. 5.

(2) *Idem*, p. 67, art. 6 et 7.

(3) *Idem*, p. 66, art. 3.

(4) *Idem*, p. 66, art. 5.

presque toujours fixe (1), et cette fixité est une des prescriptions les plus strictes de l'ordonnance. En effet l'art. 14 du titre 32 et dernier défend « aux officiers d'arbitrer les amendes et peines, ni les prononcer moindres que ce qu'elles sont réglées, ou les modérer, ou changer après le jugement, à peine de répétition contre eux, de suspension de leur charge pour la première fois et de privation en récidive. » La législation pénale forestière de 1669 n'admet aucune excuse, aucune circonstance atténuante; la démenche seule et la contrainte, excipées devant les maîtrises, suffiraient pour obtenir un acquittement (2). Mais la peine, qui ne peut pas être diminuée; peut être l'objet d'une augmentation; l'art. 5 de notre titre nous énumère des circonstances aggravantes, qui entraînent double amende, et qui consistent dans le fait d'avoir commis un délit « depuis le coucher jusqu'au lever du soleil par scie ou par feu soit par les officiers des forêts » ou tout autre employé à leur surveillance ou à leur exploitation. Cette disposition a donné lieu à des controverses sur le point de savoir si une seule de ces conditions suffirait pour motiver la double amende. La jurisprudence a décidé que le fait d'avoir commis un délit forestier la nuit, sans le concours d'aucune autre circonstance aggravante, oblige

(1) *Ordonn. réglem.*, tit. 32 et dernier. M. Meaume, *Forêts*, p. 31.

(2) *Dictionn. des forêts*, Baudrillart, 1823, tome I, p. 162.

les juges à prononcer l'augmentation de peine (1). La peine était doublée autant de fois qu'il y avait de circonstances aggravantes : on considérait même plusieurs récidives en 12 mois comme plusieurs circonstances aggravantes.

L'amende, avons-nous dit, dans la législation de 1669, est en général fixe ; il y a néanmoins dans l'ordonnance des amendes arbitraires que les juges prononcent contre les marchands qui ont formé une association secrète (2) et contre les personnes qui ont écorcé des arbres ou leurs taillis (3). En matière forestière, la complicité et le recel d'objets délictueux sont punis comme le délit lui-même et les adjudicataires, maîtres de forges, fermiers, usagers, riverains et autres occupant des maisons, fermes et héritages quelconques dans l'enclos et à 8 kilomètres des forêts royales sont responsables civilement de leurs commis, pâtres, charretiers et domestiques (4).

Outre l'amende, les délinquants forestiers doivent être condamnés à la restitution et à des dommages-intérêts, dont le montant ne peut pas être inférieur à celui de l'amende (5).

De plus, tout instrument qui a servi à commettre le délit, et même toute chose qui en est l'objet sont

(1) *Dictionn. des forêts*, Baudrillart, 1823, tome I, p. 759, XVIII.

(2) *Ordonn. réglem.*, tit. XV, art. 23 ; M. Meaume, p. 22.

(3) *Ordonn. réglem.*, tit. XXVII, art. 22 ; M. Meaume, p. 29.

(4) *Ordonn. réglem.*, tit. XXXII, art. 7 ; M. Meaume, p. 31.

(5) *Ordonn. réglem.*, tit. XXXII, art. 8 ; M. Meaume, p. 31.

confisqués entre les mains du coupable (1). Les bestiaux confisqués sont vendus aux enchères, à la diligence du roi (2).

En dehors de ces peines, l'ordonnance prononce encore la peine des galères contre les vagabonds, qui sont reconnus comme non portés sur les états dressés, en vertu de l'article 38 du titre XXVII, ou qui ont changé de nom. Les maîtrises peuvent infliger à ces malheureux non-seulement cette condamnation mais encore tout autre châtiment corporel et exemplaire (3). L'ordonnance contient aussi des articles punissant les délits forestiers du bannissement (4), du fouet (5) et du carcan (6). — Nous croyons nécessaire de rappeler que toutes les peines applicables aux délits forestiers se cumulent.

§ IV.

Exécution des jugements.

Les amendes étant dues au roi, dans tous les cas où le jugement de condamnation a été rendu par les

(1) *Ordonn. réglem.*, tit. XXXII, art. 9 ; M. Meaume, p. 31.

(2) *Ord. régl.*, tit. XXXII, art. 14 ; M. Meaume, p. 31.

(3) *Ord. régl.*, tit. XXVII, art. 38 ; M. Meaume, p. 30.

(4) *Ord. régl.*, tit. XXXII, art. 26 ; M. Meaume, p. 32.

(5) *Ord. régl.*, tit. XIX, art. 13. — Tit. XXX, art. 8 et 12. (Tit. XXXI, Pêche, art. 6) ; M. Meaume.

(6) *Ord. régl.*, tit. XXVII, art. 36 et suiv. Tit. XXX, art. 28. (Tit. XXXI, Pêche, art. 6) ; M. Meaume.

maîtrises, c'est-à-dire presque toujours, ces amendes font l'objet d'une perception exercée par des agents spéciaux appelés *collecteurs*. Ces *collecteurs* doivent, dans les trois mois du jour où ils ont reçu le rôle des amendes, justifier de l'insolvabilité des délinquants, sous peine de responsabilité des condamnations (1). Les amendes ne peuvent être prescrites que par dix ans (2). — Le roi accorde seul des remises d'amende et des grâces (3). — L'emprisonnement, à défaut de paiement des sommes dues par une personne solvable, à la suite d'une condamnation, est prolongé jusqu'à ce qu'elle se soit acquittée (art. 18, tit. XXXII, Ordonn. régl.). Mais le condamné peut se faire mettre en liberté au bout de six mois de détention, pourvu qu'il justifie de son insolvabilité (4).

QUATRIÈME SECTION.

Droit intermédiaire jusqu'en 1827.

La surveillance générale, dont l'ordonnance de 1669 posa les principales bases, était un grand pas vers le but essentiel à atteindre pour conserver les forêts de France. Nous devons même regarder

(1) *Ord. régl.*, tit. XXII, art. 22 ; M. Meaume, p. 32.

(2) *Ord. régl.*, tit. XXXII, art. 25 ; M. Meaume, p. 32.

(3) Baudrillart, *Recueil chronologique*, Édit du 20 mars 1673, tome I, p. 95 (1821).

(4) Baudrillart, *op. cit.*, Déclaration du roi, 24 nov. 1670, p. 92.

comme un commencement d'amélioration, l'avertissement authentique donné par le gouvernement qu'il avait connu l'imminence du danger et qu'il regardait comme efficaces les mesures qu'il avait prises pour en garantir le royaume.

En 1789, les nombreux abus de l'administration forestière étaient très-connus et l'exécution de l'ordonnance, que les représentants nationaux trouvaient défectueuse, était confiée à des officiers qui s'y conformaient.

Un des plus graves inconvénients de la législation de Louis XIV était la juridiction spéciale établie en matière forestière. Les maîtrises étaient souvent trop éloignées de leur ressort ; rien n'est plus onéreux au cultivateur que d'être obligé de faire 20 ou 30 lieues, pour faire punir des contraventions légères et qui sont néanmoins très-dommageables. En général, rien n'est plus dangereux que de multiplier les tribunaux d'attributions et surtout de les éloigner des lieux et des parties ; cet éloignement rend l'expédition des affaires plus lente, abus d'autant plus funeste qu'il est de principe que les peines doivent être promptes et rapprochées des yeux du peuple, témoin des délits qui les attirent. Un des principaux abus qui avaient annihilé la juridiction des maîtrises était la multiplicité des affaires ; on ne pouvait pas, dans l'ordre existant, faire la plupart des procédures sans le concours du maître particulier, de son lieutenant, du garde-marteau, du procureur du roi, du greffier,

du garde général, du collecteur des amendes, d'un arpenteur, etc. Tout ce cortège ne faisait qu'embarasser, rendre la marche des affaires difficile, lente et dispendieuse. Le juge et son greffier auraient pu suffire; on aurait pu même, à la rigueur, se passer d'un procureur du roi. Je ne parle pas des autres officiers qui étaient bien moins nécessaires.

La juridiction des eaux et forêts doit être une juridiction de police sommaire prompte et peu dispendieuse : elle devait être simplifiée. En 1789, on n'avait sur la matière que des lois obscures et compliquées : le règlement de 1731 (1) renvoyait sans cesse à des ordonnances antérieures et à des arrêts du conseil inconnus (2).

La loi du 12 septembre 1790 réunit la juridiction des maîtrises aux tribunaux, et dès lors les gruries, maîtrises et sièges de réformation sont privés de la juridiction contentieuse; mais la surveillance des forêts et toutes les fonctions administratives qui y ont rapport sont conservées aux officiers qui composent ces maîtrises, à l'exception des lieutenants particuliers, et ils continuent à les exercer jusqu'à l'an IX dans les limites de leur ancien ressort, jusqu'à ce que les nouveaux agents créés par la loi du 16 nivôse an IX, aient pu être mis en activité.

(1) Baudrillart, *Recueil chronolbg.*, tome I, p. 275.

(2) *Mémoire sur les causes de dépérissement des forêts*, par Duvaure, agent forestier (Sans date). — *Institut, Recueil bois et forêts*.

Tout le monde connaît l'état vraiment déplorable où se trouvaient les forêts de beaucoup de départements à cette époque ; abandonnées au pillage, au parcours immodéré des bestiaux, à de nombreuses usurpations de la part des riverains et fatiguées par des coupes excessives, elles n'offraient que trop souvent les traces d'une effrayante dégradation. Il fallait arrêter les progrès du ravage, en réparer les effets autant qu'il était au pouvoir des hommes et s'occuper enfin des travaux qui, bien avant la Révolution, étaient devenus indispensables. Ce fut l'objet d'une surveillance plus active, d'une répression plus prompte et plus sévère dans les délits (1).

Rappelons, après cet aperçu d'ensemble, que la législation intermédiaire, en matière forestière, contient beaucoup de textes pour la nomenclature desquels nous renvoyons à l'ouvrage si complet de Baudrillart (2). Nous nous contenterons de donner ici un résumé de l'état du droit forestier, au moment où le Code forestier a été discuté devant la Chambre des députés, en 1826 et 1827. Nous diviserons cette étude en quatre parties, comme la section précédente.

(1) Mémoire de Baudrillart, *Institut, Recueil bois et forêts*, p. 13 et 14.

(2) Baudrillart, *Recueil chronologique*, 3 volumes, 1821 et 1824.

§ I^{er}.

Constatation des délits.

L'ancienne administration des maîtrises a disparu ; les sergents sont remplacés par des gardes, dont le mode de nomination varie suivant qu'ils sont chargés de la surveillance soit des bois de l'État, soit de ceux des communes ou établissements publics. — Ces préposés doivent prêter serment devant le tribunal d'arrondissement et y faire enregistrer leur commission (Loi du 16 nivôse an IX, art. 7) (1). Les particuliers peuvent aussi avoir des gardes, réprimer les délits commis sur leurs propriétés. La législation de l'ordonnance relative à l'âge des agents des forêts reste en vigueur ; tous doivent donc avoir atteint l'âge de 25 ans avant d'entrer en fonctions. Ces dernières sont déterminées par l'article 16 du Code d'instruction criminelle, qui donne aux gardes les droits de suite, de visite domiciliaire, d'arrestation. Ils ont du reste les droits de réquisition, de séquestre et de saisie, cette dernière devant avoir lieu et être suivie de confiscation chaque fois que des bestiaux sont pris en délit de pâturage.

Quant aux procès-verbaux, la loi du 15-29 septembre 1791 concernant l'organisation forestière disait à

(1) Guichard, *Manuel de la police rurale et forestière*, 1829, p. 47.

l'égard des gardes forestiers qu'ils « signeront leurs « procès-verbaux et les affirmeront dans les vingt- « quatre heures, par devant le juge de paix du canton « de leur domicile, etc. (1), » ce qui semblerait laisser à ces gardes la faculté de faire dresser ou écrire leurs procès-verbaux par qui bon leur semble, pourvu qu'ils les signent. Mais il a été plusieurs fois jugé, qu'un procès-verbal non écrit de la main du garde, rédigé par un individu sans caractère, était nul (arr. de cassat. du 26 juillet 1821) (2).

Les procès-verbaux doivent être enregistrés dans les quatre jours; ils sont simplement visés pour timbre et enregistrement, lorsqu'ils émanent des gardes de l'Etat et des communes (L. du 22 frim., an VII, articles 20 et 70).

La loi ordonne aussi que les procès-verbaux des gardes soient affirmés soit par le juge de paix (3), soit par le maire ou son adjoint (4) dans les vingt-quatre heures de la clôture de l'acte. L'officier qui a reçu cette affirmation doit en donner avis, en général, au procureur de la République dans la huitaine (article 18, C. I. C.).

Après avoir décidé que les procès-verbaux ne feront

(1) Loi du 15-29 septembre 1791, tit. IV, art. 7; M. Meaume, p. 37.

(2) Guichard, *op. cit.*, p. 52.

(3) Loi du 15-29 sept. 1791, tit. IV, art. 7; M. Meaume, p. 37.

(4) Loi du 28 floréal, an X, art. 11.

foi que jusqu'à preuve contraire, lorsque la condamnation encourue dépasse 100 livres (1), on est généralement d'accord pour décider, depuis la loi de floréal an XI (2), que les procès-verbaux des gardes forestiers de l'Etat, des communes et établissements publics font foi jusqu'à inscription de faux, à quelque valeur que puissent s'élever les condamnations. Mais, quant aux simples gardes-champêtres et aux gardes des particuliers, on soutient qu'ils ne font foi que dans les limites posées par la loi rurale de 1791, c'est-à-dire jusqu'à contradiction et preuve contraire. — Le Code d'instruction criminelle n'a rien innové en cette matière.

Outre cette faveur attribuée aux gardes de l'Etat, des communes et des établissements publics, il leur est encore permis de constater avec la même autorité « les délits commis dans d'autres bois nationaux et « communaux que ceux dont la garde leur est confiée, ainsi que dans les bois des particuliers, lorsqu'ils en seront requis par les propriétaires. »

§ II.

Poursuite des délits.

La poursuite des délits forestiers a lieu devant les tribunaux répressifs de droit commun : soit devant le

(1) Loi de sept. 1791, tit. IX, art. 13 ; M. Meaume, p. 39.

(2) Guichard, *op. cit.*, p. 56.

tribunal de simple police, soit devant le tribunal correctionnel. Les délits forestiers commis dans les bois des particuliers sont jugés d'après les règles tracées par le Code d'instruction criminelle. Il en est de même de ceux qui sont poursuivis à la requête de l'administration des forêts. Il convient cependant pour ces derniers de noter les différences suivantes. Les audiences forestières ont lieu en un jour périodique assigné par le président du tribunal (1). D'après l'article 109 du Code d'instruction criminelle, les agents exposent l'affaire eux-mêmes, et ont une place à la suite du parquet du procureur et de ses substituts (2).

Les témoins ne peuvent pas être produits en matière forestière s'il y a un procès-verbal faisant foi jusqu'à inscription de faux. Avant la loi de 1827, l'opposition, l'appel, la prise à partie, l'inscription de faux et le recours en cassation avaient lieu d'après les mêmes règles, qui régissent aujourd'hui ces modes d'agir.

§ III.

Pénalité.

Les peines prononcées pour les délits et contraven-

(1) Loi du 7 prairial, an IX. — V. Baudrillart, *Dict. des eaux et forêts*, tome I, p. 309.

(2) Décret du 18 juin 1809; M. Meaume, p. 56.

tions en matière forestière sont : l'emprisonnement, l'amende et la confiscation. L'art. 609 du Code du 3 brumaire an IV et l'art. 484 de notre Code pénal ont maintenu formellement les peines de l'ordonnance. Il faut toutefois remarquer que la peine du fouet, celle du carcan et la condamnation aux galères, que la législation de 1669 édictait pour certains délits, ne peuvent plus être prononcées ; attendu que, d'une part, les deux premiers châtiments ont été rayés de notre droit pénal, et que, d'autre part, les tribunaux de simple police et de police correctionnelle, seuls compétents pour connaître des délits forestiers, ne peuvent pas prononcer de peine plus forte que l'emprisonnement (1). Un avis du Conseil du 3 pluviôse an X (2) décide que chaque fois que les tribunaux ont à juger un délit forestier qui, d'après l'ordonnance de 1669, entraînait condamnation au fouet, au carcan ou aux galères, ils doivent prononcer le maximum de la peine qu'ils peuvent édicter, c'est-à-dire deux ans d'emprisonnement.

Lorsque les gardes forestiers constatent l'emploi ou la fabrication de faux marteaux, ou autres faits considérés comme crimes, ces actes sont poursuivis, non plus par les agents forestiers, mais par le ministère public devant la Cour d'assises.

(1) Loi du 22 frimaire an VIII, art. 64. — Art. 137 et 179, C. I. C.

(2) Arrêt du Conseil d'État (3 pluviôse, an X).

Les peines dont nous avons parlé sont indépendantes des restitutions et dommages-intérêts qui doivent être adjugés pour toutes sortes de délits forestiers, au moins à pareille somme que porte l'amende (1). Les peines se cumulent; les complices sont punis comme les auteurs, et l'amende est solidaire entre les complices et les auteurs. — Toutes les amendes prononcées appartiennent à l'Etat. — Le tribunal ne doit pas admettre de circonstances atténuantes, mais doit admettre les faits justificatifs du Code pénal.

§ IV.

Exécution des jugements.

L'exécution des jugements n'est pas poursuivie par les agents forestiers. — Le recouvrement de toutes les amendes est fait par les soins du directeur de l'enregistrement (2). — Les restitutions et dommages-intérêts prononcés au profit de l'Etat sont aussi recueillis par les receveurs de l'enregistrement (3); ceux au contraire qui ont été prononcés au profit des communes sont recouvrés par les percepteurs des deniers communaux (4). Rien n'est innové pour la con-

(1) Arrêts de la Cour de cassat. 13 nov. 1812. — Tome II, p. 526, 23 octobre 1817, tome II, p. 734, *Recueil chronol.*, Baudrillart.

(2) Art. 197, C. I. C. — Décis. du minist. des fin. du 24 novembre 1817.

(3) Arr. du Direct. exécut. du 1^{er} nivôse, an V, art. 2.

(4) Loi du 30 juin 1793. — Décis. du min. des fin. du 26 août 1807.

trainte par corps (art 52 et 53, C. P.), mais elle n'est exécutoire que 24 heures après le commandement.

Une décision du ministre des finances, en date du 18 mai 1821 (1), portait que la contrainte par corps ne devait pas être employée par l'administration contre les condamnés insolubles, par le seul motif qu'elle ne pouvait servir à réprimer les délits. Mais cette disposition a tellement encouragé les délinquants, qui trouvaient une sauvegarde dans leur indigence, que la répression à leur égard était devenue impossible. Une décision du 29 mars 1824, insérée dans la circulaire de l'administration du 14 avril suivant, a rétabli l'exercice de ce mode d'exécution.

La vente des bestiaux saisis a lieu, conformément aux dispositions de l'Ordonnance de 1669; le délai de prescription des peines et condamnations a été abaissé de 10 ans à 5 ans (art. 636, C. I. C.).

La publication d'une loi générale sur les forêts était d'autant plus indispensable, en 1827, que cette partie essentielle de l'administration publique n'était régie que par des dispositions incohérentes et qui n'étaient plus en harmonie avec nos institutions. Mais ce qui rend inappréciable le bienfait de ce nouveau Code, c'est qu'il consacre le retour au droit commun et fait cesser l'arbitraire qui fut la suite du passage de l'ancienne législation à la nouvelle.

(1) Baudrillart, *Recueil chronol.*, tome II, 1821, p. 916.

La création d'un nouvel ordre judiciaire a nécessité l'abolition des tribunaux exceptionnels, comme nous l'avons vu; la juridiction des forêts a donc cessé, mais le système de l'Ordonnance s'est trouvé détruit par là-même.

Les lois successives n'établirent sur le régime des bois de l'État et des communautés que des règles incomplètes; la plupart des dispositions de l'Ordonnance continuèrent à rester en vigueur; il aurait fallu tracer alors une ligne de démarcation précise entre ce qui n'était que de simple administration et ce qui appartenait à la juridiction : c'est ce qu'on ne fit pas.

La confusion et l'envahissement des pouvoirs devaient être la suite inévitable de cette lacune dans la législation. La nouvelle administration forestière, croyant hériter des attributions de l'ancienne, prit pour des actes administratifs les actes de juridiction confiés aux maîtrises. Cette erreur présida même à la rédaction de plusieurs décrets. Les lois révolutionnaires avaient voulu tout placer sous un niveau d'égalité; le conseil d'État, sous le prétexte d'interpréter ces lois, les renversa, et, usurpant le pouvoir qui n'appartient qu'au législateur, traça d'autres règles qui n'étaient pas moins discordantes avec les usages et les convenances propres à chaque province. L'administration s'empara de tout; elle s'attribua même la connaissance des questions tenant à l'exercice du droit de propriété.

Tel était le chaos de cette partie de la législation, à l'époque où l'idée d'un nouveau Code fut conçue.

La législation forestière et le régime de l'administration des forêts en France ont reçu, par la promulgation de la loi de 1827, des améliorations sensibles; et si, malgré les mesures prises par le gouvernement pour rendre ce travail digne du pays auquel il est destiné, on y remarque encore des lacunes et des imperfections, la pensée hautement manifestée par le législateur d'accorder, autant que possible, l'exécution de la loi spéciale avec le droit commun, est une règle invariable et suffisante pour dissiper presque tous les doutes.

CHAPITRE II.

CONSTATATION DES DÉLITS.

Un délit est commis dans une forêt; le garde ou les agents chargés de la surveillance constatent l'infraction à la loi commise sur le terrain confié à leurs soins. Quels moyens le législateur a-t-il placés entre les mains des forestiers pour compléter les indications nécessaires à la preuve du délit et comment se fait cette preuve?

Telles sont les deux questions que nous allons essayer de résoudre.

PREMIÈRE SECTION.

Actes de la police judiciaire relatifs à la recherche et à la constatation des délits forestiers.

Les moyens auxiliaires de recherche et de constatation des délits, que la loi a placés entre les mains des gardes, sont : la saisie, les droits de visite domiciliaire et de réquisition à la force publique, le séquestre et le droit d'arrestation.

§ I^{er}.

Saisie.

« En général, dit M. Meaume (1), la saisie est
« un acte par lequel un fonctionnaire, investi par
« la loi d'une autorité spéciale, met sous la main de
« justice certains objets qui sont le gage de l'exécu-
« tion soit d'un contrat, soit d'une condamnation
« obtenue ou à obtenir. » L'art. 173, C. F., autorise
les gardes à faire *toutes citations et significations
d'exploits sans pouvoir procéder aux saisies-exé-
cutions*. D'où nous concluons, par argument *a con-
trario*, qu'ils peuvent procéder à toute autre saisie
que les *saisies-exécutions*. Il en résulte que les gar-
des peuvent opérer des *saisies conservatoires* et des
*saisies d'instruments de délits qui doivent être
confisqués*.

La loi forestière accorde aux gardes, dans un grand
nombre de cas, le droit de *saisie conservatoire*; c'est
ainsi que les art. 36, 40, 84, 161 et suivants du Code
de 1827 nous en offrent des exemples. — Les saisies
seront-elles civiles ou criminelles? Lorsque les gar-
des saisissent du bétail, ce bétail n'est pas suscepti-
ble d'être confisqué; la saisie ainsi opérée sera donc
moitié criminelle moitié civile. — De même les sai-

(1) M. Meaume, Dalloz, *Forêts*, t. XXV, p. 195, n° 387. —
Édit. 1849.

sies des art. 36, 40 et 84 ont un caractère civil.

La saisie d'*instruments de délits qui doivent être confisqués* est purement criminelle et peut résulter de l'application des art. 81, 146, 154 et 198 du Code forestier. Cette saisie peut être *intellectuelle* ou *réelle*; *intellectuelle*, si le garde a laissé l'instrument du délit entre les mains du prévenu, en lui déclarant la saisie; *réelle*, si le garde a pris l'instrument. Dans ce dernier cas, il faut que, dans les 24 heures qui suivent l'affirmation du procès-verbal, il soit fait dépôt au greffe de la justice de paix d'une expédition de ce procès-verbal, pour qu'il puisse en être donné connaissance à ceux qui réclament les objets saisis (art. 167, C. F.). La saisie n'est du reste définitive qu'à partir du moment où le tribunal en a prononcé la validation.

Remarquons que, dans le cas de saisie intellectuelle, le garde doit s'appliquer tout particulièrement à la description des objets qu'il frappe d'indisponibilité par sa déclaration; car, dès lors que le procès-verbal dépeindra nettement l'instrument du délit, il ne pourra y avoir aucune substitution de la part du coupable, qui sera obligé, après le jugement, de remettre l'objet saisi lui-même, sans avoir le moyen de le remplacer par un autre de moindre valeur.

Après le dépôt du procès-verbal au greffe de la justice de paix, les prévenus peuvent présenter des prétentions de deux natures : soit demandant la restitu-

tion des objets saisis sous bonne caution, soit contestant la légalité de la saisie.

Le juge de paix est compétent pour donner main-levée de la saisie sous bonne caution, après avoir reçu du prévenu le montant des frais de garde ; ce magistrat statuera aussi au besoin sur la solvabilité de la caution. — Quant à la contestation de la saisie, c'est le tribunal compétent pour juger le délit, qui la tranchera ; mais on ne pourra porter cette question devant le tribunal que lorsqu'il sera possible de traduire le délinquant en justice.

Si le garde rédacteur du procès-verbal n'a pu savoir ni son nom ni sa demeure, ni recueillir aucune donnée qui permette la poursuite, on ne pourra pas valider la saisie et, au bout de six mois, le coupable resté inconnu pourra venir réclamer l'objet qui lui a servi à commettre le délit, sans craindre d'être inquiété (art. 185, C. F.).

En matière de chasse, le tribunal valide la saisie sur le vu du procès-verbal de délit dressé contre un inconnu.

Les gardes forestiers des particuliers ont, en cette matière, le même pouvoir que ceux de l'administration.

§ II.

Visite domiciliaire.

Les gardes ont, en matière de visites domiciliaires,

un pouvoir tout à fait exceptionnel qui leur a été accordé par les art. 161, C. F., et 16, C. I. C. En conséquence, sans chercher à mettre en harmonie avec la législation générale les principes particuliers qui régissent la répression des délits forestiers, il semble que pour déterminer l'étendue du droit de perquisition, on doit s'attacher uniquement aux articles, cités plus haut, qui confèrent ce droit aux gardes.

On remarque d'abord qu'au lieu d'être appelés à opérer seuls des perquisitions, comme le sont en cas de flagrant délit, pour les crimes et délits de toute nature, les autres officiers de police judiciaire, les gardes sont obligés de requérir l'assistance des fonctionnaires, qui devraient eux-mêmes procéder sans les attendre aux perquisitions, s'il s'agissait d'un flagrant délit. Ce recours aux magistrats de la localité, entraînant nécessairement un certain retard qui peut souvent faire remettre au lendemain la découverte des bois enlevés, est sans doute une garantie donnée par la loi contre l'empressement irréfléchi d'un garde ; mais cette précaution même fait présumer qu'il ne s'agit pas de flagrant délit.

En outre, l'art. 16, C. I. C., en conférant aux gardes le droit de perquisition et le droit d'arrestation, a eu soin de spécifier que ce dernier droit ne s'exercerait qu'en cas de flagrant délit ; on ne voit pas pourquoi le législateur n'aurait pas fait, dans des termes aussi explicites, la même réserve pour les perquisitions, si telle avait été son intention.

La même différence existe entre les articles 161 et 163, C. F., concernant : le premier, les perquisitions; le second, les arrestations. — Le législateur ne pose pas de limite au droit de visite domiciliaire ; il dit seulement que les perquisitions pourront avoir lieu quand les gardes suivront les objets enlevés par les délinquants. L'art. 164, C. F., prévoyant la recherche des bois déjà vendus, suppose implicitement un certain intervalle entre le délit et la poursuite. Nous ne croyons donc pas que le mot *suivre* de l'art. 161, C. F., doive s'entendre en ce sens que le garde doit suivre, en quelque sorte pas à pas et *de visu*, l'objet du délit, jusqu'au lieu où le délinquant le dépose. A notre avis, la seule restriction à laquelle on puisse admettre que le législateur ait pu vouloir, par le mot *suivre*, subordonner le droit de perquisition, c'est l'existence préalable d'un délit, à la poursuite duquel doit se trouver le garde. En effet, ce serait faire abus de ce droit que de l'exercer par le simple soupçon que des bois de délit doivent être renfermés dans une habitation. Ce système est entièrement confirmé par la jurisprudence (1).

La restriction au flagrant délit a même été formellement écartée par un arrêt de la Cour d'Orléans (2) et depuis, par plusieurs arrêts de la Cour suprême (3).

(1) Crim., cassat., 17 juillet 1858 ; Bull, n° 202.

(2) Arr. Orl., 24 février 1846.

(3) Crim. Cassat. 29 juin 1872, Bull. n° 158.

Le droit de visite domiciliaire, tel que nous venons de l'étudier, ne serait pas applicable lorsqu'il s'agit de délits de chasse; dans ce cas, en effet, les visites domiciliaires doivent être exécutées conformément au droit commun.

Quid du procès-verbal fait à la suite d'une perquisition irrégulière, c'est-à-dire sans l'assistance des officiers désignés par la loi ? Tous les auteurs (1), d'accord avec la jurisprudence (2), décident que le procès-verbal est nul lorsque le garde a procédé à la visite domiciliaire, sans être assisté d'un des fonctionnaires énumérés dans l'article 161, C. F., malgré l'opposition de l'inculpé ; mais, dans le cas où ce dernier n'a pas fait d'opposition à la visite domiciliaire, les deux systèmes suivants ont été émis.

PREMIER SYSTÈME. — *Le procès-verbal est nul.* — Ce système soutenu par Mangin dans son traité des procès-verbaux s'appuie sur le raisonnement suivant : « Quand on admettrait, avec la Cour de cas-

(1) Herbin de Halle, *Petit manuel forestier* (1827), p. 434 et 435. — Baudrillart, *Code forestier* (1832), tome I, p. 320-321. — Dupin, *Code forestier* (1834), p. 150. — Curasson, *Code forestier* (1836), tome II, p. 54. — Mangin, *Traité des procès-verbaux* (1839), p. 43 et suiv., n° 18. — Coin-Delisle et Frédérich, *Code forestier* (1839), tome II, p. 118. — M. Meaume, *Commentaire du Code forestier* (1845), tome II, p. 621. — Faustin-Hélie, *Théorie du Code pénal* (1862), tome III, p. 12 et 18. — M. Puton, *Législation forestière* (1876), p. 149.

(2) Crim. Cassat. 18 déc. 1845 (Bull., n° 367). — 17 juillet 1858 (Bull., n° 202). — 29 juin 1872 (Bull., n° 158).

« sation, que l'assistance d'un fonctionnaire public
« n'est qu'une garantie créée en faveur du respect dû
« au domicile du citoyen, et qu'elle n'est pas requise
« aussi pour donner une certitude légale aux énon-
« ciations contenues dans un procès-verbal, lors
« duquel le prévenu est privé de toute assistance ex-
« térieure, il serait encore permis de se demander si
« les citoyens peuvent valablement renoncer à cette
« garantie. Après la liberté individuelle, l'inviolabilité du domicile, du sanctuaire de la famille
« est, sans contredit, le plus précieux des droits
« civils, et, s'il est vrai qu'un citoyen ne peut, par
« aucun consentement, aliéner les droits qui garan-
« tissent la sûreté de sa personne, il semble tout
« aussi vrai qu'il ne peut, par aucun consentement,
« aliéner les droits qui garantissent la sûreté de
« son foyer domestique. » Le droit de visite domiciliaire est assimilé à celui d'arrestation. Les principes de notre droit public s'opposent donc à la validité du procès-verbal fait à la suite d'une visite domiciliaire, sans l'assistance des officiers désignés.

Parmi les lois spéciales qui s'occupent de cette question, aucune ne porte que les gardes ou préposés devront se faire assister d'un fonctionnaire public au cas seulement d'opposition de l'inculpé à la visite domiciliaire. Les unes, comme le Code forestier et le Code d'instruction criminelle, sont conçues en termes prohibitifs : « *ils ne pourront* » ; les autres

en termes impératifs : « *en se faisant accompagner.* » Les expressions *nepourront* sont, d'après la jurisprudence de la Cour suprême (1), prohibitives et absolues. — On objectera que, dans certains des arrêts indiqués sur la matière, on lit que la présence d'un officier public n'est pas exigée à peine de nullité. — Mais la loi n'a pas prononcé non plus la nullité des procès-verbaux, lorsque la visite a lieu, malgré le prévenu, ou en son absence, ou avec un appareil de force excluant toute liberté de consentement ; et cependant, les procès-verbaux dressés dans de telles circonstances ont été déclarés nuls par tous les tribunaux qui ont eu à apprécier leur validité. Or nous avons vu que la loi exige, pour toute visite domiciliaire, la présence d'un officier public, sans distinguer si le prévenu se soumet ou non ; il n'y a donc pas lieu de décider la validité du procès verbal, lorsque le prévenu s'est soumis à la visite domiciliaire. — Mais, dira-t-on encore, d'après la loi de 1832 modifiant l'article 184 du Code pénal, le domicile n'est violé qu'autant que l'agent s'y est introduit, contre le gré de celui qui l'habite ; nous répondrons qu'il y a loin entre la responsabilité pénale d'un agent et la validité des actes qu'il dresse ; de ce que l'agent n'est pas pas-

(1) Crim. cassat., 1830. Dall., 1830, p. 380 ; — et Arr. cassat., 4 déc. 1818 (Bull., 44) ; Dall., tome IV, p. 102. — Arr. cassat., 2 oct. 1818 (Bull., n° 395). — Arr. cassat., 12 germinal, an X, Dall., tome XI, p. 419.

sible d'une peine, par le fait de visite domiciliaire, on ne peut pas conclure que le procès-verbal soit valable.

Du reste, la théorie de la validité des opérations faites dans une visite domiciliaire, exécutée sans l'assistance d'un officier public et non suivie des réclamations du prévenu, prive les citoyens de la garantie du domicile, que la loi de l'an VIII avait créée en leur faveur : ils n'ont en effet aucun moyen pour s'opposer à cet envahissement. — L'individu, dont le domicile est ainsi assailli, ne jouit pas d'une liberté assez entière pour que l'on puisse induire de son silence, qu'il a consenti à se priver de la protection que la loi voulait qu'il trouvât dans le fonctionnaire, dont les agents doivent être accompagnés (1).

DEUXIÈME SYSTÈME. — *Les procès-verbaux ne sont nuls que dans le cas où le prévenu s'est opposé à l'envahissement de son domicile, hors de la présence d'un des fonctionnaires désignés par la loi.*

— En effet, de ce que les gardes forestiers doivent être accompagnés d'un fonctionnaire, dans les visites domiciliaires, il ne s'ensuit pas que les procès-verbaux rédigés sur des recherches faites sans cette assistance soient frappés de nullité; cette nullité n'est prononcée par aucune loi, ce qui l'exclut. L'art. 16, C. I. C.,

(1) Mangin, *Traité des P.-V.*, n° 18, — et Legraverand, *Traité de législation criminelle*, tome II, p. 231.

n'ayant pas soumis à la peine de nullité l'inobservation de l'assistance qu'il prescrit aux gardes forestiers, il s'ensuit qu'il n'a ordonné cette assistance que pour maintenir le respect dû au domicile des citoyens et non pour régulariser les procès-verbaux de recherches. Le prévenu peut donc s'opposer à leur introduction dans son domicile, sans un des fonctionnaires désignés par la loi; dans ce cas, si les gardes passent outre, ils sont coupables d'abus d'autorité, ce qui entraîne la nullité des procès-verbaux. S'il n'y a pas eu d'opposition de la part de l'inculpé, il n'y a pas de violence; d'où pas d'abus d'autorité; d'où pas de nullité pour les procès-verbaux (1).

Nous adopterons ce dernier système qui a été consacré par une jurisprudence constante (2).

Quant à la visite domiciliaire faite malgré l'opposition du prévenu, elle aurait des effets considérables : — 1^o Le procès-verbal de constatation serait nul : 2^o Le garde ne pourrait déposer en justice ; 3^o Il serait puni par l'art. 184, C. P. ; 4^o Enfin l'inculpé pourrait demander des dommages-intérêts.

L'art. 76 de la loi de frimaire an VIII décide que

(1) Chauveau et Faustin-Hélie, *Théorie du Code pénal*, tome III, p. 231. — Coin-Delisle et Frédérich, *Code forestier*, t. II, p. 118. — M. Meaume, *Code forestier*, tome II, p. 621.

(2) Limoges, 30 avril 1857 (*Annales forest.*, tome VIII, p. 135). — Cassat., 17 juillet 1858 (*Annales forest.*, tome VIII, p. 34). — 2 arr., Nancy, 27 juin et 1^{er} août 1871, *Répertoire de législat. for.*, tome V, p. 183. — Ce dernier arrêt porté devant la Cour de cassation n'a pas été cassé.

les perquisitions judiciaires ne peuvent se faire à domicile que pendant le jour, c'est-à-dire conformément aux dispositions de l'art. 1037 (C. P. C.) (1). Si les fonctionnaires désignés refusent d'assister le garde, ce dernier devra le constater, et sans passer outre, transmettre aux agents forestiers locaux ces renseignements qui peuvent donner lieu à une action en dommages-intérêts.

Les gardes des particuliers ont les mêmes pouvoirs que les gardes de l'administration en matière de visites domiciliaires.

§ III.

Réquisition à la force publique.

Si le prévenu, devant la maison duquel le garde s'est rendu pour y faire une visite domiciliaire, refuse d'ouvrir sa porte, le garde peut, en vertu de l'article 164 du Code forestier, réquisitionner par écrit directement, sans l'intervention du maire, la force publique. — Sous les mots *force publique*, on entend la gendarmerie et les troupes régulières; les gardes et agents de l'administration forestière en font eux-mêmes partie et comptent aujourd'hui dans l'armée française (décret du 2 avril 1875 faisant suite aux lois du 27 juillet 1872 et du 24 juillet 1873).

(1) M. Puton, *op. cit.*, p. 147.

Si la gendarmerie ou la troupe refusait d'acquiescer à la réquisition, les officiers ou les sous-officiers, commandants du détachement, seraient passibles de dommages-intérêts et des peines de l'art. 234, C. P. — Des avantages divers qui étaient faits à ceux qui pouvaient requérir la force publique, un seul a subsisté : la dispense de faire partie des jurys.

Les gardes des particuliers sont obligés, pour réquisitionner la force publique d'avoir recours à l'intermédiaire du maire.

§ IV.

Séquestre.

Nous avons vu que le garde avait le droit de saisir les objets délictueux ; qu'en fera-t-il ? Il déposera les objets saisis chez des particuliers liés par un contrat de dépôt ou de séquestre (art. 1915 et suiv., C. C.). Dans le contrat de séquestre, le dépositaire et le déposant sont engagés tous deux et directement. Le dépositaire doit entretenir les objets et les rendre. — Le déposant doit payer les frais de séquestre et tous les dommages causés. Les gardes ne font ni un séquestre conventionnel, ni un séquestre judiciaire, mais un séquestre particulier ne devant s'exercer que dans les trois cas prévus par l'article 161 du Code forestier : 1^o Voitures attelées ayant servi à un délit ; 2^o Bois et objets enlevés du sol forestier, instruments destinés

à couper le bois; 3^e Bestiaux trouvés en délit (1).

Le séquestre aura lieu, après la saisie; le garde ayant décrit les objets saisis et déposé au greffe une expédition du procès-verbal, fera avec le séquestre un contrat synallagmatique, en remplissant les formalités de l'art. 1325, C. [C. Dans la pratique, les trois actes : procès-verbal, contrat et constatation de la saisie et du séquestre se font sur une même feuille.

Les tiers peuvent demander la main-levée du séquestre au juge de paix, qui est compétent pour juger ces contestations de solvabilité. C'est aussi à ce tribunal qu'on devra s'adresser pour régler les frais du séquestre. Supposons des bestiaux saisis et mis en séquestre; — si le propriétaire se présente, dans les cinq jours de la constatation du délit, paie les frais et donne caution, on lui rend son troupeau. — Si, au contraire, il ne se présente pas dans ce délai, ou s'il ne satisfait pas aux conditions de paiement, les bestiaux sont vendus aux enchères.

La loi du 28 décembre 1873 a transporté aux percepteurs les fonctions des receveurs des domaines, en matière de recouvrement des amendes forestières, mais le percepteur n'est pas chargé de la vente; ce soin appartient toujours au receveur des domaines; le percepteur n'ayant qu'à s'occuper de l'exécution des jugements. — L'argent provenant du bétail

(1) M. Puton à son cours de l'école forestière, en 1874-75.

vendu reste dans la caisse du receveur des domaines et est restitué au propriétaire, soit lorsque le prix dépasse les sommes dues par suite des condamnations, soit lorsque le prévenu a été acquitté, soit enfin lorsque le délinquant est arrivé à rester inconnu pendant six mois, sans qu'il y ait eu d'acte interruptif de prescription.

Les gardes des particuliers ont les mêmes droits que ceux de l'administration, en cette matière, avec cette différence pourtant que les sommes provenant de vente après séquestre sont versées à la caisse des dépôts et consignations.

§ V.

Droit d'arrestation.

L'art. 106, C. I. C., permet à toute personne d'arrêter un prévenu surpris en flagrant délit, mais pour les gardes il faut s'en référer à l'art. 16, C. I. C., en vertu duquel ils doivent arrêter et conduire devant le juge de paix tout individu surpris en flagrant délit. Il est très important de savoir si l'arrestation opérée par un garde est illégale; car, dans ce cas, il est passible des peines de l'art. 341, C. P. Les gardes forestiers puisent du reste leur droit d'arrestation, non-seulement dans le Code d'instruction criminelle, mais encore dans l'art. 163, C. F. Nous croyons donc qu'ils pourront arrêter et retenir tout

individu, pris en flagrant délit, qui refusera de faire connaître son identité.

Les gardes des particuliers ont le même pouvoir que ceux de l'administration.

*Pouvoirs des agents forestiers relativement à la constatation
des délits.*

Avant de passer à l'étude des conditions de validité des preuves proprement dites, nous examinerons une question qui a donné lieu à de nombreuses controverses.

Les agents forestiers peuvent-ils comme les gardes opérer des saisies, mettre en séquestre, faire des visites domiciliaires, réquisitionner la force publique et arrêter les délinquants ?

Trois systèmes ont été émis sur cette question.

PREMIER SYSTÈME. — *Les agents forestiers peuvent accomplir tous les actes qui concernent la recherche et la constatation des délits, comme les gardes forestiers, à l'exception pourtant de l'arrestation des délinquants inconnus surpris en flagrant délit (1).*

— Les agents sont chargés aussi bien que les gardes de rédiger des procès-verbaux (art. 166, C. F.) et de rechercher et constater tous délits et contraventions commis dans les bois et forêts soumis au régime

(1) M. Meaume, *Comm. du Code forest.*, tome II, p. 618 à 641.
— Coin-Delisle et Frédéric, *Comm. du Code forest.*, tome II, p. 120 et suiv.

forestier (art. 160, C. F.). Entre les agents d'une part et les gardes de l'autre, la loi de 1827 établit une première différence en décidant, dans l'art. 160, que les agents pourront accomplir la recherche et la constatation, dans toute l'étendue du territoire pour lequel ils sont commissionnés; que les gardes, au contraire, seront compétents dans tout l'arrondissement du tribunal, près duquel ils sont assermentés.

L'art. 163, C. F., confère aussi d'une manière trop absolue aux gardes seulement le droit d'arrestation, pour qu'il semble possible de l'accorder aux agents forestiers qui n'ont pas été mis au rang d'officiers de police judiciaire par l'art. 16 du Code d'instruction criminelle. — Il paraît évident que les agents n'ont pas plus le droit d'arrestation qu'ils n'ont qualité pour signifier les actes dont parle l'art. 173, C. F.

En dehors de ces deux distinctions, les agents devant avoir nécessairement le pouvoir suffisant pour faire un procès-verbal complet (art. 160, C. F.), ne sont incompétents ni pour saisir, ni pour mettre en séquestre, ni pour faire des visites domiciliaires. — Deux articles du Code forestier nous fournissent, à cet égard, d'excellents arguments, en plaçant sur le même pied les agents et les gardes. L'art. 157, C. F., décide en effet que les uns et les autres pourront faire, sans l'assistance d'un officier public, des perquisitions dans les usines, hangars et autres constructions à distances prohibées. — L'art. 164, C. F., donne aux agents et aux gardes le droit de requérir

la force publique pour la répression des délits et pour la recherche et la saisie des bois coupés, vendus ou achetés en fraude. De ces deux articles il résulte que la recherche et la saisie peuvent avoir lieu aussi bien dans le domicile du délinquant qu'en dehors. — Les agents peuvent donc, comme les gardes, opérer des visites domiciliaires, saisir et mettre en séquestre. Du reste, les agents ne doivent opérer des visites domiciliaires que dans les conditions de l'art. 161, C. F., comme les préposés eux-mêmes. Quant au droit de réquisition, il appartient incontestablement aux agents et aux gardes (art. 164, C. F.).

DEUXIÈME SYSTÈME. — *Les agents forestiers n'étant pas officiers de police judiciaire (art. 16, C. I. C.) ne peuvent accomplir que les actes de recherche et de poursuite qui ont fait l'objet d'une disposition expresse de la loi forestière à leur égard (1).* — L'art. 173, C. F. n'étant pas applicable aux agents forestiers, ils n'ont le pouvoir de faire des saisies que d'une façon exceptionnelle (art. 164, C. F.) en ce qui concerne les bois coupés ou enlevés en délit. — Ils n'ont pas non plus qualité pour former le séquestre légal du Code forestier (art. 161, C. F.), parce qu'aucune disposition expresse ne les a autorisés à accomplir cet acte. Il en est de même du droit d'arrestation.

(1) M. Puton, *Législat, forest.*, p. 140-152.

Quant aux visites domiciliaires, le droit est si strict, en cette matière, qu'on doit hésiter à reconnaître aux agents forestiers le pouvoir d'en opérer, malgré l'argument détourné qu'on peut tirer de l'art. 164, C. F. : les agents en effet ne sont pas officiers de police judiciaire. — Mais ils ont le droit de réquisition que leur a positivement reconnu le même article 164, C. F., sauf les restrictions imposées par l'art. 160, C. F., au point de vue de la compétence territoriale.

Malgré la haute autorité des auteurs qui ont soutenu ces deux systèmes, nous croyons que ni l'une ni l'autre de ces théories n'est parfaitement conforme à l'esprit de la loi. — Nous oserons donc émettre l'opinion suivante :

Les agents forestiers peuvent faire tous les actes relatifs à la recherche et à la constatation des délits comme les gardes forestiers, pourvu qu'ils soient dans les limites du territoire pour lequel ils sont commissionnés. Tout notre système repose sur l'art. 160, C. F., qui, à notre avis, en chargeant les agents comme les gardes de la recherche et de la constatation des infractions à la loi forestière, leur a donné les mêmes attributs aux uns qu'aux autres. — Comment la loi aurait-elle pu accorder aux gardes, pour rechercher les délits, des pouvoirs qu'elle refuserait en même temps à leurs supérieurs dans l'accomplissement du même devoir ? Mais, objecte-t-on, les agents forestiers ne sont pas

officiers de police judiciaire, d'après l'art. 16 du Code d'instruction criminelle. L'art. 187, C. F., en énumérant les chapitres du Code d'instruction criminelle qui sont et demeurent applicables, malgré la loi de 1827, en matière forestière, ne cite pas le livre de la police judiciaire. — Il ne nous semble donc pas qu'on doive attacher tant d'importance à la législation de 1808, antérieure au Code forestier, et modifiée entièrement par notre loi spéciale au point de vue des fonctions des officiers de police judiciaire. Si la loi n'a pas répété dans chacun des articles 161, 162 et 163 du Code forestier les mots de l'art. 160, C. F., *agents, arpenteurs et gardes forestiers*, et si ces trois articles ne parlent que *des gardes*, nous croyons que le législateur n'a pas agi ainsi dans l'intention de priver les agents de droits qu'il aurait accordés aux préposés seuls. Le législateur a seulement voulu éviter les longueurs dans la rédaction des articles et sous le mot *gardes* a entendu les *agents, arpenteurs et gardes*. Les termes *agents et gardes* ont été répétés dans l'art. 164, C. F., pour bien indiquer l'abrogation formelle des lois du 28 germinal an VI et des art. 188 et 189 de l'ordonnance du 29 octobre 1820, en ce qui concerne leurs dispositions par lesquelles le droit de réquisition était accordé aux agents seuls, — et refusé aux gardes. Le législateur du reste a pris soin d'insister dans l'art. 164., C. F., sur les pouvoirs de recherche et de saisie des agents forestiers assi-

milés, à notre avis, aux gardes pour cette partie du service.

Nous tirons un dernier argument du texte de l'article 223 de la loi du 28 avril 1816 sur le colportage des tabacs. — Le législateur, voulant bien préciser que les agents forestiers n'auraient aucun pouvoir en cette matière, a employé les termes *préposés forestiers*, qui ne prêtent à aucune équivoque. On ne comprend pas dès lors pourquoi, dans la loi de 1827, il n'a pas porté aux articles 161, 162 et 163 les mots *préposés forestiers*, si ceux-ci devaient seuls profiter des dispositions favorables de ces trois articles.

Mangin, qui a examiné longuement la question, décide que la loi a donné aux agents et arpenteurs forestiers, pour constater les délits et les contraventions, une compétence aussi entière et aussi étendue qu'aux simples gardes et qu'elle attache à leur procès-verbaux une autorité, au moins égale, comme on le verra dans la section suivante. — « Mais comme
« la recherche et la connaissance des délits, ajoute
« notre auteur, n'est que facultative de leur part,
« qu'elle n'est pas leur mission la plus habituelle,
« ils ne deviennent officiers de police judiciaire que
« dans les cas seulement où ils la remplissent (1). »

Nous ne croyons pas, avec Mangin, que les agents deviennent officiers de police judiciaire, quand ils constatent un délit. Nous pensons que la loi forestière

(1) Mangin, *Traité des procès-verbaux*, n° 117, p. 239.

leur a donné les mêmes droits qu'elle a accordés aux gardes, seulement pour la recherche et la constatation des délits, sans qu'il y ait assimilation ni au point de vue des citations ou significations (art. 173), ni au point de vue des garanties offertes aux officiers de police judiciaire. — Cette dernière conséquence, quoi qu'en dise Mangin, ne blesse ni la raison ni les convenances; le motif se trouve dans le fait que la compétence des agents est tout accidentelle.

En effet, comme nous le verrons, les agents ne sont pas responsables des délits commis dans leur service, comme le sont les gardes dans leurs triages (art. 6, C. F.), et nous considérons que le privilège de juridiction est accordé à ces derniers en grande partie à cause de cette obligation stricte. Nous pensons donc que cette conclusion ne contrarie pas l'esprit des articles 483 et 484, C. I. C.

Une question, qui peut se poser dans les deux premiers systèmes, ne donne plus lieu dans le nôtre à aucune controverse : elle consiste à déterminer si l'on doit ranger sous la dénomination d'agents les gardes généraux adjoints faisant fonctions de brigadiers et s'il en est de même des brigadiers faisant fonctions de gardes généraux adjoints. Nous résoudrons cependant encore ici cette difficulté qui se présentera, à plusieurs reprises, au point de vue de la garantie des officiers de police judiciaire, de l'application de l'art. 173, C. F., et de la poursuite des délits devant les tribunaux.

Une ordonnance des 25 juillet-14 août 1844 a supprimé les gardes à cheval et créé les gardes généraux adjoints (1), qui ont été appelés par une circulaire de l'administration du 27 mars 1845 à remplir les fonctions d'agents. Ce sont donc des agents aptes à accomplir tous les actes que font les gardes généraux.

De ces considérations on peut conclure que le garde général adjoint faisant fonctions de brigadier, quoiqu'il n'ait pas les devoirs habituels des agents, peut faire à l'occasion tous les actes réservés à ceux-ci, puisqu'il a la qualité d'agent. De même nous croyons que le brigadier, faisant fonctions de garde général adjoint, peut agir comme un agent, en vertu de la fiction administrative qui l'élève au-dessus du rang de préposé.

En conséquence, les gardes généraux adjoints faisant fonctions de brigadiers et les brigadiers faisant fonctions de gardes généraux adjoints doivent être assimilés purement et simplement à des agents.

DEUXIÈME SECTION.

Des preuves.

On appelle *preuve* tout ce qui tend à éclaircir ou à découvrir un fait, qui paraît douteux ou qui est contesté.

(1) Dalloz, *Forêts*, p. 131, note 3.

En matière forestière, on distingue trois genres de preuves :

- 1^o La preuve écrite;
- 2^o La preuve testimoniale;
- 3^o L'aveu.

§ 1^{er}.

De la preuve écrite ou des procès-verbaux.

Toutes les conditions prescrites par le Code forestier pour la rédaction et la validité des procès-verbaux et contenues dans les art. 163 et suivants du Code forestier peuvent se résumer à cinq. Elles sont relatives : à l'écriture, à la signature, à la date, à l'affirmation et à l'enregistrement des procès-verbaux.

A. — *Écriture des procès-verbaux.*

Le procès-verbal doit être écrit de la main du garde qui a constaté le délit. L'art. 163 du Code forestier est formel sur ce point et nous croyons, avec tous les auteurs, que la non observation de cette formalité entraîne la nullité de l'acte dans lequel elle n'a pas été remplie (1).

Nous pensons que cette nullité concerne même les agents et que la validité du procès-verbal qui serait dressé par l'un d'eux, sans être écrit entière-

(1) Sic, M. Meaume, *Cours de législation*, 1869, p. 212. — M. Puton, *Manuel de législat. forest.*, 1876, p. 126.

ment de sa main, pourrait être attaquée. — Nous croyons en effet que la loi a énuméré limitativement les faveurs qu'elle jugeait bon d'accorder aux agents forestiers pour la rédaction des procès-verbaux : telle est la non observation d'affirmation (art. 166, C. F.).

Notre savant maître, M. Puton, qui professe l'opinion contraire, s'exprime ainsi à ce sujet : « Cette « condition de validité ne concerne que les gardes « et non les agents; car les nullités sont de droit « étroit et ne sauraient être étendues, par voie d'ana- « logie, à ceux qui ne sont pas désignés dans la loi « qui les prononce (1). » Il nous semble d'abord que si le législateur n'énumère pas les agents et gardes, c'est qu'il a statué sur le *plerumque fit* et qu'il n'a pas voulu allonger la rédaction de nos articles. M. Puton base sa décision sur ce que les nullités sont de droit strict : il nous semble qu'au cas présent le raisonnement n'a pas toute la force que lui prête le savant directeur de l'École forestière.

En effet, l'art. 165, C. F., prononce la nullité de tout procès-verbal non écrit de la main du garde; or sous ce terme général de garde, la loi a voulu, croyons-nous, comprendre tous les préposés et agents de l'administration forestière, comme nous le prouve la restriction imposée dans l'art. 166, C. F., aux procès-verbaux dressés par les agents, au point de vue de l'affirmation.—L'art. 165, exige pour la validité des

(1) M. Puton, *Manuel*, p. 126.

procès-verbaux l'affirmation au même titre que l'écriture ; pourquoi l'art. 166, n'aurait-il pas dispensé formellement les agents forestiers de l'une comme il les a dispensés de l'autre ? En admettant le système de M. Puton, nous étendrions donc une disposition exceptionnelle, ce qui n'est pas possible en droit pénal. — De plus, la décision que nous prendrions serait défavorable au délinquant, ce qui est également contraire aux principes.

Tels sont les motifs qui nous ont conduit à adopter le système que nous venons d'exposer.

La loi n'a pas exigé que les gardes écrivissent leurs procès-verbaux dans tous les cas : elle a réglé le cas d'impossibilité et décidé que la mention de la lecture qui leur serait faite par l'officier public, chargé de recevoir l'affirmation, remplacerait l'obligation de l'écriture. Dans ce cas, mention de la lecture doit être faite à la main, sous peine de nullité, par l'officier public qui reçoit l'affirmation.

B. — *Signature.*

Après nous avoir dit que : « *les gardes écriront eux-mêmes leurs procès-verbaux* » l'article 165 ajoute : « *ils les signeront* » et exige ainsi, à peine de nullité, l'obligation de la signature du garde. M. Dupin dit à ce sujet : « Plusieurs signent leur nom sans savoir ni écrire autre chose ni même lire : c'est pire, à mon avis, que s'ils ne savaient rien du tout ; car le rédacteur peut toujours les tromper et leur

« griffonnage en forme *de signature* n'offre aucune « garantie (1). » Le célèbre avocat est à notre avis trop sévère dans ce cas; en effet, pour tout procès-verbal, en matière forestière, la lecture préalable de l'acte, faite devant le garde rédacteur par le magistrat chargé de recevoir l'affirmation, semble suffisante pour empêcher toute erreur et toute surprise. La signature du garde rédacteur ne peut être remplacée par aucune autre formalité.

L'agent qui aurait dressé un procès-verbal devrait de même signer sous peine de nullité. Cette règle nous paraît très sage.

Un procès-verbal est-il nul pour recevoir des surcharges ou des interlignes ou contenir des renvois non approuvés? Lorsqu'il s'agit d'énonciations qui ne sont pas substantielles, le procès-verbal n'est jamais nul. Si, au contraire, les ratures portent sur des mots essentiels, ceux-ci sont réputés n'avoir jamais été écrits. Quant aux parties ajoutées à l'aide de surcharges, d'interlignes ou de renvois, elles doivent être approuvées par le rédacteur, avant la clôture et l'affirmation de l'acte. « Les interlignes, ratures et « renvois non approuvés, sont réputés nonavenus » (art. 78, C. I. C.). Pour cette approbation il suffit du reste que le rédacteur du procès-verbal mette son paraphe (Arr. cass., 23 juillet 1824) (2). Ces irrégu-

(1) V. Dupin, *Code forest.*, 1834, p. 153.

(2) Mangin, *Traité des procès-verbaux*, 1839, p. 58, n° 23.

larités n'amènent évidemment la nullité d'un procès-verbal que quand elles sont commises sur l'original (1).

C. — *Date.*

Tout procès-verbal doit être daté; mais la date qui fait courir les délais de l'affirmation, ou de l'enregistrement et de la prescription, est celle de la clôture de l'écrit et non celle de la constatation. Il en résulte qu'un garde peut attendre plusieurs jours et même plusieurs mois avant de fermer un procès-verbal, dressé dès que le délit a été constaté. — Nous admettons même avec la jurisprudence (2) que la loi autorise le garde à ne pas dresser son procès-verbal le jour même de la constatation. En effet, cette exigence n'est inscrite nulle part dans la loi forestière actuelle. L'obligation *de dresser jour par jour des procès-verbaux de tous les délits qu'ils reconnaîtraient* avait été imposée aux gardes par l'art. 3, tit. IV de la loi du 29 septembre 1791. Lors de la rédaction du Code forestier cette disposition a été écartée. On a compris que, dans une foule de circonstances, il y avait pour les gardes impossibilité matérielle de s'y conformer, que c'était ainsi créer, contrairement aux intérêts de la répression des délits, un moyen de nullité que rien ne jus-

(1) M. Meaume, *Comm. Code for.*, 1846, p. 660, tome II.

(2) Crim. cassat., 11 janvier 1850 (Bull., n° 8).

tifiait. On a donc décidé qu'une telle disposition devait être supprimée, du moment où cette suppression ne pouvait causer aucun préjudice aux intérêts des prévenus; du moment où elle ne pouvait altérer en rien la substance même des procès-verbaux.

Cette modification, apportée sur un point aussi essentiel à la loi du 29 septembre 1791, motiverait suffisamment notre système, mais la disposition de l'art. 181 de l'ordonnance réglementaire rendue en exécution du Code forestier nous fournit un argument encore plus décisif. Cet article décide, en effet, que l'administration seule a le droit de demander aux agents les motifs pour lesquels la production des procès-verbaux a été différée. — Quant à l'argument que tirent les adversaires de ce système des art. 15, 16, 18 et 20, C. I. C., il nous semble qu'il ne résiste pas à un examen sérieux; car ces articles ne nous paraissent pas applicables en matière forestière et de plus comme ils ne prononcent pas la nullité, on ne peut pas la suppléer (1).

D. — *Affirmation.*

Le préposé rédacteur d'un procès-verbal doit se rendre près d'un des officiers publics désignés par l'art. 165, C. F. (2), pour attester sous la foi du ser-

(1) Art. 55, loi du 22 ventôse, an II.

(2) Art. 165, C. F. : « *Les gardes. . . . affirmeront (leurs procès-verbaux) au plus tard, le lendemain de la clôture desdits procès-ver-*

ment que les énonciations contenues dans le procès-verbal sont sincères et véritables. — La loi ici a pris soin de mentionner dans l'art. 166, C. F., que les procès-verbaux dressés par des agents, ou par des préposés avec des agents, étaient dispensés de cette formalité ; c'est en nous fondant sur cette disposition que nous avons décidé que toutes les autres conditions de validité devaient être remplies par les procès-verbaux des agents.

L'affirmation n'est pas nécessairement soumise à une forme de rédaction ; le seul mot « *affirmé* » suffit avec la signature de l'officier public, l'indication du lieu et la date. Il faut cependant excepter le cas où le procès-verbal n'a pas été écrit de la main du garde. Nous avons vu, en effet, que dans cette hypothèse, l'officier public doit ajouter au mot *affirmé* qu'il a lu le procès-verbal au garde signataire. Cependant ni cette lecture ni la mention ne sont nécessaires lorsque le procès-verbal, dressé par deux gardes, est écrit par l'un d'eux seulement et revêtu de leurs signatures (1).

L'acte d'affirmation doit-il être signé du préposé rédacteur ? La Cour de cassation a annulé en 1830, un procès-verbal dont l'acte d'affirmation n'était pas

« baux, par devant le juge de paix du canton ou l'un de ses suppléants, « ou par devant le maire ou l'adjoint, soit de la commune de leur « résidence, soit de celle où le délit a été commis ou constaté, le tout, « sous peine de nullité. »

(1) Crim. cassat., 14 mai 1859 (Bull., n° 126). .

signé par le garde-rédacteur (1), et plusieurs auteurs ont soutenu ce système qu'avait déjà développé en 1813, mais alors sans succès, l'illustre procureur-général Merlin. « Si l'affirmation, disait-il, est le
« complément du rapport, il est clair que les com-
« mis figurent dans l'une en la même qualité que
« dans l'autre; que fonctionnaires publics dans le
« rapport, ils le sont également dans l'affirmation :
« qu'ainsi l'affirmation est un acte pour la perfec-
« tion duquel le concours de plusieurs officiers pu-
« blics est indispensable : et que, comme on ne peut
« douter que tout acte dans lequel concourent plu-
« sieurs fonctionnaires publics ne doive être signé
« de chacun d'eux, on ne peut pas douter davantage
« que l'affirmation ne doive être revêtue des signatu-
« res des commis, tout aussi bien que de celle du juge
« de paix. » Cette opinion a été adoptée par Mangin (2), par M. Meaume (3) et par la plupart des autres auteurs.

Le système contraire émis par Coin-Delisle et Frédéric (4), conforme à un arrêt de cassation du 26 août 1813, a été reproduit récemment. L'affirmation « par sa nature, dit M. Puton (5), ne semble

(1) Crim. cassat., 1^{er} avril 1830 (Bull., n^o 85).

(2) Mangin, *Tr. des procès-verbaux*, 1839, p. 69, n^o 27, *in fine*.

(3) Meaume, *Commentaire du Code for.*, p. 664; *Sic*, — Souquet, *Dict. des temps légaux*; — Garnier-Dubourneuf et Chanoine, C. F.

(4) Coin-Delisle et Frédéric, tome II, p. 129.

(5) Puton, *Manuel*, p. 130.

« comporter que la signature de l'officier public
« puisque les témoins ne signent jamais, en dépo-
« sant devant le tribunal, l'acte qui constate leur
« serment. »

A cet argument nous répondrons en objectant que le juge de paix, en recevant l'affirmation, ne siège pas comme juge; qu'il n'y a pas de tribunal, pas de constatation du serment par un officier public, le greffier; il est donc, à notre avis, de toute nécessité que le garde signe l'affirmation. La signature du garde apposée au bas de l'acte d'affirmation se réfère-t-elle au procès-verbal même et dispense-t-elle le garde de le signer? Deux systèmes ont été émis sur cette question. — *Premier système* : le procès-verbal et l'affirmation sont deux actes distincts et soumis à des formalités particulières (1). — *Deuxième système* : si le procès-verbal et l'affirmation sont écrits d'un même contexte de manière à ne faire qu'un seul acte, on ne peut pas exiger deux signatures. — Si au contraire, il y a séparation matérielle entre les deux actes, chacun doit être signé (2). Nous adopterons cette dernière opinion qui nous semble la plus rationnelle et qui de plus a été confirmée par un arrêt de cassation du 19 juillet 1828.

L'affirmation des procès-verbaux doit avoir lieu au plus tard, le lendemain de leur clôture, sous

(1) Mangin, *op. cit.*, p. 269, n° 145.

(2) Meaume, *Comment.*, p. 662, n° 1173.

peine de nullité. — La Cour de cassation, par arrêt du 25 novembre 1852, a rejeté un pourvoi de l'administration forestière tendant à obtenir une condamnation à l'aide d'un procès-verbal, dont la date d'affirmation était, par erreur de l'officier public, antérieure à celle de la clôture du procès-verbal.

A notre avis, malgré cette décision de la Cour suprême, l'erreur commise dans la date d'affirmation, quand elle est redressée par les dates du procès-verbal et de l'enregistrement, n'emporte pas la nullité. — La cause qui fut soumise à la Cour de cassation en 1852 rentrait tout à fait dans ce cas; mais plusieurs arrêts antérieurs avaient confirmé notre système (1). Aussi croyons-nous que, pour la validité du procès-verbal, il suffit de trouver dans l'acte même la preuve que l'affirmation a été faite le lendemain de la clôture; nous espérons que la jurisprudence se modifiera sur ce point (2).

Les gardes ont du reste toute la journée du lendemain de la clôture de leurs procès-verbaux pour les affirmer. Il n'en serait pas de même en matière de chasse : « *les procès-verbaux des gardes seront affirmés dans les vingt-quatre heures du délit,* » dit l'article 24 de la loi du 3 mai 1844. Le délai d'affirmation court donc, non du jour de la clôture

(1) Meaume, *Comment.*, p. 673, n° 1174.

(2) *Sic*, Crim. cassat., 11 février 1860 (Fleury-Chasse), (Bull., n° 36).

du procès-verbal, mais bien de l'heure de la clôture du procès-verbal. — L'énonciation précise de l'heure à laquelle l'affirmation a eu lieu est une condition absolue de l'accomplissement de cette formalité substantielle. C'est le rapprochement seul de cette mention avec celle de l'heure du délit, qui permettra de vérifier s'il a été satisfait à l'obligation imposée par notre article à peine de nullité. La jurisprudence admet formellement ce système (1) défendu aussi par plusieurs auteurs (2). Une autre opinion est cependant soutenue sur cette question. Si la clôture du procès-verbal est indiquée simplement par la date du jour et non par celle de l'heure, l'affirmation faite le lendemain doit être considérée comme ayant eu lieu dans le délai légal parce que, la loi n'ayant pas exigé que la date de la clôture et celle de l'affirmation soient indiquées autrement que par la mention de l'année, du mois et du quantième, le procès-verbal rédigé dans les termes indiqués satisfait entièrement à ces conditions (3). Depuis la promulgation de la loi du 3 mai 1844, M. Berriat Saint-Prix s'est prononcé dans le même sens sur la question (4).

(1) Crim. cassat. 28 août 1868 (Drouet), (Bull., n° 201). — 28 janvier 1875 (Lefort), (Bull., n° 33).

(2) Leblond, *Petit traité du droit de chasse*, tome II, p. 22, 1878. — Petit, tome III, p. 226. — Dalloz, *Répertoire, Chasse*, n° 388.

(3) Mangin, *op. cit.*, p. 228, n° 112.

(4) Berriat Saint-Prix, *Législation de la chasse*, p. 220.

La doctrine admet qu'il n'y a pas lieu d'augmenter le délai de l'affirmation et de l'autoriser le surlendemain dans le cas où le lendemain de la clôture d'un procès-verbal dressé en matière forestière est un jour férié.

Si deux ou plusieurs procès-verbaux sont écrits sur une même feuille ne formant en quelque sorte qu'un même acte, une seule signature du garde rédacteur et une seule affirmation, sont nécessaires et suffisantes.

Plusieurs questions nous restent encore à examiner relativement aux officiers chargés de recevoir l'affirmation. — Tous les fonctionnaires désignés à l'art. 165, C. F., sont également compétents pour cet acte; le garde rédacteur peut même s'adresser aux suppléants mentionnés par la loi, sans être obligé de signaler l'absence des titulaires. Ces officiers peuvent être soit ceux de la commune résidence du garde, soit ceux du lieu où le délit a été commis ou constaté. Mais le fonctionnaire, compétent pour l'affirmation peut-il la recevoir hors du territoire dans lequel il exerce ses fonctions?

Dans tous les temps, on a distingué en France la juridiction coutumière de la juridiction volontaire (1): on a appelé juridiction volontaire, tout ce que fait le magistrat sur la demande d'une seule personne

(1) Loyseau, *Des offices*, liv. 1^{er}, chap. V. — D'Argentré, *Coutume de Bretagne*, art. 1^{er}.

ou sur celle de plusieurs d'accord entre elles, et sans contradicteur, *sine causæ cognitione*. On a toujours reconnu que le magistrat pouvait faire ces sortes d'actes, hors de son territoire, pourvu que ce fût entre les personnes qui, par leur domicile, dans le territoire de ce magistrat, sont soumises à sa juridiction. Or, la réception d'une affirmation ne présente rien de contentieux; l'officier public qui la reçoit n'exerce même qu'un ministère passif; à proprement parler, il ne fait point un acte de juridiction, il n'est que le témoin authentique, que le rédacteur de l'affirmation qui est prêtée entre ses mains; il peut donc y procéder hors de son territoire (1). L'acte d'affirmation n'a donc pas besoin de mentionner le lieu où elle a été reçue pour être valable (2).

Lorsqu'un des officiers publics désignés dans l'article 165 refuse de recevoir l'affirmation, et constate son refus, par écrit, la preuve de ce fait tiendra-t-elle lieu d'affirmation? Évidemment non; car rien ne peut suppléer cette intervention. Du reste, l'officier public auquel est présenté un procès-verbal doit toujours recevoir l'affirmation; aucune peine spéciale n'est portée dans la loi pour réprimer les refus qui peuvent se produire; mais l'officier en ne voulant pas accomplir ce devoir s'exposerait à une action en dommages-intérêts de la

(1) Mangin, *op. cit.*, p. 68, n° 26.

(2) M. Meaume, *Comment.*, tome, II p. 675, n° 1174.

part du propriétaire de la forêt où le délit a été constaté, pour entrave aux poursuites (1).

Au cas d'absence ou d'empêchement du maire et de l'adjoint, le garde peut s'adresser au conseiller municipal le plus ancien dans l'ordre du tableau. Ce représentant est compétent pour recevoir l'affirmation, sans qu'il soit indispensable de mentionner dans l'acte l'absence ou l'empêchement du maire et de l'adjoint. De même, quoique cela soit plus régulier, il n'est pas nécessaire que le procès-verbal mentionne l'absence ou l'empêchement du maire ou du juge de paix, s'il est affirmé en présence de l'adjoint ou du suppléant (2).

E. — Enregistrement.

Les procès-verbaux doivent être enregistrés dans les quatre jours qui suivent celui de l'affirmation ou celui de la clôture du procès-verbal, s'il n'est pas sujet à l'affirmation. Le *dies a quo* ne doit pas être compté dans le terme, mais le *dies ad quem* y est compris, en sorte que le procès-verbal affirmé le 10 avril 1882 devra être enregistré le 14 avril 1882.—Si le dernier jour du délai tombe un jour férié, l'art. 170, C. F., ne dérogeant pas à l'art. 25 de la loi de frimaire an VII,

(1) M. Meaume, tome II, p. 668, et suiv. — Curasson, *Comment. Code for.*, (1836), tome II, p. 51. — Crim. cassat., 9 mars 1866 (Bull., n° 67).

(2) M. Puton, *Législat. forest.*, p. 132. V. arr. du Conseil d'État, 11 janvier 1851 (*Répert. de législat. forest.*, tome II, p. 66).

on doit reculer le délai d'un jour (1) : ainsi le procès-verbal affirmé le 12 avril 1882 ne serait pas nul s'il n'était enregistré que le 17 avril 1882. Cette disposition n'existe pas pour l'affirmation : la doctrine (2) décide unanimement que le procès-verbal clos la veille d'un jour férié doit être affirmé le lendemain de sa clôture. En effet, pour l'enregistrement, il y a lieu de tenir compte de l'ouverture du bureau, tandis que pour l'affirmation, les officiers qui peuvent la recevoir sont toujours présents et aptes à accomplir cette fonction. Les gardes peuvent du reste faire enregistrer leurs procès-verbaux au bureau de l'enregistrement le plus proche de leur résidence ; ils doivent le faire, au plus tard le dernier jour du délai, avant l'heure de fermeture des bureaux sous peine de nullité de l'acte et même d'une amende de dix francs par procès-verbal non enregistré (art. 13, Loi frim. an VII) (3). L'enregistrement se fait en débet pour les procès-verbaux des gardes de l'administration et pour ceux des gardes particuliers aux frais du propriétaire lésé.

(1) *Sic*, Meaume, tome II, p. 694. — Coin-Delisle et Frédérich, tome II, p. 143. — Curasson, tome II, p. 52. — Gagneraux, tome I, p. 351. — *Contra*, Fœlix et de Vault, tome II, p. 558. — La jurisprudence semble conforme à la première opinion. Arrêts de Nancy, 9 décembre 1828, 26 décembre 1838.

(2) Mangin, p. 73. — Curasson, tome II, p. 49. — M. Meaume, tome II, p. 671.

(3) M. Meaume, *Comment. Code for.*, tome II, p. 697.

Dans le Code forestier belge (1), les procès-verbaux dressés en matière forestière sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement.— Cette disposition remonte à l'époque où la Belgique fut séparée de la France.— Disons même que l'arrêté de l'autorité souveraine, qui a affranchi ces actes des exigences du fisc, a étendu cette exception à tous les procès-verbaux et actes de procédure concernant les délits ou contraventions de toute espèce et soumis à la juridiction des tribunaux correctionnels ou de simple police. — Cet acte, intitulé Arrêté-Loi, émané du roi Guillaume, sous la date du 19 janvier 1815, a fait disparaître de l'administration de la justice toutes les entraves que les lois françaises, qui étaient observées en Belgique concernant le timbre et l'enregistrement ainsi que les frais de justice, avaient apportées jusque-là à la répression des délits et contraventions, en exagérant les condamnations, puisque, pour un fait punissable d'une simple amende de deux francs, la procédure et le tarif emportaient un accessoire de frais au moins quintuple du montant de la condamnation principale. Cet arrêté-loi se caractérise par un mot bien remarquable. Il ordonne que l'épigraphe *Pro Justitiâ* sera inscrite en tête de tous les actes qui intéressent la police, faisant voir par là que l'administration de la justice a plutôt pour but de faire respecter la morale et la propriété

(1) *Code forestier belge* de 1852, promulgué le 20 décembre 1854.

que de réaliser un impôt au profit du Trésor.

La procédure pour les délits forestiers, en Belgique, se fait de la manière suivante. Le garde dresse un procès-verbal sur une feuille de papier libre; il l'affirme devant le juge de paix et cet acte acquiert ainsi le caractère légal et la date certaine, dont il a besoin pour être produit en justice. — L'assignation donnée au prévenu est également affranchie du timbre et de l'enregistrement; il en est de même du jugement obtenu. Tout ceci s'applique aussi bien aux poursuites concernant les délits commis dans les bois de l'État et des communes ou établissements publics que dans ceux des particuliers. Nous comparons plus loin les condamnations prononcées dans les deux pays, pour deux délits passibles d'une amende égale.

F. — *De la foi due aux procès-verbaux.*

Aux termes des art. 176 et 177, C. F., les procès-verbaux, revêtus des formalités prescrites par les art. 165 et 170 et que nous venons d'énumérer, qui sont dressés et signés par deux agents ou gardes forestiers, font preuve jusqu'à inscription de faux des faits matériels relatifs aux délits et contraventions qu'ils constatent, quel que soit le chiffre des condamnations encourues (1). Il en est de même des procès-verbaux dressés par un seul agent ou garde,

(1) Crim. cassat., 14 mai 1859 (Bull., n° 126).

si la condamnation encourue n'excède pas cent francs. Il n'est pas absolument interdit aux tribunaux d'appeler l'auteur d'un procès-verbal à fournir des explications sur les termes obscurs ou ambigus qui peuvent s'y rencontrer, mais on ne saurait admettre que, dans le cas contraire, il soit loisible au juge d'ordonner, sous le prétexte d'explications, une véritable déposition sur les faits consignés au procès-verbal. Dans l'hypothèse d'un procès-verbal précis et parfaitement circonstancié, la comparution du garde est sans objet; ainsi l'a décidé la Cour de cassation par un arrêt du 25 juillet 1846 (1). Mais il n'en serait plus de même en matière de chasse : le procès-verbal du garde forestier bien que dressé pour délit commis en matière forestière ne fait, à notre avis, que foi jusqu'à preuve contraire, sans que jamais on puisse lui appliquer le bénéfice des art. 176 et 177, C. F.; il sera donc toujours prudent, en cas de délit de chasse, de faire citer le garde rédacteur du procès-verbal pour qu'il puisse compléter les déclarations faites dans l'acte et les corroborer par sa déposition. — La déposition d'un seul témoin peut suffire pour détruire la foi due au procès-verbal constatant un délit, s'il ne fait pas preuve jusqu'à inscription de faux (2).

Les articles 256 et 247 du Code de procédure civile sont applicables à l'auteur d'une inscription

(1) Crim. cassat., 24 juillet 1846 (Bull., n° 200).

(2) Crim. cassat., 23 janvier 1873 (Bull., n° 18).

de faux contre un procès-verbal dressé en matière forestière, dont l'auteur a été déchargé de l'inculpation de faux dirigée contre lui. — En conséquence, celui qui s'est inscrit en faux doit être condamné à une amende de 300 francs, sans préjudice des dommages-intérêts auxquels peut avoir droit l'auteur de l'acte injustement argué de faux. Cette dernière condamnation peut être prononcée par suite de la constitution de ce fonctionnaire comme partie civile, lors du jugement de l'infraction poursuivie, après qu'il a été statué sur le faux.

G. — *Responsabilité des gardes.*

L'art. 6 du Code forestier déclare les gardes responsables des délits commis dans le triage confié à leur surveillance, lorsqu'ils ne les ont pas régulièrement constatés. Les termes généraux de cet article indiquent le caractère absolu de la responsabilité des préposés locaux. Le législateur n'a pas établi de distinction ; qu'il y ait *faute lourde ou simple négligence* de la part du garde, peu importe : dès qu'un délit est commis, le préposé local doit le constater ; sinon, il est passible des peines et indemnités encourues par le délinquant. En effet, si l'on admettait que l'article 6 n'atteint pas la seule négligence des gardes, il perdrait toute sa force et sa véritable portée. Les préposés se croiraient à l'abri de toutes poursuites, du moment qu'il n'y aurait pas de leur part *faute lourde*, incurie voisine du dol, et n'apporteraient

peut-être pas dans l'accomplissement de leurs devoirs tout le zèle et toute l'activité qu'on est en droit d'attendre d'eux.

H. — *Privilège de juridiction.*

Mais si les gardes sont responsables des délits commis sur leurs triages d'une façon aussi stricte, la loi, en leur donnant le titre d'officier de police judiciaire, les a placés dans une position éminemment favorable.

Aucune poursuite pour crime ou délit ne peut être intentée contre eux que dans des formes particulières et dans certains cas, devant une juridiction spéciale (art. 479-503, C. I. C.). En matière civile, des règles spéciales protègent l'indépendance du garde : il ne peut être l'objet d'aucune action civile en responsabilité pour faits relatifs à ses fonctions, intentée et suivie d'après les règles ordinaires.

La Cour de cassation a fréquemment consacré ce point de jurisprudence aujourd'hui incontesté, que toute action en dommages-intérêts dirigée contre un magistrat ou un officier de police judiciaire pour fait relatif à ses fonctions n'est recevable que si elle est fondée sur des motifs expressément prévus par les art. 505-516, C. P., qui règlent la prise à partie. — On ne saurait admettre, en effet, que le décret du 19 septembre 1870 ait supprimé de nos Codes toute une procédure prudemment instituée comme une

des garanties essentielles de la justice (1). Or, aux termes de l'art. 9, C. I. C., les gardes forestiers sont officiers de police judiciaire; les dispositions des art. 505 et suivants du Code de procédure leur sont donc applicables : c'est ce qu'a décidé la Chambre civile par arrêt en date du 14 juin 1876 (2). La Cour de Grenoble ayant jugé le 11 mars 1879 (3) en sens opposé, M. le Garde des Sceaux a adressé à la Cour de cassation un pourvoi dans l'intérêt de la loi, contre cet arrêt, et la Chambre civile l'a cassé par arrêt en date du 4 mai 1880.

Pour les gardes, aucune difficulté ne peut donc plus se présenter; il en sera de même pour les brigadiers qui, au point de vue judiciaire, sont assimilés d'une façon absolue aux gardes. Mais, que décider relativement aux agents? Les agents forestiers ne sont pas compris dans l'énumération des officiers de police judiciaire ni à l'art. 9, ni à l'art. 16, C. I. C.; ils ne bénéficieront donc pas, comme nous l'avons déjà décidé précédemment, de la procédure de la prise à partie : de plus, en tant que fonctionnaires administratifs, le décret du 19 septembre 1870 a supprimé à leur égard la nécessité de l'autorisation du conseil d'État pour les poursuites.

(1) Art. 75 de la Constitution du 22 frim. an XIII.

(2) Civ. cass., (Bull., n° 84). *Sic*, Ducroq, *Cours de droit administratif*, 5^e édition, n° 694 et 746.

(3) Affaire Chichiliane et les gardes Loubat, Fiat, Girard et Imbert.

J. — *Constatation des délits forestiers dans les bois de particuliers.*

Avant la loi du 18 juin 1859, qui a modifié l'article 188 du Code forestier, les gardes des particuliers avaient seuls le droit de constater les contraventions et délits commis dans les bois confiés à leur surveillance. Les gardes champêtres n'avaient aucune attribution en cette matière. Il résultait de cette situation que les bois appartenant aux petits propriétaires n'étaient, dans la plupart des cas, l'objet d'aucune surveillance et d'aucune protection efficace. Plus la propriété se divisait, plus cette situation s'aggravait; aussi la loi de 1859 a-t-elle avec raison donné aux gardes champêtres, chargés en général de la surveillance et de la protection des propriétés, le pouvoir de rechercher et constater les délits forestiers comme les délits ruraux.

Les gardes champêtres ou particuliers qui constatent des délits dans les bois non soumis au régime forestier ont, d'après l'art. 189 modifié par la loi de 1859, le pouvoir d'arrêter les délinquants en cas de flagrant délit, de saisir les bestiaux trouvés en délit, les instruments, voitures et attelages des délinquants et de les mettre en séquestre, en suivant les mêmes règles (1) que les préposés de l'administra-

(1) Art. 189, § 2. « Toutefois, dans le cas prévu par 169, lorsqu'il y aura lieu à effectuer la vente des bestiaux saisis, le produit net de la vente sera versé à la caisse des dépôts et consignations. »

tion forestière. — Leurs procès-verbaux doivent être enregistrés dans les 4 jours de l'affirmation. Enfin les procès-verbaux des gardes des bois des particuliers doivent remplir toutes les conditions de validité des procès-verbaux dressés par les gardes de l'administration des forêts. Sur toutes ces questions aucune difficulté ne s'est produite en dehors de celles que nous avons déjà signalées.

Les gardes forestiers, institués par l'État, ont-ils qualité pour constater les contraventions et délits commis en dehors des bois soumis au régime forestier?

Antérieurement au Code forestier, cette question avait reçu de la Cour de cassation une solution affirmative (arrêts du 16 octobre et 5 novembre 1807). — Une polémique s'est engagée entre les auteurs sur le point de savoir si le Code forestier a maintenu aux gardes des bois soumis au régime forestier le droit d'instrumenter dans les bois des particuliers. Le débat n'avait point encore été porté devant la Cour de cassation, lorsqu'est intervenue la loi du 18 juin 1859 qui a modifié l'art. 188, C. F., conçu dans la loi de 1827 en ces termes : « Les procès-verbaux dressés par les gardes des bois et forêts des particuliers feront foi jusqu'à preuve contraire. » L'art. 188 a été remplacé par la disposition suivante : « Les délits et contraventions commis dans les bois non soumis au régime forestier sont recherchés et constatés tant par les gardes des bois et forêts des

« particuliers que par les gardes champêtres des
« communes, les gendarmes et en général par tous
« officiers de police judiciaire chargés de rechercher
« et de constater les délits ruraux. » Lors de la discussion de la loi à la Chambre des députés, cet article fut l'objet de quelques critiques en ce qu'il ne comprenait pas les gardes forestiers de l'État au nombre des agents ayant qualité pour constater les délits forestiers commis dans les bois des particuliers. Voici dans quels termes, M. Busson l'un des membres de la commission, répondit à ces critiques : « Les
« gardes forestiers sont pour les bois de l'État ce que
« sont les gardes particuliers pour les bois des particuliers : l'État a des gardes pour ses forêts
« comme les particuliers en ont pour leurs bois. La
« commission n'a pas cru qu'il fût convenable que
« l'État mît ses gardes au service des particuliers,
« pas plus qu'il ne conviendrait de mettre les gardes
« des particuliers au service de l'État (1). » L'article 188 a été voté à la suite de ces explications. Aucun doute ne peut donc plus exister sur le sens à attacher à cette disposition. — En admettant que les gardes institués par l'administration aient eu, antérieurement, qualité pour instrumenter dans les bois des particuliers, elle leur a enlevé cette qualité sinon formellement, du moins d'une manière implicite. C'est ici le cas d'appliquer l'adage : « *Inclusio unius,*

(1) Voir *Moniteur*, 1859.

« exclusio alterius. » On peut donc tenir pour constant qu'en dehors des bois soumis au régime forestier, les gardes des bois de l'État et des communes ne peuvent constater d'autres infractions forestières que celles qui intéressent directement ces bois (articles 148, 152 et suiv., C. F.), ou qui ont été l'objet d'une exception particulière de la loi (article 159, § 2).

Quid des délits de chasse commis en plaine ou dans un bois de particulier, sur les lisières de la forêt ?

Il est de principe qu'un officier de police judiciaire ne peut valablement constater un délit de chasse (ou tout autre) commis hors des lieux où il a le droit d'exercer des fonctions. — D'après cette règle, les gardes forestiers de l'administration n'étant chargés que de constater les délits commis dans les bois et forêts soumis au régime forestier, le procès-verbal d'un garde constatant un fait de chasse commis en plaine, ou dans un bois particulier, ou en général ailleurs que dans un bois soumis à sa garde, ne fait pas foi jusqu'à preuve contraire (art. loi 1844, chasse). Ce système soutenu par M. Dalloz (1) est adopté par tous les auteurs (2) et nous ne croyons pas que l'opinion contraire ait été soutenue depuis la loi de 1859.

(1) Grenoble, 13 sept. 1834. — Rej., 18 octobre 1827, aff. Euvrard. — Cassat., 9 mai 1828, aff. Maitrejean. V. Dalloz, *op. cit.*, Chasse, n° 368.

(2) V. Berriat, *op. cit.*, p. 211. — Leblond, *op. cit.*, tome II, p. 8, n° 300.

Que peut faire un garde forestier qui reconnaît un délit de droit commun portant atteinte aux forêts? Il peut valablement le constater; mais son procès-verbal, serait-il revêtu de toutes les formalités prescrites par le Code forestier, ne vaudrait jamais que comme simple renseignement. C'est ainsi qu'on peut arriver à la répression des délits de chasse commis en plaine près des forêts. Le garde qui rédige procès-verbal, en présence d'un de ces faits, doit transmettre le document au procureur de la République qui, saisi de l'affaire, doit la poursuivre si elle tombe sous le coup de la loi du 3 mai 1844. Les agents forestiers n'auraient pas même, à notre avis, le droit dans ce cas de dresser un procès-verbal, car ils ne sont pas officiers de police judiciaire (1).

§ II.

De la preuve testimoniale.

En matière forestière, quoique l'article 173 du Code forestier ne semble admettre la preuve testimoniale que subsidiairement, à défaut ou en cas d'insuffisance des procès-verbaux, cependant cette preuve doit être admise toutes les fois qu'elle est offerte; lors même qu'elle ne le serait qu'en appel, pourvu que les faits soient pertinents et circonstanciés.

(1) M. Puton, *op. cit.*, p. 118.

Ainsi : 1° Soit le ministère public, soit l'administration forestière, soit le propriétaire lésé par un délit, pourrait, sans qu'il eut été dressé procès-verbal, traduire le délinquant, et demander à prouver le délit par témoins;

2° Si le procès-verbal étant nul est considéré comme non-avenu, on peut aussi demander à prouver le délit par témoins, et cette preuve peut être admise (1). Du reste, que la preuve émane d'un seul garde ou de plusieurs, elle est également recevable (2). Il ne faut pas qu'il existe contre les témoins de reproches prévus par le Code d'instruction criminelle, c'est-à-dire le serment, l'âge minimum de 16 ans, l'interdiction de déposer, s'ils sont domestiques, parents ou alliés des parties. Aucun autre reproche ne peut être formulé; l'intérêt même ne peut être un motif de récusation. Le plaignant peut donc se constituer partie civile, après avoir déposé comme témoin (3).

Ici se présente la question de savoir si, pour suppléer à la nullité d'un procès-verbal, on peut faire entendre le garde qui l'a rédigé ?

Le motif qui semblerait devoir exclure son audition, c'est qu'il est naturel de croire qu'il appuiera ce qu'il a dit. Tous les auteurs sont cependant

(1) Curasson, tome II, p. 40.

(2) M. Meaume, tome II, n° 1254, p. 749.

(3) M. Puton, p. 120.

d'accord entre eux et avec la jurisprudence, pour admettre la déposition du garde qui a dressé un rapport nul ou insuffisant, et pour interdire au juge de rejeter ce moyen de preuve. Lorsqu'un acte authentique est attaqué par la voie d'inscription de faux, on n'hésite pas à admettre la déposition des témoins instrumentaires; il est vrai que si ces témoins rétractent ce qu'ils ont précédemment certifié par leur signature, leurs déclarations ne sont pas suffisantes pour anéantir l'acte; il faut qu'elles soient appuyées par d'autres indices; mais, lorsqu'il s'agit de suppléer à un procès-verbal nul, ou de le corroborer s'il est insuffisant, il n'existe aucune raison pour suspecter le garde qui l'a rédigé (1).

Cependant, le vice radical qui entache le procès-verbal dressé dans le cours d'une perquisition irrégulière, affecte au même degré le témoignage du garde rédacteur, et s'oppose à ce qu'il puisse servir de base à une condamnation (2). Quant au témoignage des gardes, il n'a pas plus de valeur que celui des témoins ordinaires; les tribunaux ne sont nullement enchaînés par les déclarations verbales que les rédacteurs des procès-verbaux font sous la foi du serment, les déclarations pouvant être combattues comme tout témoignage, par des dépositions con-

(1) Curasson, tome II, p. 41.

(2) Crim. cassat., 21 avril 1864 (Bull., n° 110).

traires (1). La preuve testimoniale émanant du garde est même admise pour compléter ou remplacer les procès-verbaux dressés en matière de chasse, bien que les préposés reçoivent, en vertu de l'ordonnance du 5 mai 1845, une gratification pour la constatation du délit (2).

Observons que, dans ce dernier cas, la comparution des témoins peut toujours être exigée, les procès-verbaux ne faisant jamais foi jusqu'à inscription de faux. Le garde appelé *comme témoin doit prêter serment à peine de nullité* (3). (Art. 155, C. I. C.).

Le juge de police méconnaît les droits du ministère public, lorsque nonobstant l'appui d'un procès-verbal dont l'insuffisance lui est signalée à l'audience, il relaxe incontinent le prévenu, en se fondant sur cette insuffisance elle-même et sur le défaut de présentation de témoins à charge (4).

§ III.

De l'aveu.

L'aveu du prévenu n'enchaîne pas le juge, qui peut, s'il ne le croit pas sincère, n'y avoir aucun

(1) M. Meaume, tome II, p. 749.

(2) M. Puton, p. 120.

(3) Crim. cassat., 20 juillet 1865 (Bull., n° 149).

(4) Crim. cassat., 29 mai 1873 (Bull., n° 151).

égard. — Cet aveu peut donc être l'élément principal ou auxiliaire de la conviction des magistrats; mais il ne leur commande pas impérieusement de se décider sur cette seule preuve (1). Quelle sera la valeur de la mention de l'aveu du prévenu dans un procès-verbal? « Les procès-verbaux font foi des
« faits matériels qu'ils constatent, dit Mangin (2),
« et l'on doit entendre par *faits matériels* tous ceux
« qui frappent les organes; or, comment établir une
« distinction entre les faits qui frappent tel organe
« des employés plutôt que tel autre et ne pas ajouter
« foi à ce qu'ils disent avoir entendu aussi bien qu'à
« ce qu'ils disent avoir vu?... — Il est incontestable
« que l'aveu du délit n'est pas le délit lui-même,
« qu'il n'est pas une circonstance inhérente à ce
« délit; qu'ainsi il ne peut dispenser les agents qui
« verbalisent de reconnaître ce délit et de constater
« les faits qui le constituent; mais les faits matériels
« d'un délit ne gisent pas seulement dans les traces
« qu'il a pu laisser; ils consistent aussi dans les faits
« qui s'y rattachent, et qui sont propres à en faire
« connaître l'auteur. » Le juge peut donc motiver une condamnation sur l'existence de l'aveu. Toutefois cette solution n'entraîne pas celle de savoir si cet aveu couvre les nullités du procès-verbal ou s'il

(1) M. Meaume, *Comm. Code for.*, tome II, p. 770, nos 1262-1263.

(2) Mangin, *Traité des procès-verb.*, p. 89.

suffit pour remplacer cet acte, de telle sorte que les juges soient liés par cet aveu comme par le procès-verbal.

En droit pénal, l'aveu n'est pas indivisible, comme en matière civile; mais, d'un autre côté, un procès-verbal n'est pas une base tellement indispensable de la poursuite qu'il soit impossible d'y suppléer par l'aveu; cet aveu ne peut jamais obliger le juge à condamner.

La Cour de cassation avait cependant été jusque-là et déclaré dans plusieurs arrêts que l'aveu du prévenu oblige le tribunal à prononcer une condamnation (1). — Cette opinion, critiquée avec raison par les auteurs, ne s'est jamais appliquée qu'aux affaires de simple police; nous pouvons donc dire avec toute la doctrine et la jurisprudence que l'aveu ne lie jamais le juge en matière correctionnelle (2).

(1) V. M. Meaume, *Comm. Code for.*, arrêts cités en note, p. 774.

(2) Crim. cassat., 14 mai 1853 (Bull., n° 166), 18 mars 1854 (Bull., n° 78), 11 avril 1864 (Bull., n° 108).

CHAPITRE III.

POURSUITE DES DÉLITS.

PREMIÈRE SECTION.

De l'action publique et de l'action privée.

Un délit, en général, porte préjudice à l'intérêt social et à l'intérêt privé. De ces deux lésions d'ordre différent naissent deux actions.

L'action publique, qui est exercée par le ministère public, pour arriver à la punition de celui qui est coupable devant la loi, tend à l'application d'une peine.

L'action civile, qui a pour but la réparation du dommage, est exercée par la partie lésée (1).

§ I^{er}.

Compétence des agents forestiers.

L'administration forestière est chargée de poursuivre la réparation des contraventions et délits commis dans les bois et forêts de l'État et des communes, ainsi que dans les bois qui appartiendraient par

(1) Richard-Maisonneuve, *Exposé du droit d'instruction criminelle* (1865), p. 111.

indivis à l'État ou à une commune et à des particuliers.

En général les infractions à la loi forestière donnent lieu à l'exercice simultané de l'action publique et de l'action civile. Il y a cependant plusieurs faits prévus et punis par le Code forestier à l'égard desquels l'action publique peut seule être exercée. Tels sont les délits prévus par les art. 32, 33, 38, 43, 83, 146, 151 et suivants, C. F. (1).

Jusqu'en 1833, on a contesté aux agents forestiers le droit d'exercer l'action publique; — depuis lors on a formellement reconnu leur pouvoir en cette matière. Mais cette compétence ne s'étend pas à tous les délits. — En général, on peut dire qu'elle ne comprend que les délits énumérés dans le Code forestier. Et encore y a-t-il à cette règle des exceptions consistant dans les délits prévus par les articles généraux comme l'art. 22, C. F., exceptions qu'on peut résumer dans cette formule : les agents forestiers ne seront compétents que pour les délits qui consistent à léser les bois et forêts soumis au régime forestier.

L'administration forestière poursuit donc tous les délits forestiers commis sur le sol qu'elle régit, pour arriver et à une peine contre le délinquant et à la réparation du dommage causé. — Ces délits sont l'enlèvement de produits du sol forestier (art. 144,

(1) M. Meaume, *Comment.*, tome II, p. 574.

C. F.), le passage en forêt avec instruments prohibés (art. 146, C. F.), avec voitures (art. 147, C. F.), l'introduction de bestiaux (art. 199, C. F.), la coupe ou la mutilation d'arbres (art. 192 et suiv. C. F.). Ce sont encore les délits des adjudicataires (art. 30 et suiv., C. F.) et des usagers (art. 67 et suiv., C. F.), et les délits commis dans les terrains soumis aux servitudes forestières.

L'administration des forêts a le droit de poursuivre la répression de tous les délits de chasse commis dans les bois soumis au régime forestier; ce droit qui lui a été autrefois contesté a été formellement reconnu par plusieurs arrêts (1), et n'est plus aujourd'hui l'objet d'aucune controverse. Dans l'espèce, l'administration forestière considère même qu'elle a le droit de poursuivre un individu qui, muni d'un permis de chasse, est surpris dans un bois communal, sans autre titre qu'une permission délivrée soit par le maire, soit par le conseil municipal de la commune propriétaire. Ce droit peut être exercé contre ce délinquant sans qu'il y ait plainte de la part de la commune intéressée.

Mais l'administration a-t-elle le droit de poursuivre toute contravention, tout délit commis dans les bois soumis au régime forestier autres que les

(1) Crim. cassat., 5 novembre 1829, affaire Parizot et Lopinet (Bull., n° 247), 9 janvier 1846 (Bull., n° 14), et 7 septembre 1849 (Bull., n° 235), affaire Glidière et Baré, et 21 août 1852, affaire Dufié, (Bull., n° 293).

délits forestiers proprement dits et les délits de chasse assimilés aux délits forestiers par les arrêtés du 28 vendémiaire an V et du 19 ventôse an X? Est-il nécessaire pour que l'administration ait ce droit, qu'une disposition législative en ait ordonné ainsi, d'une façon spéciale?

L'art. 171, C. F., autorise l'administration forestière à poursuivre, de concert avec le ministère public, les délits en *matière forestière*. — On ne doit entendre sous ces termes que les délits prévus au Code forestier ou assimilés. En effet, un arrêt de la Cour de cassation du 10 janvier 1852 a reconnu que les adjudicataires et entrepreneurs, responsables de tout délit forestier commis dans leurs ventes en vertu de l'art. 45, C. F., sont responsables seulement lorsque l'infraction, portant préjudice au sol des forêts, a le caractère d'un délit prévu et puni par la loi forestière; mais ne le sont plus lorsqu'elle a le caractère d'un crime prévu et puni par la loi pénale ordinaire. — De plus, un arrêt de la Cour de cassation du 24 décembre 1868 (1) déclare, dans ses motifs, que l'administration forestière n'a pas le droit de poursuivre les délits de droit commun commis dans les forêts.

Nous ne croyons donc pas que l'administration puisse poursuivre tous les délits de droit commun commis en forêt, sous la seule condition qu'ils inté-

(1) Crim. cassat., 24 décembre 1868 (Bull., n° 257).

ressent l'intégrité de la propriété forestière; pour cela il serait nécessaire qu'une loi les eût assimilés à des délits forestiers.

La poursuite des délits commis dans les bois dépendant des majorats réversibles à l'État est étrangère à l'administration forestière. Les titulaires étant de véritables propriétaires, sous condition de retour, c'est à eux qu'appartiennent les réparations et dommages-intérêts et l'administration forestière ne pourrait poursuivre que dans l'intérêt de l'État, si, par exemple, une coupe extraordinaire avait été faite sans l'autorisation spéciale exigée par l'art. 16, C. F. (1).

Enfin l'administration forestière est sans qualité pour poursuivre un délit dans un bois de particulier, à moins qu'il ne s'agisse d'une infraction à l'article 219, C. F., relatif aux défrichements, ou du délit de pâturage des moutons prévu par les articles 78 et 120, C. F.; ces deux prohibitions sont d'ordre public, les propriétaires ne peuvent introduire des moutons au pâturage dans les bois des particuliers qu'en vertu d'une simple tolérance (2).

La loi du 28 juillet 1860 a encore créé d'autres cas de poursuite en matière forestière. Lorsque des propriétaires de terrains à reboiser ont reçu des subventions, accordées en raison de l'utilité des travaux

(1) Curasson, *Comment. Code forest.*, tome II, p. 77.

(2) M. Rousset, *Dictionnaire général des forêts*, (arrêt du 12 juin 1866), p. 773, nos 7 et 8.

au point de vue de l'intérêt général, ils ne doivent pas introduire de bétail avant que les jeunes sujets qui occupent le sol soient défensables. Sinon, les agents peuvent les poursuivre comme délinquants.

Les agents forestiers sont assimilés aux parties civiles, pour la liquidation et le recouvrement des frais, par l'article 158 du décret du 18 juin 1811. L'administration forestière peut donc être condamnée aux frais et dépens, si elle demande des dommages-intérêts. — De plus si elle poursuit un prévenu pour un fait qui n'est pas un délit, ce prévenu acquitté peut se retourner contre elle et obtenir des dommages-intérêts. Les agents forestiers ont un droit assez étendu en matière de constitution de partie civile : ainsi ils peuvent user de ce pouvoir lorsque le délit constaté n'est pas puni par le Code forestier. Tels seront les cas d'incendie involontaire en forêt (article 458, C. P.), d'enlèvement de bornes (art. 456, C. P.).

Les agents forestiers se portent partie civile en agissant par citations, et les règles de droit commun régissent cette constitution. La loi a cependant consenti à leur égard plusieurs dérogations, dont ne jouissent pas les particuliers.

1° C'est un droit pour les agents de toute administration publique de porter à la connaissance de la justice les actes coupables dont ils ont été témoins. Il en résulte que, par exception au droit commun, la dénonciation d'un agent forestier ne peut jamais être calomnieuse.

2° Quand une action publique est éteinte, que ce soit par l'amnistie, par la mort du délinquant ou par toute autre cause, la partie lésée ne peut plus se constituer partie civile; elle doit s'adresser au tribunal civil. Par dérogation à cette règle, les agents forestiers ont le droit de porter l'action devant le tribunal correctionnel (art. 174, C. F.); le ministère public ne le pourrait pas.

3° Un particulier n'a que les modes de preuve du droit général; l'agent forestier peut présenter des procès-verbaux faisant foi jusqu'à inscription de faux.

4° Le ministère public exerce en général les mêmes actions que l'administration forestière; il peut donc, comme elle, se porter partie civile pour l'État et pour les communes, avec cette différence pourtant que le ministère public ne pourra se porter partie civile devant le tribunal correctionnel, que pour les délits; et qu'en matière de contravention, la partie civile devra être le commissaire de police. Lorsqu'une affaire de cette nature se présente, qui paiera les frais si le prévenu est acquitté? La loi ne le décide nulle part. Aussi, bien que le ministère public ait le droit de se porter partie civile, ne le fait-il que rarement et lorsque la condamnation semble certaine. Pour les agents forestiers, la question des frais ne crée pas de difficulté; c'est l'administration qui paie,

§ II.

Citation.

A l'exception du cas de flagrant délit prévu par la loi du 20 mai 1863, le tribunal compétent pour toute infraction à la loi forestière est saisi par une citation, qui a en même temps pour but d'appeler le délinquant devant ses juges. La citation se compose de deux parties : la signification et l'assignation ; elle doit être dressée en original, pièce rédigée par l'huissier ou le garde, et en copie, pièce délivrée au prévenu, pour lui faire connaître les faits qu'on lui reproche. Dans le cas où la poursuite est exercée au nom de l'administration forestière, et dans ce cas seulement, l'art. 173, C. F., attribue aux gardes le soin de remettre les citations ; ils seraient donc sans qualité pour faire des significations, même à la requête du ministère public (1). Ils sont, pour remplir cette mission, assimilés aux huissiers, en ce que leurs actes sont authentiques et ne peuvent être attaqués que par l'inscription de faux ; en ce que, s'ils sont frappés ou insultés, ils jouissent du bénéfice de l'art. 224, C. P. Les citations sont écrites par les commis de l'inspection, qui en sont responsables, mais les gardes doivent rédiger le *parlant à* ; quant aux frais, on les partage entre les uns et les autres.

(1) Curasson, *Comment. Code for.*, tome II, p. 83.

L'article 172, C. F., décide que *l'acte de citation doit, à peine de nullité, contenir la copie du procès-verbal et de l'acte d'affirmation*. Cette nullité ne peut pas être opposée en appel, lorsqu'elle n'a pas été présentée en première instance, d'après la jurisprudence de la Cour de cassation, qui a décidé à plusieurs reprises (1), que les nullités commises dans l'exploit de citation remis au prévenu sont couvertes par la défense au fond, conformément à l'article 173, C. P. C.

Quant aux autres formalités de la citation consistant, par exemple, à y insérer la mention que *la citation a été donnée à personne, à domicile et séparément à chacune des parties*, il a été jugé que leur omission ne viciait point la citation, au point de la rendre nulle. En effet, aucune disposition du Code d'instruction criminelle n'impose l'accomplissement de ces formalités à peine de nullité; et par de nombreux arrêts, la Cour de cassation (2) a décidé que les nullités prononcées par le Code de procédure ne sont point applicables aux citations, en matière correctionnelle. En cette dernière, il suffit pour qu'une citation soit valable, que le prévenu ait eu connaissance de l'action intentée contre

(1) Crim. cassat., 5 janvier 1838 (Bull., n° 6), 12 avril 1839 (Bull., n° 122), 14 mars 1856 (Bull., n° 111), 12 février 1876 (Bull., n° 48).

(2) Crim. cassat., 5 mai 1809 (Bull., n° 85), 18 novembre 1813 (Bull., n° 249), 14 janvier 1830 (Bull., n° 13).

lui, et qu'il ait pu préparer ses moyens de défense.

Lorsque sur une citation irrégulière, le prévenu ne comparait pas, il peut y avoir pour les juges une présomption que cette citation n'a point atteint son but : lorsqu'au contraire, il comparait au jour fixé, c'est une preuve irrécusable que la citation lui est parvenue, et il ne peut jamais y avoir lieu à en prononcer la nullité. L'omission de la date, à laquelle a été fait l'acte de citation, ne serait pas davantage une cause de nullité, surtout dans le cas où le prévenu, malgré cette omission, aurait comparu au jour fixé. Lorsque la poursuite est exercée par des particuliers, la citation est remise par un huissier. Le délai entre cet acte et le jour de la comparution devant le tribunal correctionnel doit être de trois jours francs. Si le juge de paix est compétent, ce délai est réduit à vingt-quatre heures.

§ III.

Audiences.

Toute infraction à la loi forestière est jugée en principe, comme les contraventions et les délits en matière pénale ; les tribunaux qui peuvent être saisis sont donc le tribunal de simple police et le tribunal correctionnel. Telle est la règle pour le cas où un particulier intente une action dans le but d'obtenir réparation du dommage causé à sa propriété forestière (art. 191, C. F.). Mais lorsque l'infraction est

commise dans les bois soumis au régime forestier, l'art. 171, C. F., a décidé que « toutes les actions et « poursuites exercées au nom de l'administration « des forêts et à la requête de ses agents, en réparation des délits ou contraventions en matière forestière, sont portées devant les tribunaux correctionnels, lesquels sont seuls compétents pour en connaître. » Par exception, en Algérie, les infractions au Code forestier commises dans les bois soumis au régime forestier sont portées devant les juges de paix, dont la compétence a été étendue à leur connaissance dans tous les cas où les peines applicables n'excèdent pas six mois d'emprisonnement ou 500 francs d'amende (1).

Le droit conféré aux juges de paix par l'article 191, C. F., et par l'art. 139, C. I. C., de connaître des contraventions commises dans les bois des particuliers a paru, à plusieurs reprises, contraire aux intérêts de ces derniers. — En 1874, M. le baron de Lagrange, député, a demandé à l'administration forestière que les tribunaux correctionnels soient substitués aux juges de paix pour la poursuite des contraventions de l'espèce. L'administration n'a pas pris l'initiative d'une mesure qui n'intéresse que les particuliers. Du reste la société forestière et tous ceux qui s'occupent de la conservation de nos

(1) Arr. Alger, 5 mars 1868, *Répert. législat. forest.*, tome IV, 1868-1869, p. 174.

richesses ligneuses sont d'avis qu'une modification dans ce sens au Code forestier serait très heureuse et qu'au contraire toute extension de la compétence des juges de paix en notre matière serait déplorable.

En Belgique (1), où les dispositions du Code forestier sont en tout semblables sur ce point à notre loi de 1827, la jurisprudence a étendu la faveur de la compétence des tribunaux correctionnels aux délits forestiers commis dans les bois des particuliers.

Dans les audiences forestières, pour réprimer les délits commis dans les bois soumis au régime forestier, les agents des forêts siègent, en grande tenue, à côté du ministère public (2). — L'art. 174, C. F., porte : « Les agents forestiers ont le droit d'exposer « l'affaire devant le tribunal et sont entendus à « l'appui de leurs conclusions. » L'agent forestier est donc à l'audience, substitué au membre du parquet pour faire l'exposé de l'affaire. Après la lecture du procès-verbal, l'audition des témoins et la présentation des pièces à conviction ou à décharge, s'il

(1) Art. 132 du Code forestier belge. — Les tribunaux correctionnels sont seuls compétents pour connaître des délits commis dans les bois soumis au régime forestier. Les procès-verbaux dressés par les gardes des bois des particuliers, seront remis au procureur du Roi, ou au commissaire de police de la commune, chef-lieu de la justice de paix, ou au bourgmestre, dans les communes où il n'y a pas de commissaire de police, suivant leur compétence respective, dans le délai d'un mois, à partir de l'affirmation.

(2) Crim. cassat., 19 sept. 1834 (Bull., n° 310).

y a lieu, le président interroge le prévenu; il n'y est pas tenu même au cas de présence du prévenu, à moins que ce dernier ne l'ait requis (1). — L'agent forestier développe ses conclusions, puis le ministère public donne les siennes; le prévenu peut répliquer, et doit toujours avoir la parole le dernier. — Les agents forestiers ont les mêmes droits que ceux qu'accorde au ministère public l'art. 319, C. I. C.; mais ils ne peuvent prendre la parole, après les conclusions du procureur de la République (art. 90, C. I. C.) pour présenter des moyens de preuves subsidiaires (2). — Cependant le tribunal peut écouter l'agent forestier, qui, n'étant obligé par aucune disposition à écrire ses conclusions (3), rectifie celles qu'il a d'abord développées comme irrégulières. — Les juges, pas plus que le ministère public, ne sont liés par les conclusions de l'agent forestier (4).

A l'audience, plusieurs incidents peuvent survenir pendant l'instruction. — Ils peuvent consister en nullités de formes présentées *in limine litis* ou en nullités tirées de l'inobservation de formalités, présentées en tout état de cause. — Pour les premiers

(1) Crim. cassat., 18 juillet 1828 (Bull., n° 212), 9 juillet 1836 (Bull., n° 226).

(2) Arr. Montpellier, 23 novembre 1840, Dalloz, tome XXV, 1849.

(3) Arr. Lyon, 11 août 1827.

(4) Crim. cassat., 22 mars 1810 (Bull., n° 43), 19 février 1825 (Bull., n° 27), 5 décembre 1833 (Bull., n° 488), 19 juin 1840 (Bull. nos 181-182), 6 mai 1847 (Bull., n° 95).

incidents, le tribunal doit statuer avant de continuer l'instruction; pour les seconds, il est libre d'agir comme pour les nullités *in limine litis*, ou de statuer sur le tout par un seul jugement.

Deux incidents, l'inscription de faux et l'exception préjudicielle de propriété ont une importance particulière en matière forestière, le tribunal étant obligé de surseoir à statuer sur la question correctionnelle, jusqu'à leur solution.

L'inscription de faux est soumise à des formalités indiquées par les articles 179 et 180, C. F.; elle ne peut se produire qu'*in limine litis*, avant toute instruction orale, et doit être faite au greffe par écrit. A l'audience, le tribunal doit examiner si l'inscription de faux est recevable et pertinente, car on ne doit admettre cette procédure que si toute autre voie est fermée au prévenu (1); puis il renvoie l'affaire à un délai limité entre 3 jours et 8 jours.

L'exception préjudicielle de l'article 182, C. F., est, malgré la loi spéciale de laquelle cet article fait partie, la seule disposition que citent les tribunaux correctionnels lorsqu'une exception préjudicielle de propriété est élevée devant eux, lorsqu'il y a lieu d'accorder un sursis jusqu'après décision des tribunaux civils. Pour que cette exception soit admise, il faut qu'elle soit fondée « soit sur un titre apparent, « soit sur des faits personnels au prévenu et par

(1) Mangin, *Traité des procès-verb.*, p. 111.

« lui articulés avec précision, et si le titre produit
« ou les faits articulés sont de nature, dans le cas
« où ils seraient reconnus par l'autorité compétente,
« à ôter au fait qui sert de base aux poursuites tout
« caractère de délit ou de contravention. » Le tribunal doit dès lors indiquer un renvoi à fins civiles pour un bref délai, dans lequel le prévenu qui a opposé l'exception doit justifier de ses diligences; sinon, il est passé outre à la condamnation (1).

Dans le cas d'un délit de chasse, l'exception tirée de l'existence d'un bail, portant adjudication du droit de chasse au profit du délinquant, ne constitue pas une exception fondée sur un *droit réel*, dans le sens de l'art. 182, C. F., et n'autorise pas dès lors les juges à surseoir à prononcer sur la prévention jusqu'à la décision des juges civils. Le tribunal correctionnel saisi doit statuer lui-même sur l'exception proposée (2).

Notre Code forestier présente une grave lacune au point de vue de la répression des infractions commises dans les bois des particuliers. Le procureur

(1) Crim. cassat., 12 mai 1853 (Bull., n° 160), 4 déc. 1857 (Bull., n° 390), 19 fév. 1858 (Bull., n° 60), 25 janvier 1861 (Bull., n° 23), 11 avril 1861 (Bull., n° 77), 14 février 1862 (Bull., n° 46), 23 janvier, 19 août 1864 (Bull., nos 24 et 229), 21 janvier, 11 février, 7 décembre et 29 décembre 1865 (Bull., nos 152, 35, 219, 234), 21 déc. 1867 (Bull., n° 267), 28 août 1873 (Bull., n° 243), 31 décembre 1874 (Bull., n° 320), 12 février 1876 (Bull., n° 48).

(2) Crim. cass., 5 avril 1866 (Bull., n° 91).

de la République ne poursuit pas d'office les contraventions et délits forestiers de l'espèce. Si notre loi de 1859 avait introduit en France l'exemption des droits de timbre et d'enregistrement comme cela existe dans le Code forestier belge (1), le ministère public aurait pu prendre, comme en Belgique, l'initiative de l'action répressive en matière forestière.

Il n'y a violation ni de la règle « *electa una via*, « *non datur recursus ad alteram* » ni de la maxime « *non bis in idem* » de la part du propriétaire du bois qui en même temps qu'il actionne un délinquant en police correctionnelle, introduit, devant le juge des référés, une demande tendant à faire ordonner les mesures nécessaires pour empêcher la continuation du délit, et à faire statuer provisoirement sur la disposition des bois abattus (2).

DEUXIÈME SECTION.

Extinction des actions publique et privée.

§ 1^{er}.

Transaction avant jugement.

La loi du 18 juin 1859 (3) modifiant l'article 159,

(1) Code forestier belge de 1852, promulgué le 20 décembre 1854.

(2) Crim. cassat., 24 juillet 1863 (Bull., n° 207).

(3) Cette loi a donné lieu à un décret du 21 décembre 1859, portant règlement d'administration publique, dont les articles 1 et 2 ont été abrogés par un décret du 22 décembre 1879.

C. F., décide que « l'administration des forêts est
« autorisée à transiger avant jugement définitif sur
« la poursuite des délits et des contraventions en
« matière forestière commis dans les bois soumis
« au régime forestier. »

Cette disposition a été adoptée à la suite d'une modification du Code forestier ayant pour effet de fortifier, dans les cas graves, la répression qui s'exerce dans les bois soumis au régime forestier. Il a paru convenable d'examiner si le système pénal ne comportait pas d'un autre côté certains adoucissements.

Avant la loi de 1859, l'autorité seule du Ministre des finances pouvait intervenir pour accorder des remises en modération d'amendes. — Le législateur a pensé que, sans affaiblir la protection due aux bois soumis au régime forestier, il était possible de rendre le système de répression plus simple, moins coûteux et quelquefois aussi moins sévère.

L'art. 171, C. F., en décidant que toutes les instances relatives à des délits commis dans des bois soumis au régime forestier seront portées devant les tribunaux correctionnels, et l'art. 170, C. F., en exigeant, à peine de nullité, l'enregistrement des procès-verbaux, ont donné lieu à des déplacements souvent onéreux et à un surcroît de frais. Il en résulte que dans la plupart des cas, pour les délits et contraventions de peu d'importance, les frais de justice dépassent le montant de l'amende et des répa-

rations civiles, et cela sans grand profit pour le Trésor et sans avantage pour les forêts. — Cette situation avait déjà préoccupé l'administration forestière et dès 1851, un rapport avait été présenté à l'Assemblée législative pour diminuer les frais dans les poursuites intentées pour délits commis dans les bois soumis au régime forestier. Le nombre des jugements rendus en faveur de l'administration forestière s'élevait en moyenne avant 1859 à 60,000. La nouvelle loi semblait donc nécessaire pour atténuer le montant des condamnations pour les délits peu graves, car beaucoup d'inculpés qui auraient pu payer une somme modique ne pouvaient payer les frais d'un procès et tombaient dans la catégorie des insolvable et bientôt après, dans celle des délinquants d'habitude.

L'art. 2044, C. C., définit *la transaction un contrat par lequel les parties terminent une contestation née ou une contestation à naître.*

En général, d'après l'art. 2046, C. C., on ne peut transiger que sur l'action civile qui résulte d'un délit, sans pouvoir entraver par une convention particulière l'action publique. Le droit de transaction que la loi de 1859 a accordé à l'administration forestière renferme le pouvoir de transiger sur l'action publique, et ce sont les agents forestiers qui sont appelés à l'exercer. — D'après l'importance des délits ou plus exactement d'après le montant de la transaction, la décision est laissée au ministre, au vice-

président du conseil d'administration ou aux conservateurs des forêts (1). Le décret du 26 août 1881, qui a rattaché les services d'Algérie à la métropole, a laissé dans les attributions du gouverneur général civil, toutes les transactions pour délits forestiers.

Lorsqu'une transaction a été accordée par l'autorité compétente, la décision est signifiée sans retard aux intéressés qui doivent en payer le montant dans un délai, qui est en général très court. Cette notification ne suffit pas pour interrompre la prescription de l'action. Il est donc nécessaire que, dans le cas où le délinquant ne s'acquitterait pas de la somme fixée par la décision, l'administration puisse encore intenter contre lui des poursuites correctionnelles pour arriver à la répression du délit.

Le droit de transaction avant jugement est absolu et peut aussi bien s'appliquer aux délits qui entraîneraient des peines d'emprisonnement qu'à ceux qui n'aboutiraient qu'à des condamnations pécuniaires.

1° Il faut que *le jugement ne soit pas définitif* : nous verrons en effet que la loi de 1859 a accordé à l'administration, outre le droit général de transaction avant jugement, un droit de transaction après jugement, restreint aux peines en argent. Les mots du texte « avant jugement définitif » expriment que l'administration peut transiger sur les peines cor-

(1) Décret du 21 déc. 1859, modifié par celui du 22 déc. 1879.

porelles (prison, confiscation) jusqu'à ce que le jugement soit définitif.

2° Il faut que le *délit soit commis dans les bois soumis au régime forestier* : de cette disposition il résulte que l'administration ne peut pas transiger sur les délits, commis dans les bois des particuliers, qu'elle est cependant chargée de réprimer, c'est-à-dire sur les délits de défrichement sans déclaration préalable (Tit. XV, C. F.).

3° Enfin il faut que le délit soit un *délit en matière forestière*. Ces mots de notre article ont donné lieu à une importante controverse pour les transactions sur délits de chasse commis dans les bois soumis au régime forestier.

L'administration forestière peut transiger avant jugement pour tous les délits de chasse commis dans les bois soumis au régime forestier. En effet, un arrêté du 28 vendémiaire an V a classé comme *délits forestiers* tous les délits de chasse *sans distinction*, commis dans les bois soumis au régime forestier et le droit de l'administration de poursuivre les délits de l'espèce ne souffre aucune exception. — Ces principes sont consacrés par de nombreuses décisions judiciaires (1). Or du droit de poursuite découle nécessairement le droit de transaction ; ces deux droits sont essentiellement corrélatifs et celui

(1) Crim. Cassation, 5 novembre 1829 (Bull., n° 247), 9 janvier 1846 (Bull., n° 14), et 7 septembre 1849 (Bull., n° 235), et 21 août 1852 (Bull., n° 293).

de transiger ne saurait dès lors être contesté à l'administration, là où celle-ci est autorisée à poursuivre. C'est du reste ce qu'a décidé le conseil d'État le 22 novembre 1860, et l'administration par la circulaire n° 801 du 12 mars 1861. — La faculté de transiger sur les délits de chasse doit être considérée comme pleinement acquise à l'administration et ne s'étendant pas moins à ceux qui intéressent l'ordre public qu'à ceux qui constituent seulement une atteinte à l'intégrité de la propriété.

Ce système au surplus a été formellement admis par l'arrêt de la Cour de cassation du 2 août 1867 (1), dont le troisième considérant reconnaît, en termes généraux et exclusifs de toute exception, que le droit de transaction établi par l'art. 159, C. F. (modifié par la loi de 1859) : « Doit s'étendre aux délits de chasse
« dans les bois soumis au régime forestier, comme
« aux autres délits forestiers, puisque ces délits de
« chasse sont réputés également constituer des dé-
« lits en matière forestière. »

A plusieurs reprises, le ministère public a contesté le droit de transaction à l'administration forestière et certains tribunaux ont condamné les délinquants en matière de chasse même après qu'ils avaient payé une transaction. Ils raisonnaient ainsi : sans doute le délit de chasse commis dans un bois participe du délit forestier, en ce qu'il cause un dommage au

(1) Dalloz, *Périod.*, 67, I, p. 93.

bois sur le sol duquel il est accompli ; mais cette considération ne saurait lui enlever son caractère de délit de droit commun, intéressant l'ordre public (1). La doctrine de l'administration ne tendrait à rien moins qu'à substituer dans la plupart des cas, une répression pécuniaire aux peines corporelles que la loi du 3 mai 1844 a édictées pour des délits présentant une certaine gravité, et elle irait ainsi contre le but de protection et de défense du sol forestier, que s'est toujours proposé le législateur. M. Dalloz lui-même a soutenu cette opinion en ces termes : « Il a
« été jugé, contrairement à la solution admise dans
« l'avis du conseil d'État du 26 nov. 1860, que la fa-
« culté de transiger sus-énoncée ne concerne que
« les délits forestiers proprement dits, mais non les
« délits de chasse, commis dans les bois, pour la
« poursuite desquels l'administration des forêts est
« exceptionnellement recevable à exercer l'action
« publique (Tribunal de Châtillon-sur-Seine du
« 5 juillet 1880) et nous persistons à considérer
« cette décision comme seule conforme aux prin-
« cipes de la matière (2). »

Un arrêt de la Cour de cassation du 24 décembre 1868 (3) a tranché la question et décidé que le

(1) Réquisitoire de M. Millevoye, procureur général à Rouen en 1866.

(2) Dalloz, *Jurisprudence générale*, 61, II, p. 62.

(3) Dalloz, *Périod.*, 68, I, 209 (Bull., n° 257).

droit, qu'a l'administration des forêts de transiger avant jugement sur la poursuite des délits et contraventions en matière forestière, s'applique aux délits de chasse commis dans les bois soumis au régime forestier, comme aux délits forestiers proprement dits, et que l'usage qui est fait de ce droit éteint l'action publique.

L'arrêt ajoute qu'il en est ainsi même en ce qui concerne ceux des délits de chasse dont la répression intéresse l'ordre public plus que l'intérêt particulier du propriétaire de la forêt, tels que le délit de chasse en temps et avec engins prohibés.—L'administration a donc le droit de transiger sur les poursuites intentées en réparation de tout délit de chasse. — Il faut cependant observer que le montant de la transaction dans ce cas ne doit jamais être inférieur au montant des frais augmentés de la prime du garde (Règlement. M. F., 26 décembre 1865).

A quel moment peut intervenir la transaction ?

La transaction peut être opposée par l'administration forestière en tout état de cause et désarme, par le fait même, le ministère public de toutes poursuites.

Les mots du texte de la loi *avant jugement définitif* prouvent surabondamment cette théorie admise du reste aujourd'hui sans contestation. — Le fait délictueux étant dès lors effacé ne pourrait plus non seulement donner naissance à une action répressive, mais encore justifier une demande en application des peines de la récidive au délinquant. C'est en quel-

que sorte une amnistie individuelle. — Le tribunal est dessaisi et ne pourrait plus condamner comme il lui est loisible de le faire après désistement du ministère public.

L'art. 4 de l'arrêté ministériel du 30 janvier 1860 déclare *non avenue toute offre de transaction faite avant la signification du procès-verbal, lorsque cette offre n'a pas été acceptée et la transaction exécutée dans les trente jours*. Dès lors le délinquant peut être l'objet de poursuites devant les tribunaux répressifs.

§ II.

Prescription de l'action.

Dans le cas de contraventions ou délits commis en matière forestière, deux hypothèses distinctes, au point de vue du délai pour intenter l'action, peuvent se présenter.

Lorsque les délits ou contraventions ont été constatés par procès-verbal, l'article 185, C. F., renferme un délai spécial de prescription; ce délai est de trois ou six mois, à partir de la contravention, selon que le nom des délinquants est énoncé ou non dans l'acte, base des poursuites.

Dans le cas, au contraire, où les délits et contraventions n'ont pas été constatés par procès-verbal, il n'y a plus de prescription particulière; la disposition exceptionnelle de l'art. 185 n'est plus applicable, les

principes de droit commun reparaissent et il y a lieu de les appliquer, d'après les règles contenues dans les articles 637, 738, et 640, C. I. C. — Il en est de même lorsque le procès-verbal a été invalidé (1).

Cette distinction ressort d'une manière positive de la teneur de l'article 185 du Code forestier. Il est facile de se rendre compte des motifs sur lesquels elle repose. Lorsqu'un délit a été constaté par procès-verbal, il n'y a pas de raison pour ajourner les poursuites : les retards n'auraient d'autre résultat que de rendre les moyens de preuve plus difficiles et de diminuer l'action de la justice en la ralentissant. C'est pour hâter l'exercice de l'action, que la loi a fixé un délai de prescription plus court qu'en droit commun. Dans le cas où il n'y a pas de constatation par procès-verbal, les motifs d'une prescription plus courte que la prescription ordinaire n'existent pas. En général, rien ne prouve que les agents ou préposés ont connu le délit et qu'ils ont pu le poursuivre. Au cas même où ce point de fait toujours difficile à établir, serait constant, l'administration ne peut se trouver en quelque sorte à la discrétion de ses agents ou préposés : si ceux-ci ne constatent pas des délits, elle ne doit pas être victime de leur coupable abstention. Elle doit donc pouvoir invoquer

(1) Arrêts de cassat., 15 décembre 1849 (Bull., n° 346), — 24 mai 1850 (Bull., n° 171), — 13 juin 1871, Jugement du trib. correct. de Lunéville, *Répert. de législation forest.*, tome V, 1873, p. 83.

alors le bénéfice du droit commun: sinon la prescription en matière forestière serait toujours plus courte qu'en matière ordinaire, ce qui serait contraire aux termes de l'article 185 et à l'esprit général de la loi forestière.

A ces motifs on peut ajouter un nouvel argument: il arrive souvent qu'un procès-verbal n'est pas clos le jour même où il a été ouvert. Dans ce cas, la doctrine (1) et la jurisprudence (2) admettent que le délai de prescription pour agir court non de la date de l'ouverture mais de la clôture de l'acte; entre ces deux époques, il peut s'écouler six, huit, dix mois et plus. Malgré ce long intervalle de temps, la clôture est valablement faite; on ne dit pas alors que la prescription est acquise, et cependant le commencement du procès-verbal, l'ouverture de l'acte atteste que les préposés ont eu connaissance du délit. Si, dans ce cas, la prescription fixée par l'art. 185 ne court pas du jour de l'ouverture du procès-verbal, on ne peut admettre que la seule connaissance du fait, qui n'est même pas attesté par un commencement de procès-verbal, puisse faire courir cette prescription spéciale et entraîner une dérogation aux principes de droit commun.

(1) Mangin, *Traité de l'action publique*, n° 332; Le Sellyer, *Droit criminel*, n° 2360 et suiv.; Meaume, n° 1315.

(2) Cassat., 19 mars 1818 (Bull., n° 34), 20 octobre 1832 (Bull., n° 428).

Ce système a été admis par plusieurs arrêts de la Cour de cassation (1).

Les actes d'instruction et de poursuite dirigés par l'administration forestière interrompent la prescription de l'action. Que le délit ait été constaté ou non par un procès-verbal, le nouveau délai de prescription qui court depuis l'acte interruptif est toujours le délai de droit commun : 1 an pour les contraventions; 3 ans pour les délits. Cette opinion admise par un grand nombre d'arrêts de la Cour d'appel et de la Cour de cassation ainsi que par la doctrine (2) repose sur ce qu'avant la publication du nouveau Code et par arrêt du 6 février 1824, la Cour de cassation avait décidé que la prescription *par trois mois* ne s'étendait pas au cas où, l'action ayant été intentée *dans ce délai*, il y avait eu interruption de poursuites, et que l'action n'était prescrite que par trois ans conformément à l'art. 638, C. I. C. On soutient que la même décision doit être rendue sous l'empire de la loi nouvelle, après la question posée par M. de Chantereyne à ce sujet, lors de la discussion à la Chambre des députés le 6 avril 1827, question à laquelle M. de Martignac répondit qu'il fallait se reporter à « *l'art. 187 du projet de loi* » qui renvoie

(1) Crim. cassat., 31 août 1850 (Bull., n° 287), 28 août 1851 (Bull., n° 356).

(2) Mangin, *Act. publ.*, tome II, p. 217, n° 358. — Coin-Delisle et Frédéric, tome II, p. 183. — Meaume, tome II, n° 1319, p. 862.

à l'application des dispositions du Code d'Instruction criminelle.

L'art. 187, C. F., à notre avis, est loin de trancher la difficulté. Cet article, à la vérité, renvoie aux dispositions du Code d'Instruction criminelle, pour les cas non modifiés par la loi spéciale. Mais ne pourrait-on pas dire que, dans cet article, il ne peut être question de la prescription, laquelle est réglée par les deux articles précédents? Les art. 638 et suiv. du Code d'Instruction criminelle règlent à trois ans pour les délits et à une année pour les contraventions la prescription, à dater des dernières poursuites, dans le cas où il en aurait été fait dans l'intervalle; c'est par suite de cette règle que l'interruption fait courir une nouvelle prescription sans pouvoir donner à l'action une plus longue durée que celle qui lui appartenait par sa nature et qui était déterminée par la loi. Ne pourrait-on pas dire que puisque l'article 185, C. F., réduit à trois ou six mois le délai de la prescription des délits forestiers il en résulte que l'interruption ne peut avoir d'autre effet que celui de faire courir un nouveau délai semblable (1)? Des arrêts ont jugé conformément à cette opinion (2); malgré ces décisions, nous croyons qu'il y a lieu d'adopter le premier système, sanctionné par

(1) Curasson, *Code forestier*, tome II, p. 456.

(2) Cour de Paris, 9 mai 1826. — Cour d'Orléans, 20 nov. 1840. (Pal. 2, 1, 1841, p. 33).

la Cour suprême (1) sans exception et par les auteurs les plus autorisés. — Pour réfuter l'argument fondamental de la seconde théorie, nous dirons que l'article 185 du Code forestier se rapporte au délai de prescription purement et simplement, sans innover rien pour l'interruption. Or, l'art. 187 renvoie au Code d'Instruction criminelle pour régler cette dernière; les délais qui naîtront, à la suite de l'interruption, seront donc comme en droit commun : trois ans pour les délits, un an pour les contraventions.

La prescription est interrompue : 1° Par la citation signifiée en vertu des articles 145 et 182, C. I. C.; 2° Par tout acte de poursuite portant sur le délit forestier ou même sur une infraction connexe. Les actes de poursuite dirigés par l'administration forestière devant un juge incompétent *ratione personæ* ont-ils pour effet d'interrompre la prescription? En matière criminelle, la validité des actes faits devant un tribunal incompétent varie suivant les circonstances. Ces actes sont entachés d'une nullité radicale, si le tribunal saisi ou le fonctionnaire qui a dirigé les poursuites se trouve incompétent, en raison du lieu dans lequel le fait a été accompli *ratione loci*. Ils sont au contraire valables, si l'incompétence ne provient que de la qualité du prévenu *ratione personæ*. Cette doctrine a été consacrée par des

(1) Crim. cassat., 6 février 1824 (Bull., n° 23), 6 février, 7 et 8 mai 1830 (Bull., nos 38 et 128), 22 mai 1840 (Bull., n° 142), 16 août 1844 (Bull., n° 293), 17 mars 1866 (Bull., n° 76).

arrêts de la Cour de cassation (1). La jurisprudence décide aussi que la prescription est interrompue par des actes d'instruction et de poursuite dirigés devant un juge incompétent; la Cour de cassation a jugé que la prescription était interrompue par des actes de poursuite ou d'instruction dirigés par l'administration forestière devant un juge incompétent *ratione personæ*, parce qu'ils établissent légalement que l'action de la justice a été mise en exercice (2). D'après un arrêt de cassation du 5 mai 1865, la prescription est interrompue par ces actes à l'égard même des personnes qui n'y seraient pas impliquées (Bull. n° 106).

Lorsqu'un jugement correctionnel a été frappé d'appel, il suffit pour que la prescription de l'action soit acquise, qu'il se soit écoulé trois ans depuis cet appel, sans qu'il ait été fait dans l'intervalle aucun acte d'instruction et de poursuite; le jugement, en pareil cas, ne peut être considéré que comme un des actes de la poursuite, dont le dernier est aux termes de l'article 637, C. I. C., le point de départ de la prescription. La prescription de cinq ans, relative à la peine, n'est substituée à celle de trois ans que dans

(1) Crim. cassat. 18 janvier 1822 (Bull., n° 12), 3 avril 1862 (Bull., n° 101), 14 avril 1864 (Bull., n° 95), 27 février 1865 (Bull., n° 51).

(2) Crim. cassat., 10 mai 1838 (Bull., n° 123), 5 juin 1841 (Bull., n° 170), 28 août 1868 (Bull., n° 202).

le cas où le jugement n'est pas frappé d'appel (1).

La loi associe la prescription de l'action civile à celle de l'action publique. Il a semblé immoral et répugnant pour la conscience de permettre la constatation civile d'un fait coupable et d'en autoriser la répression par voie de justice, alors que la société est désarmée et impuissante à punir.

Il en résulte aussi que la prescription de l'action publique et de l'action civile sera aussi bien interrompue par les actes de poursuite, soit en matière criminelle, soit en réclamation de dommages-intérêts, devant le tribunal correctionnel ou devant le tribunal de simple police. Mais nous croyons qu'il n'en est plus de même, quand la partie lésée a formé sa demande en dommages-intérêts, devant le tribunal civil; car alors le ministère public ne pourrait plus figurer comme partie jointe : et on opposerait en vain que, d'après la doctrine énoncée par Merlin et rapportée plus haut, les actions publique et civile ne peuvent coexister l'une sous l'autre. Ce principe ne doit pas être appliqué si strictement, car dans plusieurs circonstances, l'action privée peut s'éteindre l'action publique subsistant; c'est ce qui arrive dans le cas d'appel de l'article 202, C. I. C., de pourvoi de l'article 412, C. I. C., et de transaction de la partie lésée. — Cette solution intéresse vivement les parti-

(1) Crim. cassat. 18 janv. 1822 (D, P. 22, I, 70), 16 août 1844 (Bull., n° 293), 28 novembre 1857 (Bull., n° 384).

culiers dans les bois desquels ont été commis des délits (1).

Lorsqu'un délit forestier a été commis par plusieurs individus, la citation signifiée à l'un des délinquants ou les poursuites exercées contre lui, suffisent pour interrompre la prescription à l'égard de tous.

Il y a des actes qui ont pour effet non seulement d'interrompre une prescription commencée, mais encore d'en suspendre le cours pendant un certain temps. Ces actes sont ceux dont la conséquence est de mettre la partie poursuivante dans l'impossibilité d'agir, d'après M. Meaume (2). Tels seraient : 1^o la demande en autorisation pour poursuivre les officiers de police judiciaire qui auraient commis des délits ; 2^o l'admission d'une exception préjudicielle de propriété.

La première question se présente non-seulement à l'égard des agents ou préposés de l'administration forestière coupables de délits, mais encore relativement à tout officier de police judiciaire, ou à tout membre de la Chambre des députés ou du Sénat qui aurait commis une infraction à la loi forestière. Par arrêt du 13 avril 1810, la Cour de cassation a décidé que les prescriptions et les déchéances ne peuvent courir *contre ceux qui ne peuvent agir* et que les

(1) Mangin, *Traité de l'act. publ.*, nos 351-353 et 364 ; Curasson, *Code forestier*, tome II, p. 452-453 ; Le Sellyer, *Droit criminel*, n^o 2245.

(2) M. Meaume, tome II, p. 870, n^o 1320.

empêchements de droit *étant toujours une exception suffisante pour le défaut d'action dans le délai déterminé par la loi qui en règle l'exercice*, l'administration qui avait fait dresser, à la date du 28 novembre 1807, un procès-verbal contre des maires prévenus de délits forestiers dans l'exercice de leurs fonctions, avait pu intenter son action le 30 septembre 1809, attendu que le décret d'autorisation, obtenu le 7 juillet 1809, n'était parvenu à l'inspecteur que le 13 septembre suivant. Le système que consacre cette décision est adopté par la plupart des auteurs (1).

M. Curasson (2) a soutenu que la maxime *contra non valentem agere currit præscriptio* n'est pas plus applicable en notre matière qu'elle ne l'est pour toute question criminelle. — En effet, la prescription de l'action civile, née d'un délit, court comme celle de l'action publique, même dans le cas où la réparation est due à un mineur. La prescription n'est donc pas suspendue; mais elle n'est pas davantage interrompue par la demande d'autorisation qui ne constitue pas en elle-même un acte de poursuite. Il faut de plus une citation pour amener l'interruption de prescription. En outre le gouvernement qui poursuit doit donner l'autorisation et ne peut par conséquent pro-

(1) Legraverend, tome I, p. 88; Mangin, *Act. publ.*, tome II, p. 176, n° 336; Le Sellyer, *Droit crim.*, n° 2284.

(2) Curasson, *Code forestier*, p. 458.

roger le délai fixé par la loi et enlever ainsi le bénéfice de la prescription par sa négligence à répondre aux demandes de ses agents. — Cette théorie, malgré sa rigueur, nous semble plus conforme à l'esprit de nos lois pénales que la première.

Quant à l'effet de l'exception préjudicielle sur la prescription, nous croyons avec toute la doctrine qu'elle l'interrompt et qu'elle la suspend. C'est un effet tout-à-fait spécial à l'article 182, C. F., effet que la jurisprudence a reconnu formellement à diverses reprises (1); mais au point de vue de la rigueur des principes, la prescription devrait être seulement interrompue.

La prescription, en matière forestière, peut être opposée en tout état de cause, et la renonciation du prévenu au bénéfice de la prescription acquise ne peut être admise que devant le tribunal civil (2).

Le calcul du temps fixé pour la prescription, trois ou six mois, par l'article 185, C. F., doit être fait de quantième à quantième. Le *dies a quo* ne doit pas être compris dans le délai et toute demande formée pendant le courant de cette dernière journée est valable. Ainsi par procès-verbal clos le 15 octobre 1881, un garde a constaté un délit commis par un individu connu; le propriétaire de la forêt ou l'agent de l'administration peuvent n'a-

(1) Arr. cassat., 10 avril 1835 (Bull., n° 136).

(2) Curasson, tome II, p. 461.

voir lancé leur citation que le 15 janvier 1882 (1).

La prescription en matière forestière n'est pas toujours de 3 ou 6 mois; en effet deux exceptions sont mentionnées par la loi de 1827 : la première, relative aux marchands de bois (art. 185, § 2) ; la seconde, touchant les délits commis par des agents ou gardes dans leurs fonctions.

Sur la première question deux systèmes ont été émis.

PREMIER SYSTÈME. — *Les adjudicataires ne sont libérés que par leur décharge.* — Le second paragraphe de l'article 185, C. F., déroge au premier; dès lors les marchands de bois, contre lesquels il aura été constaté un délit, ne seront pas admis à bénéficier des prescriptions de 3 et 6 mois et ne pourront invoquer que leur décharge (2).

DEUXIÈME SYSTÈME. — *Le § 2 de l'art. 185, C. F., ne fait que rappeler les formes spéciales relatives à la constatation et à la poursuite des délits d'exploitation.* — *Les prescriptions de l'article 185, § 1, sont donc applicables aux délits commis par les marchands de bois.* — La prescription peut courir contre un adjudicataire à l'égard d'un délit

(1) Question très controversée. — Crim. cassat., 2 février 1865 (Bull., n° 23).

(2) Curasson, tome II, p. 446. — Mangin, *Act. publ.*, tome II, p. 132, n° 299. — Le Sellyer, *Dr. crim.*, n° 2353.

non poursuivi dans les trois mois de la clôture du procès-verbal, bien que la décharge n'ait pas été obtenue. Mais l'adjudicataire ne peut invoquer cette courte prescription, si en vertu de l'article 44, C. F., l'administration a fait prononcer le sursis fondé sur l'insuffisance du procès-verbal pour constater le délit au moment du récolement ou bien encore si, conformément à l'art. 50, le procès-verbal avait été déféré au conseil de préfecture (1). Ce système, approuvé par la Cour de cassation (2), nous semble le meilleur.

S'il n'y a pas eu de procès-verbal dressé pour constater le délit, le premier système est alors absolument vrai; l'adjudicataire n'est libéré que par sa décharge.

L'art. 186, C. F., décide formellement que les délais de prescription à l'égard des infractions à la loi commises par les agents préposés ou gardes de l'administration forestière ou leurs complices seront les mêmes que ceux du Code d'instruction criminelle. Nous croyons avec M. Curasson que les gardes particuliers seront soumis à la même loi.

Le cours de la prescription doit être suspendu lorsque les empêchements dont excipe la partie lésée sont d'un caractère tel qu'ils constituent un cas

(1) Coin-Delisle et Frédéric, *Code forest.*, tome II, p. 187-188.
— M. Meaume, tome II, p. 860 et 861.

(2) Cassat., 14 janvier 1836 (Bull., n° 14).

de force majeure, d'une nature toute particulière : dans le cas spécial où le cours de toute justice est radicalement arrêté par la volonté expresse d'une puissance étrangère qui, occupant le territoire, y substitue son autorité à celle du gouvernement national (1).

§ III.

Abandon de poursuite.

En vertu d'une décision ministérielle du 3 février 1858, les conservateurs sont autorisés à laisser sans suite les procès-verbaux constatant des délits ou des contraventions qui ne leur paraissent pas d'une gravité suffisante, pour exiger le recours de la justice. Outre cette faculté d'abandon avant toute poursuite, les agents forestiers ont encore le pouvoir d'arrêter avant le jugement définitif, l'effet de la loi pénale en accordant ou en proposant une transaction au délinquant.

Le ministère public ne peut ni se désister des actions, ni acquiescer aux jugements : les agents forestiers ne peuvent pas acquiescer aux jugements ; mais ils ont le droit de se désister en appel, avec l'autorisation du chef de l'administration centrale. (art. 183, C. F.).

(1) Trib. de Lunéville, 13 juin 1871. Briot, *Répert. de législat. for.*, tome V, 1870-1873, p. 83.

Les agents forestiers faisant fonctions de ministère public peuvent-ils se désister et dessaisir le tribunal en première instance ?

PREMIER SYSTÈME. — *Ils ne le peuvent pas sans l'autorisation du chef de l'administration centrale des forêts.* — En effet la loi a accordé au chef de l'administration le droit de désistement en appel : les motifs qui font refuser ce pouvoir aux agents, dans le cas de l'article 183, subsistent en première instance. Il y a donc lieu de décider que les agents forestiers ne pourront ni se désister, ni dessaisir le tribunal sans autorisation spéciale (1).

DEUXIÈME SYSTÈME. — *Ils le peuvent sans autorisation.* — L'art. 183 a fixé sous quelles conditions le désistement pouvait avoir lieu en appel ; le silence de la loi, en ce qui concerne le désistement en première instance, ne peut s'interpréter que dans le sens de la suppression des formalités qu'elle a établies pour le désistement en appel.

Ce dernier système est suivi en pratique sans qu'aucune contestation se soit élevée.

Il est du reste bien évident qu'on ne peut refuser à l'administration le droit de se désister en première instance par le seul fait que l'art. 183 règle seulement le désistement en appel (2).

(1) Dalloz, *Forêts*, tome XXV, 1849, p. 207.

(2) M. Meaume, *Comment.*, n° 1131, tome II, p. 604, 1845.

Les délits commis dans un bois soumis au régime forestier jouissent seuls du bénéfice de la transaction ; le défrichement fait par un particulier dans son bois, sans déclaration préalable, est donc passible des peines de l'art. 219, sans que l'administration puisse les atténuer par les dispositions favorables de la loi de 1859. (Avis du Conseil d'État 26 novembre 1860). Il appartient au ministre de décider s'il y a lieu d'abandonner les poursuites commencées et de faire remise d'une partie de l'amende qui aurait été prononcée par le tribunal, au cas où l'affaire aurait été jugée.

§ IV.

Chose jugée.

L'autorité de la chose jugée est encore une cause d'extinction de l'action publique ; mais pour cela, il faut qu'il y ait identité de personne et identité de fait et que la contradiction existant résulte des dispositifs de deux jugements ayant un caractère définitif (1).

Ces règles sont tellement strictes qu'en matière criminelle une femme, acquittée à la suite d'une accusation d'infanticide, peut être traduite en justice et condamnée sous l'inculpation d'homicide involontaire : et cette femme sera condamnée très-valablement, car il n'y a pas d'identité de fait.

(1) Crim. cass., 24 juillet 1863 (Bull., n° 207).

De même, en matière forestière, un individu poursuivi pour avoir coupé des bruyères et acquitté par application de l'article 192, C. F., peut être ensuite condamné en vertu de l'article 144, C. F.— M. Faustin-Hélie reconnaît l'autorité de la chose jugée dans les trois hypothèses suivantes : 1^o si les faits poursuivis ne sont que des circonstances accessoires du fait déjà jugé; 2^o s'ils sont la reproduction simultanée, antérieure à la première poursuite, d'un même délit; 3^o s'ils forment un des éléments indivisibles de ce premier délit. Le moyen de la chose jugée ne peut pas être proposé pour la première fois devant la Cour de cassation (1).

§ V.

Mort du prévenu.

L'action publique s'éteint par la mort du prévenu. « Quand il n'y a point d'accusé, dit Ayrault, il n'y a point d'accusation ni d'accusateurs. » L'ancienne jurisprudence dérogeait à ce principe et autorisait le mémoire contre l'accusé dans les crimes de lèse-majesté divine ou humaine, de suicide et de rébellion violente suivie de mort. Dans notre législation, la mort de l'accusé, survenue avant que la condamnation ait acquis l'autorité de la chose jugée, met fin à toute procédure; mais l'action subsiste contre les

(1) Civ. cassat., 28 mai 1873 (Bull., n^o 71).

coauteurs ou complices (1), comme nous le verrons plus tard.

Cette règle générale de notre droit pénal s'applique aussi bien en matière forestière que pour toute autre action publique.

§ VI.

De l'amnistie.

L'amnistie peut encore éteindre l'action publique; car c'est un acte de faveur de celui qui est au pouvoir, acte par lequel il met à néant les faits accomplis. Elle diffère de la grâce en ce que cette dernière est toujours spéciale et n'arrive qu'après une condamnation, dont elle libère sans effacer le délit. Au contraire, l'amnistie peut s'appliquer aussi bien aux infractions à la loi déjà jugées qu'à celles qui n'ont pas encore été soumises aux tribunaux. Elle est exécutoire, le jour du décret, dans toute la France, et détruit radicalement l'action publique. — Malgré cela, la poursuite pour obtenir des dommages-intérêts peut toujours avoir lieu. — Remarquons que l'amnistie des délits forestiers ne s'applique pas aux délits des adjudicataires qui sont, d'après la Cour de cassation, le résultat d'une fraude à un contrat (2).

Depuis 1869, aucune amnistie n'a été accordée en

(1) Richard-Maisonneuve, *op. cit.*, p. 128.

(2) M. Meaume, *Comment. Code forest.*, tome II, p. 596.

matière forestière; le Ministre de l'Agriculture a accordé une remise d'amende générale, c'est-à-dire des transactions à tous ceux qui en avaient fait la demande, à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet 1880. — Nous croyons intéressant d'indiquer par un tableau d'ensemble le nombre des amnisties accordées depuis l'avènement de Napoléon I^{er}, avec les motifs de ces faveurs (1). Rien ne nous porte aujourd'hui à désirer une amnistie en matière forestière; les délits ont diminué considérablement, la loi de 1859 donne la faculté aux agents forestiers de transiger avant et après jugement. Comme on peut le voir dans le tableau que nous présentons relativement aux dix années de 1866 à 1875 (2), l'administration consent en faveur de presque tous les délinquants des transactions avant ou après jugement, qui atténuent bien plus équitablement les rigueurs de la loi qu'une amnistie qui absoudrait les délinquants d'habitude, indignes de la faveur d'une transaction, comme ceux qui en sont dignes.

(1) V. à la fin, Appendice, note 1.

(2) V. à la fin, Appendice, note 2.

TROISIÈME SECTION.

Voies de recours.

§ 1^{er}.

Opposition.

L'opposition repose sur le principe que *nul ne peut être condamné sans avoir été entendu*, et peut s'exercer dans toutes les juridictions, tout en tenant compte de l'adage : *Opposition sur opposition ne vaut*. Le prévenu qui ne comparaît pas ou qui, en comparaisant, refuse de se défendre, est jugé par défaut. Le délai d'opposition qui est de cinq jours depuis la signification du jugement, outre un jour par cinq myriamètres, suspend l'exécution d'après le Code d'instruction criminelle (art. 187 et 188). Le Code forestier n'ayant pris aucune disposition particulière en cette matière, les règles du droit commun sont applicables conformément à l'art. 187, C. F. D'où il suit que, *si la signification n'a pas été faite à personne ou s'il ne résulte pas d'actes d'exécution du jugement que le prévenu en a eu connaissance, l'opposition sera recevable jusqu'à l'expiration des délais de la prescription de la peine*. Ainsi l'a fixé la loi du 27 juin 1866. Nous n'examinerons, en cette matière, que les points sur lesquels diffère l'opposition en matière pénale

générale de l'opposition en matière forestière. En matière forestière, il suffit que la copie signifiée contienne un simple extrait du jugement par défaut (art. 209, C. F.), et cette signification est faite par un garde (art. 173, C. F.), lorsqu'il s'agit de délits commis dans un bois soumis au régime forestier et poursuivis par l'administration.

La signification de l'opposition doit toujours être faite dans des délais à la partie civile, et par conséquent à l'administration forestière, qui a cette qualité dans toutes les affaires qu'elle poursuit devant le tribunal correctionnel (1) : l'administration forestière est représentée par l'agent forestier qui a conclu, contre le prévenu, aux condamnations prononcées par le jugement. Lorsque cet agent n'habite pas la ville où siège le tribunal, les actes de citation contiennent ordinairement élection de domicile dans cette ville. A défaut de cette élection de domicile, l'opposant se trouve dispensé de signifier cette opposition au représentant de l'administration forestière; mais dans aucun cas, il n'est dispensé de signifier son opposition au procureur impérial, alors même que la poursuite n'aurait eu lieu qu'à la requête de l'administration forestière (2).

La condamnation aux dépens est facultative, depuis la loi du 27 juin 1866. L'opposition entraîne

(1) Arr. Nîmes, 14 juin 1860, *Revue forest.*, tome I, n° 5.

(2) Arr. Aix, 24 juin 1869. Rancurel, *Répert. législat. forest.*, tome IV, p. 370.

aussi, de droit, citation à la première audience, c'est-à-dire à celle qui suit les trois jours francs qui doivent séparer la citation de l'audience, le tribunal pouvant du reste remettre à la première audience forestière l'examen de l'affaire (1).

§ II.

Appel.

En matière forestière, l'appel a lieu, comme en droit commun, sauf en ce qui concerne les poursuites intentées par l'administration des forêts, en faveur desquelles le Code de 1827 a édicté les art. 183 et 184. — En dehors des règles spéciales de ces deux dispositions, l'appel est régi par les articles 199 à 216, C. I. C., auxquels renvoie l'art. 187 du Code forestier.

L'article 183, C. F., décide que *les agents de l'administration des forêts peuvent en son nom interjeter appel des jugements et se pourvoir contre les arrêts et jugements en dernier ressort*; du reste, l'art. 202, C. I. C., en énumérant les personnes capables d'appeler, mentionne l'administration forestière. Le ministère public et les agents forestiers ont pour les appels les mêmes droits que pour l'exercice des poursuites correctionnelles. — Chacun de ces fonctionnaires jouit à cet égard d'un droit personnel

(1) M. Meaume, *Jurisprud. forest.*, p. 189.

distinct et principal; c'est-à-dire que l'inaction de l'un ne nuit pas au droit d'appel de l'autre et que chacun d'eux peut agir isolément, sans être gêné ou paralysé par le silence de l'autre (art. 184, C. F.). Si le ministère public a fait appel au nom de l'administration des forêts, celle-ci peut s'approprier l'appel qui doit lui profiter, quand elle se présente pour le soutenir (1).

Le délai d'appel est de *dix jours* depuis le prononcé du jugement, s'il est contradictoire; et depuis la signification, s'il est par défaut : outre, en ce dernier cas, un jour par trois myriamètres. Le délai d'appel est suspensif de l'exécution.

Par exception, le procureur général, ayant besoin d'étudier l'affaire pour se déterminer, exerce le droit d'appel pendant *un ou deux mois*. L'art. 205, C. I. C., porte en effet que le « procureur devra notifier son « recours soit au prévenu, soit à la partie responsable dans les *deux mois à compter du jour de « la prononciation du jugement* ou si le jugement « lui a été légalement notifié par l'une des parties « *dans le mois du jour de cette notification*, sinon « il sera déchu. » De ce que nous avons dit sur l'assimilation des agents forestiers au ministère public, résulte que l'appel, interjeté dans ce délai par le procureur général, peut profiter à l'administration, comme si elle l'avait fait elle-même (2). Cependant

(1) Crim. cass., 27 janvier 1837 (Bull., n° 34).

(2) M. Puton, *Législation*, p. 19.

l'administration ne pourrait pas appeler des jugements rendus en matière forestière, sur la poursuite du ministère public seul; car il faut nécessairement, pour interjeter appel, avoir été partie au jugement. L'intervention de l'administration est facultative; celle du ministère public est forcée.

On peut appeler de tout jugement définitif rendu par un tribunal correctionnel, quand même l'infraction à la loi ne serait qu'une contravention, dont une loi spéciale aurait attribué la connaissance aux tribunaux correctionnels (1). — Les jugements qui décident de la compétence sont toujours susceptibles d'appel : il en est de même des jugements d'instruction interlocutoire, c'est-à-dire de ceux qui préjugent le fond (art. 452, C. P. C.).

L'appel est formé par l'agent forestier qui a exercé les poursuites. — Cela résulte de l'art. 183, C. F., qui n'exige l'intervention de l'administration centrale que pour le désistement. Une circulaire du 24 nov. 1828 (n° 194) avait maintenu l'obligation de ce recours, dans la crainte que la législation nouvelle ne soulevât de nombreuses difficultés et dans le désir d'en conserver l'interprétation. Lorsqu'un appel est interjeté et, autant que possible, dans la huitaine qui suit la déclaration, l'agent forestier qui a exercé les poursuites transmet au conservateur les pièces de la procédure avec une requête contenant les griefs

(1) Méaume, tome II, p. 831.

et les moyens. — Si le conservateur juge l'appel fondé, il renvoie les pièces à l'agent, avec ses instructions; si, au contraire, le conservateur pense qu'il y a lieu de se désister, il transmet les pièces à l'administration, afin de provoquer l'autorisation nécessaire à cet effet (1). Les agents doivent seulement avoir recours à l'appel lorsque le jugement porte atteinte soit aux intérêts de la vindicte publique soit aux droits de l'État, des communes ou des établissements publics, au point de vue des forêts; ou bien encore lorsque ce jugement renferme quelque principe contraire aux termes ou à l'esprit de la loi.

Dans le cas où le tribunal a statué en droit, si la question est nouvelle ou présente un intérêt réel pour l'administration, il convient que les agents interjettent appel, quelle que soit leur opinion personnelle. Il convient de le faire même dans le cas où la question est douteuse, c'est-à-dire quand elle a été résolue diversement par plusieurs Cours d'appel. Il convient à plus forte raison d'interjeter appel, si la question a été déjà résolue dans un sens favorable par la Cour de cassation et même par des Cours d'appel. Il faut s'abstenir si l'on se trouve en opposition avec la jurisprudence constante de la Cour de cassation. Tels sont les sages conseils que l'administration a cru devoir adresser à ses agents (2).

(1) *Circulaire de l'administ. for.*, n° 577 du 27 septembre 1845.

(2) M. Meaume, *Législation*, p. 196.

L'appel interjeté n'a pas toujours les mêmes effets : s'il émane du prévenu seul, le sort de l'appelant ne peut pas être empiré; s'il est fait par des personnes civilement responsables, ou par une partie civile, les condamnations pénales ne peuvent pas être modifiées; enfin l'appel interjeté soit par le ministère public, soit par l'administration forestière peut être indéfini ou défini. Toutes les fois qu'il porte sur une fausse application de peine, il remet tout en question, même s'il était interjeté à *minimâ* (1). Il n'en est plus de même lorsque l'appel de l'administration forestière est limité aux réparations civiles; le débat ne peut plus porter que sur la quotité de ces dernières.

Les formalités de l'appel consistent en une déclaration faite au greffe par acte daté et signé tant par le déclarant que par le greffier. Tout agent peut, aussi bien que celui qui a exercé la poursuite, faire cette déclaration. On peut en outre remettre au greffe une requête d'appel, ce qui est toujours pratiqué par l'administration forestière, comme nous l'avons vu. — Le ministère public près le tribunal de première instance doit envoyer toutes les pièces de l'affaire au greffe de la Cour (207, C. I. C.); toutes les diligences pour mettre l'affaire en état d'être jugée doivent émaner des membres du parquet. C'est

(1) M. Meaume, *Commentaire*, tome II, p. 843. — Arr. doctrinal du 4 mars 1825 (Bull., n° 44).

donc ce dernier qui, dans le cas d'appel du prévenu ou de la partie civile, enverra la citation ; mais en cas d'appel de l'administration forestière, la citation doit-elle être donnée à la diligence des agents forestiers ou du ministère public ?

Nous avons vu qu'en matière forestière, deux classes de personnes remplissent les fonctions de ministère public. Ce sont les membres du parquet et les agents forestiers. Les uns et les autres peuvent poursuivre, appeler, se pourvoir en cassation. Le droit de poursuivre entraîne celui de citer à l'audience : *en droit*, les membres du parquet et les agents forestiers ont cette faculté, non seulement en première instance, mais en appel. *En fait*, il leur est possible aux uns et aux autres d'user de cette faculté, en première instance, parce qu'en première instance les affaires forestières arrivent en général à des jours fixes et périodiques ; mais en appel, il n'y a jamais d'audience déterminée pour les affaires forestières. Il en résulte qu'en fait, le droit de citer peut être perdu pour les agents de l'administration qui ne connaissent pas à l'avance les jours d'audience. Il est donc exercé en pratique par le ministère public seulement.

On ne peut pas en dépouiller le ministère public qui a toujours et en toute circonstance le droit de poursuivre et qui ne pourrait se trouver désarmé, parce que l'administration renoncerait à suivre.

Mais il serait à désirer que les citations données en appel fussent en général, et sans exception, re-

mises par les agents de l'administration, après entente avec les membres du parquet.

Dans la procédure d'appel, les procès-verbaux de délit et d'expertise doivent être joints aux pièces du jugement de première instance et aux notes du greffier; on peut y ajouter la requête d'appel. C'est le parquet qui, chargé de mettre l'affaire en état, doit recueillir les pièces et les envoyer à la Cour. L'administration forestière, de même que le particulier qui s'est porté partie civile, n'a à cet égard aucune obligation à remplir.

La Cour saisie de l'appel en examine la recevabilité et le fond, et doit motiver le jugement quant au fond. Au cas de poursuites intentées par un particulier pour délit commis dans ses bois, les conseillers peuvent, si l'infraction à la loi à l'occasion de laquelle l'appel est interjeté n'est qu'une contravention et a été jugée comme délit, annuler le jugement et en rendre un nouveau, à moins que le prévenu ne réclame son renvoi devant le juge de paix (art. 213).

Si le fait générateur des poursuites, considéré comme délit, est un crime, la Cour d'appel incompétente pour juger peut délivrer un mandat de dépôt ou un mandat d'arrêt et l'affaire passe devant la Cour d'assises.

Enfin, si les conseillers décident qu'il n'y a aucune infraction aux lois répressives, le prévenu se retournant contre ses accusateurs peut introduire contre eux une demande en dommages-intérêts.

En Algérie, les commandants de subdivision sont compétents, à l'exclusion des tribunaux correctionnels, pour connaître de l'appel des jugements rendus par les commandants de place en matière de délits forestiers commis dans le territoire militaire, et punis d'une peine inférieure à 150 fr. d'amende (1).

Le désistement d'un appel n'est pas valable s'il ne résulte que d'une lettre missive ou d'une déclaration sous-seing privé, lorsque l'avoué de l'appelant conteste l'authenticité des signatures attribuées à son client et persiste dans ses conclusions (2). La partie civile doit signifier son désistement dans les 24 heures, conformément aux dispositions de l'article 66, C. I. C. (3).

§ III.

Pourvoi en cassation.

Tout jugement en dernier ressort du tribunal correctionnel, tout arrêt de la Cour peut être attaqué en cassation dans les trois jours du prononcé, s'il est contradictoire (4), (art. 216, C. I. C.), et s'il est

(1) Crim. cassat., 4 novembre 1864 (Bull., n° 244).

(2) Arr. Chambéry, 1^{er} février 1870, *Répert. de législat. forest.*, tome V, (1870-73), p. 22.

(3) Arr. Dijon, 15 janvier 1873, *Répert. de législat. forest.*, tome V (1870-73), p. 407,

(4) Crim. cass., 3 février 1865 (Bull., n° 25), 20 juillet 1865 (Bull., n° 151).

par défaut, dans les trois jours de l'expiration du délai d'opposition (1), (art. 373, C. I. C.). Le pourvoi peut être fait, soit dans l'intérêt des parties qui ont été engagées dans le procès, soit dans l'intérêt de la loi. Les formes, le délai et les effets du pourvoi sont indiqués par les articles 373, 416 et 417 du Code d'instruction criminelle. Aucune règle spéciale n'existe en matière forestière; nous ferons cependant remarquer que l'administration prescrit aux agents de notifier, conformément à l'article 418, C. I. C., l'existence du pourvoi, tant au prévenu qu'aux personnes civilement responsables; quoique l'omission de cette formalité ne soit pas une cause de nullité du pourvoi. Tout agent forestier peut du reste, soit qu'il ait comparu ou non en appel, soit qu'il soit muni ou non d'un mandat spécial, former au nom de l'administration une déclaration de pourvoi en cassation qui est valable, pourvu qu'elle soit signée du greffier et du déclarant (2). Le ministère public peut aussi former valablement, au nom de l'administration forestière, le pourvoi en cassation (3).

(1) Crim. cass., 17 mai 1873 (Bull., n° 135).

(2) M. Meaume, *Comment. Code for.*, tome II, nos 1308 et 1309, p. 849 et 850.

(3) Crim. cassat., 24 décembre 1858 (Bull., n° 324).

§ IV.

De la demande en révision.

La demande en révision qui se fonde sur une erreur de fait n'a lieu qu'en matière criminelle; cependant, la Cour de cassation paraît disposée à l'étendre aux jugements de police correctionnelle. Il en résulterait qu'elle pourrait être introduite relativement à une condamnation pour délit forestier. Du reste, jamais aucun condamné pour infraction à la loi forestière n'a introduit jusqu'ici une demande en révision, et on ne peut que présumer l'opinion de la Cour suprême sur la question.

CHAPITRE IV.

PÉNALITÉ.

PREMIÈRE SECTION.

Des délinquants.

§ I^{er}.

Intention. — Bonne foi.

L'application d'une peine suppose en général deux éléments essentiels : l'intention perverse de l'auteur, et l'intérêt de la société à la répression. L'intention ou la volonté de nuire est donc l'élément nécessaire de la criminalité de l'acte. Ce principe reçoit cependant deux exceptions : l'une au sommet, l'autre au bas de l'échelle des infractions à la loi. L'auteur d'un crime est en effet passible d'une peine, même dans le cas où il n'y a pas eu volonté de sa part. De même, la plupart des contraventions de police méritent une punition, indépendamment de la bonne foi de celui qui les a commises. L'article 1 du Code pénal, en classant les infractions à la loi en crimes, délits et contraventions, n'a eu pour but que d'indiquer la compétence, d'après la nature de la peine à laquelle l'accusation peut donner lieu : c'est là le seul principe qu'il ait voulu poser ; c'est

une méthode, une règle d'application ; ce n'est pas une théorie. Si l'on jette un coup d'œil sur la législation générale, cette explication revêtira le caractère de la certitude. En effet, la plupart des infractions à la loi en matière forestière, ainsi qu'en matière de presse, de librairie, d'impôts indirects, sont attribuées à la juridiction correctionnelle, et cependant, le législateur a-t-il voulu élever ces contraventions au rang de délits? Loin de là, il les proclame lui-même des contraventions matérielles. Par le mot *délit*, dans l'art. 1^{er} du Code pénal, le législateur n'a donc point entendu un délit exclusivement moral, mais un fait passible d'une peine que les tribunaux correctionnels peuvent prononcer (1).

En matière forestière, il n'y a donc pas lieu de s'inquiéter de l'intention ou de la bonne foi de l'auteur du délit; une jurisprudence constante décide du reste que l'article 203, C. F., en repoussant l'application des circonstances atténuantes, en matière forestière, interdit à plus forte raison de supprimer complètement la culpabilité (2).

(1) Chauveau et Faustin-Hélie, *Théorie du Code pénal*, tome I, p. 43.

(2) V. M. Meaume, *Code forest.*, tome II, art. 203, p. 966. — Arr. Chambéry, 7 mai 1874, Pedersin, *Répert. de législat. forest.*, tome VI, p. 86.

§ II.

Faits justificatifs.

Bien que les juges ne puissent admettre, en matière forestière, les moyens de défense fondés sur le défaut d'intention ou sur la bonne foi du prévenu, ils doivent tenir compte des causes de justification, qui ont pour effet non pas seulement d'atténuer l'infraction à la loi mais encore de la faire disparaître et d'exclure toute criminalité dans l'agent. Les faits justificatifs généraux sont seuls applicables aux contraventions et délits forestiers ; nous dirons donc quelques mots de la *démence* et de la *contrainte*, faits qui ont seuls le caractère de généralité (art. 64, C. P.).

Nous essayerons d'abord de préciser les faits qui constituent la démence. L'idiotie complète ne soulève pas de difficultés et l'appréciation de l'état du prévenu est facile à vérifier, puisqu'il remonte à l'enfance ; mais les auteurs ne sont pas d'accord sur le point de savoir si les demi-imbéciles, comme les nomme M. Orfila dans son cours de médecine légale, sont compris dans les termes de l'art. 64 du Code pénal. — Nous croyons que le juge doit apprécier d'après l'examen de l'intelligence du prévenu. La manie et démence qui se décèlent l'une par un délire général et continu, l'autre par la nullité complète des facultés morales, n'offrent la plupart du

temps dans la pratique que des difficultés secondaires (1). La justification à leur égard n'admet en général aucune incertitude; les prévenus qui en sont atteints auraient-ils même commis le délit dans un intervalle prétendu lucide, ils ne devraient pas être condamnés.

Pour la monomanie, nous croyons avec M. Faustin-Hélie que la maladie seule détruit la culpabilité; mais qu'il n'en est pas de même de l'abrutissement du vice ou du dégoût de la vie (2). — Il suffit du reste que la folie ait produit, même instantanément, l'abolition de l'intelligence et du discernement pour que l'agent ne soit pas coupable. — Il arrive souvent que des délits forestiers sont commis par des individus en état d'ivresse. Quoique la raison de ces délinquants soit égarée par les fumées alcooliques, la doctrine (3) et la jurisprudence considèrent que l'on ne peut pas attribuer à l'ivresse le caractère d'une démence momentanée et que, par conséquent, elle ne peut être considérée comme fait justificatif (article 64, C. P.).

La contrainte matérielle doit être irrésistible pour être un fait justificatif; il est évident en effet que l'acte commis par une personne malgré sa résistance, ses membres étant employés à faire ou à souf-

(1) Chauveau et Faustin-Hélie, *Théorie du Code pénal*, tome I, p. 531.

(2) Chauveau et Faustin-Hélie, p. 536.

(3) Chauveau et Faustin-Hélie, p. 544 et suiv.

frir un acte, selon l'expression de Puffendorf (1), n'est point un acte imputable; le seul coupable est l'auteur de la violence. — La contrainte peut être aussi morale et résulter soit d'une menace, soit d'un ordre donné par une personne ayant autorité sur l'auteur de l'infraction à la loi. — C'est au juge à apprécier les circonstances, à s'assurer si le prévenu a pu résister à l'impulsion étrangère qui l'entraînait; si en un mot sa volonté a été contrainte (2).

§ III.

Excuses.

En dehors des faits justificatifs qui font disparaître l'infraction à la loi, il peut se présenter dans un délit forestier des circonstances qui ont été formellement énoncées par la législation et qui ont pour but de diminuer la peine encourue. — Ce sont les excuses légales. — D'autres excuses abandonnées à la décision du juge forment les circonstances atténuantes. L'art. 203 du Code forestier exclut complètement toutes les excuses en prohibant dans les affaires forestières l'application de l'art. 463 du Code pénal. La jurisprudence sanctionne d'une façon permanente ce principe (3).

(1) Puffendorf, *Droit de la nature et des gens*, tome I, p. 83.

(2) Crim. cassat., 28 février 1861 (Bull., n° 46), 28 avril 1865 (Bull., n° 99).

(3) Crim. cassat., 53 juillet 1858 (Bull., n° 212).

§ IV.

Discernement.

Dans le cas de minorité cependant les tribunaux peuvent atténuer les peines en matière forestières; mais ici par minorité il faut entendre la minorité devant la loi pénale, c'est-à-dire l'âge de 16 ans. Au-dessous de cet âge, le juge doit examiner si le prévenu était capable de discernement entre l'infraction à la loi et ses devoirs. — La jurisprudence (1) et la doctrine (2) décident unanimement que dans le cas d'un délit forestier commis sans discernement, le prévenu mineur de moins de 16 ans doit être acquitté.

Il en résulte que le mineur qui a commis un délit forestier avec discernement doit bénéficier aussi des dispositions favorables de la loi et que la condamnation prononcée doit être la moitié de celle qui aurait frappé un délinquant majeur dans le même cas. Car si l'on applique en matière forestière, l'art. 66 du Code pénal, on doit appliquer aussi l'art. 69 du même Code. Supposons un mineur de 16 ans contre lequel a été dressé un procès-verbal, pour avoir porté ou allumé du feu en forêt ou à une distance de 200 mètres, le tribunal par application de l'art. 148

(1) Crim. cassat., 21 mars 1846 (Bull., n° 79).

(2) M. Meaume, *Code forest.*, n° 1433.

(C. F.), qui prononce contre le délinquant 20 à 100 fr. d'amende, le tribunal ne pourra condamner le prévenu mineur à une amende supérieure à 50 francs; mais il sera permis aux juges de n'infliger qu'une amende d'un franc, minimum de l'amende (1).

Dans tous les cas, suivant la jurisprudence de la Cour de cassation, l'inculpé acquitté comme ayant agi sans discernement, n'en doit pas moins être condamné aux frais de la poursuite, et cette condamnation doit être prononcée solidairement avec les inculpés poursuivis en même temps et condamnés (2).

§ V.

Tentative.

La tentative est un commencement d'exécution de l'acte mauvais qui n'est pas arrivé à son entière exécution par suite d'une circonstance indépendante de la volonté de son auteur. La tentative de crime est considérée comme le crime même (art. 2, C. P.). Les tentatives de délits ne sont considérées comme délits que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi (art. 3, C. P.). Dans le Code fores-

(1) Crim. cassat., 9 avril 1875 (Bull., n° 121).

(2) Crim. cassat., 25 mars 1843 (Bull., n° 68), 11 octobre 1845 (Bull., n° 321), M. Meaume, *Jurisprud. forest.* p. 75. — Voyez aussi Crim. cass., 9 avril 1875 (Bull., n° 121), et les difficultés que soulève l'application de la contrainte par corps, en cette matière.

tier, aucun article n'a assimilé la tentative au délit lui-même; la loi générale est donc applicable. Mais nous croyons utile de rappeler brièvement les articles de notre loi qui ont frappé de peines certains faits, qui ne sont en réalité que des tentatives. — L'article 144, C. F., punit toute extraction ou enlèvement, il suffit donc, pour qu'on puisse l'appliquer, qu'il y ait eu un fait quelconque d'extraction. — Ainsi un individu, qui aura retourné une motte de terre avec une bêche ou une charrue ou tout autre instrument, pourra être assigné devant le juge compétent et condamné pour ce seul fait.

Les dispositions de l'article 146, C. F., sont encore plus rigoureuses; car il prononce contre quiconque sera trouvé dans les bois et forêts avec tout instrument de nature à couper le bois, une amende de 10 francs et la confiscation dudit instrument.

Mentionnons enfin l'art. 196, C. F., qui prévoit le cas de mutilation d'arbre et punit l'auteur de la même peine qu'il aurait encourue s'il avait abattu l'arbre par le pied.

§ VI.

Complicité.

En thèse générale, les personnes qui peuvent être condamnées sont celles qui ont participé à l'acte mauvais. On distingue dans cette espèce trois catégories : 1^o l'auteur (*reus*); 2^o le coauteur (*socius*); et 3^o le complice (*consciis fraudis*).

L'auteur principal d'un délit est celui qui l'a commis, celui qui en a consommé l'exécution. Le coauteur coopère, participe d'une manière active, par un fait immédiat et direct, à la perpétration du délit. Au contraire, le complice n'a eu qu'une participation indirecte; c'est lui qui a excité à commettre le délit ou qui en a favorisé l'exécution en connaissance de cause (1). Pour qu'il y ait complicité, il faut que le prévenu ait été *particeps delicti* et *consciuis fraudis*. Pas de complicité, si ces deux conditions ne sont pas remplies, c'est-à-dire s'il n'y a pas eu part à l'exécution et entente frauduleuse.

L'article 60 du Code pénal énumère, en les définissant, trois modes de complicité, qui sont : 1^o la complicité par provocation; 2^o la complicité par procuration; et 3^o la complicité par assistance.

L'article 61 du même Code nous présente un dernier cas de complicité qui s'effectue par recel; mais pour que le recéleur soit puni, il faut qu'il fournisse habituellement un lieu de retraite ou de réunion aux délinquants, et de plus qu'il connaisse leur conduite coupable. Enfin, l'article 62 vient punir ceux qui sciemment auront recélé des choses enlevées, provenant d'un crime ou d'un délit.

Ce dernier mode de complicité souffre, en notre matière, une exception remarquable due à la protection spéciale, que le législateur a voulu accorder à

(1) M. Meaume, *Jurisprud. for.*, p. 83.

nos richesses forestières. En effet, les dispositions des articles 161, 164 et 165, C. F., en autorisant les gardes à suivre et à saisir les bois enlevés en délit, dérogent au droit commun. Il suffit de prouver que les bois recelés ont été obtenus à l'aide d'un délit; l'administration forestière ou le propriétaire particulier lésé n'ont pas à démontrer que le détenteur avait connaissance de l'origine frauduleuse des objets; loin de là, c'est ce dernier qui doit établir son ignorance sur la provenance des bois par lui détenus ou achetés. Il y a contre lui présomption de complicité; mais il peut prouver qu'il les possède légitimement. La jurisprudence (1) et la doctrine (2) sont unanimes sur la question.

Il convient cependant de remarquer que la complicité par recel ne pouvant, en vertu de l'article 62, C. P., s'appliquer qu'au cas de crime ou de délit, il n'y aurait pas lieu de poursuivre le complice par recel, dans le cas de contravention. Le tribunal en effet acquitterait le prévenu, à moins qu'on ne pût considérer qu'il a été coauteur.

Du reste, la loi est formelle : en dehors de la complicité par recel d'objets dérobés, qui est restreinte aux crimes et délits, dans tous les autres cas, l'auteur, le coauteur et le complice sont punis de la même peine. Le juge peut, il est vrai, lorsque la

(1) Cassat., 26 septembre 1340 (Bull., n° 287).

(2) M. Meaume, *Comment. Code forest.*, tome II, n° 1153, p. 628.

disposition transgressée présente un maximum et un minimum, appliquer le premier à l'auteur, et le second au complice ; mais l'article visé et appliqué est le même pour tous deux, et chacun encourt une peine distincte. Telle est au moins la règle générale ; mais, en matière forestière, les peines des art. 192 et suivants présentent une exception que nous ne croyons pas devoir passer sous silence, à cause de la fréquente application de cette disposition.

L'art. 192, C. F., punit d'une amende fixe, calculée d'après un tarif, la coupe d'un arbre : or, si deux individus abattent cet arbre, on ne peut pas appliquer une amende à chacun, et le juge est obligé de n'en prononcer qu'une contre l'auteur, le coauteur et le complice, si chacun d'eux a pris part à l'accomplissement du délit. Cet inconvénient se présente de même pour l'application des articles suivants (art. 196-197, C. F.). Il serait à désirer que, comme en droit romain, dans la loi des Douze-Tables, notre législation présentât pour la coupe des arbres en délit, une amende fixe ou mieux encore, variant d'un minimum à un maximum ; les dommages-intérêts permettraient au propriétaire de réparer la perte occasionnée par l'acte commis ; et le juge pourrait prononcer des peines distinctes contre les différents agents du délit.

§ VII.

Solidarite.

Du reste, que la peine prononcée contre l'auteur, le coauteur et le complice soit distincte ou non, tous les individus condamnés pour un même délit sont tenus solidairement des amendes, restitutions, dommages-intérêts et frais, auxquels le tribunal les a condamnés. Cette solidarité s'applique même au cas où l'un des délinquants est récidiviste et a subi comme tel la condamnation.

§ VIII.

Responsabilité.

Outre l'auteur, le coauteur et le complice d'un délit, on peut encore, dans certains cas déterminés par la loi, actionner en dommages-intérêts des personnes, qui n'ont pas commis le fait, mais qui en sont responsables.

En règle générale, on est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou de celles qu'on a sous sa garde (art. 1384, C. C.). Les personnes ainsi responsables sont les pères et mères, les maîtres et commettants, et les instituteurs et artisans. — On peut diviser ces personnes au point de vue

de la rigueur de la responsabilité en deux classes.

Les pères et mères, instituteurs et artisans sont responsables des délits commis par leurs enfants qu'ils élèvent ou les ouvriers qu'ils emploient, à moins qu'ils ne prouvent qu'il leur a été impossible d'empêcher l'acte délictueux.

Au contraire, les maîtres et commettants n'ont pas la faculté d'excuse et sont toujours responsables des délits commis par leurs gens, dans tous les actes où ils agissent comme leurs représentants. — Tel est le droit commun.

En matière forestière, les maris, pères, mères et tuteurs et en général tous maîtres et commettants seront civilement responsables des contraventions et délits commis par leurs femmes, enfants mineurs, pupilles, ouvriers, voituriers ou subordonnés (article 260, C. F.). Quant aux instituteurs et aux autres personnes non mentionnées par notre article, les dispositions de l'art. 1384, C. C., leur sont applicables. Voyons quelles sont les ressemblances et les dissemblances entre l'art. 1384, C. C., et l'art. 206, C. F.

Comme condition générale de ressemblance nous voyons que la responsabilité est encore purement civile (1).

Trois différences essentielles nous apparaissent :
1° Le Code forestier ajoute deux nouvelles classes

(1) M. Meaume, *Code forest.*, tome II, p. 969.

aux responsables de l'art. 1384, ce sont les maris et les tuteurs. 2° Il ne suffit plus comme dans le droit commun, que les enfants soient mineurs et habitent avec leurs parents pour que ces derniers soient responsables, il faut encore que ces enfants ne soient pas mariés. 3° Enfin toutes les personnes civilement responsables sont placées au même rang par la loi forestière, sans qu'il y ait à distinguer comme dans l'art. 1384, C. C. L'art. 206, C. F., renvoie du reste au paragraphe dernier de l'art. 1384, C. C.; d'où il suit qu'il n'y a pas à rechercher si un domestique ou un employé était ou n'était pas dans l'exercice de ses fonctions, lorsqu'il a commis le délit.

D'un autre côté, le maître a toujours le droit de prouver qu'il avait exercé une surveillance suffisante et sur cette preuve le tribunal peut acquitter. Notons cependant que, d'après l'opinion générale, la plupart des délits d'exploitation commis dans une vente doivent être poursuivis contre l'adjudicataire seul et non contre ses ouvriers.

En matière forestière, les questions de responsabilité peuvent être portées soit devant les tribunaux civils, soit devant les tribunaux répressifs (1).

La contrainte par corps n'est jamais applicable.

Quoique le fait d'autrui ne produise en principe, en Allemagne comme en France, qu'une responsabilité purement civile, l'art. 361-9° du Code pénal alle-

(1) Curasson, *Code forest.*, tome II, p. 427.

mand érige à l'état de contravention punissable des arrêts (1) ou d'une amende de 150 marks, la négligence des parents, maîtres, instituteurs qui n'ont pas empêché les délits commis par leurs enfants et autres personnes placées sous leur puissance, notamment en ce qui concerne les matières forestières, rurales, de chasse et de pêche. C'est là une disposition qui paraît sage et qui laisse coexister parallèlement la responsabilité civile : on ne la trouve pas dans notre droit (2).

La nouvelle législation pénale forestière d'Alsace-Lorraine est conforme à ce principe, elle déclare en effet dans son art. 3 que la responsabilité des représentants légaux des condamnés s'étend non seulement à l'indemnité et aux frais, mais encore à l'amende (3).

DEUXIÈME SECTION.

Application des peines.

§ 1^{er}.

Prison.

La peine d'emprisonnement n'était établie par le

(1) Le Code pénal allemand du 30 août 1871, désigne sous le nom d'arrêts la peine de l'emprisonnement au-dessous de six semaines.

(2) M. Guyot, *Revue des eaux et forêts*, tome XVIII (1879), p. 99, La législation forestière en Alsace-Lorraine.

(3) Forststrafgesetz, 28 avril 1880, §§ 2, 3 et 4.

Code forestier que dans des cas infiniment rares. Cette peine était en effet infligée seulement : 1° Contre les pâtres, en cas de récidive des contraventions et délits prévus par les art. 72, 76 et 78, C. F.; 2° Contre tout délinquant passible des peines des articles 194 et 195, C. F. — Enfin quelques dispositions du Code forestier renvoient en ce qui concerne l'emprisonnement, à l'application du Code pénal.

Les délits et contraventions qui se commettent le plus ordinairement dans les bois sont prévus et punis par les art. 144, 192, 194 et 195 du Code forestier. Ces délits consistent dans l'extraction ou l'enlèvement des produits du sol forestier, tels que glands, faînes ou autres fruits, et dans la coupe ou l'enlèvement des arbres. — Ces délits peuvent atteindre des proportions assez graves, puisque la loi prévoit l'enlèvement des bois ou des autres produits du sol forestier au moyen de bêtes de somme ou de charrettes. Cependant avant la loi de 1859, le Code forestier ne prononçait pas contre les délinquants la peine de l'emprisonnement, sauf dans le cas tout à fait exceptionnel, cité plus haut, où le délit a été commis dans des semis ou plantations (art. 194, 195, C. F.).

En ce qui concerne les contraventions et les délits qui se commettaient le plus ordinairement, la peine étant purement pécuniaire, les délinquants échappaient souvent à l'application de la loi. Pour protéger sa propriété, la partie lésée était obligée de

poursuivre l'exécution de la contrainte par corps; mais cette procédure obligeait à des dépenses importantes et irrecevables. La loi du 18 juin 1859 a changé les art. 144, 192, 194 et 195 du Code forestier, en ajoutant aux dispositions pénales qu'ils contenaient la peine d'emprisonnement ou en la modifiant.

Le Code forestier belge publié en 1852, et emprunté presque complètement au Code forestier français contient précisément sur les articles précités des dispositions additionnelles ayant pour objet d'ajouter l'emprisonnement aux peines édictées par notre loi de 1827.

La loi pénale forestière d'Alsace-Lorraine du 28 avril 1880 décide, dans son art. 17-2°, que la peine d'emprisonnement peut varier entre 1 jour et 2 ans et n'est obligatoire qu'au cas de troisième récidive.

Dans le Code forestier français, tel qu'il est en vigueur aujourd'hui, c'est-à-dire modifié par la loi du 18 juin 1859, l'emprisonnement est tantôt obligatoire, tantôt facultatif; il varie d'un minimum à un maximum, ces deux extrêmes différant d'après l'importance du délit prévu par la loi. — Le minimum de la peine d'emprisonnement est d'un jour. Son maximum, en matière forestière, est de 2 mois, d'après l'article 192, C. F.

§ II.

Amendes.

L'amende en matière forestière est une peine pécuniaire qu'il ne faut pas confondre avec les dommages-intérêts, réparations civiles (1). — Chaque contravention ou délit commis donne lieu à une amende soit fixe, soit variant d'un minimum à un maximum.

Les héritiers ne peuvent pas être passibles de l'amende, quand bien même la poursuite aurait été intentée pendant la vie du délinquant l'action publique pour l'application de la peine s'éteignant par la mort du prévenu (art. 2, C. I. C.).— Cependant si la condamnation avait été prononcée avant la mort du délinquant, sans que celui-ci eût attaqué le jugement, l'amende pourrait être exigée de l'héritier; il en serait de même si le défunt au lieu de se laisser condamner, avait souscrit une soumission de la payer (2).

La responsabilité civile ne peut jamais s'étendre à l'amende. Tous les condamnés pour un même délit sont tenus solidairement des amendes prononcées contre chacun deux.

Nous avons déjà remarqué, au sujet de la com-

(1) M. Meaume, *Jurisp. for.*, p. 91.

(2) Curasson, *Comment. Code forest.*, tome II, p. 427.

plicité, qu'il était regrettable, pour la répression des délits, que plusieurs peines fussent absolument fixes dans le Code forestier. Cette observation n'a pas seulement l'importance que nous avons fait ressortir alors ; outre cet inconvénient, il est très fâcheux que le juge soit obligé d'infliger la même peine à deux individus qui, différant profondément par la moralité, ont commis un même délit forestier. La loi de 1859 permet, il est vrai, en général, de condamner à la peine d'emprisonnement celui que la peine pécuniaire ne frapperait pas assez.

La Cour de cassation a décidé dans un arrêt rendu récemment, que les amendes encourues par divers individus pour une même contravention doivent être prononcées contre chacun d'eux individuellement ; le tribunal ne peut pas se borner à condamner les prévenus ensemble aux diverses amendes édictées pour les contraventions par eux commises (1).

§ III.

Peines accessoires.

Les peines accessoires en matière forestière sont de trois sortes : la confiscation, la démolition et l'interdiction des usagers.

(1) Crim. cassat., 11 juillet 1873 (Bull., n° 192).

A. — *Confiscation.*

D'après les art. 146 et 198, C. F., *les scies, haches, serpes, cognées et autres instruments de même nature, dont les délinquants et leurs complices seront trouvés munis, seront confisqués.* « Il en résulte qu'on peut confisquer tous les instruments destinés à couper du bois; mais qu'on ne peut confisquer que ceux-là seuls. » — Ainsi la saisie opérée sur des voitures ou des bestiaux trouvés en forêt ne peut pas donner lieu à une confiscation. Deux articles du Code forestier, les art. 154 et 81 § 2, mentionnent cependant deux cas où il y a lieu de prononcer la confiscation; les deux extensions de cette peine accessoire doivent être restreintes strictement aux cas déterminés par les articles qui les énoncent; ce sont, du reste, de l'avis des auteurs (1), deux dispositions trop rigoureuses échappées à l'attention du législateur.

Une question controversée se pose à l'occasion de la confiscation : elle consiste à savoir si les tribunaux peuvent, alors que l'instrument du délit n'a pas été saisi matériellement sur le délinquant, prononcer à défaut de représentation de l'instrument une peine pécuniaire équivalente.

PREMIER SYSTÈME. — *On peut remplacer la peine de la confiscation par une peine pécuniaire équi-*

(1) Curasson, tome II, p. 429. — M. Puton à son cours, École forestière (1875-76).

valente. — Ce système soutenu par plusieurs auteurs (1) se fonde sur ce que la confiscation doit être prononcée, alors même que l'instrument n'a pas été saisi matériellement, pourvu que le procès-verbal ait mentionné la saisie intellectuelle entre les mains du délinquant, le constituant gardien de l'objet saisi. Lors donc que cette confiscation est prononcée, il ne s'agit, de la part de ce gardien judiciaire, que de remettre l'objet du dépôt fait entre ses mains. C'est là évidemment une obligation *de faire* qui, aux termes de l'art. 4142, C. C., se résout en dommages-intérêts. La contrainte pécuniaire que les tribunaux correctionnels prononcent n'est donc pas une peine proprement dite ; ils ne font qu'ordonner l'exécution d'un contrat civil, de la même manière qu'en statuant sur les restitutions et les dommages-intérêts, ils statuent sur les réparations civiles. — Il faut d'ailleurs remarquer que le condamné peut toujours se soustraire à cette prétendue peine en rapportant l'objet dont la confiscation a été prononcée (2).

DEUXIÈME SYSTÈME. — *Les juges ne peuvent jamais convertir la confiscation de l'objet à l'aide duquel a été commis le délit en une peine pécuniaire de sa valeur à cause du caractère pénal que lui a donné*

(1) M. Meaume, *Comment. Code forest.*, tome II, p. 930. — Curasson, *Code for.*, tome II, p. 428.

(2) Cassat., 23 mai 1823 (Bull., n° 70).

l'art. 11 du Code pénal. — Cette confiscation est en effet une peine particulière et aucun tribunal ne peut en altérer la nature; elle se résume, à la vérité, en une peine pécuniaire, mais elle a pour but de frapper un objet déterminé, l'instrument ou le fruit du délit; et ce but ne serait point atteint si l'inculpé était admis à en offrir le prix. Ce second système est celui de la jurisprudence (1). Plusieurs auteurs (2) s'y sont ralliés et nous croyons qu'il remplit mieux le vœu de la loi que la première opinion.

B. — *Démolition.*

Les articles 151 et suivants du Code forestier prévoient le cas où des constructions existeraient à distance prohibée des forêts; le juge pourrait alors prononcer outre l'amende, la peine de la démolition contre les contrevenants à ces articles.

C. — *De l'interdiction du droit des usagers.*

L'article 149, C. F., que « tous usagers qui en cas
« d'incendie refuseront de porter des secours dans
« les bois soumis à leur droit d'usage seront traduits
« en police correctionnelle, privés de ce droit pen-
« dant un an au moins et cinq ans au plus, et con-
« damnés en outre aux peines portées en l'ar-

(1) Cassat., 11 juin 1840 (Bull., n° 169). — Baudrillart, *Répert. forest.*, tome VI, p. 258.

(2) Chauveau et Faustin-Hélie, *Théorie du Code pénal*, tome I, p. 222. — M. Puton à son cours, 1875-76.

« ticle 473 du Code pénal. » Ces dispositions sont empruntées à un arrêté du Directoire du 25 pluviôse an VI relatif à la forêt d'Orléans pour les usagers au pâturage. Cet arrêté était conforme au droit de l'ordonnance, qui permettait de priver les usagers de leurs droits, lorsqu'ils en avaient abusé. D'après notre Code forestier, la privation ne peut être que temporaire, mais s'étend à tous les usagers. Remarquons enfin que l'article 149 punit le refus et non la simple négligence; — cette dernière n'entraînerait donc qu'une action en justice de paix (1).

§ IV.

Circonstances aggravantes.

Nous avons vu que l'article 463, C. P., relatif aux circonstances atténuantes n'est pas applicable en matière forestière (art. 203, C. F.). Au contraire, les circonstances aggravantes peuvent être admises, pour assurer la répression des délits. La loi elle-même a prévu ces circonstances aggravantes spéciales à notre législation forestière. Ce sont : 1^o La nuit; 2^o La scie et 3^o La récidive. — L'une de ces circonstances jointe aux faits constitutifs du délit entraîne pour l'auteur une peine double de celle qu'il eût encourue sans cette adjonction. — Reprenons successivement ces trois circonstances aggravantes (art. 200 et 201, C. F.).

(1) M. Meaume, *Comment. Code for.*, tome II, p. 472.

Par le mot *nuit*, on devrait entendre l'absence complète de lumière, si l'article 35 n'avait défini la *nuit* telle que l'entendait le législateur en matière forestière. « Les adjudicataires, dit cet article 35, « ne pourront effectuer aucune coupe ni enlèvement « avant le lever ni après le coucher du soleil. » — On a considéré la nuit comme circonstance aggravante, en matière forestière, à cause de la difficulté de la surveillance des forêts avant le lever ou après le coucher du soleil.

L'emploi de la scie dans l'accomplissement d'un délit est aussi une circonstance aggravante, parce que les gardes chargés de surveiller la forêt ne l'entendent pas au loin, comme le bruit de la cognée.

Enfin la récidive indique des habitudes dangereuses qu'il faut punir par une peine plus grave qu'un premier délit. En matière forestière, il y a récidive, lorsque dans les douze mois précédents l'auteur de la nouvelle infraction a commis une contravention ou un délit forestier pour lequel il a subi une condamnation. Les douze mois courent du jour du jugement. La transaction avant jugement effaçant tous les effets du délit met à néant les effets de la récidive. La transaction après jugement, au contraire, les laisse subsister.

Remarquons qu'un délit qui aurait été commis antérieurement à une condamnation et poursuivi seulement postérieurement ne donnerait pas naissance aux peines de la récidive.

La preuve de la récidive n'appartient naturellement ni au délinquant, ni au tribunal saisi; c'est au ministère public ou à la partie civile (administration forestière ou particulier) à prouver que le délinquant poursuivi a déjà été condamné, dans l'année, pour délit forestier : et les intéressés devront pour fournir cette preuve se munir d'un extrait du jugement de condamnation.

Le tribunal doit cependant prononcer la récidive d'office, lorsque la preuve existe dans son greffe. Il doit même suppléer aux conclusions de l'agent forestier qui seraient incomplètes à cet égard.

Supposons une circonstance aggravante admise et justifiée, quel sera l'effet sur la condamnation ? Si l'amende est fixe, on la double; si elle varie entre un minimum et un maximum elle devra être comprise entre le double du minimum, et le double du maximum (1). L'emprisonnement est toujours facultatif : le temps de sa durée devra être doublé comme l'amende. — Ainsi l'article 192, C. F., prononce contre

(1) Telle est au moins l'opinion admise par M. Meaume (*Comment. du Code forest.*, tome II, p. 953), Baudrillart et Faustin-Hélie. Ce système nous paraît le seul admissible, et nous ne croyons pas qu'on puisse soutenir la théorie de Garnier-Dubourneuf et Chanoine qui prétendent que le juge, en cas de circonstance aggravante ne peut pas prononcer une peine inférieure au maximum de l'amende fixée par l'article transgressé. Le projet de l'article 200, C. F., contenait cette solution conforme à un arrêt de cassation du 30 décembre 1813. Le changement de rédaction nous semble motiver suffisamment notre système que justifie du reste l'équité.

celui qui a coupé un arbre un emprisonnement facultatif de 5 jours à 2 mois ; si le tribunal prononce la peine de la prison contre un délinquant qui a coupé l'arbre à la scie, il ne peut le condamner ni à moins de 10 jours ni à plus de 4 mois (1).

Mais qu'arrivera-t-il lorsqu'un délinquant, qui aura commis un délit tombera sous le coup de plusieurs circonstances aggravantes ? — Trois hypothèses principales peuvent se présenter.

PREMIÈRE HYPOTHÈSE. — *Délit commis à l'aide de la scie ou de nuit par un prévenu en état de récidive.*

Deux systèmes ont été soutenus.

Premier système. — La circonstance de la récidive, à la différence de celles qui n'ont pas été *spécialisées* par la loi, doit toujours, en cas de concours de plusieurs circonstances aggravantes entraîner le doublement d'une amende déjà doublée, et non celui de l'amende simple. L'amende doit donc être quadruplée lorsque, à la circonstance de la récidive, se joint celle de l'usage de la scie.

Deuxième système. — Le doublement de l'amende ne peut être entendu que de l'amende simple et non de l'amende déjà doublée. C'est-à-dire que, dans notre espèce, l'amende sera triplée. Ce dernier sys-

(1) Voir à ce sujet la décision du Comité de législation forestière, *Répert. de législat. forest.*, tome VIII, 1879, p. 349.

tème est aujourd'hui seul admis par la jurisprudence (1) et la doctrine (2).

DEUXIÈME HYPOTHÈSE. — *Délit commis de nuit à l'aide de la scie par un prévenu qui n'est pas en état de récidive.*

A notre avis, la solution est la même que dans la première hypothèse : l'amende doit donc être triplée. La doctrine (3) est d'accord avec nous ; mais la jurisprudence semble incliner vers une solution bâtarde qui consiste à doubler seulement l'amende, sous le prétexte que les deux circonstances aggravantes qui concourent ici sont renfermées dans le même article 201 du Code forestier. Plusieurs jugements (4) ont été rendus dans ce sens : mais la Cour de cassation n'a pas encore été appelée à décider la question. Il serait à désirer que la jurisprudence s'établît conformément à la doctrine. Le délinquant qui, pour dissimuler son infraction à la loi, emploie la scie pendant la nuit, devrait être frappé d'une peine plus sévère que le délinquant moins redoutable qui agit en plein jour avec une scie, pouvant par suite être vu par

(1) Arrêts des cours de Nancy et de Besançon, V. M. Meaume, *Comment.*, tome II, p. 957, notes 1 et 2.

(2) M. Meaume, *Comment. Code for.*, tome II, p. 958. — Coin-Delisle et Frédérick, *Code for.*, art. 199. — Baudrillart, *Comment. Code for.*, Garnier-Dubourneuf et Chanoine, *Code for.*

(3) M. Meaume, *Comm. Code for.* — Coin-Delisle et Frédérick, Sur l'art. 201, C. F.

(4) Arr. de Besançon (inédit), 6 février 1838, (M. Meaume).

le garde, ou que celui qui coupe un arbre la nuit à la cognée, et peut par conséquent être entendu à une grande distance.

TROISIÈME HYPOTHÈSE. — *Délit commis à la fois de nuit, à l'aide d'une scie par un prévenu en état de récidive.*

Le fait ne s'est jamais présenté devant les Cours. — Trois théories peuvent être présentées.

Premier système. — On double l'amende autant de fois qu'il y a de circonstances aggravantes. Par conséquent si trois circonstances sont réunies, soit A l'amende, le prévenu sera condamné à :

2 A pour la circonstance de la nuit;

4 A pour celle de la scie;

8 A pour celle de la récidive.

Ce premier système qui nous semble trop rigoureux ne se fonde sur rien.

Deuxième système. — On ajoute autant d'amendes doubles qu'il y a de circonstances aggravantes. Soit A l'amende; pour trois circonstances aggravantes le prévenu sera condamné à 6 A. — Ce système a semblé encore trop sévère aux auteurs qui adoptent tous le dernier. Néanmoins nous croyons que cette seconde théorie est la plus conforme aux termes de l'article 201, C. F. : *les peines seront doublées.*

Troisième système. — L'amende encourue pour le délit doit être répétée autant de fois qu'il y a de circonstances aggravantes constatées par le procès-

verbal : au cas présent, l'amende simple étant A, la peine sera 4 A. Ce système est admis par toute la doctrine (1).

§ V.

Cumul des peines.

Dans l'ancien droit pénal, les juges prononçaient une peine pour chacune des infractions à la loi commises par le prévenu et toutes ces peines se cumulaient. L'art. 363 du Code d'instruction criminelle décide qu' « en cas de conviction de « plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte « sera seule appliquée. » Tous les délits commis jusqu'à la condamnation seront donc effacés par elle; mais à partir du jugement l'ère de la sévérité reprendra son cours. — La question s'est posée de savoir si ce principe de confusion s'appliquait non seulement aux crimes et délits, mais encore aux contraventions? La Cour suprême avait d'abord résolu la question dans le sens de l'affirmative; en 1843, elle a renversé la jurisprudence des années antérieures, en adoptant les conclusions d'un célèbre réquisitoire de Dupin. En droit commun, on admet donc d'une façon générale que le cumul des contraventions de simple police autorise le cumul des

(1) M. Meaume; Coin-Delisle et Frédérick; Baudrillart; Garnier et Chanoine; M. Puton, à son cours, 1875-76.

peines, de même que s'il y avait à la fois un délit correctionnel et une contravention de simple police.

En matière de chasse, il n'y a pas de dérogations à la loi générale en matière de confusion (art. 17, L. 3 mai 1844); mais les peines encourues pour des faits postérieurs à la déclaration du procès-verbal peuvent se cumuler.

En matière forestière, l'art. 187, C. F., indique que, dans les cas non stipulés par le Code forestier de 1827, on poursuivra conformément aux principes du Code d'instruction criminelle. — L'art. 365, C. I. C., s'applique-t-il en matière forestière? Cette question a donné lieu à deux systèmes.

Premier système. — Malgré l'art. 187, C. F., le principe de la confusion des peines ne s'applique pas en matière forestière. La Cour de cassation a déclaré que le système général du Code forestier, en proportionnant les peines au dommage causé et à la gravité matérielle des délits, s'opposait à ce qu'elle ne fussent pas annulées : elle a dit, en outre, notamment dans ses arrêts des 21 juin-26 décembre 1845 et 6 mai 1847, que l'art. 187, C. F., qui énumère les dispositions du Code d'instruction criminelle applicables en matière forestière, exclut l'art. 365 et que ce dernier ne peut dès lors être invoqué, lorsqu'il s'agit de poursuites exercées contre un individu à raison de plusieurs délits forestiers.

De nombreux arrêts (1) et tous les auteurs (2) ont soutenu le système du cumul des peines, en matière forestière, et se sont fondés sur l'esprit général de notre loi spéciale et sur ses dispositions particulières. — Comment en effet admettre la confusion des peines, lorsque le législateur déclare que le juge devra prononcer autant d'amendes qu'il y a d'arbres ou de charges enlevées, ou de têtes de bétail introduites dans la forêt (3)? — Le cumul des peines, en matière forestière, est d'ailleurs conforme à l'esprit de l'article 203 du Code forestier qui, en refusant aux tribunaux la faculté de tenir compte des circonstances atténuantes, a voulu que les peines qu'il édictait fussent intégralement appliquées; or le non cumul des peines est en réalité une atténuation de la pénalité (4).

Deuxième système. — Par arrêt du 21 novembre 1878, la Cour de cassation détruisant toute la jurisprudence antérieure en notre matière a décidé qu'en matière forestière les peines d'emprisonnement ne devaient pas se cumuler. Nous croyons utile de men-

(1) Crim. cassat., 21 juin 1845 (Bull., n° 202), 26 déc. 1845 (Bull., nos 370-371), 24 mai 1850 (Bull., n° 170), 20 mars 1862 (Bull., n° 89).

(2) M. Meaume, *Comm. Cod. forest.*, tome II, p. 887 et suiv. — Curasson, *Code for.*, tome II, p. 400 et suiv. — M. Rousset, *Dict. gén. des forêts*, 1^{re} partie, p. 404.

(3) M. Meaume, *Comm. Code for.*, tome II, p. 887.

(4) M. Meaume, *Comm. Code for.*, tome II, p. 887.

tionner ici intégralement les motifs de cet arrêt, qui formeront les arguments de ce deuxième système, système qui n'a été soutenu par aucun auteur. Après avoir rappelé les principes de l'article 365, C. I. C., la Cour suprême s'exprime ainsi :

« Attendu qu'en ce qui concerne l'emprisonnement, l'article 192 du Code forestier, dont il a été fait application à la cause, ne repousse ni expressément par une déclaration formelle, ni implicitement par la nature de ses dispositions, le principe du non cumul des peines ;

« Que si l'arrêt dénoncé a annulé avec raison les peines d'amende, parce qu'en matière forestière l'amende devient la base, aux termes de l'article 202 du Code forestier, de la fixation des dommages-intérêts ; qu'elle se trouve ainsi étroitement liée aux réparations civiles, et qu'elle participe dans une certaine mesure de leur caractère ; il n'en est point de même de la peine d'emprisonnement qui affecte directement la personne du prévenu et le frappe dans sa liberté ; que l'arrêt dénoncé a donc méconnu et violé les dispositions de l'article 365 précité, en réprimant par une peine distincte d'emprisonnement chacun des deux délits reconnus constants à la charge du demandeur, alors qu'il ne devait prononcer que la peine la plus forte :

« Par ces motifs la Cour casse et annule..... »

Nous croyons que le premier système est seul applicable en matière forestière, que par conséquent le

principe du cumul doit être admis pour toute condamnation : nous allons réfuter successivement les arguments de l'arrêt de Cassation du 21 novembre 1878, reproduit du reste par la Cour d'appel d'Amiens, dans son arrêt du 24 janvier 1879 sur la même affaire.

Nous croyons que la dérogation aux règles du Code d'instruction criminelle peut être non-seulement expresse, mais encore implicite, résultant de l'esprit général de la législation. — En effet, lorsque les Codes d'instruction criminelle et pénal ont été promulgués, toutes les peines encourues à la suite de délits forestiers se cumulaient. — Lors de la rédaction de l'article 365, C. I. C., le législateur ne pouvait donc avoir en vue les délits forestiers. Il n'y a rien à conclure de l'article 187 du Code forestier qui, en rendant applicables aux délits forestiers les dispositions du Code d'instruction criminelle, a seulement voulu indiquer les formes de procédure et non l'application d'un *principe de pénalité* placé sous la rubrique des Cours d'assises. Si donc on ne peut tirer aucune induction de cet article, quant à l'application du principe de la non-cumulation des peines, il est impossible d'entrevoir comment on pourrait décider que le Code forestier aurait introduit un droit nouveau à cet égard. Le législateur a eu si peu l'intention d'introduire dans le Code forestier le principe de la non-cumulation, qu'il admet expressément cette cumulation lorsqu'il déclare qu'on doit prononcer autant d'amendes qu'il y aura d'arbres, ou de char-

ges enlevées, ou de têtes de bétail introduites dans la forêt (art. 144, 147, 192, 194, 196, 199).

Les amendes, en matière forestière, ont un caractère pénal et ne peuvent pas être assimilées aux condamnations pécuniaires infligées en matière de douane, qui, d'après un arrêt de la Cour de cassation du 28 janvier 1876 (1), sont considérées comme des réparations civiles. Les lois de douane sont des lois fiscales, dont l'inobservation se traduit nécessairement en une perte pour l'État. En matière forestière, quand le Trésor perçoit des amendes prononcées pour des délits commis dans les bois des communes ou dans ceux des particuliers, il les perçoit à titre de peine et non pas à titre de réparation d'un dommage qu'il n'a pas souffert (2). Les auteurs et la jurisprudence d'accord pour décider que les amendes forestières devaient se cumuler ne l'ont jamais fait, en se fondant sur ce qu'elles auraient le caractère de réparations civiles. — Dès qu'on admet du reste le cumul des amendes, qui ont réellement le caractère de peines, il n'existe aucune raison juridique pour ne pas admettre également le cumul des peines d'emprisonnement. Du soin que le législateur a pris de réduire ces dernières, dans la loi de 1859, à de très-courtes durées, en con-

(1) Crim. cass., (Bull., n° 30).

(2) V. à ce sujet Chauveau et Faustin-Hélie, *Théorie du Code pénal*, (1861), tome I, p. 208 et suivantes, notamment à la p. 212, l'explication de l'art. 206 du Code forestier.

statant que les peines se cumulaient en matière forestière (1), on ne saurait induire qu'il a voulu que le cumul fût restreint aux amendes.

Il est d'ailleurs à remarquer que les peines d'emprisonnement sont elles-mêmes proportionnées par le Code forestier à l'importance matérielle du délit, suivant laquelle varie le chiffre des amendes. L'article 192 dont l'application est l'objet de l'arrêt de cassation que nous discutons, dispose qu'il pourra être prononcé un emprisonnement de cinq jours au plus, si l'amende n'excède pas 15 francs, et de deux mois au plus, si l'amende est supérieure à cette somme. — Le législateur a donc entendu que la durée de l'emprisonnement varierait comme le chiffre de l'amende, suivant le dommage causé aux propriétaires de forêts. La proportion serait détruite si, pour plusieurs délits, ne donnant lieu chacun qu'à une amende de 15 francs, le cumul des amendes n'entraînait pas celui des peines d'emprisonnement.

TROISIÈME SECTION.

Réparations civiles.

§ 1^{er}.

Restitutions.

En général, on n'obtient des condamnations

(1) Dalloz, *Extrait Jurisp. générale*, 1860, p. 40, n° 72.

civiles devant un tribunal répressif, que lorsqu'on les a demandées. La restitution fait exception à cette règle, et le juge doit l'accorder, sans qu'elle ait fait l'objet d'une requête, *Spoliatus ante omnia restitutus*.

La restitution a lieu en nature ou en argent, et s'il y a débat sur la valeur de la chose enlevée en fraude, le tribunal décide en arbitre. En droit commun, la loi ne fixe pas le prix qui est dû par le délinquant, s'il ne peut pas restituer en nature. Une exception existe cependant dans le Code forestier : notre loi spéciale décide en effet, sous l'article 34, que les amendes encourues par un adjudicataire pour déficit de réserves ou pour avoir coupé un arbre marqué ou désigné pour demeurer en réserve, seront du tiers en sus de celles déterminées par l'article 192; toutes les fois que l'essence et la circonférence des arbres pourront être constatées. Si au contraire, il y a impossibilité de reconnaître ces circonstances du délit, l'amende ne pourra être moindre de 50 francs ni excéder 200 francs.

L'évaluation sera presque toujours supérieure à la valeur réelle des arbres de réserve que les adjudicataires ne peuvent représenter. Mais cette disposition est la conséquence d'un système général, duquel il résulte que les adjudicataires sont traités plus sévèrement que les délinquants ordinaires (1).

(1) M. Meaume, *Jurisp. forest.*, p. 128.

§ II.

Dommages-intérêts.

Les dommages-intérêts sont une augmentation de la restitution pour le désagrément causé (art. 51, C. P.), et le tribunal ne peut les allouer qu'à la partie lésée elle-même. En droit commun, pour obtenir des dommages-intérêts, il faut remplir trois conditions : 1° Demander les dommages-intérêts ; car en matière civile, aucune condamnation n'est accordée que sur une demande ; 2° Être en présence d'un délit, dont les circonstances aient été assez graves pour motiver cette requête ; c'est au juge à apprécier la gravité ; 3° Prouver que les dégâts causés justifient la demande.

Appliquons en matière forestière ces règles générales : 1° La demande en dommages-intérêts est toujours nécessaire ; 2° La preuve de la gravité du dégât causé peut résulter du procès-verbal seul, ce qui constitue une grande faveur accordée à la partie civile, en matière forestière ; le dommage en effet résulte des faits matériels, et il est démontré par cela seul que le délit est lui-même prouvé. Enfin, 3° Le juge n'aura, dans toutes les affaires forestières, qu'un pouvoir d'appréciation très limité, puisqu'en vertu de l'article 202 du Code forestier : « Dans tous
« les cas où il y aura lieu à adjuger des dommages-
« intérêts, ils ne pourront être inférieurs à l'amende

« simple prononcée par le jugement. » Les juges du reste, ne sont pas limités quant au maximum.

Une difficulté s'est présentée quant à la détermination du sens qu'on doit attacher aux mots *amende simple prononcée par le jugement*. Ces expressions ont été employées par opposition aux mots *amende doublée*, qu'on lit dans les articles 200 et 201. Il suit de là que l'amende simple doit être entendue de celle qui est dégagée de toute récidive, de nuit ou d'emploi de la scie. Telle est l'opinion constamment admise par la jurisprudence et la doctrine (1).

Certaines dispositions du Code forestier, parmi lesquelles l'art. 37, décident que des dommages-intérêts doivent être accordés par le tribunal, pourvu que la demande en ait été faite. — C'est ce qui a motivé dans certaines affaires l'intervention du ministère public, pour demander des dommages-intérêts en matière forestière.

Le Code pénal forestier d'Alsace-Lorraine diffère profondément de notre législation, en ce qui concerne les dommages-intérêts. La loi allemande de 1880 décide en effet que la réparation du dommage causé, en dehors de la valeur de la chose volée, ne pourra être poursuivie que par la voie de la procédure civile. Du reste, le délinquant, indépendam-

(1) Crim. cassat. 1^{er} février 1834 (Bull., n^o 41), 2 août 1834 (Bull., n^o 255). — M. Meaume, *Comment.*, tome II, p. 964.

ment de la peine prononcée, est tenu de restituer à la partie intéressée la valeur de la chose volée (1).

§ III.

Frais et dépens.

Les frais sont les dépenses avancées par le prévenu ou par le demandeur. Celui qui succombe dans l'instance doit être condamné à les payer (art. 162, C. I. C.). — En France, les frais qu'entraîne une instance judiciaire sont considérables. Ils sont formés surtout par les droits de timbre et d'enregistrement qui, d'une part, portent les condamnations obtenues contre les délinquants à des chiffres trop élevés eu égard à l'importance de l'infraction à la loi, et qui, d'autre part, empêchent les propriétaires lésés d'intenter une action, en raison de laquelle ils craignent d'avoir à supporter les frais, en cas d'insolvabilité des coupables. Le législateur de 1859 s'est préoccupé de cet état de choses et avait voulu que, conformément à la proposition d'un très grand nombre de députés, les procès-verbaux des gardes particuliers fussent enregistrés en débet, c'est-à-dire sans que les poursuivants eussent rien d'abord à dépenser; ils n'auraient dû rembourser ces frais d'enregistre-

(1) *Das Elsass-Lothringische Gesetz betreffend das Fortstrafrecht, und das Forststrafverfahren*, vom 28 april 1880, art. 19, (1880).

ment et de timbre que dans le cas où le jugement aurait tourné contre eux. Le conseil d'État n'a pas adopté cet amendement, que lui avait proposé la commission de la Chambre, en se fondant sur ce qu'en France le particulier lésé doit, en thèse générale, intenter l'action en réparation à ses frais (1).

Malgré ce motif et quelques autres donnés par le conseil d'État et approuvés par la commission, nous croyons que l'intérêt général réclame vivement une réforme relative à la diminution des frais de justice en matière forestière.

Le Code forestier belge promulgué le 20 décembre 1854 et calqué sur notre loi de 1827, dispense de la formalité du timbre et de l'enregistrement tous les procès-verbaux et actes de procédure concernant les délits forestiers. Comparons pour deux délits passibles d'une amende égale dans les deux pays, la différence des condamnations prononcées, en ce qui concerne les bois régis par l'administration publique.

« Un jugement du tribunal de Liège condamne,
« en janvier 1857, la femme Élisabeth Galère, sous
« la responsabilité de son mari, pour avoir enlevé
« une charge de feuilles dans le bois de la commune
« de Plainvaux ; les peines prononcées sont celles ci-
« après : 1° Amende, 2 fr. ; 2° Restitution, 0 fr. 50 ;
« 3° Frais, 2 fr. 25 ; soit au total : 4 fr. 75.

(1) Rapport de la Commission, n° 71. *Loi 1859*, Dalloz, 1860.

« Un jugement du tribunal d'Épernay, du 28 février 1857, condamne Auguste Colon, fils mineur
« et sous la responsabilité de son père, pour avoir
« coupé une charge de bois mort, dans la forêt
« communale de Conflans, aux peines ci-après :
« 1^o Amende, 2 fr. ; 2^o Décime, 0 fr. 40 ; 3^o Frais,
« 13 fr. 40 ; soit au total : 15 fr. 50.

« Dans les deux cas, il s'agit de délits bien minimes. Or est-il besoin de faire ressortir que le Code
« forestier français emporte une condamnation hors
« de toute proportion avec le délit qu'il a voulu punir (1) ? » Nous constaterions des différences bien plus grandes encore, si nous établissions la même comparaison en 1882. Grâce aux augmentations successives qu'ont subi les frais de timbre et d'enregistrement en France, la moindre condamnation s'élève à 20 francs et plus. — Qu'arrive-t-il ? Les délinquants en général pauvres ne paient ni l'amende, ni les frais, et la partie lésée est obligée de recourir contre eux, par des formalités compliquées, à la contrainte par corps, comme nous le verrons plus loin.

La loi forestière belge au contraire impose toujours la peine d'emprisonnement à défaut de paiement des condamnations. Cette disposition qui semble bien

(1) Ces considérations et ces chiffres sont puisés dans un rapport adressé par M. de Forcade, ancien directeur général des forêts, à la Commission législative, chargée de l'examen du projet de loi de 1859. Ce rapport a été rédigé par M. Martin, conservateur des forêts, à Châlons, le 23 mars 1858.

rigoureuse, quand on la considère isolément, constitue, combinée avec la diminution des frais, un système modéré, dont les résultats ont été excellents depuis 1855; — car en Belgique toutes les condamnations sont acquittées. La répression a chez nos voisins une portée morale et, comme on l'a dit, l'épigraphe de la procédure indique que l'autorité agit *Pro Justitiâ*.

La répression, en France, semblerait dire plutôt *Pro Thesaurò*. De là vient que le délinquant en France se révolte contre une condamnation bien supérieure à la gravité du fait, dont il s'est rendu coupable. Ce condamné a le sens moral assez juste pour savoir qu'en s'appropriant un fagot de bois ou tout autre produit minime du sol forestier, il a enlevé à autrui, une chose dont la valeur réelle est à peine de 20 à 25 centimes, et dont la valeur vénale fut-elle de 75 centimes, ne se compose, en réalité, que de celle du temps qu'il a fallu employer à la recueillir au bois et à la transporter de là au lieu de la vente ou de la consommation.

A la vérité, l'administration forestière, en France, s'est fait voir, depuis la loi de 1859, toute disposée elle-même à éviter de requérir des condamnations pour de petits délits qui toujours sont les plus fréquents. Outre les nombreuses transactions qu'elle accorde chaque année (1), elle a consenti : 1° Le ramas-

(1) D'après les relevés de l'administration, des transactions sont accordées pour plus des trois quarts des procès-verbaux.

sage gratuit du bois mort pour les indigents; 2° Des concessions pour ramassage de bruyères, genêts et autres menus produits du sol forestier, moyennant une faible rétribution en argent ou encore moyennant quelques journées de travail employées à l'entretien des forêts. — L'intérêt de la suppression des droits de timbre et d'enregistrement dans les affaires forestières concernant l'administration est donc aujourd'hui à peu près nul : mais il subsiste plus sérieux que jamais à l'égard des délits commis dans les bois des particuliers. — Ce dégrèvement est une des questions qui doit se présenter à l'attention du législateur; on ne complètera l'œuvre de conservation et d'accroissement des forêts si bien commencée par la loi du reboisement du 4 avril 1882, qu'en diminuant les frais de procédure pour la poursuite des délits forestiers.

Nous terminerons par quelques mots sur une question relative aux frais des greffiers, dans les poursuites exercées par l'administration forestière.

Les agents forestiers peuvent réclamer, pour les besoins de leur service, des extraits n° 2 du casier judiciaire, destinés à être joints à tout dossier correctionnel, en les payant aux greffiers 25 centimes sur le budget de leur administration, sauf à y être autorisés par celle-ci.

Les greffiers ne peuvent, si les agents forestiers n'ont rien demandé, faire payer aucun bulletin à l'administration forestière, puisque les dossiers sont

formellement exemptés du bulletin n° 2 (Circul. du ministre de la justice, 1^{er} juillet 1856) et que le dépôt au casier du bulletin n° 1, en cas de condamnation à l'emprisonnement, est une mesure d'administration générale judiciaire.

Enfin les greffiers ne peuvent ajouter dans la liquidation des dépens, à la charge des délinquants condamnés, que le prix d'un bulletin n° 1, et encore, dans le cas seulement où la condamnation emporterait la peine de l'emprisonnement (1).

(1) Réponse du Comité de législation forestière, *Répertoire de législation forestière*, tome VI, 1875, p. 133 et suiv.

CHAPITRE V.

EXÉCUTION DES JUGEMENTS.

L'exécution des jugements et des arrêts rendus en matière forestière est, depuis la loi du 29 décembre 1873, confiée aux percepteurs. — Les agents de l'administration ne sont chargés dans la mise à exécution que de certaines mesures préparatoires. — L'exécution peut être annihilée ou modifiée : soit par amnistie, soit par grâce, soit par transaction après jugement, soit par remise d'amendes, soit par renonciation aux réparations civiles, soit enfin par prescription de la peine. — Que les jugements soient rendus contre des individus qui ont commis des délits dans les bois soumis au régime forestier ou dans ceux des particuliers, ces jugements sont exécutés de la même manière (art. 215, C. F.).

PREMIÈRE SECTION.

Exécution rigoureuse et intégrale.

§ I^{er}.

Significations.

Le premier acte d'exécution d'un jugement est la signification ; aucun jugement en effet ne peut rece-

voir son exécution avant d'avoir été signifié. En général cette signification se fait par huissier, à l'aide d'une copie conforme du jugement, appelée grosse exécutoire. Telle est la règle en droit commun ; mais, en matière forestière, l'art. 209, C. F., décide que *les jugements rendus à la requête de l'administration forestière ou sur la poursuite du ministère public seront signifiés par simple extrait qui contiendra le nom des parties et le dispositif du jugement*. Cette simplification a été apportée à la procédure ordinaire dans le but d'éviter des frais. La signification ainsi rédigée doit être remise au délinquant par un huissier ou par un porteur de contraintes (Loi du 29 déc. 1873) et quand les délais d'appel ou de pourvoi en cassation sont écoulés.

Notons cependant une exception à la règle que la signification ne peut pas être portée par les gardes ; cette exception est relative au cas d'un jugement par défaut. La signification du jugement par défaut n'est pas encore un acte d'exécution, elle n'a pour but que de faire courir les délais d'opposition et d'appel ; aussi peut-elle être faite par un garde à la requête de l'administration forestière, en vertu de l'art. 173, C. F.

§ II.

Organes chargés de la mise à exécution.

En principe c'est celui qui poursuit qui est chargé

de mettre à exécution le jugement rendu à sa requête. Une exception à cette règle existe en matière forestière; car, d'après l'art. 210, C. F., *le recouvrement de toutes les amendes forestières est confié au receveur de l'enregistrement et des domaines*. La loi du 29 décembre 1873 a substitué aux receveurs de l'enregistrement et des domaines les percepteurs, dans le but de diminuer les attributions de l'administration des domaines surchargée de besogne. Les percepteurs ont aussi mission, comme leurs devanciers, de récolter toutes les condamnations pécuniaires : dommages-intérêts, frais (1). Les organes chargés de la mise à exécution des jugements rendus en matière forestière sont le procureur de la République et le percepteur, auxquels il faut ajouter parfois les agents forestiers.

A. — *Le procureur de la République* a seul les clefs de la prison; c'est lui seul qui ordonne l'arrestation du condamné à la peine d'emprisonnement. Cependant ce principe est tempéré par cette règle générale : il appartient à qui a obtenu un jugement de condamnation de demander l'incarcération du coupable. C'est la partie qui doit payer les frais de capture. L'administration forestière doit demander, comme un particulier, au procureur de la République qu'il ordonne l'emprisonnement. Si les agents ne formaient pas cette requête, les délinquants ne seraient jamais

(1) M. Puton, *Manuel*, p. 223.

mis en prison et l'impunité leur serait assurée. Relativement à toutes les peines autres que celle de l'incarcération prononcées par le jugement le procureur de la République n'intervient pas et le rôle du percepteur commence.

B. — *Le percepteur* est instruit sans retard de tout jugement condamnant un délinquant à des peines pécuniaires. — Dès que cet agent des contributions directes a connaissance de la condamnation, il envoie au coupable une signification avec commandement par un huissier ou par un porteur de contraintes, ce dernier pouvant depuis la loi du 29 décembre 1873 procéder à des saisies exécution.

Le percepteur établit la répartition des sommes dues à l'État et aux propriétaires des forêts où les délits ont été commis; il sépare les restitutions et dommages-intérêts qui doivent être donnés aux parties poursuivantes, assurant à ces réparations civiles la priorité, en cas d'insuffisance des biens pour le paiement de l'amende. Cinq jours après le commandement, le percepteur pourra demander au procureur de la République à user de la contrainte par corps, si le délinquant n'a pas acquitté ses condamnations (art. 211, C. F.).

Le percepteur jouit même à cet égard d'un droit particulier : lorsqu'un jugement a prononcé contre un individu des peines d'emprisonnement et en outre des amendes, dommages-intérêts et frais, le percepteur chargé d'arriver au paiement de ces

sommes peut recommander le condamné incarcéré au geôlier pour assurer l'exécution du jugement, en cas de nécessité de recours à la contrainte par corps. Cette faculté de recommandation s'exerce par un commandement et une requête au ministère public qui adresse une réquisition en temps utile au gardien de la prison (1). Le percepteur, représentant de l'État pour les condamnations pécuniaires en matière forestière, se trouve dans la même situation qu'un particulier; le ministère public a les mêmes fonctions dans le cas spécial d'une condamnation pour délit commis dans une forêt domaniale et dans le cas où la requête lui est adressée par une partie civile.

La seule différence qu'on puisse relever dans la loi de 1867 est relative à la consignation des aliments. Le débiteur incarcéré à la requête d'une administration, au sujet d'une dette ou d'un délit, est nourri sur les fonds généraux des prisons, comme les prisonniers qui subissent leurs peines à la requête du ministère public. Cette exception s'étend aux condamnations forestières poursuivies par les agents au profit des communes (Décret du 4 mars 1808), et recouvrées par les percepteurs dans les mêmes formes que pour l'État (art. 210, C. F.). L'obligation de consigner les aliments, en dehors de notre

(1) MM. Guyot et Puton, *Contrainte par corps*, (1880), n° 89, p. 95.

cas spécial, s'applique à toutes les parties civiles même aux personnes morales (1).

L'art. 2 de la loi de 1867 est tellement formel qu'on ne soutient plus qu'il faut laisser entre le commandement et la recommandation, pour le condamné prisonnier, le même délai qu'entre le commandement et la demande à fins de contrainte, quand le débiteur n'est pas encore incarcéré. « Si « le débiteur est détenu, la recommandation peut « être ordonnée *immédiatement* après la notification « du commandement. » Depuis la loi du 19 décembre 1871, abrogeant le paragraphe 2 de l'art. 3 de la loi du 22 juillet 1867, la contrainte par corps a lieu pour le paiement des frais au profit de l'État comme pour toute autre condamnation pécuniaire (2).

Le percepteur doit remplir exactement les formalités exigées pour arriver à la contrainte par corps d'un condamné; car ce dernier peut envoyer, dans toutes les difficultés d'incarcération, une demande en référé jugée par le président du tribunal civil. La compétence de l'administration cesse nécessairement, s'il s'élève sur l'exécution de la peine quelque incident contentieux; le ministère public peut seul statuer, sauf au coupable que cette solution concerne à en référer, s'il le juge convenable, au tribunal qui a condamné.

(1) MM. Guyot et Puton, *Contrainte par corps*, (1880), n° 118, p. 121.

(2) Chauveau et Faustin-Hélie, *Théorie du droit pénal*, 1861, tome I, p. 284, n° 120.

On ne peut pas exercer la contrainte par corps contre les personnes civilement responsables énumérées par l'art. 206, C. F. ; notons cependant l'exception de l'art. 28, C. F., en vertu duquel « tout procès verbal d'adjudication emporte exécution privée et « contrainte par corps contre les adjudicataires, « leurs associés et cautions, tant pour le paiement « du prix principal de l'adjudication que pour accessoires et frais. » Le mineur de 16 ans est affranchi de la contrainte par corps ; le sexagénaire n'en subit que moitié ; le mari et la femme ne peuvent y être astreints ensemble même pour des dettes différentes ; s'ils ont des enfants, le tribunal peut en suspendre l'exercice pendant un délai d'un an (1).

La contrainte par corps demandée par les percepteurs ne s'applique qu'aux condamnés solvables, pour ceux qui sont insolvable leur cas regarde spécialement les agents forestiers.

C. — *Administration forestière.* — N'étant pas comptables les agents forestiers ne peuvent toucher les peines pécuniaires prononcées à la requête de l'administration forestière. Leur rôle en matière d'exécution de jugements est donc très restreint (2).

Ils doivent cependant s'entendre avec le procureur de la République pour obtenir l'incarcération. Ils sont aussi chargés d'assurer l'exécution des jugements, en

(1) M. Puton, *op. cit.*, p. 222.

(2) M. Puton, *op. cit.*, p. 225.

ce qui concerne la démolition des ouvrages à distance prohibée (art. 152 et suiv.); c'est par huissier que l'administration donne au condamné l'ordre de détruire. Ce sont aussi les agents forestiers qui doivent assurer l'exécution des jugements qui ont prononcé la privation d'un droit d'usage (art. 149, C. F.) ou du permis de chasse (L. 3 mai 1844, art. 18).

En dehors de ces attributions, l'administration forestière participe à l'exécution des jugements contre les condamnés insolubles. Pour les questions qui se rattachent à cette exécution spéciale nous renvoyons à nos développements sur les moyens d'exécution des jugements.

Enfin les agents forestiers sont chargés d'opérer la confiscation, qui ne s'exerce réellement que sur les objets matériellement saisis. Tous les instruments facilement transportables et susceptibles d'être gardés au greffe sont déposés entre les mains du greffier (art. 198, C. F.).

Les agents forestiers doivent aussi adresser un bordereau à l'administration des domaines pour les bois saisis dont la confiscation a été prononcée (art. 81 et 154, C. F.). — Les objets confisqués sont vendus par les receveurs des domaines en adjudication. Du reste nous reviendrons plus loin sur ces questions.

§ III.

Moyens d'exécution des jugements.

Ces moyens sont au nombre de quatre : emprisonnement, paiement des condamnations pécuniaires, confiscation, et contrainte par corps.

A. — Emprisonnement.

L'emprisonnement est exercé à la requête de l'administration forestière, comme nous l'avons vu, par l'intermédiaire du procureur de la République qui fera saisir le condamné par les gendarmes, s'il refuse de se rendre de bon gré à la prison. — Les principes du droit commun sont tous applicables ici.

B. — Paiement des condamnations pécuniaires.

Sous les mots condamnations pécuniaires on entend : les amendes, les dommages-intérêts, les restitutions et les frais, en un mot, tout ce qui se traduit par un paiement en argent. — Le versement doit se faire entre les mains du percepteur soit volontairement, soit après la signification du jugement ; si le condamné refuse de payer, les agents des contributions directes font un commandement puis une saisie par huissier ou porteur de contraintes. On saisit d'abord les meubles puis les immeubles, sans que cependant il soit permis de saisir ceux qui sont grevés de privilèges ou d'hypothèques. — On doit dans

ce cas observer les délais réglementaires. — Si les biens du condamné doivent être partagés entre plusieurs saisissants, les dommages sont payés avant l'amende (art. 468, C. P.) — Pour les délits commis dans les bois soumis au régime forestier, cette disposition offre un grand intérêt, quand les forêts dans lesquelles l'infraction à la loi a été commise appartiennent aux communes ou à des établissements publics.

C. — *Confiscation. — Saisie.*

La confiscation ne peut pas être prononcée s'il n'y a eu précédemment une saisie préparatoire.

Les objets confisqués sont vendus par le receveur des domaines. Mais dans le cas de la saisie opérée en vertu de l'article 161, C. F., nous avons vu que les bestiaux trouvés en délit dans les bois soumis au régime forestier sont vendus, sur ordonnance du juge de paix, dans les cinq jours qui suivent le séquestre, si les propriétaires ne se sont pas présentés pour les réclamer.

A quelle autorité devra s'adresser le prévenu pour toucher le prix de vente des bestiaux si la saisie n'a pas été validée?

Si au contraire, elle est validée, le prix de vente servira-t-il uniquement de garantie aux condamnations prononcées pour le délit qui a motivé la saisie ou à toutes les condamnations qui peuvent intervenir contre le délinquant?

Ces deux questions ont soulevé de nombreuses controverses, les adversaires ont été mis d'accord par une circulaire du conseiller d'État, directeur général de la comptabilité publique, en date du 30 janvier 1879, communiquée au service des forêts le 28 février 1879. Cette récente circulaire a fixé l'opinion des agents d'exécution sur la matière. — Désormais le prix net des bestiaux saisis doit être appliqué, le cas échéant, au paiement des condamnations prononcées à la suite de ces délits; ce qui implique également son application à l'acquittement de toutes les transactions soit avant, soit après jugement. Les receveurs des domaines doivent donc informer, dans les départements, les trésoriers payeurs généraux, par l'intermédiaire de leur directeur, des jugements intervenus et du résultat des ventes effectuées, ventes dont le prix, conformément aux dispositions de l'article 169, C. P., reste déposé entre leurs mains. Le percepteur chargé du recouvrement des condamnations pécuniaires, prévenu de l'existence de ce gage, doit demander au trésorier général de provoquer le paiement de ces condamnations près du Ministre de l'Agriculture, attendu que le produit brut des ventes figurant parmi les recettes de l'administration des forêts, sous le titre de « autres menus produits », c'est à cette administration qu'il appartient de le rembourser au Trésor, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour le désintéresser. L'administration des forêts doit statuer sur

les demandes en restitution du produit net de la vente, lorsque cette restitution a été ordonnée par un jugement, ou lorsqu'un délinquant a payé la transaction, qui lui a été accordée.

Peut-être pourrait-on soutenir qu'en droit strict la compensation établie par la circulaire du 30 janvier 1879, entre la créance et la dette du délinquant, suivant les dispositions des articles 1289 et 1290, C. C., ne saurait, en présence des restrictions de l'article 1293, C. C., qui excepte les dépôts de cette compensation, être étendue à d'autres condamnations. En effet, si l'art. 169, C. F., en autorisant la rétention du prix de vente des bestiaux saisis dans les bois jusqu'au jugement à intervenir, a fait de ces bestiaux le gage des condamnations que ce jugement prononcerait, le délinquant pourrait prétendre que ces condamnations une fois payées, le gage redevient un simple dépôt et que, n'ayant cessé de lui appartenir, la restitution doit lui en être faite, quelles que soient ses autres dettes envers le Trésor (1). Mais d'une part, l'article 1293, C. C., semble plutôt applicable aux dépôts volontaires, que le dépositaire ne saurait conserver sans mauvaise

(1) En ce qui concerne les créances de l'Etat, il est généralement reconnu que la compensation ne s'opère qu'autant que l'Etat se trouve, en sa double qualité de créancier et de débiteur, représenté par la même régie, et que d'ailleurs, cette compensation ne porte pas atteinte aux règles de la comptabilité financière (Aubry et Rau, tome IV, p. 235, édit. 1871).

foi, qu'aux dépôts prescrits par la loi. D'autre part, il est certain que, s'il fallait recourir à l'autorité judiciaire pour faire attribuer au Trésor une somme qui lui est dûe incontestablement, les frais de procédure seraient hors de proportion avec l'importance du litige; aussi l'administration tout en admettant la possibilité d'un procès, en laisse l'initiative au débiteur.

D. — *Contrainte par corps.*

MM. Puton et Guyot, nos savants maîtres à l'École forestière, ont défini la contrainte par corps « une « voie d'exécution des jugements, consistant dans « la séquestration de la personne du condamné, « afin d'arriver plus sûrement au paiement des « condamnations pécuniaires (1). » On a pensé en effet, que le délinquant ferait tous ses efforts pour payer, dans le but de conserver sa liberté, et la contrainte est, en quelque sorte, une épreuve de son insolvabilité. La contrainte, comme l'ont soutenu à tort certains auteurs (2), n'est donc pas une peine, et ce qui le prouve, c'est qu'en général une fois exercée, le condamné n'est pas dispensé pour cela de subir les peines portées par le jugement. Une exception cependant a été faite à cette dernière

(1) Voir sur cette matière l'ouvrage si complet et si clair de MM. Puton et Guyot, 1880. .

(2) Voir Critique de Troplong sur Bigot-Préameneu, exposé du Code civil, n° 9.

règle, par une faveur toute spéciale, par une véritable grâce que l'État accorde au délinquant forestier insolvable. En effet une décision ministérielle du 2 novembre 1829 (1) a établi que la contrainte par corps subie par un insolvable forestier est libératoire. « Il en résulte que les agents d'exécution
« doivent s'abstenir de poursuivre le recouvrement
« des autres condamnations, quand même il sur-
« viendrait à l'insolvable des moyens ultérieurs de
« paiement. Mais cette mesure purement adminis-
« trative n'a pas la valeur d'un texte de loi ; elle ne
« lie que les agents du Trésor, et ne concerne que
« la part de condamnation qui reviendrait au fisc ;
« elle ne peut préjudicier aux droits de la partie
« civile, tels qu'ils résultent du droit commun (2). »

Nous avons vu que l'exécution de la contrainte par corps contre des délinquants solvables, était réservée aux percepteurs seuls. Pour les insolubles, ce sont les agents forestiers qui dressent, au début de chaque trimestre, d'après des états arrêtés entre eux et les percepteurs, une liste des condamnés, contre lesquels les jugements sont susceptibles d'exécution ; le procureur inscrit sur cette liste le nombre qu'on en pourra incarcérer : les agents forestiers choisissent les délinquants habituels et dangereux, et le percepteur, sur l'ordre du trésorier

(1) Voir Recueil Baudrillart, tome IV, p. 336. Circul., n° 233, (ancienne série).

(2) MM. Puton et Guyot, tome IV, p. 169.

payeur général, provoque leur incarcération. Il faut l'assentiment du conservateur des forêts, pour élargir un délinquant, avant l'expiration de la contrainte.

Dans le cas où le délinquant forestier insolvable aura obtenu sa libération, après avoir été contraint par corps, cette libération profitera-t-elle aux délinquants solvables condamnés solidairement avec lui ? Deux opinions ont été émises sur la question. Il faut distinguer entre l'exercice de la contrainte par corps et son effet libératoire.

PREMIER SYSTÈME. — *On ne doit incarcérer l'insolvable que pendant une durée correspondante à la portion de dette tombant à sa charge personnelle; on réserve de cette manière l'exercice de la contrainte, pendant le reste du temps, contre les autres condamnés. L'effet de la décision de 1829, est applicable aux délinquants solvables qui sont libérés comme à l'insolvable.* — MM. Giraud et Prisse (1), qui soutiennent ce système, s'appuient pour le premier point sur l'art. 237 de l'Instruction générale relative au service des amendes, et pour le second, sur une décision administrative conforme à leur opinion (2 novembre 1863).

DEUXIÈME SYSTÈME. — *On peut exercer successi-*

(1) *Commentaire sur l'instruction générale sur les prisons*, MM. Giraud et Prisse, n° 619 (1878).

vement contre chacun des condamnés, la contrainte basée sur l'ensemble des condamnations prononcées, sauf le bénéfice d'insolvabilité, si quelques-uns des condamnés peuvent s'en prévaloir. Quant au recouvrement des peines, l'esprit libérateur résultant de la décision de 1829 est spécial à l'insolvable; les autres condamnés peuvent encore être poursuivis. Cette opinion soutenue par MM. Puton et Guyot (1) s'appuie sur les principes généraux. L'article 237 de l'Instruction générale sur le service des amendes est une prescription administrative qui ne peut détruire les décisions générales de la jurisprudence et de la doctrine (2), et la solution du 2 novembre 1863, isolée en la matière, n'est pas suffisante pour justifier un système aussi favorable aux délinquants. Nous croyons qu'on doit admettre de préférence le second système.

L'application de la loi du 22 juillet 1867 sur la contrainte par corps aux délinquants forestiers insolubles a donné lieu, tant de la part des agents des forêts et des domaines que de celle des magistrats du parquet à des divergences d'interprétation sur lesquelles nous croyons devoir insister.

L'art. 9 de cette loi dispose que la durée de la contrainte par corps, pour l'exécution des condam-

(1) MM. Puton et Guyot, *Contrainte par corps*, (1880), p. 170, n° 176.

(2) MM. Puton et Guyot, *Contrainte par corps*, (1880), p. 147, n° 147.

nations pécuniaires, en matière criminelle, ou correctionnelle, sera de deux jours à vingt jours, quand l'amende et les autres condamnations n'excéderont pas cinquante francs : puis successivement de vingt jours à quarante, de quarante à soixante, etc., suivant le montant des sommes à recouvrer : et enfin d'un an à deux ans, lorsque le total des condamnations s'élèvera à plus de 2000 francs.

Aux termes de l'article 10, les condamnés qui justifient de leur insolvabilité, dans les formes tracées par l'art. 420 du Code d'instruction criminelle, sont mis en liberté, après avoir subi la contrainte pendant la moitié de la durée fixée par le jugement.

Ces dispositions s'appliquent à tous les délits ; mais l'art. 18 en contient d'autres qui concernent spécialement les délits forestiers.

Cet article est ainsi conçu : § 3. « Le titre XIII du « Code forestier et l'art. 7 de la loi sur la pêche « fluviale, sont maintenus et continuent d'être « exécutés, *en ce qui n'est pas contraire à la pré-
« sente loi.* »

§ 4. « En matière forestière et de pêche fluviale, « lorsque le débiteur ne fait pas les justifications exi-
« gées par l'art. 420 du Code d'instruction criminelle « la durée de la contrainte est fixée par le jugement « dans les limites de huit jours à six mois. »

Or, aux termes du titre XIII du Code forestier (article 213) : « Les condamnés qui justifieront de leur « insolvabilité seront mis en liberté après avoir subi

« quinze jours de détention, lorsque l'amende et les
« autres condamnations pécuniaires n'excéderont pas
« quinze francs. La détention ne cessera qu'au bout
« d'un mois, lorsque ces condamnations s'élèveront
« ensemble de quinze à cinquante francs. »

« Elle ne durera que deux mois, quelle que soit la
« quotité desdites condamnations.

« En cas de récidive, la durée de la détention sera
« double de ce qu'elle eût été sans cette circons-
« tance. »

Ces dispositions sont-elles maintenues et doit-on, sans s'arrêter aux jugements rendus en présence de la solvabilité, appliquer aux délinquants insolubles des détentions variant de quinze jours à deux mois, (ou d'un mois à quatre mois en cas de récidive) suivant le montant des condamnations? Doit-on considérer au contraire, le maintien de l'échelle établie par le Code forestier comme contraire à la loi de 1867 et réduire de moitié, lorsque le condamné justifie de son insolvabilité, la durée de la contrainte fixée par le jugement, aux termes de la nouvelle loi, dans les limites de huit jours à six mois?

Telle est la première question qui se pose, si l'on admet que le jugement doive être rendu en prévision de la solvabilité du délinquant et sans que ce dernier soit obligé de justifier, le cas échéant, de son insolvabilité, avant la décision des juges. — Mais la rédaction du § 4 de l'art. 18 de la loi de 1867 laisse quelques doutes à cet égard. — Il fixe la durée de la

contrainte que le jugement doit prononcer, quand le débiteur ne fait pas les justifications de l'article 420 du Code d'instruction criminelle.

Des agents des forêts et des domaines ont pensé que le prévenu doit en conséquence, justifier de son insolvabilité avant le jugement, et que, faute par lui de le faire, la durée de la contrainte fixée par le jugement est définitive, et ne peut être réduite par une constatation d'insolvabilité faite seulement après la condamnation.

Mais, dans cette hypothèse même, on doit se demander quelle durée de contrainte les tribunaux devront appliquer, si les prévenus justifient de leur insolvabilité avant le prononcé du jugement. — Appliqueront-ils le titre XIII, art. 213 du Code forestier ? Adopteront-ils l'échelle établie, pour les crimes et délits de toute nature, par l'art. 9 de la loi de 1867, adouci, pour les insolubles, par l'article 10 de la même loi ? Combineront-ils l'art. 10 qui prescrit de réduire de moitié la durée de la contrainte fixée par le jugement, lorsque le condamné est insolvable, avec l'art. 48 qui dispose que les délinquants forestiers solvables seront soumis à une détention comprise dans les limites de huit jours à six mois, et fixeront-ils par suite, la durée de la contrainte, pour les condamnés insolubles, entre quatre jours et trois mois ?

Le doublement de la durée de la détention que prescrit, en cas de récidive, le dernier paragraphe de

l'art. 213 du Code forestier, soulève aussi quelques difficultés.

Si les juges ont fixé la durée de la contrainte en prévision de la solvabilité, et si l'on admet qu'on doive la réduire de moitié, pour les délinquants qui justifient de leur insolvabilité; doit-on la maintenir sans modification, quand le condamné est récidiviste? Les juges devront-ils, par analogie, si le prévenu justifie de son insolvabilité, avant que le jugement ait été rendu, et s'il est en état de récidive, ne jamais abaisser la durée de la contrainte au-dessous du minimum de la détention à appliquer aux condamnés solvables, c'est-à-dire au-dessous de huit jours?

Telles sont les diverses questions que le texte de la loi a laissé indécises.

Tout d'abord, nous croyons devoir exprimer l'avis que le paragraphe 4 de l'art. 18 de cette loi ne peut être interprété en ce sens que le prévenu doit justifier avant le prononcé du jugement, de son insolvabilité. La rédaction de ce paragraphe est sans doute entachée de quelque obscurité; mais il ne prévoit, en définitive qu'une justification d'insolvabilité faite par le *débiteur*, c'est-à-dire par le condamné. — Il nous semble impossible d'exiger cette justification d'un prévenu qui sera peut-être acquitté, et nous pensons que le législateur a seulement voulu dire que la contrainte fixée par le jugement entre huit jours et six mois sera susceptible d'être modifiée, si le condamné est insolvable.

Nous estimons donc, et ce système nous paraît le seul réellement praticable, que les juges doivent toujours fixer la durée de la contrainte, en matière forestière, en prévision de la solvabilité. — La seule difficulté consisterait, suivant nous, à déterminer la durée que l'on doit appliquer, si le condamné justifie après le jugement de son insolvabilité.

Si l'on se reporte à la discussion et à l'exposé des motifs de la loi de 1867, on reconnaît que le gouvernement avait eu l'intention de maintenir pour les délinquants insolubles, l'article 213 du Code forestier. En effet l'art. 18 du projet de loi soumis au Corps législatif disposait simplement que le titre XIII du Code forestier et le titre VII de la loi sur la pêche fluviale étaient maintenus et continuaient d'être exécutés. — Il n'ajoutait pas qu'ils n'étaient maintenus qu'en ce qui n'était pas contraire à la nouvelle loi ; il n'introduisait qu'une innovation dans la législation en matière forestière, il proposait de fixer entre un mois et deux ans, pour les délinquants forestiers solvables, la durée de la contrainte par corps. Ces dispositions concordaient avec l'esprit général de la loi. — En effet, le titre XIII du Code forestier fixant pour les insolubles des durées de contrainte variant de 15 jours à 2 mois (et d'un mois à quatre mois en cas de récidive), il était rationnel de ne pas abaisser la détention des solvables au-dessous d'un mois, puisqu'on se proposait de les traiter toujours avec plus de sévérité que les insolubles.

L'intention du gouvernement de ne pas apporter d'autre modification au titre XIII du Code forestier était d'ailleurs formellement affirmée dans l'exposé des motifs présenté par M. Bayle-Mouillard au Corps législatif. Il y était dit que le maintien des dispositions de la loi forestière se justifiait par leur utilité et leur *efficacité éprouvée*, et que d'ailleurs la faculté qu'avait l'administration de transiger et de permettre aux délinquants de se libérer par des prestations en nature rendrait les emprisonnements moins fréquents.

Mais la Commission apporta quelques modifications au projet de loi. La discussion de l'art. 9, qui fixait la durée de la contrainte en matière ordinaire (criminelle ou correctionnelle) et de l'art. 10 concernant la détention des insolubles, ayant amené quelques critiques du projet du gouvernement, il fut décidé que ces articles seraient renvoyés à la Commission ; le rapporteur demanda et obtint que l'art. 18 lui fût en même temps renvoyé, bien que cet article, applicable seulement aux matières forestières et à la pêche fluviale, ne fût pas venu encore en tour de discussion.

A la suite de ce renvoi, la Commission proposa et fit adopter, sans nouvelle discussion, des modifications consistant :

1^o Dans la réduction à deux jours du minimum de la détention à appliquer en matière ordinaire (art. 9 de la nouvelle loi), minimum que le projet fixait à six jours ;

2° Dans l'addition, à l'art. 18, maintenant le titre XIII du Code forestier, des mots « en ce qui n'est « pas contraire à la nouvelle loi. »

3° Enfin dans la substitution des termes extrêmes de 8 jours et 6 mois à ceux d'un mois et de deux ans portés au projet du gouvernement pour la fixation de la contrainte par corps à appliquer, en matière forestière, aux délinquants qui ne justifient pas de leur insolvabilité.

Les difficultés d'interprétation que la Commission, d'après la discussion (1), aurait voulu éviter, résul-

(1) Le rapporteur, M. Josseau expliquait ainsi qu'il suit les changements apportés à la rédaction de l'art. 18 du projet de loi.

Le 3^e alinéa du projet est ainsi conçu :

« Le titre XIII du Code forestier et le titre VII de la loi sur la pêche fluviale sont maintenus et continuent d'être exécutés.

« L'examen de ces deux titres a convaincu la Commission qu'il « pouvait s'élever quelques doutes sur la compatibilité de certaines « de leurs dispositions avec le projet actuel. Pour éviter toute « difficulté d'interprétation, votre Commission a jugé qu'il serait « utile de dire expressément que les deux titres dont il s'agit, n'étaient « maintenus qu'en ce qui n'était pas contraire à la présente loi.

« Le dernier alinéa de l'art. 18 dispose qu'en matière forestière « et de pêche fluviale, lorsque le débiteur ne fait pas les justifications « de l'art. 420, C. I. C., (c'est-à-dire lorsqu'il ne justifie pas de son « insolvabilité), la durée de la contrainte est fixée de 1 mois à 2 ans.

« Ces limites ont paru hors de proportion avec la gravité des « faits qui motivent les condamnations en ces matières.

« Nous avons pensé qu'un minimum de huit jours et un maximum « de six mois étaient suffisants pour garantir dans une juste me- « sure, le recouvrement des condamnations. »

On ne trouve ni dans le rapport, ni dans la discussion aucune indication sur ce qui paraissait inconciliable dans le titre XIII du Code forestier avec la loi de 1867.

tent précisément des changements apportés au projet du gouvernement et l'on est en présence de trois systèmes.

Dans le premier système, les art. 9 et 10 de la loi de 1867 seraient applicables aux délinquants forestiers insolubles, comme à tous autres délinquants, de sorte que la détention varierait pour eux d'un jour à un an, tandis qu'elle devrait être fixée pour les solvables entre les termes extrêmes de huit jours et six mois. — Ce système soulève plusieurs objections. — L'art. 9 de la loi de 1867 ne fixe pas, comme le titre XIII (art. 213 du Code forestier), des durées de détention déterminées à appliquer aux insolubles, sans que les juges puissent les modifier. Il établit une échelle graduée, il est vrai, suivant le montant des condamnations, mais qui n'en laisse pas moins aux tribunaux la faculté de régler, à chaque degré, la durée de la contrainte entre certaines limites, de deux jours à vingt jours, de vingt jours à quarante, de quarante à soixante, etc. — Il faudrait donc, pour l'appliquer avec les réductions prescrites par l'art. 10 pour les condamnés insolubles, que le prévenu fut tenu de justifier de son insolvabilité avant la décision des juges, ce qui semble peu praticable, ou que les juges fixassent deux durées de contrainte : l'une, pour le cas de solvabilité en se référant à l'art. 18; l'autre, pour le cas d'insolvabilité, en combinant les art. 9 et 10; cette complication paraît impossible. Ce système permettrait d'ailleurs

aux tribunaux de réduire, dans certains cas, au minimum d'un jour la contrainte par corps à exercer contre des insolvable; mais elle pourrait aussi être portée dans d'autres cas, à un an, c'est-à-dire à une durée double du maximum de détention, auquel peuvent être soumis les condamnés solvables, ce qui serait en contradiction avec l'esprit général de la loi.

Dans le second système, les durées de contrainte fixées par le titre XIII du Code forestier pour les insolvable demeurerait encore applicables. — Les juges n'auraient qu'à se préoccuper de la contrainte à déterminer en prévision de la solvabilité. Si le condamné justifiait ensuite de son insolvabilité, la contrainte serait réglée par le Code forestier. Ce système serait plus simple que le précédent; mais la commission semble précisément s'être proposé de l'écarter en modifiant la rédaction du projet du gouvernement : si cette seconde opinion était adoptée, il pourrait arriver qu'à la suite d'un jugement qui fixerait, en prévision de la solvabilité, la durée de la contrainte à huit jours, on retiendrait le condamné qui serait reconnu insolvable pendant quinze jours, un mois ou même deux mois, si les condamnations dépassaient cinquante francs. Ce résultat paraît être une des conséquences du maintien pur et simple du Code forestier, conséquences que la commission a jugées incompatibles avec la nouvelle loi.

Dans le troisième système, on appliquerait seulement les art. 18 et 10 de la loi de 1867. — Quand le

jugement aurait fixé la durée de la contrainte par corps, en prévision de la solvabilité, par application de l'art. 18, cette durée serait réduite de moitié, si le condamné était insolvable. La détention pourrait être ainsi abaissée parfois à quatre jours; mais elle pourrait aussi s'élever à trois mois, de sorte que, dans certains cas, la sévérité du Code forestier serait augmentée, ce qui ne semble pas avoir été l'intention du législateur.

Nous croyons que l'on pourrait en combinant les deux derniers systèmes et, en s'inspirant du principe que les lois répressives doivent, dans le doute, s'interpréter en faveur des coupables, admettre que le condamné en matière forestière, comme en toute autre, doit obtenir que la durée de contrainte fixée par le jugement soit réduite de moitié s'il justifie de son insolvabilité, et que, dans le cas où cette réduction le laisse encore soumis à une contrainte, dont la durée dépasse celle que fixe le titre XIII du Code forestier, les dispositions de ce titre doivent redevenir applicables. Si le délinquant est en état de récidive, on doit admettre que le tribunal tiendra toujours compte de cette circonstance en fixant la durée de la contrainte; on devra seulement, dans ce cas, ne revenir à l'application du Code forestier, pour diminuer la contrainte, que si la durée de la détention, fixée par le jugement et réduite de moitié, se trouvait encore supérieure à celle que le Code forestier prescrit d'appliquer en cas de récidive.

§ IV.

Frais.

Dans les instances forestières, les frais doivent être supportés par la partie qui a été condamnée à les payer par le jugement. Aucune difficulté ne se présente, lorsqu'il s'agit d'infractions commises dans des bois de particuliers. — Nous croyons utile de mentionner les règles spéciales qui régissent le paiement des frais résultant d'une instance introduite à la requête de l'administration forestière. — Si le prévenu est condamné à une peine quelconque, le jugement prononcera en même temps au profit de l'Etat le remboursement des frais auxquels la poursuite et la punition des délits aura donné lieu. S'il y a plusieurs accusés, ils seront condamnés solidairement aux frais. — Les frais seront liquidés et la liquidation rendue exécutoire par le président du tribunal (1). (Loi 8 germinal, an VII). Les percepteurs sont chargés du recouvrement de cette condamnation, comme de celui de toutes les autres peines pécuniaires. C'est au tribunal à apprécier s'il y a des frais frustratoires (2).

Supposons au contraire que le prévenu est acquitté; en général le jugement du tribunal correctionnel

(1) M. Rousset, *Dictionn. des forêts*, 1874, p. 603.

(2) Crim. cass., 12 décembre 1873 (Bull., n° 308).

mettra les frais à la charge de l'administration forestière, qui devra supporter non seulement les frais avancés, mais encore ceux qui auront été faits par le prévenu, tels que : instruction, expédition et signification de jugement. Les receveurs des domaines feront l'avance de ces frais qui leur seront remboursés par l'administration forestière (1).

Nous croyons utile de rappeler ici, que les greffiers sont tenus de communiquer aux agents forestiers, sans déplacement et sans frais, les jugements rendus à la diligence de ceux-ci; mais qu'ils ont, aux termes de l'article 51 du décret 18 juin 1811, droit pour les copies, dont il s'agit, à cinq centimes par article (2). Du reste en général, lorsque les greffiers donnent aux agents, par écrit, connaissance des jugements rendus à la requête de l'administration, on doit considérer ces mentions faites sur un imprimé spécial de la direction des forêts, comme un extrait de jugement donnant lieu à une rétribution de 0 fr. 25, aux termes de l'article 50 du décret du 18 juin 1811.

Les administrations publiques, parties civiles, doivent aux termes de l'article 436, C. I. C., être condamnées à l'indemnité et aux dépens, lorsque la poursuite dans laquelle elles ont succombé est relative à la réparation d'un préjudice matériel et pécu-

(1) *Circulaires de l'administration des forêts*, n° 431 du 6 novembre 1838 et n° 514 du 20 septembre 1841.

(2) *Circulaires de l'administration des forêts*, n° 675 du 31 décembre 1851.

naire. La Cour suprême avait décidé qu'il en est autrement, lorsque l'agent public qui représente l'administration a reçu de la loi mission de poursuivre un délit ou une contravention qui intéresse exclusivement l'ordre public (1); dans ce dernier cas, les frais devaient être supportés par l'Etat, comme dans les actions ouvertes par le ministère public. Un jugement récent (2) a assimilé l'administration forestière à la partie civile; même lorsqu'elle exerce les poursuites au point de vue de l'intérêt public.

DEUXIÈME SECTION.

Causes qui arrêtent ou modifient l'exécution des jugements.

§ I^{er}.

Amnistie.

L'amnistie efface tous les délits forestiers : soit qu'ils aient donné lieu ou non à une condamnation, soit qu'ils aient été l'objet d'une transaction ; le délinquant est libéré de tout paiement et de toute peine, et dans l'avenir, les jugements ne produisent plus aucun effet ; leur exécution ne peut donc plus avoir lieu.

(1) Crim. cass., 4 juillet 1864 (Bull., n^o 144).

(2) Trib. corr. de Brignoles, 11 juin 1878, *Répert. de législat. forest.*, tome VIII, 1879, p. 133.

§ II.

Grâce.

La grâce est un attribut du chef de l'État qui peut accorder après jugement la remise d'une peine d'emprisonnement. Ce pouvoir est exercé par le président de la République sur les propositions du ministre de la Justice.

Il est d'usage de ne pas accorder de grâce avant que la moitié de la durée de l'emprisonnement au moins ait été accomplie ; toutefois le chef de l'État peut grâcier dans tous les cas.

Du reste, si par la grâce le délinquant est libéré de la peine corporelle à laquelle le tribunal l'avait condamné, le jugement ne produit pas moins dans l'avenir tous ses effets relatifs à la récidive, au paiement des frais, au versement des peines pécuniaires et à la contrainte par corps.

§ III.

Transaction après jugement.

La loi du 18 juin 1859, en modifiant l'art. 159, C. F., a autorisé l'administration forestière à transiger après jugement définitif ; mais cette « transaction ne peut porter que sur les peines et réparations « pécuniaires. » Il en résulte que, dans aucun cas, elle ne pourra accorder des remises de prison.

L'administration néanmoins a reçu, dans la concession du droit de transaction après jugement, un des démembrements du droit de grâce qui n'appartient en principe qu'au chef de l'État. — Elle exerce ce pouvoir dans tous les cas de condamnation pour délit commis dans un bois soumis au régime forestier. — Elle ne transige jamais sur les frais considérés comme inaliénables et, dans le cas de délit de chasse, il est de règle de comprendre dans le montant de la transaction la prime du garde rédacteur du procès-verbal.

Si l'insolvabilité des délinquants est établie régulièrement (art. 420, C. I. C.), ils peuvent être admis « à se libérer des amendes, réparations civiles et « frais au moyen de prestations en nature consistant « en travaux d'entretien et d'amélioration dans les « forêts et sur les chemins vicinaux. » (art. 210 modifié, C. F.). L'art. 210, C. F., règle ensuite les conditions d'exécution. — Le délinquant, par l'accomplissement du travail, sera libéré de toutes les condamnations, même des frais.

Cette disposition de la loi de 1859 a été empruntée au Code forestier du grand-duché de Bade, promulgué le 6 mars 1845, qui, dans son article 148, § 2, s'exprime ainsi : « Une condamnation de « 30 kreuzers (1) équivaut à une journée de prestation, etc., » et dans son art. 139 : « Les prestations

(1) Soit $30 \times 4,3 = 129$ centimes, ou 1 franc 29 centimes.

« s'appliquent généralement à tous ouvrages qui ne
« sont pas *travaux d'art* et peuvent s'accomplir sous
« les yeux du public, notamment les travaux dans
« les forêts, sur les rives des fleuves, sur les digues,
« routes et chemins de toutes catégories, aux canaux
« et fossés de toutes sortes, etc. » La loi forestière de
Bavière, promulguée le 28 mars 1852, décide dans son
art. 52 qu' « il y a lieu de faciliter, surtout aux délin-
« quants insolubles, toutes les occasions possibles de
« s'acquitter de cette manière, en se renfermant tou-
« tefois, dans les limites des dépenses autorisées. »

Nous croyons que le législateur de 1859 a sage-
ment agi, en introduisant dans nos lois forestières,
cette cause de libération pour les délinquants qui,
leur pauvreté ne leur permettant pas d'acquitter les
condamnations prononcées contre eux, seraient
soumis à la dure épreuve de la contrainte par corps,
pour un délit bien minime et commis parfois sans
mauvaise intention. — Il y aurait eu danger, à
notre avis, à autoriser comme l'a fait la loi forestière
de Bavière, la conversion de la peine d'emprison-
nement en journées de prestation; car on aurait pu
craindre que des délinquants d'habitude ne fussent
pas assez punis par cette exécution de la peine;
sous ce rapport, nous pensons que la loi française
ne laisse rien à désirer.

La nature du droit de transaction après jugement
en exclut évidemment les particuliers, les communes
et tous autres propriétaires de bois.

Une circulaire du directeur général des forêts, en date du 30 décembre 1876 (1), envoyée aux agents forestiers à la suite d'une décision prise par le ministre des finances, le 29 novembre 1876, a déclaré que la transaction après jugement, étant un *acte de bienveillance envers le condamné, l'administration a le droit de la subordonner à telles conditions qu'elle juge convenables et notamment d'exiger que le paiement ait lieu soit immédiatement, soit dans un délai déterminé*. Le délai stipulé dans la transaction est fixé par l'autorité compétente pour statuer, sans qu'il puisse dépasser 3 mois, après lesquels le trésorier payeur général, sous sa responsabilité et sur la proposition du percepteur chargé du recouvrement, pourra encore retarder le terme d'un mois au maximum, en prévenant le conservateur de cette prolongation.

Le délinquant n'est pas de plein droit par non paiement déchu du bénéfice de la transaction ; il faut que la remise partielle des condamnations ait été subordonnée à la condition de paiement dans le délai. Les décisions doivent donc énoncer toujours formellement que, faute d'avoir rempli la condition prescrite dans le délai imparti, la transaction sera non avenue et le jugement reprendra tout son effet, sans qu'aucune mise en demeure préalable, ni même un simple avertissement, soit nécessaire.

(1) *Circulaire des forêts*, n° 206, tome IV.

On devra donner connaissance de la transaction non seulement aux délinquants qui ont été l'objet de cette mesure de clémence, mais encore aux cautions responsables du paiement des condamnations pécuniaires.

Remarquons enfin que la transaction après jugement est non pas une sorte d'amnistie, mais une sorte de grâce qui ne peut être accordée qu'après un jugement irrévocable.

§ IV.

Remise d'amendes.

Le bénéfice de la transaction après jugement ne s'applique pas aux délits commis dans les bois des particuliers ; car cette faculté n'est accordée qu'à l'administration, pour les bois soumis au régime forestier.

Cette disposition ne s'applique donc pas aux délits de défrichement (art. 219, C. F.), et un avis du conseil d'État, en date du 26 novembre 1860, l'a ainsi décidé. Lors donc qu'un particulier a été poursuivi et condamné, parce qu'il avait défriché soit sans avoir fait de déclaration préalable, soit sans avoir attendu la main-levée de l'interdiction ou les six mois exigés (art. 219, C. F.), ce délinquant ne peut obtenir un adoucissement de la peine qu'au moyen de la remise d'amende soumise à la décision du Ministre de l'Agriculture.

§ V.

Renonciation aux réparations civiles.

Lorsqu'à la suite de délits commis dans un bois communal soumis au régime forestier, l'administration a exercé des poursuites en réparation des infractions à la loi, les restitutions et les dommages-intérêts obtenus par le jugement de condamnation sont recouvrés par le percepteur; mais leur montant est ensuite versé entre les mains du receveur de la commune propriétaire du bois, par application de l'art. 204, C. F. Les Conseils municipaux ont le droit en général de renoncer au bénéfice de réparations civiles stipulées, au profit des communes, soit par des décisions de transaction, soit par des jugements, sauf dans le cas de l'art. 82, C. F. Cette façon d'agir rendrait en effet impossible toute action de l'administration des forêts sur les entrepreneurs responsables des exploitations de coupes affouagères. —

Cependant à différentes reprises les préfets ont reconnu que les Conseils municipaux étaient demeurés investis, d'une façon générale, du droit, que leur conférait une décision ministérielle du 2 février 1830, d'autoriser la remise des restitutions et dommages-intérêts prononcés au profit des communes, pour délits commis dans leurs bois. — Cette manière d'interpréter la loi par l'administration préfectorale ne nous semble pas soutenable. La circulaire citée

en effet n'avait pour but que d'autoriser les communes à intervenir dans les condamnations prononcées, sous les conditions de l'article 82, C. F., c'est-à-dire pour l'amende et les frais seulement et sauf l'exercice de leur recours contre les condamnés.

Cet abus n'est pas seulement contraire à l'article 81, C. F., dont il rend les dispositions impossibles, il est en outre en opposition avec les articles 82 et 112, C. F., combinés. Le second paragraphe de l'art. 82 porte bien en effet que « les communes usagères « seront *garantes solidaires* des condamnations « prononcées contre les débiteurs; » mais il est manifeste qu'en rendant cet article applicable à la jouissance des communes dans leurs propres bois, l'article 112 a nécessairement restreint la *solidarité* aux amendes et aux frais; en conséquence lorsque les communes paient les réparations civiles, elles se substituent irrégulièrement à l'entrepreneur pour acquitter sa dette personnelle et vont ainsi contre le vœu de la loi, qui a entendu faire deux parts des condamnations : l'une toujours et nécessairement à la charge de l'exploitant, l'autre pouvant être recouvrée sur la commune, mais sous la réserve du compte de celle-ci contre son entrepreneur. Le paiement des réparations civiles, dans les conditions dont il s'agit, s'opère d'ailleurs par un simple virement de fonds, puisque les communes se paient à elles-mêmes, et en fin de compte le résultat n'est autre chose que la suppression complète et absolue des condamnations prononcées.

Du reste, pour tout autre délit que ceux commis par l'adjudicataire, notre raisonnement ne subsiste pas et nous croyons que le Conseil municipal peut renoncer au bénéfice des réparations civiles. Il en est de même des particuliers pour les délits commis dans leurs bois.

§ VI.

Prescription de la peine.

Par application des principes généraux en matière de prescription de la peine, il y a une distinction à faire. Lorsque les condamnations sont inférieures à cinq jours d'emprisonnement et à 15 fr. d'amende, la peine se prescrit par deux ans (art. 639, C. I. C.); si elles sont supérieures, par cinq ans (art. 636, C. I. C.).

Toutefois en matière forestière, le taux de l'amende ou le nombre de jours de prison prononcés ne donnent pas aux infractions le caractère de délit ou de contravention, et quel que soit le taux des condamnations, c'est toujours la juridiction correctionnelle qui est compétente, s'il s'agit de faits commis dans un bois soumis au régime forestier. En conséquence, on s'est demandé si la juridiction correctionnelle étant toujours celle qui statue en matière forestière, les amendes prononcées par elle, ne devraient pas toujours se prescrire par cinq ans; si l'on ne devait pas, pour déterminer le délai de la pres-

cription s'attacher à la juridiction qui prononce et non à la peine édictée par le jugement.

La question a été soumise à la Cour de cassation, non pas au point de vue de la prescription de la peine prononcée, mais au point de vue du délai pour agir, ce qui implique la même théorie. Nous avons vu que l'arrêt du 24 mai 1850 (1) a décidé que, même dans les matières spéciales, comme par exemple en matière forestière, le taux de l'amende encourue doit, comme en matière ordinaire, déterminer le délai pour agir.

Il faut en conclure que, de même, le taux de l'amende doit déterminer le délai de prescription contre la peine prononcée.

Par conséquent, lorsque l'amende prononcée est au-dessous de 15 francs et l'emprisonnement au-dessous de cinq jours, le délai de prescription est de 2 ans, sinon il est de 5 ans.

Le moment à partir duquel commence la prescription devrait être celui où la peine est devenue exécutoire; mais la prescription court soit de la date des arrêts, soit du jour où les jugements rendus en dernier ressort ne peuvent plus être attaqués par la voie de l'appel.

Le droit d'exécution civile est complètement indépendant du droit d'exécution pénale. Ni la mort du condamné, ni la prescription de la peine, ni l'aban-

(1) Crimin. cassat., (Bull., n° 171).

don du droit d'exécution pénale ne peuvent mettre obstacle à ce que la partie, au profit de laquelle des condamnations civiles ont été prononcées, exerce son droit, conformément aux règles du Code civil. Nous avons vu qu'il n'y avait qu'une exception en faveur de la transaction accordée après jugement par l'administration forestière. — L'art. 642 du Code d'instruction criminelle décide que la prescription de la peine en particulier n'empêche pas l'emploi des moyens d'exécution pour les condamnations civiles. Cette disposition doit être généralisée et doit s'étendre à tous les modes d'extinction d'exécution pénale (1).

(1) Bœuf, *Droit pénal*, 1875, p. 365. — Voir à ce sujet la dissertation du *Comité de jurisprudence forestière* publiée dans le *Répertoire de législation forestière*, tome VII, 1877, p. 1.

CHAPITRE VI.

RÉPRESSION DES DÉLITS FORESTIERS COMMIS PAR DES ÉTRANGERS EN FRANCE.

Lorsqu'un délit forestier est commis par un étranger résidant en France, on peut dresser contre le délinquant un procès-verbal et le poursuivre par les voies ordinaires; car « les étrangers sont tenus
« de respecter la constitution et les lois du pays où
« ils résident; ils y sont astreint, non pas en qualité
« de citoyens de l'État, mais parce qu'ils doivent
« se soumettre aux autorités et au pouvoir du
« pays (1). »

Mais lorsque l'étranger ne réside pas en France, lorsqu'il habite à une faible distance de la frontière, les délits sont accomplis avec d'autant plus d'audace que diverses circonstances tendent à assurer leur impunité; des difficultés s'élèvent, en effet : 1° Pour la constatation des délits; 2° Pour la détermination du tribunal compétent; 3° Pour l'exécution des jugements.

Lorsque des délits forestiers (examinons le cas le plus fréquent, c'est-à-dire la coupe de bois) sont

(1) *Droit international codifié par Bluntschli*, traduit par M. Lardy 1874, p. 228, art. 338.

commis en France par des étrangers, ou à l'étranger par des Français, les délinquants se hâtent d'emporter les bois qu'ils ont coupés et de rentrer dans leur pays, pour se soustraire aux poursuites. Les gardes forestiers préposés à la surveillance des bois, dans lesquels les délits ont eu lieu, passent la frontière et se présentent au domicile du délinquant pour faire des perquisitions. Les officiers municipaux étrangers dès lors refusent de leur prêter appui, la constatation est impossible. — Il en est de même pour les autres délits.

Si le garde a dressé un procès-verbal qui permette de poursuivre, quel sera le tribunal compétent pour statuer sur le délit ?

Si l'on admet que c'est le tribunal du domicile du délinquant, le tribunal étranger refusera sans doute d'appliquer la loi de l'État sur le territoire duquel a été commis le délit. Si ce tribunal condamne, comment son jugement sera-t-il exécuté, puisque les jugements rendus dans un pays ne peuvent pas être exécutés dans un pays voisin ?

C'est à la suite de ces difficultés que la France a passé avec l'Italie et la Suisse une convention assurant la répression des délits forestiers commis sur la frontière.

La loi du 27 juin 1866 est venue établir le principe de réciprocité en cette matière et il est à espérer que les décrets le sanctionneront entre la France et toutes les nations voisines.

§ I^{er}.

Traité du 7 mars 1861 avec l'Italie.

En 1860, la frontière entre la France et la Sardaigne fut fixée de telle sorte que des forêts appartenant à plusieurs communes françaises des anciennes provinces de Nice et de Savoie se trouvèrent englobées dans le territoire sarde. D'après les renseignements fournis à cette époque au ministre des finances, ces forêts situées sur le versant des Alpes qui regarde la France auraient été à peu près inaccessibles du côté de l'Italie, dont elles sont séparées par la crête des montagnes. Il n'y aurait donc eu à y craindre des délits que de la part des populations françaises. — A défaut de dispositions spéciales dans le traité à intervenir entre les deux pays, ces forêts auraient été soumises à la législation sarde : les contraventions et délits qui auraient pu y être commis auraient été de la compétence des tribunaux italiens.

Un tel état de choses aurait laissé ces forêts sans protection efficace ; car en admettant que les délits puissent être régulièrement constatés, les poursuites auraient été impossibles, en raison des difficultés de communication entre les deux pays, et d'exécution des jugements, qui auraient été rendus contre les délinquants français. — Pour préserver les forêts dont il s'agit d'une ruine certaine et assurer aux communes propriétaires la conservation d'une res-

source d'autant plus précieuse pour elles que le pays était plus pauvre, il a semblé nécessaire d'y établir un régime exceptionnel. — A cet effet, on a introduit dans la convention internationale du 7 mars 1861 l'article 8 ainsi conçu : « Les bois
« appartenant à des communes françaises et situés
« dans le Comté de Nice, entre la ligne frontière
« et la crête des Alpes, seront administrés par les
« agents du gouvernement français; toutefois ces
« agents ne seront appelés qu'à constater les délits et
« contraventions en matière forestière, qui seraient
« commis par des Français résidant en France, et leurs
« procès-verbaux ne pourront être mis en poursuite
« que devant les tribunaux français (1). »

Dans les négociations du traité les plénipotentiaires français avaient proposé que les bois et forêts, dont il est question, fussent purement et simplement soumis aux règles de police et de conservation établies par nos lois forestières, de la sorte on aurait pu poursuivre aussi bien les Français que les étrangers. Mais le gouvernement sarde a refusé d'accepter cette clause et l'art. 8 a été rédigé dans les termes que nous avons relatés plus haut.

Cette disposition paraît à première vue renfermer deux lacunes importantes. D'une part, on ne désigne pas quelle sera la législation applicable aux délinquants français contre lesquels des procès-verbaux

(1) V. le décret du 31 mars 1861, *Bulletin des lois*.

auront été dressés. D'autre part, on assure une sorte d'impunité aux délinquants étrangers et aux délinquants français résidant en Italie. On a remédié au premier de ces inconvénients : du moment en effet où l'on admet que les tribunaux français seront compétents pour connaître des procès-verbaux dressés contre des Français, en matière forestière, on doit également admettre que les délinquants encourent les peines édictés par les lois françaises.

Mais la seconde difficulté subsiste encore aujourd'hui ; c'est en vain que les agents forestiers ont essayé d'appliquer aux délits forestiers les termes généraux de l'art. 7 (1), s'appuyant sur ce qu'il était tout à fait improbable que les rédacteurs de la convention eussent voulu désarmer complètement l'administration forestière française de tout moyen de répression contre les délinquants italiens. — Aujourd'hui, les tribunaux français se déclarent incompetents (2) et les tribunaux italiens refusent de condamner leurs nationaux dans toute poursuite intentée contre un sujet italien pour délits commis

(1) Art. 7. « Les délits et contraventions qui pourraient avoir
« lieu sur le Mont-Cenis et sur les territoires compris entre la ligne
« frontière et la crête des Alpes, depuis Colla Lunga, jusqu'au mont
« Clapier, seront constatés par les gardes champêtres des communes
« françaises auxquelles ces territoires appartiennent. Les gardes
« champêtres devront être assermentés devant un tribunal sarde, et
« leurs procès-verbaux seront mis en poursuite devant ce même
« tribunal. »

(2) Jugement du trib. correct. de Nice, 25 février 1865.

dans une forêt soumise au régime forestier, mais située au-delà de la frontière. — En 1864, l'administration française a fait assermenter devant les juges compétents en Italie les gardes forestiers en qualité de gardes champêtres, espérant obtenir de la sorte l'application de l'art. 7; mais elle n'a pas obtenu les résultats qu'elle espérait. En effet, le tribunal de Coni a rendu le 24 août 1865 un jugement d'acquiescement à la suite d'un procès-verbal forestier en se fondant sur ce que l'art. 8 de la convention du 7 mars 1861 s'oppose à ce qu'aucun sujet italien soit poursuivi par l'autorité française et sur ce qu'au surplus les garanties établies par l'art. 7 ne seraient pas applicables à l'espèce.

A notre avis, il résulte de cette discussion qu'un point essentiel manque à la convention internationale du 7 mars 1861; elle laisse impunis les délits commis, dans les forêts soumises au régime forestier et situées au-delà de la frontière, par un Italien, ou tout autre sujet demeurant en Italie. Il y a évidemment une lacune à combler; car la surveillance de ces forêts communales ne peut pas être complète, et pour la rendre efficace, il faudrait qu'une nouvelle convention internationale accordât aux agents forestiers français le droit de poursuivre les délinquants qui habitent en Italie devant les tribunaux d'Italie.

§ II.

Traité du 30 juin 1864 avec la Suisse.

La convention passée entre la Suisse et la France, le 30 juin 1864 (1), sur les rapports de voisinage et sur la surveillance des forêts limitrophes a été faite avec beaucoup plus de soin et de prévoyance que le traité avec l'Italie que nous venons d'étudier.

Des plénipotentiaires avaient longuement examiné la question (2) et l'application fut précédée encore de longues études; car la déclaration relative à la mise à exécution des art. 8 et 9 de la convention spécialement relatifs à la répression des délits forestiers ne fut signée par le ministre des affaires étrangères que le 22 août 1866.

Ce traité mis en vigueur depuis le 1^{er} septembre 1866 n'a donné lieu à aucune complication diplomatique et assure parfaitement la surveillance des forêts limitrophes de Suisse et de France; mais cette convention passée en 1864 n'était valable que pour 12 ans, pouvant être augmentés d'une année par le fait de non-dénonciation. Depuis l'année 1878, ce traité n'existe donc plus en droit; mais en fait, on a continué à agir comme s'il était en vigueur et

(1) V. le texte de la convention du 30 juin 1864, au Bulletin des lois Duvergier, 1864, p. 489.

(2) M. Kern pour la Suisse et M. Drouin de Lhuys pour la France.

les deux nations viennent de conclure le 23 février 1882 une convention dont le texte semblable à celui du traité de 1864 a paru le 13 mai 1882 au *Journal officiel*. — Cette convention est valable jusqu'au 1^{er} février 1892.

§ III.

Loi du 27 juin 1866. — Convention avec la Belgique.

La loi du 27 juin 1866, dans son art. 2 décide que : « Tout Français qui s'est rendu coupable de
« délits et contraventions en matière forestière,
« rurale, de pêche, de douanes ou de contributions
« indirectes, sur le territoire de l'un des États
« limitrophes, peut être poursuivi et jugé en France,
« d'après la loi française, si cet État autorise la
« poursuite de ses regnicoles, pour les mêmes faits
« commis en France. La réciprocité sera légalement
« constatée par des conventions internationales ou
« par un décret publié au *Bulletin des lois*. »

Il est à regretter que toutes les puissances limitrophes n'aient pas consenti avec la France une convention pour la répression réciproque des délits forestiers. La Bavière la première, a demandé et obtenu ce traité, en 1869, mais il a été dénoncé en 1871. Depuis lors, la Belgique seule jouit du bénéfice de la loi de 1866, en vertu du décret du décret du 2 novembre 1877. Aujourd'hui, l'adminis-

tration forestière étudie un projet de convention basée sur les mêmes principes entre la France et l'Allemagne.

Nous espérons que peu à peu, ce système de réciprocité dans la répression des délits en matière forestière fixera les rapports de tous les États limitrophes de la France, et assurera ainsi la surveillance et la conservation des richesses forestières.

APPENDICE

Note I.

I. — Tableau des amnisties forestières & motifs.

DAETS.	NATURE DES AMNISTIES.	MOTIFS.
25 mars 1810.	Amnistie générale, s'étendant à toutes sortes de délits, ainsi qu'aux peines encourues par les déserteurs et par les réfractaires.	Mariage de l'Empereur.
11 juill. 1814.	Amnistie forestière partielle, exclusivement applicable aux <i>indigents</i> condamnés pour délits de pâturage, enlèvement de bois sec, d'herbes et de feuilles, et qui n'avaient subi antérieurement aucune condamnation de même nature.	La misère, suite de l'invasion.
20 oct. 1820.	Amnistie forestière partielle, à l'exclusion : 1 ^o des récidivistes ; 2 ^o des adjudicataires pour inobservations et abus, dans leurs coupes ; 3 ^o des maires et communautés pour exploitations illégales.	Naissance du duc de Bordeaux.
28 mai 1825.	Amnistie : 1 ^o à certains individus (nominativement désignés) condamnés pour crimes divers ; 2 ^o aux individus condamnés pour	Sacre de Charles X.

DATES.	NATURE DES AMNISTIES.	MOTIFS.
28 mai 1825 (suite).	délits politiques; 3 ^o enfin pour tous délits forestiers, à l'exception de ceux commis par les adjudicataires de coupes poursuivis pour malversations ou abus.	Sacre de Charles X.
3 nov. 1827.	Amnistie pour tous délits forestiers commis, avant la promulgation du nouveau Code.	Homologation du Code forestier; établissement d'une législation nouvelle concernant les forêts.
14 mars 1830.	Amnistie pour tous délits de coupe ou d'enlèvement de bois, genêts, bruyères, de feuilles mortes, commis dans les forêts, depuis le 1 ^{er} septembre 1829 jusqu'au 1 ^{er} mars 1830, par les individus contre lesquels aucun procès-verbal n'a été rapporté pour délit forestier, depuis la précédente amnistie (3 nov. 1827) et qui n'ont pas fait partie des rassemblements qui se sont portés dans les forêts.	Rigueur excessive de l'hiver 1829-1830.
8 nov. 1830.	Amnistie pour délits forestiers et de pêche à (l'exception de ceux commis par les adjudicataires des coupes ou de cantonnements de pêche), pour contravention à la police du roulage et de la grande voirie; remise des doubles droits en matière de timbre, d'enregistrement et de mutation.	Avènement de Louis-Philippe.

DATES.	NATURE DES AMNISTIES.	MOTIFS.
7 déc. 1830.	Extension de l'amnistie qui précède aux délits forestiers et de chasse, commis dans les bois et domaines de l'ancienne dotation de la couronne.	Avènement de Louis-Philippe.
13 avril 1834.	Amnistie pour tous crimes ou délits commis depuis le 1 ^{er} janvier 1829, dans le département de l'Arriège et dans l'arrondissement de Saint-Gaudens, par des bandes armées et non armées, notamment par celle connue sous le nom de <i>Demoiselles</i> , dans le but de soustraire les forêts à la surveillance de l'autorité ou d'entraver l'exécution du Code forestier.	Considérant..... que la gravité des excès auxquels ces individus se sont livrés a été atténuée jusqu'à un certain point par divers circonstances qui n'existent plus aujourd'hui; qu'ainsi il est convenable d'user d'indulgence à l'égard des crimes et délits antérieurs à ce jour, etc.
30 mai 1837.	Amnistie pour contraventions et délits relatifs aux lois sur les forêts et la pêche, ainsi que pour les délits de chasse dans les forêts (étant exceptés les contrevenants en matière de défrichement, adjudicataires des coupes poursuivis pour malversations et abus, les fermiers de la chasse, les adjudicataires de cantonnements de pêche, etc.). Remise des amendes de 100 fr. et au-dessous prononcées en matière correctionnelle de police, de roulage et de grande voirie.	L'ordonnance du Roi ne mentionne aucun motif.

DATES.	NATURE DES AMNISTIES.	MOTIFS.
15 janv. 1852.	Amnistie pour délits et contraventions en matière de forêts et de pêche, sous les mêmes réserves que ci-dessus.	L'unique considération du décret est ainsi libellée : Considérant que les désordres commis dans les forêts à toutes les époques de commotions politiques ne se sont pas reproduits lors des derniers événements.
14 août 1852.	Mise en liberté des individus contre lesquels la contrainte par corps a été exercée pour le recouvrement des amendes et frais dûs par suite des délits ou contraventions relatifs aux lois sur les forêts, la pêche, la chasse, la police du roulage et de la grande voirie.	Aucun motif n'est indiqué au décret.
16 mars 1856.	Amnistie pour tous délits ou contraventions en matière de douanes, de contributions indirectes, de forêts, de pêche ou de chasse.	Naissance du Prince Impérial.
14 août 1869.	Amnistie pour tous crimes ou délits politiques, délits et contraventions en matière de presse, de police de l'imprimerie et de la librairie, de réunions publiques, de coalitions, de douanes, de contributions indirectes et de garantie des matières d'or et d'argent, de forêts, de chasse, de pêche, de voirie, de police du roulage, d'infraction au service de la garde nationale ; aux déserteurs et insoumis de l'armée de terre et de mer.	Le centenaire de la naissance de Napoléon 1 ^{er} .

NOTE II.

ANNÉES.	NOMBRE DE procès-verbaux dressés.	NOMBRE DE TRANSACTIONS ACCORDÉES		CONDAMNATIONS ENCOURUES OU PRONONCÉES.	TRANSACTIONS acquittées PAR LES DÉLINQUANTS.	OBSERVATIONS.
		avant jugement.	après jugement.			
1866	39.833	29.901	1.167	1.516.313 fr. 38	399.537 fr. 57	Le nombre des transactions accordées, dans le cours de chaque année, ne correspond pas exactement à celui des procès-verbaux dressés pendant le même temps ; on ne peut en effet statuer, dans l'année même, sur tous les procès-verbaux rapportés ; d'autre part un certain nombre de ces procès-verbaux est annulé, d'autres ne sont pas admis à transaction ; enfin, il en est qui, se rapportant à des délits non forestiers, sont transmis aux Procureurs de la République.
1867	38.470	23.468	937	1.600.371 » 32	360.386 » 44	
1868	42.061	22.288	746	1.628.751 » 53	368.207 » 83	
1869	36.286	23.174	629	1.157.204 » 25	296.094 » 56	
1870	39.461	35.070	463	1.279.334 » 28	299.035 » 01	
1871	46.348	22.552	2.625	2.174.727 » 15	592.660 » 53	
1872	31.631	26.754	1.890	2.456.660 » 65	398.872 » 73	
1873	30.566	29.843	849	1.865.722 » 16	331.164 » 41	
1874	29.874	28.808	1.109	3.857.491 » 38	390.937 » 52	
1875	27.950	29.901	1 047	1.813.023 » 63	346.463 » 67	
		271.779	11.362			
		283.141				

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
CHAPITRE I ^{er} . — HISTOIRE DU DROIT PÉNAL FORESTIER	5
Section I. — Depuis la chute de l'empire romain jusqu'au XIII ^e siècle.....	6
Section II. — Du XIII ^e siècle à l'ordonnance de 1669.	16
Section III. — Ordonnance de 1669.....	24
§ 1. — Constatation des délits.....	24
§ 2. — Poursuite des délits.	26
§ 3. — Pénalité.	29
§ 4. — Exécution des jugements.	32
Section IV. — Droit intermédiaire jusqu'en 1827....	33
§ 1. — Constatation des délits.....	37
§ 2. — Poursuite des délits.	39
§ 3. — Pénalité.	40
§ 4. — Exécution des jugements.	42
CHAPITRE II. — CONSTATATION DES DÉLITS.....	46
Section 1. — Actes de la police judiciaire relatifs à la recherche et à la constatation des délits.....	46
§ 1. — Saisie.....	47
§ 2. — Visite domiciliaire.....	49
§ 3. — Réquisition à la force publique.....	57
§ 4. — Séquestre.....	58
§ 5. — Droit d'arrestation.....	60
Pouvoirs des agents forestiers relativement à la constatation des délits. .	61

	Pages.
Section II. — Des preuves.	68
§ 1. — De la preuve écrite ou des procès-ver- baux.	69
A. — Écriture.	69
B. — Signature.	71
C. — Date.	73
D. — Affirmation	74
E. — Enregistrement	82
F. — De la foi due aux procès-verbaux.	85
G. — Responsabilité des gardes.	87
H. — Privilège de juridiction.	88
J. — Constatacion des délits forestiers dans les bois de particuliers.	90
§ 2. — De la preuve testimoniale	94
§ 3. — De l'aveu.	97
CHAPITRE III. — POURSUITE DES DÉLITS	100
Section I. — De l'action publique et de l'action privée.	100
§ 1. — Compétence des agents forestiers.	100
§ 2. — Citation	107
§ 3. — Audiences	109
Section II. — Extinction des actions publique et privée	115
§ 1. — Transaction avant jugement.	115
§ 2. — Prescription de l'action.	123
§ 3. — Abandon de poursuite.	136
§ 4. — Chose jugée	138
§ 5. — Mort du prévenu.	139
§ 6. — Amnistie	140
Section III. — Voies de recours	142
§ 1. — Opposition	142
§ 2. — Appel	144

	Pages.
§ 3. — Pourvoi en cassation.....	151
§ 4. — De la demande en révision.....	153
CHAPITRE IV. — PÉNALITÉ.....	154
Section I. — Des délinquants.....	154
§ 1. — Intention. — Bonne foi.....	154
§ 2. — Faits justificatifs.....	156
§ 3. — Excuses.....	158
§ 4. — Discernement.....	159
§ 5. — Tentative.....	160
§ 6. — Complicité.....	161
§ 7. — Solidarité.....	163
§ 8. — Responsabilité.....	165
Section II. — Application des peines.....	168
§ 1. — Prison.....	168
§ 2. — Amendes.....	171
§ 3. — Peines accessoires.....	172
— A Confiscation....	173
— B Démolition....	175
— C Interdiction des usagers.....	175
§ 4. — Circonstances aggravantes.....	176
§ 5. — Cumul des peines.....	182
Section III. — Réparations civiles.....	188
§ 1. — Restitutions.....	188
§ 2. — Dommages-intérêts.....	190
§ 3. — Frais et dépens.....	192
CHAPITRE V. — EXÉCUTION DES JUGEMENTS.....	198
Section I. — Exécution rigoureuse et intégrale... ..	198
§ 1. — Significations.....	198
§ 2. — Organes chargés de la mise à exécution.....	199

	Pages.
§ 3. — Moyens d'exécution des jugements. . .	206
A. — Emprisonnement	206
B. — Paiement des condamnations pécuniaires	206
C. — Confiscation. — Saisie.	207
D. — Contrainte par corps.	210
§ 4. — Frais.	224
Section II. — Causes qui arrêtent ou modifient l'exécution des jugements.	226
§ 1. — Amnistie	226
§ 2. — Grâce.	227
§ 3. — Transaction après jugement	227
§ 4. — Remise d'amendes.	231
§ 5. — Renonciation aux réparations civiles.	232
§ 6. — Prescription de la peine.	234
CHAPITRE VI. — RÉPRESSION DES DÉLITS FORESTIERS COMMIS PAR DES ÉTRANGERS EN FRANCE.	237
§ 1. — Traité du 7 mars 1861 avec l'Italie.	239
§ 2. — Traité du 30 juin 1864 avec la Suisse.	243
§ 3. — Loi du 27 juin-3 juillet 1866 et convention avec la Belgique.	244
APPENDICE. — Note 1. — Amnisties en matière forestière, de 1810 à 1882.	246
— Note 2. — Tableau des transactions accordées en matière forestière, de 1866 à 1876.	250

POSITIONS

DROIT ROMAIN.

I. — Dans les colonies de vétérans, les forêts restaient la propriété de l'État : elles ne pouvaient être attribuées aux vétérans dans les distributions de terres qui leur étaient faites. — Les mots : *Ager est cultura assignatus*, doivent s'expliquer de la façon suivante *ager (ubi) est cultura (est) assignatus*.

II. — Sous l'Empire, les bois appartenant à des cités ou à des établissements publics étaient seuls inaliénables ; les bois de l'État ne l'étaient pas.

III. — Les trois collèges des *Centonarii*, des *Dendrophori* et des *Fabri*, réunis en un seul, forment dans chaque ville une administration municipale des forêts et des édifices.

IV. — La vente d'un fonds, faite surtout en considération des arbres qui le recouvrent, est valable même après qu'un sinistre a détruit la moitié des arbres.

V. — Le *jus pedamenta ad vineas sumendi* ne s'éteint pas par le seul fait de la transformation de la vigne en terre labourable.

VI. — Le vendeur d'un fonds de terre peut exercer l'action *de arboribus furtim cæsis*.

VII. — On peut cumuler les actions pénales qui naissent d'un même délit forestier pour faire appliquer intégralement toutes les peines.

CODE CIVIL.

I. — Une femme mariée à un Français et judiciairement séparée de corps peut se faire naturaliser en pays étranger, sans l'autorisation de son mari ou de justice; mais si elle contracte un mariage postérieur à cette naturalisation, la seconde union est nulle.

II. — Après trente ans à compter du décès du *de cujus*, l'héritier qui n'a pris aucun parti est étranger à la succession.

III. — La prescription de dix ans résultant de l'article 1304, C. C., est susceptible de suspension.

DROIT PÉNAL FORESTIER.

I. — Le procès-verbal dressé à la suite d'une visite domiciliaire faite hors de la présence d'un des officiers désignés par la loi, n'est nul que dans le cas où le prévenu s'est opposé à l'envahissement de sa maison.

II. — Les agents forestiers peuvent faire tous les actes relatifs à la recherche et à la constatation des délits comme les gardes, pourvu qu'ils soient dans

les limites du territoire pour lequel ils sont commissionnés.

III. — Les agents forestiers doivent écrire leurs procès-verbaux de leur main comme les gardes.

IV. — L'acte d'affirmation doit être signé par le préposé rédacteur du procès-verbal. — La lecture du procès-verbal par l'officier, devant lequel l'affirmation a lieu, n'est pas nécessaire, lorsque ce procès-verbal a été rédigé par deux gardes et écrit par l'un d'eux.

V. — Les gardes forestiers peuvent être appelés comme témoins pour suppléer à l'insuffisance ou à la nullité du procès-verbal dressé par eux. *Nec obstat* la disposition de l'article 6, C. F., qui rend les gardes responsables des condamnations encourues par le délinquant.

VI. — L'aveu ne peut jamais obliger le juge à condamner.

VII. — L'administration forestière possède concurremment avec le ministère public l'exercice de l'action publique à l'égard des délits prévus et punis par le Code forestier et par la loi sur la chasse du 3 mai 1844; pour toute infraction commise en forêt qui n'est pas du ressort de ces deux lois, le ministère public a seul l'exercice de l'action publique

VIII. — La transaction avant jugement éteint

l'action publique pour tous les délits prévus et punis par le Code forestier et la loi sur la chasse. — Le tribunal ne peut plus juger.

IX. — Lorsque la prescription de l'action ouverte à la suite d'un procès-verbal forestier, a été interrompue, le nouveau délai n'est plus de 3 ou 6 mois, mais bien de 1 ou 3 ans, suivant la nature de l'infraction à la loi.

X. — La demande en autorisation de poursuite contre des officiers de police judiciaire qui auraient commis des délits forestiers, ne suspend pas et n'interrompt pas la prescription.

XI. — La prescription de l'article 185 § 1, C. F., est applicable aux adjudicataires, à moins de disposition formelle de la loi forestière qui les astreigne à une plus longue prescription, art. 44 et 30, C. P.

XII. — Les juges ne peuvent jamais convertir la confiscation de l'objet à l'aide duquel a été commis le délit en une peine pécuniaire de sa valeur.

XIII. — L'amende encourue pour délit forestier doit être répétée autant de fois qu'il y a de circonstances aggravantes constatées par le procès-verbal

XIV. — Le principe de la confusion des peines ne s'applique pas en matière forestière.

XV. — Le condamné, en matière forestière, doit obtenir que la durée de la contrainte par corps fixée

dans le jugement rendu contre lui soit réduite de moitié, s'il justifie de son insolvabilité. Dans le cas où cette réduction le laisse encore soumis à une contrainte, dont la durée dépasse celle que fixe le titre XIII du Code forestier, les dispositions de ce titre doivent redevenir applicables

XVI. — La convention internationale du 7 mars 1861 entre l'Italie et la France, laisse impunis les délits forestiers commis par des nationaux autres que des Français, dans les forêts soumises à notre régime forestier, situées au-delà de la frontière

Vu par le Doyen, Président de l'acte public,

Nancy, le 25 mai 1882,

E. LEDERLIN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur,

E. MAURIN.



